

Pierre Lazareff [1907-1972]

Journaliste français

(1944)

SOUVENIRS

TOME 1 :

***DERNIÈRE ÉDITION***

Avec une présentation de l'œuvre  
par Michel Bergès, historien

Collection

“Civilisations et politique”

**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES**

CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25<sup>e</sup> anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Cette édition électronique a été réalisée par *Michel Bergès*, bénévole, historien des idées politiques, professeur retraité de l'Université de Bordeaux - Montesquieu, directeur de la collection "Civilisations et politique",

[Page web dans Les Classiques des sciences sociales.](#)

à partir de :

Pierre Lazareff [1907-1972]

### **SOUVENIRS. Tome 1 : dernière édition**

New York : Brentano's Inc., 1944, 429 pp.



Courriel : Michel Bergès : [m.berges.bach@free.fr](mailto:m.berges.bach@free.fr)

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 17 octobre 2023 à Chicoutimi, Québec.

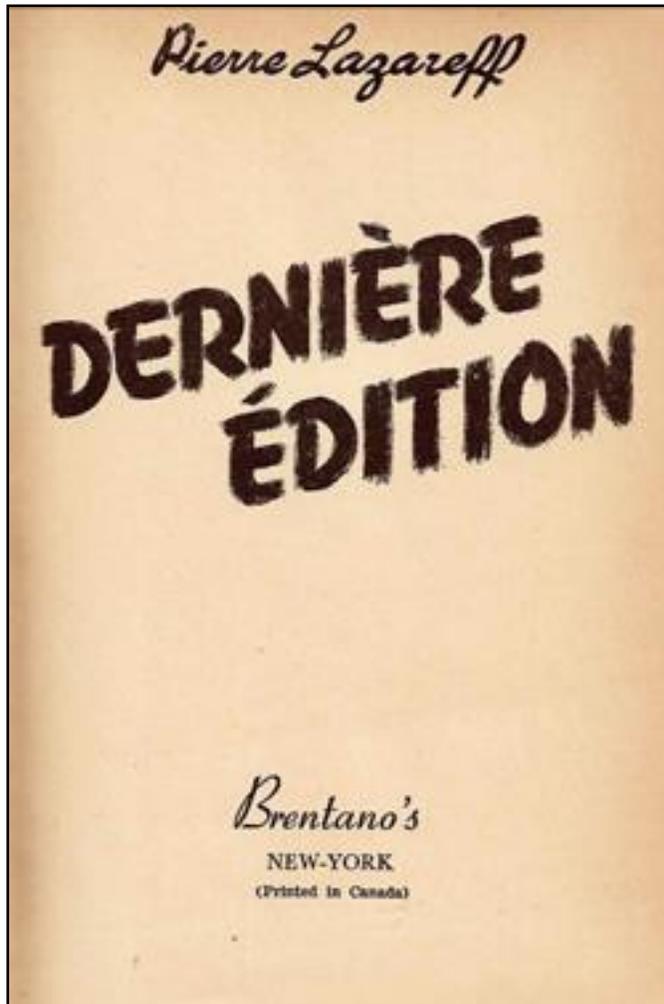


Pierre Lazareff [1907-1972]

Journaliste français

**SOUVENIRS.**

**Tome 1 : DERNIÈRE ÉDITION**



New York : Brentano's Inc., 1944, 429 pp.

Toute notre reconnaissance à **Michel Bergès**, historien des idées politiques, professeur retraité de l'Université de Bordeaux-Montesquieu et directeur de la collection "Civilisation et politique" pour l'immense travail accompli et toutes les démarches entreprises afin que nous puissions diffuser en libre accès à tous ces ouvrages qui nous permettent non seulement de comprendre mais de nous rappeler.

### **Michel Bergès**



Travail bénévole :

[http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles\\_equipe/liste\\_berges\\_michel.html](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_berges_michel.html)

Publications de Michel Bergès :

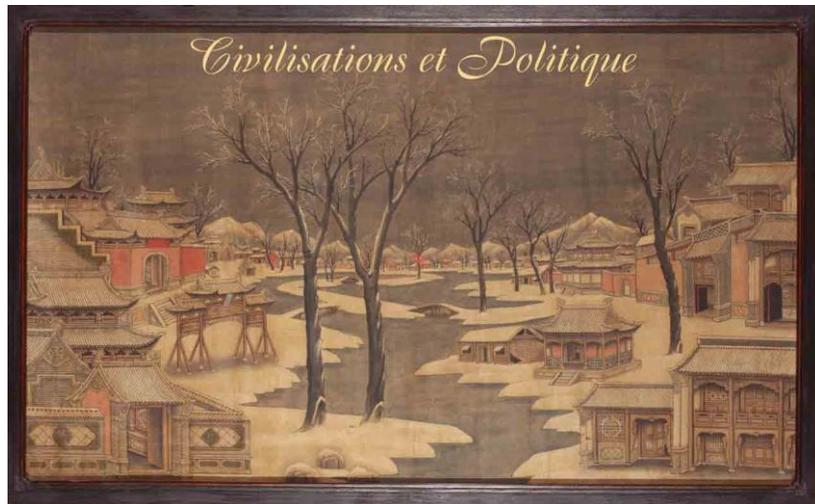
[http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges\\_michel/berges\\_michel.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/berges_michel.html)

Collection "*Civilisations et politiques*" dirigée par Michel Bergès :

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/civilisations\\_et\\_politique/index.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/civilisations_et_politique/index.html)

Un ouvrage de  
la collection “Civilisation et politique”

Fondée et dirigée  
par  
Michel Bergès  
Historien, professeur retraité  
de l’Université de Bordeaux — Montesquieu



PIERRE LAZAREFF

SOUVENIRS

Tome 1

***DERNIÈRE ÉDITION***

BRENTANO'S

NEW YORK

**SOUVENIRS.**  
**Tome 1 :**  
**DERNIÈRE ÉDITION.**  
**Présentation de l'œuvre**

Par Michel Bergès, historien  
octobre 2023

[Retour à la table des matières](#)

La possibilité de transmettre un ouvrage caviardé et étouffé jusqu'ici par l'édition et l'historiographie françaises permet le devoir d'honorer les *Souvenirs* de Pierre Lazareff. Ce célèbre journaliste français d'origine juive russe (1907-1972), voit son œuvre entrer dans le domaine public grâce au « *Québec Libre* », si cher à tous, qui l'a imprimé dès 1944 (!!!), et l'accueille aujourd'hui à travers la collection « *Civilisations et politique* » de la Bibliothèque numérique des *Classiques des Sciences sociales*, fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay.

La trajectoire de Pierre Lazareff a déjà été largement dévoilée par un de ses confrères et meilleurs amis, Hervé Mille (\*), puis par l'ouvrage rapide du reporter Yves Courrière (\*), condensée qu'elle est encore par l'Encyclopédie *Wikipedia*... Concernant un journaliste républicain dans l'âme, elle provoque l'analyse trop aride d'un Pierre Birnbaum (\*), et tranche même avec la description parfois pessimiste de Muriel Pichon dans sa thèse toulousaine préfacée par l'historien de l'opinion publique sous Vichy, Pierre Laborie (\*).

À travers le caléidoscope reflété, les deux tomes éclairent la politique et ses ressorts, dont les coulisses de *la presse* d'alors (parisienne, provinciale, mais aussi anglaise et américaine...). Cette « *grande discrète* », un des piliers de l'expression démocratique, fut bien accaparée par des « patrons » portraïtisés là, en leurs qualités et en leurs défauts, avides de conquérir l'esprit du pays, d'étaler leur puissance et leur

argent, escomptant manipuler le peuple, et même prêtres, pour certains, à suivre – vers leur perte ! –, à partir des années trente décortiquées ici, les « cinquièmes colonnes » environnantes, *Allemagne nazie en tête*. Les trente-et-un chapitres nous font pénétrer au passage – apport sociologique inestimable – dans les salons parisiens, où se forgeaient en dehors des partis et des groupes parlementaires, divers réseaux de connivence dissolvant les secrets d’État, tramant intrigues et complots en une mondanité « presque parfaite ».

Derrière ce grand témoignage se révèle un être libre, observateur spectral et acéré, gentil, indulgent aussi, appuyé et égayé par une bande de confrères et de copains engagés sous les mêmes valeurs – Henri Torrès, Émile Buré, André Géraud-*Pertinax*, Henriette Nizan, Claude Lévi-Strauss, Henri de Kérillis, Georges et Joseph Kessel, Jean Cocteau, Antoine de Saint-Exupéry... *et alii* (\*). À leur suite, tous luttèrent contre la décadence d’une élite frelatée qui mena le pays au plus bas, tel celui que le secrétaire général de « Paris-Soir », récepteur de tant de confidences, appelle le « *Laval-Gauleiter* », qu’il avait pourtant souvent « interviewé ».

Livre exemplaire – aujourd’hui plus que jamais ... Rédigé dans l’angoisse et la fièvre depuis l’exil volontaire de New York, où Lazareff et son épouse animèrent la section antinazie de l’*Office of War Information* (la radio de guerre américaine), il amplifie les mêmes échos de Londres et de la Résistance clandestine depuis la Patrie. Et honore le journalisme en son entier, en ayant redressé la voix de la France.



(\*) On peut consulter, pour aller plus loin, les ouvrages suivants, en plus de l’article de *l’Encyclopedia Wikipedia* :

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre\\_Lazareff](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre_Lazareff)

– Henriette Nizan, *Libres Mémoires*, Paris, Robert Laffont, 1989.

– Hervé Mille, *Cinquante ans de vie parisienne*, Paris, La Table Ronde, 1992.

– Yves Courrière, *Pierre Lazareff ou Le vagabond de l'actualité*, Paris, Gallimard, col. « Biographies », 1995.

– Pierre Birnbaum : *Les Fous de la République : histoire politique des Juifs d'État, de Gambetta à Vichy*, Paris, Fayard, 1992, rééd. « Poche » Seuil, 1994 ; *L'Aigle et la Synagogue : Napoléon, les Juifs et l'État*, Paris, Fayard, 2007 ; *Les deux maisons : les Juifs, l'État et les deux Républiques*, Paris, Gallimard, 2012 ; *Les Désarrois d'un fou de l'État : entretiens avec Jean Baumgarten et Yves Déloye*, Paris, Albin Michel, 2015.

– Muriel Pichon, *Les Français juifs (1914-1950). Récit d'un désenchantement*, Préface du Pr. Pierre Laborie, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2009.

On peut compléter et comparer les deux tomes des *Souvenirs* de Pierre Lazareff par la lecture de divers ouvrages en accès libres aux *Classiques des Sciences sociales* rédigés dans les mêmes conditions de recherche de la liberté par des confrères de ce dernier :

– Antonina Vallentin, *Les Atrocités allemandes en Pologne*, Paris, Témoignage et documents, Denoël, 1940 :

[http://classiques.uqac.ca/classiques/Vallentin\\_Antonina/Les\\_atrocites\\_allemandes\\_en\\_Pologne/Les\\_atrocites\\_allemandes\\_en\\_Pologne.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Vallentin_Antonina/Les_atrocites_allemandes_en_Pologne/Les_atrocites_allemandes_en_Pologne.html)

– René Cassin, *Un Coup d'État. La soi-disant « Constitution » de Vichy*, Londres, La France Libre, décembre 1940, janvier 1941 :

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/Cassin\\_Rene/Un\\_coup\\_dEtat\\_1/Un\\_coup\\_dEtat\\_1.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Cassin_Rene/Un_coup_dEtat_1/Un_coup_dEtat_1.html)

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/Cassin\\_Rene/Un\\_coup\\_dEtat\\_1/Un\\_coup\\_dEtat\\_1.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Cassin_Rene/Un_coup_dEtat_1/Un_coup_dEtat_1.html)

– Élie-Joseph Bois, *Le Malheur de la France. Récits et Témoignages*, Londres, 1941 :

[http://classiques.uqac.ca/classiques/Bois\\_Elie-Joseph/Le\\_malheur\\_de\\_la\\_France/Le\\_malheur\\_de\\_la\\_France.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Bois_Elie-Joseph/Le_malheur_de_la_France/Le_malheur_de_la_France.html)

– Pierre Dehillotte, *Gestapo. L'organisation, les chefs, les agents, l'action de la Gestapo à l'étranger*, Paris, Payot, février 1940 :

[http://classiques.uqac.ca/classiques/Dehillotte\\_Pierre/Gestapo/Gestapo.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Dehillotte_Pierre/Gestapo/Gestapo.html)

– André Géraud (*Pertinax*), *Les Fossoyeurs. Défaite militaire de la France, Armistice, Contre-Révolution*, New York, 1943 :

\* Tome 1. *Les Derniers Chefs de la III<sup>e</sup> République – Gamelin, Dauladier*, Reynaud.

[http://classiques.uqac.ca/classiques/Pertinax\\_Andre\\_Geraud/Les\\_Fossoyeurs\\_t1/Les\\_Fossoyeurs\\_t1.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Pertinax_Andre_Geraud/Les_Fossoyeurs_t1/Les_Fossoyeurs_t1.html)

\* Tome 2 : *Pétain* :

[http://classiques.uqac.ca/classiques/Pertinax\\_Andre\\_Geraud/Les\\_Fossoyeurs\\_t2/Les\\_Fossoyeurs\\_t2.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Pertinax_Andre_Geraud/Les_Fossoyeurs_t2/Les_Fossoyeurs_t2.html)

– Madeleine Gex-Le Verrier, *Une Française dans la tourmente*, Londres, Édition française, 1942 :

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/Gex\\_Le\\_Verrier\\_Madeleine/Une\\_Francaise\\_dans\\_la\\_tourmente/Une\\_Francaise\\_dans\\_la\\_tourmente.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/Gex_Le_Verrier_Madeleine/Une_Francaise_dans_la_tourmente/Une_Francaise_dans_la_tourmente.html)

– Henri Torrès, *La France trahie. Pierre Laval*, New York, Brentano's, 1943 :

[http://classiques.uqac.ca/classiques/Torres\\_Henry/La\\_France\\_trahie/La\\_France\\_trahie.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/Torres_Henry/La_France_trahie/La_France_trahie.html)

**Michel Bergès,**

historien, directeur de la collection “Civilisation et politique”,  
[http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges\\_michel/berges\\_michel.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/berges_michel.html)

17 octobre 2023.

– – *Le Syndicalisme policier en France*, Paris L’Harmattan, 1995, 382 p.

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges\\_michel/syndicalisme\\_policier\\_france/syndicalisme\\_policier\\_france.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/syndicalisme_policier_france/syndicalisme_policier_france.html)

– *Vichy contre Mounier. Les non-conformistes face aux années quarante*, Paris, Économica, 1997 (Prix des Thèses du Ministère de l’Éducation nationale), 406 p.

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges\\_michel/vichy\\_contre\\_mounier/vichy\\_contre\\_mounier.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/vichy_contre_mounier/vichy_contre_mounier.html)

– *La Vérité n’intéressait personne. Entretiens avec Maurice Papon, Un procès contre la mémoire*, Paris, François-Xavier de Guibert, 1999, 356 p.

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/papon\\_maurice/verite\\_nintereissait\\_personne/verite\\_nintereissait\\_personne.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/papon_maurice/verite_nintereissait_personne/verite_nintereissait_personne.html)

– *Machiavel, un penseur masqué ?*, Paris, Bruxelles, Éditions Complexe, 2000, 360 p.

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges\\_michel/machiavel\\_penseur\\_masque/machiavel.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/machiavel_penseur_masque/machiavel.html)

– *Claude Lévi-Strauss et les réseaux : parenté et politique*, Klesis. Revue philosophique, no 10, 2008, p. 1-33. Numéro spécial : Hommage à Claude Lévi-Strauss.

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges\\_michel/claude\\_levi\\_strauss/claude\\_levi\\_strauss.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/claude_levi_strauss/claude_levi_strauss.html)

– *Approche qualitative de la tentative d’anéantissement de la communauté juive de Bordeaux (1940-1944). L’engagement du Grand Rabbin Joseph Cohen (1876-1976)*, novembre 2010, 94 p.

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges\\_michel/engagement\\_grand\\_rabbin\\_joseph\\_cohen/joseph\\_cohen.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/engagement_grand_rabbin_joseph_cohen/joseph_cohen.html)

– *Démystifier Maurice Duverger, alias “Philippe Orgène” : le devoir des historiens du politique*. Bordeaux, Université de Bordeaux, avril 2015, 44 p.

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges\\_michel/Demystifier\\_maurice\\_duverger/Demystifier\\_maurice\\_duverger.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/Demystifier_maurice_duverger/Demystifier_maurice_duverger.html)

– *Engagement politique et distanciation : le cas Duverger. Éléments d'une socio-histoire de la science politique bordelaise*, (2011), Congrès de l'Association française de science politique, Strasbourg, 2011, Section thématique n° 1: Pour une socio-histoire de la science politique.

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges\\_michel/cas\\_duverger/cas\\_duverger.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/cas_duverger/cas_duverger.html)

**Note pour la version numérique :** La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[7]

À Reine et Raoul de ROUSSY de SALES

[8]

**SOUVENIRS.**  
**Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION**

## Table des matières

[Présentation de l'œuvre](#) par Michel Bergès, octobre 2023

[La grande coupable](#) [9]

- Chapitre I. [« PARIS-SOIR »](#) [17]
- Chapitre II. [La Reddition](#) [39]
- Chapitre III. [La swastika sur la Tour Eiffel](#) [51]
- Chapitre IV. [Le rapprochement franco-allemand par les jeunes](#) [67]
- Chapitre V. [Du bluff au chantage](#) [81]
- Chapitre VI. [Les « Cinq Grands » contre « LE QUOTIDIEN » et « L'AMI DU PEUPLE »](#) [101]
- Chapitre VII. [« PARIS-SOIR » naquit ainsi](#) [117]
- Chapitre VIII. [Trois hommes en Allemagne](#) [139]
- Chapitre IX. [Un journal monte, d'autres baissent](#) [153]
- Chapitre X. [« 1931 - 1932 - 1933 »](#) [167]
- Chapitre XI. [Monsieur Alexandre, alias Stavisky](#) [191]
- Chapitre XII. [Avec Daladier, le 6 février 1934](#) [209]
- Chapitre XIII. [Un suicide et un meurtre](#) [229]
- Chapitre XIV. [Pierre Laval](#) [243]
- Chapitre XV. [Otto Abetz, agent nazi, ou comment on organise une cinquième colonne](#) [265]
- Chapitre XVI. [Les salons de Paris et la brigade mondaine du Führer](#) [289]
- Chapitre XVII. [Le Front Populaire au pouvoir](#) [307]

- Chapitre XVIII. [La tragédie espagnole](#) [331]
- Chapitre XIX. [Premier voyage aux États-Unis et voyages en Belgique](#) [355]
- Chapitre XX. [La presse Beaverbrook et la presse Jean Prouvost](#) [375]
- Chapitre XXI. [Du sang de Clichy aux prétendants au trône de France](#) [391]
- Chapitre XXII. [Le dossier secret des Cagouleurs](#) [411]

[9]

**SOUVENIRS.**  
**Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION**  
**INTRODUCTION**

[Retour à la table des matières](#)

La France d'aujourd'hui apparaît comme le négatif photographique de la France que j'ai connue : tout ce qui était blanc y est devenu noir, tout ce qui était noir y paraît blanc. On appelle déserteurs ceux qui continuent à se battre, traîtres ceux qui n'ont pas changé d'ennemis depuis le début de la guerre, bons patriotes les défaitistes, mauvais patriotes ceux qui refusent de servir l'Allemagne.

Cette apparence et ce vocabulaire entretiennent dans ce qui reste de monde libre et surtout aux États-Unis une confusion dans les esprits qui dénature le visage de mon pays.

Je ne crois pas qu'il soit dès maintenant possible d'expliquer la tragédie qui a valu à la France la plus cruelle de ses défaites. Il faudra bien des années, l'apaisement de beaucoup de passions et de haines et le recul du temps pour dégager les causes immédiates du désastre et pour désigner ceux qui en sont directement responsables. Ce sont pourtant les témoignages recueillis sur le vif qui permettront demain d'écrire l'Histoire. Tous ces récits épars, souvent partiels, toujours incomplets, mais pour la plupart sincères, dont on nous a gavés depuis un an, n'expliquent rien par eux-mêmes. C'est pourtant en les juxtaposant et en les comparant qu'on établira le bilan de notre époque. C'est en les consultant que les historiens jugeront notre temps. Mais comme les jugements de ces historiens dépendront de leur propre tempérament et des courants d'idées [10] qui traverseront leur siècle, qui de nous peut savoir les conclusions qu'ils en tireront ?

À mon arrivée aux États-Unis, j'ai été sollicité de participer à ce concours de documents sur la bataille de France. J'ai écrit pour LIFE le premier article qui ait paru aux États-Unis sur ce sujet avec la seule prétention d'essayer d'établir une chronologie impartiale des faits. Puis pendant douze mois je me suis tu. J'ai essayé de rendre, dans l'ombre, le plus de service possible à la cause à laquelle je veux désormais consacrer toutes mes forces. J'ai essayé de vivre le plus proprement et le plus silencieusement possible de mon métier de journaliste dans le pays qui me donnait l'hospitalité.

Et j'ai écrit ce livre. Plus exactement j'ai consigné quelques-uns des souvenirs qui m'assaillent, souvenirs de ma carrière de journaliste mêlé depuis dix-sept ans à la vie de Paris, spectateur dans les coulisses de la tragédie qui se déroulait et que — comme tant d'autres — j'ai longtemps prise pour une farce.

J'ai écrit ce livre parce que je crois que certaines choses doivent être dites, sans colère, mais sans hésitation. J'ai écrit ce livre pour rompre une certaine conspiration du silence. J'ai écrit ce livre parce que j'ai pensé que j'en avais le devoir impérieux envers les Français qu'on a trompés et le monde qu'on trompe sur les Français, envers cette grande démocratie où je vis maintenant et qui a le droit de profiter de l'expérience de ceux qu'elle reçoit.

Les Français d'aujourd'hui valent les Français d'hier. Ils sont comme eux braves et généreux, [11] intelligents et fiers. J'enrage quand j'entends parler de leur dégénérescence ou que je les vois obligés à faire un vain et humiliant « *mea culpa* ».

On a menti depuis des années aux Français. On continue à leur mentir. On les a enserrés dans un étau de fausses nouvelles et de fausses interprétations.

Il est trop facile d'accuser la Démocratie d'avoir causé leurs maux. Il faudrait s'entendre au préalable sur la définition du mot « Démocratie ».

Le pays qui livre aujourd'hui les réfugiés politiques à leurs bourreaux, on se souviendra que c'est celui qui leur a le plus largement ouvert ses portes, qu'ils fussent monarchistes russes, séparatistes irlandais ou anarchistes espagnols. Le pays où l'on interdit aujourd'hui les livres de classe qui énumèrent les bienfaits de la Révolution Française, on

n'oubliera pas que de son sol partirent tous les mots d'ordre de liberté, tous les préceptes qui règlent les droits de l'homme, tous les mouvements qui assurèrent l'indépendance des peuples. Le pays qui décrète aujourd'hui étrangers ses juifs (souvent établis sur son sol depuis des siècles, qui ont contribué à sa richesse, à son renom et qui se battirent pour le défendre), on n'oubliera pas que c'est le premier pays qui leur reconnut les droits de citoyens et qu'on le vit bouleversé et déchiré parce qu'un juif, le Capitaine Dreyfus, avait été injustement accusé.

Et l'on n'oubliera pas non plus que c'est la Troisième République qui donna à la France la plus grande partie de son Empire d'Outre-Mer tant convoité. On n'oubliera pas enfin que c'est aussi la Troisième [12] République qui a restitué à la France son unité et son intégrité en 1918.

Jusqu'en 1918, les Français croyaient en la République. Le jeu fut depuis 1918 de les en dégoûter, de les en éloigner et de lui substituer un fantôme de Démocratie qui s'évanouirait à la première poussée. Jeu subtil et infernal que menèrent les ennemis de l'extérieur, mais auquel se prêtèrent à l'intérieur tous ceux qui avaient peur pour leur argent, tous ceux qui avaient soif de la puissance, tous les en-vieux, les jaloux, les ratés, les lâches.

« Périssent la France plutôt que continue la République ». C'est à ce mot d'ordre des puissances totalitaires qu'obéirent aveuglément et involontairement quelques milliers de fous à qui on l'avait traduit simplement : « Périssent la République quoiqu'il arrive » ou même plus souvent encore : « Périssent la République pour que vive la France. »

La principale arme dont se servirent ces conspirateurs fut la Presse. Si la presse ment, en régime démocratique, le régime est touché à mort. Car le peuple souverain, s'il n'est pas exactement informé, est incapable d'exercer librement sa souveraineté. Or la presse française avait atteint dans son ensemble un degré d'infamie sans doute sans précédent et que seule la défaite a mis en relief.

Les trois quarts des quotidiens parisiens étaient d'une « abominable vénalité » pour employer l'expression d'un de ceux qui les acheta. Et sauf de nobles, mais insuffisantes exceptions, l'autre quart ne fit pas son devoir par veulerie, par lucre ou par inintelligence.

Les hommes politiques étaient tributaires de cette presse et ne pouvaient conserver le pouvoir qu'avec son assentiment ; l'administration elle aussi était soumise à la complaisance ou à la vengeance des journaux ; l'armée elle-même se sentait prisonnière de ses critiques ou de ses louanges.

Vous allez lire des notes, des souvenirs d'un journaliste qui, très jeune, réussit à acquérir une place prépondérante dans le plus grand journal de son pays. Il est donc dénué de tout ressentiment personnel et se sent chargé d'une part de responsabilité. Il n'a pas le désir du scandale et c'est pour cela qu'il a écarté de son livre tout ce qui lui a paru inutile. Il n'a pas la fatuité de juger les faits et il a préféré les anecdotes significatives aux commentaires oiseux.

Mais je n'ai pas pu dans ces souvenirs, passer sous silence le rôle joué dans la France d'avant-guerre par le parti Communiste ni cacher les répercussions des manœuvres du *Komintern*. La sincère et totale admiration que j'éprouve pour l'héroïsme du peuple russe et pour le génie politique de Staline ne peuvent m'empêcher de taire sous peine d'être partial et obscur — la présence des communistes parmi ceux qui faisaient passer les intérêts de leur pays après ceux de leur Parti.

Vous allez voir au travail ceux qui ont corrompu la France et dans leurs loisirs ceux qui se sont laissé corrompre.

Des corrupteurs, des corrompus, il y en a dans tous les pays du monde. Il n'y en avait pas en France [14] plus qu'autre part, mais ils disposaient chez nous de la Presse pour répandre la gangrène dans tout l'organisme.

Je souhaite que ce livre serve à rendre aux Français cette justice qu'ils ont été honteusement abusés, mais jamais indignes. Notre regret est de n'avoir pas pu opposer le récit des sacrifices de toute une population admirable — où le dévouement des femmes égala l'héroïsme des hommes — aux chapitres que nous avons dû consacrer aux politiciens de la faillite, aux militaires ambitieux et aux courtisanes de Ministères.

Je voulais avant tout que le maigre fruit de mon expérience serve aux démocraties pour mieux se garder, veiller au grain, exiger une Presse vraiment libre, libre de tous les pouvoirs, de toutes les influences et de toutes les combinaisons.

Pour cela, il fallait dénoncer les traîtres, les agents de l'étranger, les prébendiers, les valets d'argent, les ratés, les concussionnaires, les vendus et les dégonflés de toutes sortes qui aspiraient au pouvoir par vanité ou par faiblesse, par soif du lucre, par envie ou simplement pour échapper au châtement de leurs fautes. Ce n'est qu'une petite poignée d'aventuriers et d'intrigants. Mais après l'armistice on ne s'est pas seulement contenté de les garder en place, on les a fait monter en grade et on a même parfois ouvert les portes des geôles pour leur confier des postes de direction !

J'aurais préféré que mon premier livre fût consacré aux 200 000 Français tombés en 15 jours de bataille en tentant sans espoir de repousser l'envahisseur, [15] parce qu'on n'avait pas su leur éviter la guerre ni les mettre en mesure de la gagner.

J'aurais préféré parler des 40 000 000 de Français qui luttent aujourd'hui pour libérer leur pays des pourrisseurs et des contaminés, ceux qui se révoltent en France et ceux qui continuent à se battre aux côtés des Alliés en Afrique et en Orient.

Ma tâche aurait été moins ingrate, j'aurais eu moins de chances d'être critiqué et moins d'occasions de susciter des représailles. Je sais ce que j'ai à craindre personnellement de la parution de ce livre, mais si dans un tel moment, l'entreprise avait été sans dangers, j'aurais eu honte de l'entreprendre.

[16]

[17]

**SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION**

## Chapitre I

---

### PARIS-SOIR, « DERNIÈRE ÉDITION »

[Retour à la table des matières](#)

— Téléphone, Maurice, veux-tu ?

Pour la dixième fois depuis l'aube, le grand garçon brun habillé en matelot saisit l'appareil et demande d'une voix calme :

— Passez-moi le Gouvernement Militaire de Paris. Allô, allô ... le Gouvernement Militaire ? Ici PARIS-SOIR. L'officier de service, s'il vous plaît ... Ici PARIS-SOIR. Nous voudrions savoir si vous pouvez nous dire où sont les Allemands.

La voix qui lui répond une fois de plus à l'autre bout du fil « Je n'en sais rien » est au moins la voix d'un capitaine.

Et Maurice Baker d'Isy, dans le civil rédacteur sportif à PARIS-SOIR, mais depuis huit mois matelot sans spécialité rectifie la position tout en parlant. Il vient de Dunkerque où il était secrétaire de l'Amiral Abrial qui commandait les forces françaises. Il s'est embarqué le dernier, derrière son chef. Sur sa vareuse bleue, on a accroché la croix de guerre. On l'a emmené en Angleterre et de là renvoyé en France avec l'ordre de rejoindre Bordeaux. Quand il a débarqué quelque part en Normandie, l'officier auquel il s'est présenté l'a prévenu gentiment : « Débrouille-toi comme tu peux, les frigolins débordent partout. Tâche d'arriver à Paris. Là, tu iras à la Place. Et puis, tu verras. » Il ne se l'est pas

fait dire deux fois et le 11 juin dans la soirée, descendant [18] d'un train sur le toit duquel il avait dû voyager faute de place plus confortable, il se précipitait à PARIS-SOIR.

— Maurice, lui ai-je dit, dès que je le pourrai, je te ferai accompagner à Bordeaux. En attendant, tu vas nous donner un coup de main. Nous ne sommes plus que quelques-uns pour faire le journal.

— Bien, mon vieux. Que faut-il faire ?

— Que faut-il faire ? Essayer de sortir une feuille imprimée qui puisse renseigner un peu la population, ce qui reste du moins de Parisiens à Paris. Il ne s'agit plus de tirer trois millions d'exemplaires. Mais PARIS-SOIR est désormais le seul journal qui paraisse encore dans la capitale. Les *printings* des agences sont muettes, le télégraphe ne marche plus, la radio est partie en province et l'on ne peut plus téléphoner en dehors de la ville. »

Depuis deux jours le Gouvernement était parti pour Tours. Jean Prouvost, directeur et propriétaire de PARIS-SOIR, qui était Ministre de l'Information depuis quatre jours, reçut les journalistes américains le 10 juin 1940 vers la fin de l'après-midi.

— Quoi qu'il arrive, déclara-t-il, le gouvernement ne quittera pas Paris. Restez avec nous. Si vous avez quelque chose à me demander, venez me voir — demain, après demain, quand vous voudrez — vous me trouverez toujours ici. »

Je croise mes confrères américains, un peu rassurés par cette déclaration, en arrivant à l'Hôtel *Continental* où sont installés les services du Ministère de l'Information. Je grimpe jusqu'au bureau du « Patron » par un escalier somptueux, mais désert. Pas d'huissier, pas de garde ...

[19]

Et dans ce Palais de la Belle au Bois Dormant, tout à coup le silence et l'ombre s'emplissent de sanglots. Ce bruit déchirant guide mes pas. Assise sur un coffre, près d'une fenêtre, une femme grande, large, solidement charpentée, se laisse aller au désespoir. Je reconnais la secrétaire de Jean Prouvost dont la force n'était pas seulement, à l'ordinaire, dans l'apparence physique. Et je comprends tout de suite.

— Madame Droz, c'est moi, Pierre Lazareff. Ne pleurez pas comme ça.

— On part, on s'en va, c'est fichu, me dit-elle en reniflant à travers ses larmes et en tournant vers moi un visage boursoufflé. Entrez vite. Il vous attend. »

Dans la salle immense où il a installé son bureau, Jean Prouvost est assis seul, le visage contracté. La lumière crue d'un réflecteur électrique accuse sa pâleur.

— Patron, le Gouvernement reste ou s'en va ? J'ai vu les journalistes américains. »

Comme lorsqu'il était très ému, très nerveux, Jean Prouvost tortille sa petite moustache blonde.

— « On » m'a fait faire une terrible gaffe. « On » m'a fait leur dire que nous restions quand nous savions que nous partons. Oui, nous partons, tout de suite. Nous ne partons pas, nous fuyons ! Mon pauvre ami, voilà où nous en sommes. Pourquoi ai-je accepté d'entrer dans ce gouvernement ?

— Où allez-vous ? À Tours ?

— Oui.

— Que fait la presse ?

[20]

— Elle doit rester ici le plus longtemps possible. Mais gardez le minimum de monde à *PARIS-SOIR*. Évacuez le reste comme vous pouvez.

— Où sont les Allemands ?

— Ils ont atteint le cours supérieur de l'Oise. La Seine, à l'Ouest, est franchie sur trois points — Rouen, en ruines, est entre leurs mains depuis hier.

— Mais l'armée française ?

— Elle se défend. Elle fait face.

— En 1914 les Allemands sont venus jusqu'à Lagny. Ils sont montés sur une hauteur pour voir la Tour Eiffel. C'est tout ce qu'ils ont vu de Paris.

Agacé, Jean Prouvost m'interrompt :

— Votre optimisme, Lazareff ...

La porte s'est ouverte. Jean Fayard entre dans un bel uniforme de capitaine. Jean Fayard, présentement chef de Cabinet du Ministre, revenu lui aussi du Front des Flandres, est rose, long et blond comme une jeune Anglaise. Par héritage paternel il est éditeur et directeur du grand hebdomadaire réactionnaire CANDIDE. Par goût, il est romancier. Il a l'habitude des salons et des bars. Pas celle des Ministères, en temps de crise.

— Bonjour mon cher, me dit-il en souriant, comme si nous étions réunis autour d'une tasse de thé.

Puis il se tourne vers Jean Prouvost et poursuit :

— Ce qui arrive est très ennuyeux. Les directeurs de journaux malgré vos abjurations de tout à l'heure ne veulent pas continuer de paraître à Paris. Ils disent que leur devoir est de suivre le Gouvernement.

— Ils savent que nous partons ?

[21]

— Naturellement. Ils disent aussi qu'ils n'auront plus de sources d'informations. Enfin, ils lèvent le camp.

— Tous ?

— Tous.

— Nous, dis-je, si vous êtes d'accord, nous resterons tant que les Allemands ne seront pas à la Porte de la Chapelle.

— Sûrement. Mais ne faites quand même pas d'imprudences. Ne vous faites pas bêtement « chi-per » par les nazis. Surtout vous ...

Je souris.

— N'ayez aucune crainte. Le tout sera d'être prévenu à temps.

Jean Prouvost décroche son téléphone, appuie sur un bouton :

— Allô, le Gouverneur Militaire de Paris (il est relié directement).

« Le Général Hering. De la part du Ministre de l'Information. C'est vous, mon général ? ... J'ai dans mon bureau ces messieurs de PARIS-SOIR. Ils vont continuer à tirer le journal à Paris, jusqu'au dernier moment ... Non, je crois que les autres s'en vont ... Oui, il faut éviter de créer la panique. Paris sans nouvelles, ça serait affreux ... Ils restent. Mais ils se tiendront en contact avec vous. Voulez-vous donner des

ordres pour qu'on les prévienne afin qu'ils puissent partir à temps. Ce serait absurde, n'est-ce pas ... Merci, mon Général. Je compte sur vous. Ah, à propos, où sont-ils ? Vous n'avez pas d'informations du tout ? ... Non, moi non plus, rien de récent. Je crois que les lignes tiennent ... Merci. Au revoir, mon général. »

[22]

— S'il ne sait pas, Patron, qui saura ? Dire qu'on a interdit il y a 48 heures aux usines de guerre, qui pouvaient assurer elles-mêmes le repli de leur matériel, de le faire !

— L'interdiction reste valable.

— Si les Allemands...

— Il faut espérer que les Allemands ne viendront pas. Il y a eu la Marne. Et puis Reynaud l'a dit — Paris sera défendu rue par rue, maison par maison.

— Et vous parliez de mon optimisme tout à l'heure. Patron !

La porte s'ouvre à nouveau. Cette fois ce sont plusieurs collaborateurs du Ministre qui entrent en même temps qu'un officier et mon cher ami, Hervé Mille, rédacteur en chef du grand hebdomadaire de Jean Prouvost MATCH.

L'autre chef de cabinet, l'excellent journaliste Robert de Saint-Jean, chargé des relations avec l'étranger, porte sur son visage juvénile l'indice d'une apparente réprobation.

— Patron, il faut prévenir la presse anglo-américaine.

— Ils vont nous prendre pour des fous. Tâchez d'en rejoindre quelques-uns. Mais dans deux heures tout le monde ici doit être parti.

— On ne pourra pas déménager tous les dossiers, prévient charitablement l'officier.

— Tant pis, on brûlera les autres !

Mais je vois à la tête de l'officier que même cette opération lui semble trop compliquée et qu'il est décidé à laisser au besoin ses dossiers à l'appréciation [23] dédaigneuse des subordonnés du Docteur Goebbels.

\* \* \*

Ceci s'était passé le 10 juin au soir. Et le 12 à 7 heures du matin, le matelot Maurice Baker d'Isy raccrochait pour la dixième fois le téléphone en s'exclamant :

— Rien. Ils ne savent toujours rien. Ils m'ont encore demandé si nous n'avions pas de renseignements. Ce qui les préoccupe, c'est d'où vient ce ciel.

Ce matin là, en effet, le soleil ne s'était pas levé.

Très bas, un épais plafond de nuages noirs pesait sur la cité tragique, aussi loin qu'on pouvait apercevoir ce qui avait été le ciel. Et cela ajoutait à l'angoisse.

En bas, le bruit d'un monde en marche continuait à gronder comme depuis plus de 24 heures sans interruption. L'exode précipitait vers les portes de Paris, non seulement des millions de Parisiens, mais encore les réfugiés venus de Normandie, de Bretagne, de la Banlieue vers la capitale, où ils croyaient trouver un asile sûr.

Penché à la fenêtre, je regardais alternativement le ciel de coton noir, et la rue grouillante.

On se sentait étouffé, privé d'air pur, enveloppé de tragique et d'irréparable de tous les côtés. Soudain, dans la foule des camions, des taxis, des voitures particulières, des vélos et même des groupes qui partaient à pied, chargés de ballots, parurent, allant en sens inverse du flot des fugitifs, deux carrioles emplies jusqu'au bord d'appétissants légumes verts, rouges et jaunes.

[24]

— On aura toujours de quoi becqueter, fit à côté de moi le secrétaire de rédaction, en soupirant avec soulagement.

La vue des maraîchers emmenant, comme chaque jour à cette heure-ci, leurs cargaisons aux Halles Centrales toutes proches (où se fait la distribution du ravitaillement de Paris) avait en effet quelque chose de sain, de naturel, de normal enfin, qui contrastait avec la physionomie de ces journées infernales et venait en quelque sorte en conjurer le maléfice.

Je me sentis moins nerveux, moi aussi. Depuis que j'avais quitté Jean Prouvost se rendant à Tours avec le convoi ministériel, je n'avais pour ainsi dire pas fermé l'œil. Revenu en hâte au journal avec Hervé

Mille, nous avons organisé ou plutôt improvisé l'évacuation de quelque 800 personnes. Une équipe de PARIS-SOIR travaillait déjà depuis trois semaines à Nantes, en Bretagne. Il s'agissait d'envoyer les autres rédacteurs, employés et ouvriers du journal et ceux des quotidiens PARIS-MIDI et PARIS-SOIR COURSE, des hebdomadaires MARIE-CLAIRE, MATCH, POUR VOUS, ceux du poste RADIO 37, le plus vite possible, le plus loin possible.

Le choix s'était porté sur Clermont-Ferrand, où l'ancien Président du Conseil, Pierre Laval, toujours bon commerçant, nous offrait des facilités de logement si nous utilisions l'imprimerie de son journal LE MONITEUR. Nous savions qu'éclectique, il avait fait les mêmes offres de service à tous les journaux — ou à peu près — depuis le socialiste POPULAIRE jusqu'à la royaliste ACTION FRANÇAISE. Nous [25] avions les premiers retenu imprimerie et chambres. Mais nos besoins dépassaient les disponibilités. Il y avait 150 lits pour 800 personnes. Et encore chacun exigeait qu'on transportât et qu'on logeât en même temps que lui toute sa famille.

Du 10 mai à dix heures du soir jusqu'au 12 mai à minuit, on avait sans répit « évacué en bon ordre ». Grâce à cent dévouements spontanés, tout s'était bien passé. On aimerait quand on écrit de telles choses pouvoir établir un palmarès, mais l'intérêt en serait restreint pour le lecteur. Qu'on me laisse seulement noter que, comme toujours dans les grandes occasions, les femmes furent plus efficaces et plus désintéressées que les hommes.

Comme nous savions que les rares trains qui partaient encore étaient pris d'assaut par la foule qui patientait dans les gares depuis 24 heures, c'est par camions, autos à essence ou à gazogène que nous empilions notre monde, pourvu d'argent et de provisions pour la route. Nous emmenions quelques machines à imprimer de renfort et tout ce que nous pouvions de dossiers et d'archives.

Et le 11 à minuit il restait seulement pour confectionner aussi longtemps qu'on le pourrait un des trois plus grands journaux du monde, tout juste une équipe des volontaires de la dernière heure : une douzaine de linotypistes qui couchèrent près de leurs machines, une douzaine de rotativistes et clicheurs qui campèrent sans vergogne dans les salons déserts de la Direction, une poignée de vendeurs et camelots qui s'installèrent confortablement sur les toboggans où à l'ordinaire ils

saisissaient au passage [26] les paquets de journaux qui sortaient tout frais de l'imprimerie.

\* \* \*

Comme nous habitons tout à côté du journal, sur les jardins du Palais-Royal, ma femme qui était aussi ma collaboratrice, Hélène Gordon, avait invité les rescapés de la rédaction à s'étendre et à se restaurer chez nous. Plusieurs d'entre eux avaient emmené leurs femmes dont ils ne se séparaient plus.

À tour de rôle, l'un de nous montait la garde. C'est-à-dire que nous essayions de connaître du Gouvernement Militaire de Paris, les mouvements de l'armée allemande, prêts à ordonner un départ immédiat au cas où l'avance se précipiterait trop dangereusement. Nos voitures étaient prêtes pour le départ, chargées déjà de valises, et les chauffeurs avaient ordre de ne pas quitter leur siège.

Je montrais, de la fenêtre de mon salon, les fenêtres voisines au matelot Baker d'Isy. Toutes étaient closes.

— En face, là, habite Colette, la grande romancière Colette. Elle est partie, désespérée de s'arracher aux parterres fleuris et aux pigeons du jardin, vers la Corrèze où est sa fille. Ici, demeure l'écrivain Jean Cocteau. Il est parti pour Angoulême en disant « Dans cette guerre les poètes ne peuvent être que des zéros ». Mais tous ne sont partis qu'au dernier instant, hier, aujourd'hui, stupéfaits même de pouvoir croire au danger imminent ».

Baker d'Isy m'interrompt :

— Je vais te raconter quelque chose qui s'est passé à Dunkerque dans les dernières heures de [27] l'embarquement, le jour où ça « bardait » le plus. La ville était déjà un immense brasier autour de ruines et depuis le matin par vagues de centaines d'avions, les Allemands pilonnaient tout ce qui se mouvait, qui bougeait tant soit peu. Une jeune femme, fille d'un notaire, qui n'avait pas voulu être évacuée et dont la maison tenait encore debout par miracle, est entrée dans une mercerie tenue par une vieille au rez-de-chaussée d'un immeuble dont les deux derniers étages n'étaient déjà plus qu'un souvenir. La jeune femme a demandé poliment à la marchande : « Vous avez des bas de soie ? » Puis elle a commencé à regarder les bas de soie, à discuter leur finesse.

Je me suis écrié : « Madame, il vaudrait mieux essayer de vous embarquer avec nous. Nous allons prendre quelques civils. Les Allemands vont être là tout à l'heure ». Elle m'a regardé, stupéfaite : « D'abord, s'ils venaient, qu'est-ce que vous voulez qu'ils nous fassent de pire qu'ils nous font ? Au contraire, ils s'arrêteraient, ils ne se bombarderaient pas eux-mêmes ». Et elle ajouta, en souriant : « Et puis ils ne viendront pas, vous verrez. Je suis sûre qu'il va se passer quelque chose. En 1914 aussi ils étaient tout près et ils ne sont pas arrivés à Dunkerque ». C'est fou, n'est-ce pas ? »

Je ne répondis pas. Nous tenions donc tous un pareil langage, nous accrochant à l'improbable, à la répétition des hasards miraculeux d'il y a 25 ans.

Il est vrai que les paniquards étaient loin depuis longtemps. Certains, partis dès le début de la guerre, en septembre, n'étaient pas revenus à Paris depuis lors. Beaucoup d'entre eux, réfugiés en Normandie [28] pour être en sûreté, étaient tombés à l'heure actuelle aux mains des Allemands. Les autres s'étaient rués vers le midi et la côte basque au début de la *Blitzkrieg* et surtout après le premier et unique bombardement de Paris, le 3 juin. Mais ils affichaient tous alors une bonne raison pour s'en aller, « mettre les gosses en sûreté, éloigner les femmes du théâtre possible de la guerre, aller arranger des affaires urgentes, etc. ». Le fameux auteur dramatique Sacha Guitry avait quitté à ce moment-là, lui aussi, la capitale pour les Pyrénées. Et entendant les prétextes hypocrites de la foule qui assiégeait les trains, il avait eu ce mot :

« Je ne pars pas pour la même raison que tous ces gens-là ... Je pars, moi, parce que j'ai peur ».

\* \* \*

La salle de rédaction, sans le continuel tic-tac des *printings* d'agences, était vide de bruit. Les officiers chargés de la censure avaient pris eux aussi pension à PARIS-SOIR puisque c'était désormais le seul journal qui s'imprimait à Paris. Ils avaient amené des lits de camp et on leur montait à manger du bistro du coin. Leur chef, le Commandant Paleirac, surnommé « Trompe-la-Mort » était un héros de l'autre guerre.

Son visage glabre et sec porte sous la forme de cicatrices les traces de son courage. C'est un Méridional farceur. Il me dit avec son indescriptible accent :

— La plupart de ceux que j'ai désignés pour rester avec moi ici vous en veulent beaucoup. Vous pensez, on m'avait collé tous [29] les fils de famille, les recommandés, les gros électeurs. À la Censure de Paris, ils se croyaient « planqués », sûrs de ne pas être dans la bataille. Et voilà qu'ils ont vu partir leurs camarades pour Tours et que, uniquement parce que PARIS-SOIR se singularise et veut continuer à paraître, ils sont obligés de rester ici. Ici où les Allemands peuvent être d'une heure à l'autre ! Je suis le seul à trouver cela très amusant.

En fait, nous n'eûmes pas de collaborateurs plus empressés que les officiers de la censure. Pas un d'entre eux ne songeait plus à couper ou à rogner quoi que ce fût dans nos articles. À chaque coup de téléphone donné au Gouvernement Militaire de Paris, ils tendaient l'oreille espérant qu'on allait donner l'ordre du départ immédiat. Ils ne pouvaient supporter cette imprécision continuelle sur les positions de l'ennemi. Ils nous aidaient à rédiger les dépêches pour que le journal fût prêt plus vite à sortir et passaient le reste de leur temps à nous persuader qu'il était plus prudent de ne pas nous obstiner à écrire sur un volcan.

Quand je dis rédiger « les dépêches », je m'entends, car les dépêches, les vraies, il n'était pas question de les recevoir. Notre seul moyen d'information, c'était un petit radio sur lequel on prenait sur ondes courtes les États-Unis. Georges Kessel, brun et beau comme un danseur espagnol, traduisait au fur et à mesure les émissions de New York, et c'est autour de cela que nous construisions le journal. Georges Kessel avait été notre correspondant de guerre sur le front de Finlande. C'est par lui que le monde avait connu les pourparlers de paix engagés [30] entre ce pays et l'URSS. Il était ensuite parti pour nous en Orient d'où il venait à peine de revenir.

C'est grâce aux *broadcasts* américains que nous avons appris la veille aux Parisiens que l'Italie était en guerre contre nous et que M. Roosevelt avait stigmatisé l'attitude de ce pays en assimilant son geste à un « coup de couteau dans le dos ».

— Il serait quand même curieux que nous apprenions soudain par New York que les Allemands sont à 100 mètres de PARIS-SOIR, murmura Hervé Mille.

— Curieux, mais possible, fit le Commandant Paleirac, uniquement, je crois, pour faire trembler un peu plus ses subordonnés.

\* \* \*

À sept heures et demie du matin, des bruits commencèrent à arriver dans notre petit groupe sur l'origine de ce ciel de suie qui bouchait l'horizon. Des lecteurs téléphonaient, nous apportant des affirmations contradictoires.

— Ce sont des dépôts d'essence qu'ils ont fait brûler à Saint-Denis.

— Ce sont les réservoirs de gaz de Saint-Cloud qui ont été touchés par des obus et qui flambent.

— Ce sont les Allemands qui pour couvrir leur avance lâchent par avions des nuages de fumée. (Je crois que plus tard il fut prouvé que cette hypothèse était la bonne.)

D'autres encore affirmaient que c'étaient les Français qui pour couvrir leur retraite lançaient cette obscurité artificielle.

[31]

Enfin une dame, d'une voix sépulcrale, nous affirma que c'était le début de la fin du monde et que Dieu, pour marquer sa réprobation de la folie des hommes, leur avait supprimé la lumière naturelle.

Vers huit heures du matin, arriva, hirsute dans son uniforme kaki, notre correspondant de guerre, l'écrivain Joseph Kessel, frère de Georges. Nous nous précipitâmes vers lui.

— Ça va mieux, dit-il, Paris n'est pas perdu encore. L'armée de couverture se défend. Là-bas, c'est un spectacle incroyable. Les canonades ne cessent pas une minute. Toutes les positions sont en action.

— Y a-t-il vraiment une ligne de défense ?

— Oui, je ne sais pas ce qu'elle vaut, mais il y en a une. Blockhaus bétonnés, tranchées-abris à meurtrières, réseaux de fils de fer barbelés, tout cela préparé de longue date a été relié hâtivement par des barricades qu'on pose à travers les routes. Les soldats en tout cas ne reculent plus, ils s'installent derrière les grandes défenses naturelles de la ville, les larges fossés de l'Oise et les bas-fonds marécageux de la Nonette.

— Qu'est-ce que c'est la Nonette ?

— C'est la rivière de Chantilly.

— Ils sont si près ? s'exclama plaintivement un officier de la censure.

— Ils sont si loin ? s'écria avec joie la blonde Jeanine Crispin, la blonde star de cinéma, femme de Georges Kessel.

Et Joseph Kessel, Jef pour ses amis, conclut :

— Il y a encore moyen, je crois, d'attendre des renforts. On espère l'arrivée de tanks qui avaient été jusqu'ici, on ne sait pas trop pourquoi, conservés [32] dans les dépôts de Bretagne et du Centre. En tout cas, la retraite est arrêtée, Rh, cette retraite, j'en avais le cauchemar !

À ce moment précis, Georges Kessel, toujours penché sur le radio, annonça :

— New York nous apprend que Paul Reynaud est satisfait du moral des troupes. Il est aux armées avec Weygand et va rejoindre le gouvernement à Tours.

— Faisons le gros titre là-dessus », proposa Hervé Mille. Cela rassurera les gens.

Je conseillai d'être un peu plus circonspect. Et comme je voyais au fond de la salle le matelot Baker d'Isy qui téléphonait, je lui criai :

— Qu'est-ce qu'ils disent maintenant au Gouvernement Militaire ?

Baker posa le téléphone contre sa poitrine :

— Ce n'est pas le Gouvernement Militaire, c'est une réfugiée qui vient d'arriver et qui affirme qu'elle a vu les cavaliers allemands à 20 kilomètres de Paris qui très tranquillement, en chantant, faisaient boire leurs chevaux dans l'eau de la Seine ».

\* \* \*

À 2 heures de l'après-midi, le journal sortait des presses et les premiers exemplaires s'arrachaient, sur le terre-plein en face de l'immeuble même de PARIS-SOIR. Des centaines de braves gens étaient venus devant nos portes attendre pour « savoir quelque chose ». Mais je fus frappé par le fait que seuls ceux qui restaient se préoccupaient des nouvelles. Dans la foule qui s'en allait, pas un bras ne se tendit vers nos

camelots : ceux qui s'étaient déjà [33] fait une âme de nomades avaient sans doute renoncé à autre chose qu'à se sauver.

Vers 3 heures un officier du Service de Renseignements du Gouvernement Militaire de Paris que je connaissais, fit irruption dans nos bureaux. Ses collègues de la Censure l'entourèrent :

— Vous savez quelque chose ? Que se passe-t-il ? Vite, vite, parlez ...

Il regarda, ahuri, ce jeune lieutenant en uniforme de fantaisie, dont la fébrilité lui semblait déplacée. Le Commandant Paleirac le prit par le bras et ensemble nous nous retirâmes dans mon bureau.

— Je crois, nous dit-il, qu'il vaut mieux que vous vous en alliez. La situation est très confuse, et peut changer d'une minute à l'autre. Certes le nouveau front — contre toute attente — tient. Les Allemands, malgré d'incessantes offensives, n'ont pas réussi à forcer notre ligne. Mais leurs forces augmentent sans cesse et les nôtres diminuent. L'étreinte se resserre malgré l'efficacité de nos feux de barrage.

— Les nôtres aussi attendent des renforts.

L'officier nous regarda surpris.

— Des renforts ? Pas question ... D'où ? ... On dit cela à nos soldats pour les encourager.

— Alors quand peuvent-ils être ici ?

— S'ils percent quelque part, avec leurs tanks, ça ira vite.

— Et la défense de Paris dans Paris ?...

L'officier eut un geste de la main plus éloquent qu'un discours.

Un long silence. Le Commandant Paleirac siffla entre ses dents :

[34]

— C'est cuit, quoi !

— C'est bien, dis-je dès que je pus reprendre ma respiration, nous allons partir. Faites-en part au Général Hering ».

\* \* \*

Je prévins les représentants de l'administration. Ils devaient remettre les clés de l'immeuble à deux garçons de bureau neutres, un Suisse et un Suédois, qui avaient l'un et l'autre refusé d'être évacués.

Mais je me heurtai à l'un de nos garçons d'ascenseur, Joseph Schliess, que je croyais parti depuis deux jours, car il m'avait dit qu'il gagnerait Clermont-Ferrand par ses propres moyens.

— Qu'est-ce que vous faites encore là, mon vieux ? Préparez-vous. On s'en va tout de suite. On va bien vous trouver une place dans une voiture.

— Non, merci. Monsieur Lazareff, j'ai des copains qui m'emmèneront.

— Ne faites pas l'idiot, hein ! Vous êtes Alsacien et ça pourrait être ennuyeux pour vous de tomber aux mains des Boches.

Schliess sourit :

— Ne vous en faites pas pour moi. Monsieur Lazareff, je m'arrangerai.

« Je m'arrangerai ... » ce n'est que plus tard que ces paroles me sont revenues comme un air à peine écouté, mais entendu en de telles circonstances que le simple rappel de ces circonstances le ramène comme une obsession.

J'aimais bien Schliess et j'avais même pour cet humble collaborateur de l'estime. Je le sentais supérieur au métier qu'il faisait. Et je lui savais gré [35] de le sentir lui-même. Non content d'être un employé dévoué qui restait à nous attendre très souvent au delà de ses heures de travail, il avait demandé à faire des stages à l'atelier de composition, aux rotatives, aux services de départ et de vente afin d'être susceptible de remplir dans la maison un emploi plus intéressant.

Mais laissons là Schliess, pour l'instant. Vous saurez tout à l'heure pourquoi je me suis un instant arrêté à cette rencontre.

\* \* \*

Nous voici, à notre tour, une voiture parmi les voitures qui avancent par bonds, plus souvent arrêtées que roulant, les unes derrière les autres, pare-choc d'avant contre pare-choc d'arrière, garde-boue de droite contre garde-boue de gauche.

Des commerçants du quartier sont venus nous serrer la main. La boulangère d'en face, placide comme à l'ordinaire sous ses cheveux blancs, m'a apporté du pain :

— On vous reverra bientôt, ne vous en faites pas ! Mais ça va être terrible de rester sans journaux. Et mon feuilleton qui reste en panne ! Et mes mots croisés ! S'il fallait en plus que les pauvres gens n'aient rien à manger ! ...

Le marchand de tabac en bras de chemise — il faisait très chaud — a bougonné :

— Ce ne serait pas ce ciel d'encre, ce silence et ces gens qui se débinent ... Mais comme ça, bon sang, c'est trop triste. Rien que pour ne pas voir ça, j'aurais fait comme les autres ... Mais j'ai une vieille maman qui ne peut pas se déplacer. J'ai [36] envoyé les gosses et ma femme en Auvergne. Moi je ne crains rien. Si on se bat dans Paris, je serai un de plus pour faire le coup de feu. J'ai été prisonnier des « Fritz » de 15 à 18. Tout ce qui peut m'arriver de pire c'est de recommencer avec les barbelés en moins, ou de crever. Eh bien, tant pis, c'est la guerre ! Tenez, je vous ai mis de côté des cigarettes américaines. Il n'en reste pour ainsi dire plus nulle part. Ça vous fera passer le temps, car vous irez moins vite que leurs chars d'assaut ».

Nous avançons en effet à peu près à la vitesse de 5 kilomètres à l'heure. On aurait gagné du temps en allant à pied, non par les rues encombrées, mais en marchant sur les toits des voitures.

Voici pourtant les portes de Paris. Jamais en les franchissant, je n'aurais cru que je quittais cette ville où j'étais né, où j'avais vécu, que j'aimais tant, pour des mois, pour des années sans doute.

Nous emportions juste avec nous, ma femme et moi, une valise de week-end, sans même une robe ou un costume de rechange. Nous refusions de nous arrêter — en dépit de tout — à l'idée de Paris occupé.

\* \* \*

— Paris occupé, s'il l'est par impossible, ne le sera pas longtemps, nous dit Hervé Mille qui était un livre d'histoire vivant. Nous en avons connu des guerres et des invasions. Eh bien, Paris n'a été occupé que trois fois. Et encore, dans quelles conditions ! Sous Napoléon en mars 1814, après la retraite des Maréchaux Marmont et Mortier et le départ

de l'impératrice Marie-Louise, les Alliés rentrent [37] par la porte de Clichy où l'on se bat. Napoléon arrive à Fontainebleau pendant ce temps-là, pour se porter au secours de la capitale. Trop tard. C'est le départ pour l'Île d'Elbe et 24 jours après, les Alliés évacuent Paris. Ils y reviennent l'année suivante, en juillet 1815, quinze jours après Waterloo et après avoir battu Excelmans entre Sèvres et Saint-Cloud. Cette fois ils restent 136 jours. Enfin en 1871, les troupes allemandes firent une apparition. En vertu des préliminaires de la paix, elles campèrent le 27 février au Bois de Boulogne pour faire leur entrée le 28. Elles défilèrent devant l'Arc de Triomphe et descendirent les Champs-Élysées. Les autres quartiers de la ville ne furent pas souillés par les bottes allemandes. Cette occupation symbolique ne dura pas quatre jours. »

— Cette fois, s'ils prennent Paris, ce ne sera pas facile de les déloger.

— Ils ne le prendront pas. Souvenez-vous du temps que Madrid a tenu, que Varsovie a résisté. Alors Paris, pensez, Paris qu'on doit défendre rue par rue, maison par maison ! »

Hélas, je me souvenais du geste fataliste de l'officier du Service de Renseignements !

\* \* \*

Nous allions maintenant un peu plus vite.

PARIS 25 KILOMÈTRES.

PARIS 40 KILOMÈTRES.

PARIS 60 KILOMÈTRES.

Chaque poteau indicateur qui disparaissait derrière nous augmentait ma détresse.

Et je songeais que — de l'autre côté — une autre [38] caravane poussait des hurlements de joie chaque fois qu'elle voyait apparaître sur des écriteaux épargnés par la bataille :

PARIS 60 KILOMÈTRES.

PARIS 40 KILOMÈTRES.

PARIS 25 KILOMÈTRES.

[39]

SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION

## Chapitre II

---

### LA REDDITION

[Retour à la table des matières](#)

« Paris n'est pas la France ».

Le 13 juin au matin, le poste de RADIO PTT, poste officiel qui fonctionnait maintenant de Tours, lança ce « slogan » inattendu. Je l'entendis dans le préau de l'école de la petite ville où nous nous étions arrêtés, exténués, pour nous coucher. Nous avions dormi là sur des bancs de bois et c'est la radio qui nous avait réveillés.

— Paris n'est pas la France, dit le vieux garde champêtre qui tournait les boutons. S'ils disent cela, c'est que Paris est perdu ».

\* \* \*

« Paris n'est pas la France. »

À Paris, les citadins qui n'avaient pas voulu ou pas pu partir allaient de surprise en surprise. Contre leur attente, aucune bombe meurtrière ne trouait l'écran noir qui restait posé sur la ville. Pas de bombardements aériens. Pas de bombardements par canon. Parfois simplement le bruit lointain des tirs de barrage et surtout rien, aucun mouvement de troupes, aucune disposition des autorités, aucune proclamation des élus de la ville qui pût leur donner l'évidence matérielle que Paris était assiégé.

Pas d'autres moyens d'information que la radio spasmodique qui remâchait les nouvelles de la [40] veille. Les Parisiens se répétaient de bouche à oreille des faits surprenants qu'on donnait pour certains. Ces bruits couraient de groupe en groupe, de voiture en voiture, le long de la caravane ininterrompue de fugitifs. Plus ils allaient, plus ils grossissaient et prenaient l'apparence de l'authenticité. Ces bruits vinrent nous rejoindre dans la petite ville où nous avons fait halte.

— La Russie a déclaré la guerre à l'Allemagne ».

— Les Allemands, grâce à une savante contre-offensive du Général Weygand, repassent en déroute les rives de la Seine ».

— Deux mille bombardiers anglais ont traversé la Manche et portent la mort dans les arrières-gardes nazies ».

Évidemment tout cela était non pas seulement improbable, mais impossible. Les Anglais n'avaient pas 2000 bombardiers, la Russie n'avait aucune raison de déclarer la guerre brusquement à ses amis de l'Axe, et l'on voyait mal sur quel point et avec quels hommes Weygand aurait pu diriger une contre-offensive victorieuse ...

Pourtant tout le monde répétait ces nouvelles avec une telle obstination et avec de tels détails et avec de telles précisions qu'on finissait par en être ébranlé.

Nous poursuivions maintenant notre route et partout on nous répétait :

— La Russie a déclaré la guerre à l'Allemagne. » Certains affirmaient :

— Je viens de l'entendre moi-même à la TSF ».

De temps en temps les caravanes étaient coupées par des convois militaires pleins de jeunes soldats [41] français qui partaient gaiement vers le front. Mais quel front ?

Un officier en passant nous lança :

— Eh ! PARIS-SOIR, vous êtes au courant ? Ils prennent la pilée, les Allemands ! »

Un peu plus loin, des soldats de la Légion polonaise habillés exactement comme des fantassins français, mais qui parlaient à peine notre langue, crièrent en nous montrant des avions qui passaient très haut

dans le ciel enfin redevenu bleu (nous étions alors à plus de 60 kilomètres de Paris) :

— Les Anglais, les Anglais ! »

Plus nous descendions vers le Centre, plus nous voyions les villages mis en état de défense. Souvent il faut le dire d'une façon sommaire, puérile même en prêtant à sourire en dépit de la gravité tragique des événements — quelques charrettes posées en travers la route, des barricades pour émeutes comme on en voit sur les gravures du siècle dernier. Mais tous les points étaient gardés et les soldats du génie étaient prêts à les faire sauter.

On voyait aussi patrouiller de ci de là des paysans, le fusil en bandoulière, qui arrêtaient et examinaient sévèrement les papiers d'identité des automobilistes, des cyclistes et même des réfugiés qui remontaient à pied. C'étaient des groupements de volontaires qui s'étaient chargés de la protection contre les parachutistes et les espions de la Cinquième Colonne. Plus on allait, plus on voyait aussi des soldats et des pièces d'artillerie qui se dirigeaient [42] quelque part, on ne savait pas où, mais évidemment pour faire face à l'ennemi.

\* \* \*

Que se passe-t-il pendant ce temps-là devant Paris ? Des témoins m'en ont fait le récit quelque temps plus tard.

La nuit du 12 au 13 avait été relativement calme. Mais les Allemands en avaient profité pour faire une fois de plus venir des troupes fraîches en face de nos soldats harassés parce qu'ils étaient sur la brèche depuis des jours et des jours.

Dès l'aube, les nazis réussirent par quelques attaques locales, à forcer le passage de l'Oise après s'être assurés des têtes de pont. Ils parvinrent également à franchir les marécages de la Nonette. Mais ce fut tout. Arrêtés par l'artillerie française qui les pilonnait sans trêve, tenus en respect par les forces d'infanterie, ils interrompirent leur élan dès les premières heures du matin. Ils ne purent franchir le pont de Creil qui

était sous le feu de nos canons, ni celui de Saint-Maxence que d'habiles et héroïques attaques de l'aviation rendaient impraticable.

À midi, un état-major divisionnaire allemand qui avait réussi à s'installer dans la forêt de Chantilly, à 50 kilomètres de Paris, fut obligé de se replier précipitamment, craignant d'être encerclé.

Mais cette résistance était désespérée. Les forces françaises s'es-soufflaient sous les coups de boulot des tanks et sous la pluie des bombes.

À une heure de l'après-midi, un radiogramme en clair envoyé par le Grand Quartier Général allemand [41] parvint au Gouvernement Militaire de Paris. Il était ainsi rédigé :

« Des parlementaires allemands se présenteront entre 6 et 8 heures du soir au nord de Saint Denis à la bifurcation des routes nationales Paris-Dunkerque et Paris-Calais. Envoyez des délégués.

Signé : Quartier Général Allemand. »

Le Gouverneur Militaire de Paris en référa au gouvernement à Tours et au Grand Quartier Général qui lui aussi s'était replié et s'était installé dans la petite ville de Briare entre Saint-Étienne et Vichy. Entre temps, l'ordre de retraite était donné aux troupes françaises. Protégés par de fortes arrière-gardes et de l'artillerie, les soldats qui assuraient la défense de la ville refluaient en bon ordre à travers ce paysage de la banlieue de Paris, fait pour le repos et pour la joie.

La guerre se poursuivait dans un décor de romance, sous un ciel de printemps, dans un air clair et léger. Les mitrailleuses étaient installées aux fenêtres, encore couvertes de fleurs et de plantes grimpantes, des guinguettes où jeunes gens et jeunes filles venaient danser les jours de congé. On arrachait les poutres et les enseignes des hostelleries de luxe pour improviser de nouvelles barrières à l'avance ennemie. Dans le même but, on abattait les arbres des forêts et des parcs royaux de Chantilly. On installait des canons aux bords des rivières et devant les châteaux. On se battait au milieu des villas et des potagers.

\* \* \*

Le Général en chef allemand, Von Kuckner, veut en finir. Il est fort surpris de n'avoir pas reçu de réponse [44] au radiogramme qu'il a

envoyé au Gouvernement Militaire de Paris et pense que celui-ci n'a simplement pas eu les moyens matériels de lui répondre. Mais il a aussi le soupçon que les Français peuvent encore faire front quelque part. Or, par la radio depuis longtemps, les traîtres qui de Stuttgart parlent en français, ont annoncé : « Paris sera à Hitler le 14 juin. » Et le 14 juin c'est demain.

Au croisement de la route Paris-Calais et Paris-Dunkerque, il y a un petit poste de fantassins français. Un mur de pavés barre le chemin. Deux canons antichars, une mitrailleuse, quelques fusils-mitrailleurs sont prêts à riposter à une attaque. Dans de petites maisons de pierre colorée à gauche de la route, derrière des volets clos, rose tendre et vert pomme, et à droite dans les baraques et des chantiers de bois, les soldats attendent prêts aux événements en fumant la pipe, tous grades mêlés. Ils n'ont pas grande illusion sur leur utilité, mais ils ont reçu des ordres : ils les exécutent. Ils défendront pied à pied, s'il le faut, ces jardins en pousse et embaumés, ces cafés à tonnelle de feuillage, ces carrés de choux qui ne sont pas encore et qui sont pourtant déjà à Paris.

Un bref et violent orage s'est déchaîné depuis quelques instants. Tout à coup, vers 6 heures du soir, deux autos apparaissent, deux autos allemandes. Chacun à son poste. Sur le marchepied de la première voiture, un soldat casqué et vêtu de vert, s'époumone à sonner dans un clairon le « Cessez-le-feu ». Une salve nourrie répond à son invitation. Les deux autos s'arrêtent aussitôt. Les officiers allemands descendent et agitent les bras en criant [45] quelque chose que nul n'entend. Nouvelle salve. La deuxième voiture déjà a fait demi-tour et est repartie à pleins gaz. La première voiture reste là, à 200 mètres à peine du petit mur de pavés. Mais ses occupants se plaquant contre les murs, courent jusqu'aux champs les plus proches. Ils s'éloignent se protégeant comme ils peuvent derrière les arbres, le feu des canons balayant la route. Les officiers allemands courent toujours. Ils arrivent au bout du petit village de Saint-Brice pour tomber sur une forte patrouille de feldgraus, envoyée en reconnaissance et qui recueille les Parlementaires nazis.

La mission qui était chargée de sommer Paris de se rendre a échoué. Au même moment, le lieutenant français qui commande le petit poste apprend par un message apporté par un agent de liaison motocycliste que Paris vient d'être déclaré ville ouverte. Mais les consignes n'ont pas changé — il faut rester sur place jusqu'à nouvel ordre et s'opposer à toute avance.



« Paris ville ouverte ».

À Tours, on a renoncé à risquer que la capitale fût réduite en cendres et en poussière parce qu'on sait que cet immense sacrifice serait vain. Il ne s'agit plus maintenant que de régler les conditions dans lesquelles Paris va se rendre.

Le 14 juin au matin, la brume sur le ciel obstinément noirci donne au ravissant petit village d'Écouen une apparence fantomatique. Des chars d'assaut du « Groupe de Reconnaissance de Prusse Orientale » encombrant les rues. Comme ils sont camouflés et recouverts de branches, ils ajoutent à l'apparence [46] de cauchemar. Partout aux alentours, la canonnade a cessé. C'est ici dans un petit village typique de l'Île-de-France qu'aura lieu la capitulation. Une auto arrive, une auto française au pare-brise de laquelle est attaché un drapeau blanc. Elle s'arrête devant une maison maussade, la plus grande maison d'Écouen dans la rue principale qui s'appelle justement la rue de Paris. Deux officiers français en sortent, un commandant d'état-major et un lieutenant interprète.

Très droits, ils traversent le grand jardin sans style, entrent dans la pièce du rez-de-chaussée vaste et sévère. Là, les plénipotentiaires allemands attendent derrière une grande table d'acajou. L'électricité ne marche plus, on a mis un peu partout des bougies qui jettent une lumière trouble, clignotante et livide.

À l'arrivée des délégués du Gouvernement Militaire de Paris, un capitaine allemand, qui jouait une fugue de Bach sur le piano à queue devant la fenêtre, se lève aussitôt et va rejoindre ses deux compagnons. Son chef, un grand homme fort et apoplectique, invite les Français à s'asseoir et leur lit les conditions auxquelles le Commandement Supérieur de l'Armée allemande consent à considérer Paris comme ville ouverte.

Il ne s'agit pas de négocier. Il s'agit d'accepter ou de ne pas accepter. Après chaque paragraphe, l'officier allemand se tait quelques instants pour permettre à l'officier interprète de le traduire.

Le Commandant français écoute attentif, sans baisser les yeux. Quand la lecture du document est terminée, il prend la parole :

[47]

— Il y a quelque chose dans les conditions allemandes que nous ne pouvons accepter. Vous répétez tout le temps « Paris et sa banlieue » Or, la banlieue ne dépend pas de nous. Gouvernement Militaire de Paris. Nous ne pouvons négocier que pour la ville elle-même.

— La ville et la banlieue — c'est à prendre ou à laisser.

— Écoutez-moi un instant.

— Je ne peux pas vous écouter, mon Commandant. C'est oui ou c'est non. Si c'est non, dans une heure les bombardiers allemands obscurciront le ciel de Paris. L'artillerie lourde et l'artillerie légère entreront en action. Paris sera détruit. »

L'officier français ne se laisse pas impressionner. Lentement il explique ce qu'est le Gouvernement Militaire de Paris, d'où il tient son pouvoir et comment s'exerce son autorité. La mission qu'il a reçue ne concerne que la ville proprement dite. Il ne peut pas prendre une responsabilité plus étendue. Que feraient les officiers allemands à sa place ? Les ordres sont les ordres.

Tandis qu'il parle ainsi, le Commandant français sait bien ce que signifierait un brusque « non » de son interlocuteur. Mais le chef de la délégation allemande en a sans doute, lui aussi, conscience, car tout d'un coup, sans pousser plus avant la discussion, il se lève et dit :

— Je vais me rendre au poste de commandement le plus proche pour consulter par téléphone mes chefs. Si je ne suis pas revenu dans une heure, les pourparlers seront considérés comme rompus. »

Il met sa casquette et sort.

[48]

Il est 6 heures du matin. S'il n'est pas revenu d'ici une heure, bientôt Paris, la ville millénaire, la ville-lumière, la ville-musée, le « gay-Paris » ne sera plus qu'un souvenir dans la mémoire des hommes.

Les deux officiers français et les officiers allemands restent en présence dans le salon de la vieille maison de la rue de Paris, à Écouen. Le capitaine allemand qui tout à l'heure jouait du piano offre une cigarette aux plénipotentiaires français. Ils acceptent sans dire un mot. Ils fument maintenant tous les quatre silencieusement. Et puis l'autre officier

allemand parle de la beauté de l'Ile-de-France. Le lieutenant interprète lui répond par monosyllabes. Et c'est à nouveau le silence.

Toutes les cinq minutes, quatre hommes regardent la pendule. On entend sur le trottoir le pas des sentinelles. Comme c'est long une heure ! 35 minutes, 40 minutes sont déjà passées. 45 minutes ... L'espoir diminue et chacun maintenant retient son souffle. On entend les chars qui se remettent en marche et les avions qui passent, volant à faible altitude.

Cinq minutes avant la fin du délai prévu, le chef des plénipotentiaires nazis revient tout essoufflé :

— Je suis autorisé, dit-il, à tenir compte de vos objections et à modifier le traité dans ce sens. »

Il barre quelques mots, signe, fait signer les compagnons, tend le papier au Commandant français qui signe à son tour. On fait de même pour le double du traité. Les officiers français et allemands se saluent rapidement et les officiers français sortent. Un cliquetis d'armes, une escouade est là qui leur rend les honneurs.

[49]

Quand leur voiture à drapeau blanc rentrera dans Paris, elle devra se frayer un passage à travers les colonnes motorisées allemandes et les avant-gardes de fantassins qui venant du Nord de la porte de la Chapelle ou de l'Ouest, le long de la Seine, par la porte de Saint-Cloud, sont déjà entrées profondément dans la ville.

[50]

[51]

SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION

## Chapitre III

---

### LA SWASTIKA SUR LA TOUR EIFFEL

[Retour à la table des matières](#)

Les agents de police de service dans la nuit du 13 au 14 juin à la Porte de Saint Cloud et à la Porte des Flandres s'attendaient à tout, sauf à cela ... Le bruit des moteurs qu'ils entendaient depuis quelque temps là-bas sur la route, dans la nuit obscure et moite, s'était arrêté. Et des hurlements de femmes leur avaient succédé. Puis on avait entendu le bruit d'une foule en marche. Les clameurs s'étaient précisées, les chansons à boire de tous les pays se mêlaient aux épithètes égrillardes lancées en français par des voix aux accents étrangers. Enfin on vit à la lueur de leurs fanaux, arriver des centaines, peut-être un millier de femmes plus excitées que joyeuses, la plupart outrageusement maquillées, toutes sans le moindre bagage. Elles bousculèrent le service d'ordre stupéfait et se répandirent dans la ville par petits groupes.

C'est ainsi que commença l'invasion allemande de Paris. Ces femmes transportées jusqu'aux abords de la ville dans des camions militaires allemands faisaient partie du plan d'occupation. Filles de plaisir venues de Pologne ou de Tchécoslovaquie ou recrutées ici ou là, sur les routes de Belgique, de Hollande ou de France, elles avaient leur rôle à jouer non seulement pour le repos et le plaisir du guerrier, mais aussi pour les besoins d'une des principales [52] armes de M. Hitler : la Propagande. On devait bientôt s'en apercevoir.

Cette mascarade féminine imprévue clôturait une journée de surprise et de paradoxe.

Depuis le matin, par toutes les portes de Paris au nord et à l'est, des débris de l'armée française refluaient : Marocains hâves, hirsutes, l'uniforme en lambeaux, fantassins le fusil en bandoulière et marchant par groupes, fantassins isolés et désarmés, artilleurs ramenant ce qu'ils avaient pu sauver d'artillerie légère, soldats des divisions motorisées utilisant leurs véhicules pour échapper à l'ennemi, tous ces hommes séparés de leurs chefs, perdus dans la bataille, cherchaient refuge dans la grande ville. La plupart se rendaient aussitôt aux Invalides où était installé le Commandement Militaire de Paris — pour trouver là au moins un gîte, de quoi manger, de quoi dormir et des ordres, s'il fallait demain continuer à se battre.

Les Parisiens qui les rencontraient sollicitaient d'eux des nouvelles : les pauvres hères étaient incapables de leur en donner. Si bien que Paris était plus ignorant sur son propre sort que le reste du monde dont les yeux et les oreilles étaient fixés ce jour-là sur le destin de la capitale française.

Plus de journaux du tout. Seule l'édition continentale du *NEW YORK HERALD* était sortie le matin grâce au tour de force d'un de ses rédacteurs, Eric Hawkins, qui l'avait confectionnée absolument seul sur le *verso* d'une unique feuille, la page de derrière étant remplie de réclames choisies au hasard parmi d'anciens clichés trouvés à l'imprimerie qui vantaient les mérites de maisons de commerce ou de [53] plaisir fermées depuis de longues semaines. Le dernier exemplaire de l'unique journal américain de Paris n'avait été tiré qu'à quelques centaines d'exemplaires qu'on s'était arrachés.

La radio ne parlait pas, elle bégayait. Par crises RADIO PTT lançait dans la pagaïe et l'affolement de Tours des nouvelles contradictoires : elle annonçait que Paris allait être proclamé ville ouverte et, tout de suite après, reproduisait l'éditorial d'un journal de New York annonçant qu'on s'y battrait sans répit, chaque maison devant être transformée en *blockhaus*.

Les Parisiens prenaient tout cela avec une immense résignation. Il en partait encore, sans arrêt, par les portes du sud et du sud-ouest. Ces retardataires poussaient leur mobilier dans des charrettes à bras ou transportaient leurs hardes dans des ballots pendus derrière leur dos au

bout d'un bâton. Les plus agiles s'accrochaient à l'arrière des lourds camions des usines de guerre qui, sans ordre du gouvernement absent et muet, s'étaient décidées à évacuer ce qu'elles pouvaient de leur équipement. Les gares, sans employés et privées de tout trafic, restaient envahies par des milliers de gens qui attendaient contre tout espoir, couchés sur leurs malles, leurs valises ou leurs caisses.

Le reste de la ville, par contre, était vide. Dans les quartiers élégants, la plupart des immeubles étaient désertés de haut en bas. Un de mes amis compta en une heure, dans l'après-midi du 13, sur l'avenue des Champs-Élysées, 22 piétons et 6 autos !

\* \* \*

Pas une âme dans les couloirs de la Chambre [54] des Députés et du Sénat. À l'Hôtel de Ville, six ou sept conseillers municipaux — les derniers représentants élus du peuple de Paris qui étaient encore là — se réunirent et confièrent à l'ancien Préfet de Police, Jean Chiappe, les pouvoirs du Président.

Jean Chiappe téléphona à la Préfecture de la Seine. Il y trouva le Préfet, Achille Villey :

— Il faut arrêter les départs, lui dit Jean Chiappe, La ville, si cela continue, va être privée de pain, de viande, de légumes, ou il n'y aura plus personne pour les vendre ou les distribuer, ce qui reviendra au même ».

— Le Préfet de Police, René Longeron, et moi-même restons à notre poste. Ce sont les ordres de M. Mandel, Ministre de l'Intérieur. Mais seul désormais le Général Gouverneur Militaire a autorité sur la ville. C'est à lui qu'il faut vous adresser ».

Dans l'après-midi, des sergents de ville et des gendarmes se présentèrent dans les pharmacies et chez tous les commerçants de l'alimentation dont les boutiques étaient encore ouvertes et leur demandèrent instamment de ne pas quitter la ville. En passant, ils prêchaient à tous les citoyens qu'ils rencontraient, le calme et la dignité.

Au même moment on afficha sur les murs une proclamation du Gouverneur Militaire de Paris qui annonçait que Paris était déclaré ville ouverte et recommandait aux Parisiens le plus grand sang-froid.

Les passants lisaient cela sans trop comprendre. Ils apprenaient du même coup que le Gouverneur Militaire de Paris n'est plus le Général Hering, mais le Général Dentz. Ils ne savaient pas trop ce que [55] cela signifiait « ville ouverte ». Varsovie n'avait-elle pas été déclarée ville ouverte avant de devenir un camp retranché et d'être démolie pour ainsi dire pierre par pierre ?

À chaque instant, ils s'attendaient à être arrachés de leur torpeur par une pluie de bombes ou par un roulement de tanks dans la rue même où ils déambulaient sans but. La plupart étaient animés de sentiments fatalistes. Si on leur distribuait des fusils, ils seraient prêts à faire le coup de feu. Mais si on leur demandait de se taire et d'accueillir sans protester l'envahisseur, ils se tairaient. Tout cela avait été si vite, tout était si imprévu, si étrange qu'ils vivaient dans une demi-inconscience, un peu comme des automates.

Au coin d'une rue, un marchand de billets de la Loterie Nationale continuait tranquillement son petit commerce et le plus extraordinaire, c'est qu'il avait encore des clients. Quelques restaurants restaient ouverts, mais ils étaient peu achalandés et le patron ou la patronne suffisaient pour faire à la fois la cuisine et le service. Non seulement le ciel gardait obstinément sa couleur sombre, mais maintenant d'âpres nuages de fumée montaient vers lui de divers points de la banlieue. Le vent rabattait sur la ville le désagréable parfum et la poussière de suie des dépôts d'essence auxquels on mettait le feu dans les faubourgs.

Tout ce spectacle était si triste et si morne qu'il attirait peu de curieux. Ce soir-là, on se coucha tôt après avoir appris à la radio les dernières nouvelles : « une grande bataille, affirmait PARIS-PTT, a [56] lieu à 20 kilomètres de la ville et le sort en est encore incertain ».

\* \* \*

Quand le Parisien matinal se réveilla un peu après l'aube, le ciel s'était dégagé. Par les rues toujours désertes, il descendit les Champs-Élysées et s'aperçut pour la première fois que les arbres étaient lourds de fleurs. Au Rond-Point de cette large avenue, il aperçut des pompiers qui avaient déployé leurs grandes échelles pour descendre les drapeaux français, et les agents de police qui déchiraient les affiches pour les bons de la « Défense Nationale » qui couvraient les murs de Paris de cette inscription péremptoire « Nous vaincrons parce que nous sommes les

plus forts ». Un peu surpris, il poursuivit son chemin jusqu'à la Place de la Concorde quand soudain, il aperçut devant lui deux géants blonds, vêtus de gris qui, assis en *side-car*, se partageaient en riant un immense *sandwich*. Les Allemands étaient donc là !

Oui, ils étaient là. Les troupes n'avaient pas encore fait leur entrée officielle, mais les avant-gardes préparaient leur venue. Place de la Concorde, l'armée de la Propagande était arrivée la première sur pied de guerre. Photographes, opérateurs de cinéma, commentateurs de radio devant leurs microphones, correspondants de guerre, tout ce monde en uniforme, attendaient le défilé des troupes victorieuses pour annoncer au peuple allemand et au monde entier la grande victoire de Hitler.

Quatre petites autos grises vinrent les rejoindre pleines de journaux du Nord de l'Allemagne, arrivés [57] quelques minutes plus tôt par avion et destinés à être distribués aux troupes.

Ah ! rien n'avait été laissé au hasard et rien ne demeurait ignoré. Les Allemands ne prenaient même pas la peine d'assurer préalablement leur sécurité, comme s'ils savaient qu'il était impossible qu'elle fût le moins du monde menacée.

Les filles qui avaient pénétré dans Paris pendant la nuit venaient prendre les ordres pour jouer leur rôle de figurantes. Elles étaient destinées à être « les Parisiennes acclamant les troupes libératrices du *Führer* et se promenant ensuite en riant au bras des vainqueurs ». Elles signalèrent à un lieutenant qui était visiblement leur chef que certaines d'entre elles avaient été arrêtées parce qu'elles faisaient trop de bruit, sur les ordres du Commissaire du quartier de Charonne. Enfermées au poste de police, elles avaient menacé sur le ton le plus aigu le Commissaire des pires représailles et comme il n'arrivait pas à les faire taire, le Commissaire les avait fait arroser avec des pompes à incendie.

Aussitôt le lieutenant et un autre officier partirent pour le Commissariat et exigèrent qu'on relâchât ces précieuses auxiliaires de la grande Armée du Reich <sup>1</sup>.

Peu à peu les soldats apparurent plus nombreux dans la ville. Ils arrivaient toujours par petits groupes et se dirigeaient sans hésiter vers des points précis. Un motocycliste obligé de s'arrêter au bord d'un

---

<sup>1</sup> Cette anecdote significative a été consignée dans son rapport au Gouvernement par M. Noël Pinelli, Conseiller Municipal de Paris.

trottoir pour réparer sa machine, fut entouré [58] par des Parisiens et des Parisiennes qui lui demandèrent des informations sur la bataille. Il fit signe qu'il ne comprenait pas. Quelqu'un dans le petit groupe servit alors d'interprète et le soldat répondit poliment qu'il ne savait rien, qu'il n'avait rien vu que « des prisonniers français et encore des prisonniers français que l'on soignait bien ». Il demanda à son tour aux Parisiens si la guerre était vraiment terminée.

Enfin à 9 heures précises, à l'heure fixée dans la vieille maison d'Écouen, entre les représentants du Haut-Commandement allemand et les plénipotentiaires français, le défilé commença.

Les quelques rares badauds qui y assistèrent furent surpris de voir au lieu des immenses et terrifiques machines à la H.-G. Wells dont ils attendaient l'apparition, de jeunes paysans bavarois et autrichiens montés sur de solides chevaux, suivis par d'immenses camions remplis de jeunes fantassins casqués d'acier qui somnolaient encore, que leurs officiers secouaient et réveillaient au moment d'arriver à la Place de la Concorde.

Deux heures plus tard, déjà, le drapeau rouge à swastika avait remplacé le pavillon tricolore au sommet de la Tour Eiffel, et les soldats du corps d'élite du *Führer*, solides et immobiles comme des bahuts, montaient la garde sous l'Arc de Triomphe, devant le Tombeau du Soldat Inconnu.



Depuis combien de temps, grâce à combien d'espions et de compli-  
cités les plans pour l'occupation de Paris étaient-ils prêts ? En tout cas, les Allemands [59] ne perdirent pas une seconde. Chaque soldat, chaque sous-officier, chaque officier non seulement savait où il allait loger, mais possédait un plan qui lui permettait de trouver, sans demander son chemin, l'endroit où il avait reçu l'ordre de se rendre.

Dans la journée même du 14, l'Hôtel Crillon était réquisitionné pour le Quartier General Allemand et l'Hôtel Scribe abritait du haut en bas les services de Propagande et de Presse.

Un certain nombre d'officiers et de soldats du *Reich* se répandirent un peu partout, en touristes, mais on n'avait fait sortir pour ces premiers contacts que ceux qui parlaient bien français. Ils étaient, selon les

instructions reçues, courtois, souriants, et entraient rapidement en conversation chaque fois qu'ils le pouvaient, avec les Parisiens qui, s'attendant au pire, étaient évidemment surpris de la forme que prenait cette invasion.

\* \* \*

Convoqués à la *Kommandantur* de Paris qui s'installait avec la *Gestapo* à l'Hôtel Majestic, le Préfet de Police René Longeron, et le Préfet de la Seine, Achille Villey, recevaient des instructions dont la précision les abasourdit. Les Allemands étaient au moins aussi bien qu'eux au courant de tout ce qui se passait dans leur ville. On remit même à M. Longeron la liste des maisons de prostitution classées selon leur rang d'importance et de luxe telle qu'elle avait été communiquée aux troupes d'occupation, afin que chacun sût où il avait le droit de se rendre selon son grade pour fêter joyeusement la prise de Paris !

[60]

Au moment où il allait partir, un officier de la *Kommandantur* demanda au Préfet de Police :

— Est-ce que M. le Colonel Mesny a pu rejoindre le gouvernement à Tours sans encombre ? »

— Rejoindre le gouvernement ? » fit M. Langeron surpris.

— Oui, dit l'officier, vous ignorez peut-être que le Colonel Mesny, votre Sous-Secrétaire d'État à la Production Aéronautique, est revenu ici hier soir en avion pour s'enquérir de l'état dans lequel les usines de moteurs de cellules ou d'accessoires tomberaient entre nos mains. Il était, ce pauvre homme, très mal renseigné et pensait qu'il avait encore le temps d'agir utilement. Il alla au Ministère de l'Air et le trouva complètement abandonné. Il réussit, à grand-peine, à trouver au téléphone deux industriels qu'il convoqua dans son appartement privé. C'est à 3 heures du matin seulement que, téléphonant au gouvernement Militaire de Paris pour avoir un renseignement, il apprit l'envoi de vos plénipotentiaires à Écouen. Il eut juste le temps de sauter dans sa voiture et de regagner son avion. Un peu plus, nous faisons prisonnier après tant de vos Généraux un de vos Ministres ».

M. Langeron regarda son interlocuteur qui semblait très sérieux et ce n'est que plusieurs jours après que le Préfet de Police de Paris apprit

que tout ce que lui avait dit l'officier allemand sur le Colonel Mesny était parfaitement exact.

\* \* \*

Les Parisiens restèrent sans journaux, sans TSF (les Allemands brouillaient PARIS-PTT) pendant 24 [61] heures. Puis ils entendirent la radio allemande en français.

Le 18, ils trouvaient LE MATIN dans les kiosques. Le 18, les camelots dans les rues criaient PARIS-SOIR. Naturellement les lecteurs privés depuis si longtemps de tout moyen d'information se précipitèrent goulûment sur ces feuilles qui avaient conservé leur apparence habituelle. Mais à peine y eurent-ils jeté un coup d'œil qu'ils comprirent. Une Américaine, *Mrs* Margaret Hughes, qui acheta LE MATIN et PARIS-SOIR en sortant de l'Hôtel Ritz où elle continuait d'habiter, note dans son journal :

« Quelles feuilles ! Toutes imprégnées d'une abjecte propagande germanophile. Imaginez les États-Unis conquis par une autre nation, le « New York Times », la « Chicago Tribune » paraissant sur une feuille et dépeignant les Américains enchantés de leur sort et heureux d'être réduits en tutelle par leurs glorieux oppresseurs. Telle fut ma stupeur quand j'ai pu prendre connaissance des nouvelles ».

LE MATIN qui fut un des plus grands journaux français était depuis longtemps par la volonté de son propriétaire, Maurice Bunau-Varilla (le frère du Bunau-Varilla du canal de Panama) en rapports étroits quoique secrets avec les dirigeants nazis. Seul de toute la presse parisienne LE MATIN n'avait pas évacué ses services en province après avoir cessé le 11 juin sa parution. Il avait gardé des équipes sous pression. Dans la journée du 14, M. Marcel Knetch, l'homme à tout faire de M. Bunau-Varilla, qui faisait avant la guerre déjà de fréquents voyages en Allemagne et qui pendant la guerre avait fait de mystérieuses rencontres en territoire neutre, [62] se mettait d'accord avec la *Kommandantur* allemande pour la réapparition du MATIN.

Ce qui se passa à PARIS-SOIR fut encore plus symptomatique de la manière d'agir des Allemands.

\* \* \*

Le premier jour de l'occupation, le 14 après-midi, deux petites automobiles portant le fanion à croix gammée, s'arrêtèrent devant l'immeuble de PARIS-SOIR. Des officiers en descendirent. L'un d'eux leur montrait le chemin. Cet officier allemand c'était Joseph Schliess, le garçon d'ascenseur, l'employé modèle, celui qui m'avait dit deux jours plus tôt : « Ne vous en faites pas, M. Lazareff, je m'arrangerai ».

Joseph Schliess s'était en effet bien arrangé. Il emmenait le Lieutenant Weber, le Capitaine Maier et leurs collaborateurs visiter nos locaux. Le Lieutenant Weber et le Capitaine Maier nommés aussitôt chefs du service de propagande et de presse de la région de Paris, étaient aussi pour les Parisiens de vieilles connaissances. Le Lieutenant Weber avait travaillé durant ces dernières années dans une maison d'assurances de la capitale française et tous les éditeurs de journaux connaissaient bien M. Maier qui venait proposer de salle de rédaction en salle de rédaction des photos d'Europe Centrale et qu'on prenait pour un pauvre réfugié israélite.

Le Lieutenant Weber appartenait à une grande famille d'éditeurs de Leipzig et comme Schliess, il passait pour un patriote alsacien.

Après cette singulière reconnaissance des lieux, on procéda le lendemain, 15 juin, à la réorganisation [63] des services. Schliess avait dans sa poche toutes les adresses nécessaires pour trouver facilement des rotativistes, des linotypistes, du personnel du bureau, des employés et des vendeurs. Lui-même devint chef du personnel du nouveau « Paris-Soir » nazi. On dit qu'il se montra particulièrement sévère sur le choix des garçons d'ascenseur ! En tout cas, il s'installa dans le bureau de l'Administrateur. Dans le vaste bureau directorial de Jean Prouvost on vit arriver un homme brun, trapu qui s'appelait Roger Capgras et qui par la volonté de la *Kommandantur*, devenait le maître du plus grand journal français. C'était un mandataire aux Halles, négociant en primeurs, qui avait trafiqué pendant la guerre d'Espagne, échangeant les oranges et les mandarines de Catalogne contre des bateaux et des armes. Frère d'une militante socialiste pacifiste, les Parisiens avaient entendu parler de Roger Capgras pour la première fois quand il fit le trust des théâtres et des auteurs, et patronna la réapparition sur la scène de la blonde et frêle Alice Cocéa, vedette roumano-parisienne de comédie et d'opérette, mais héroïne dans sa vie de drames retentissants. Avec quel argent Roger Capgras avait-il pu louer tant de salles de théâtre,

s'attacher tant d'écrivains et d'acteurs par contrat, avec quel argent pouvait-il couvrir de bijoux son exigeante ami ?

Cela avait toujours été un mystère et juste au moment où la guerre éclata, au cours d'une réunion de la société des Auteurs, le grand écrivain dramaturge français, Henry Bernstein, avait dénoncé le passé trouble de cet homme dont le casier judiciaire s'ornait de plusieurs condamnations pour escroquerie [64] et chèques sans provision. Et voici qu'on retrouvait Roger Capgras, mobilisé comme auxiliaire dans l'armée française au mois d'avril, homme de confiance des Allemands le lendemain de la prise de Paris.

Mais il y avait mieux. Il amena avec lui comme rédacteur en chef du nouveau « Paris-Soir », un gros garçon blond-roux, à la face porcine et aux yeux pétillants de malice, du nom de Henri Jeanson. Celui-ci polémiste, revuiste, auteur de scénarios de films à succès (entre autres celui de *Pépé le Moko*) avait passé 15 ans de son existence à « épater le bourgeois ». Connu comme militant d'extrême gauche, anarchisant, il avait écrit plusieurs papiers antimilitaristes à la veille de la guerre et signé au lendemain du 3 septembre un tract séditieux, réclamant la paix immédiate. Il avait été condamné à 5 ans de prison pour ces faits. Henri Jeanson dont j'appréciais le grand talent et qui avait souvent montré du courage dans la défense des malheureux, était un de mes plus vieux amis. Je désapprouvais souvent ses actions, mais j'excusais ses incartades, car je le considérais comme un enfant turbulent, à demi-inconscient, merveilleusement doué et j'étais intervenu auprès de tous mes amis dans le Ministère pour qu'Henri Jeanson fût gracié. Je puis dire que c'est en partie grâce à mes démarches qu'Henri Jeanson fut libéré au début du mois de mai après neuf mois de détention.

Il avait été envoyé aussitôt dans un régiment à Meaux à 40 kilomètres de Paris, mais là, dès son arrivée, il s'était fait porter malade. Je n'avais rien su de lui depuis. Et voilà que lui aussi se retrouvait [65] comme par miracle transplanté de l'armée française dans le cercle des Cinquième-Colonnistes d'honneur, promu à la gloire de confectionner le premier grand journal nazi français.

Il se trouva pour seconder tout ce joli monde, un certain nombre d'écrivains ou de journalistes jadis renvoyés de « Paris-Soir ». Dans mon propre bureau, on installa M. Paul Ferdonnet, le Lord Haw-Haw français, le traître qui depuis le début de la guerre prêchait de la radio

de Stuttgart l'acceptation anticipée de la défaite et assurait ses compatriotes des bonnes intentions de l'Allemagne et de la perfidie de l'Angleterre.

Ferdonnet n'eut sans doute qu'à fracturer le tiroir de la table à laquelle on l'installa (je pense que ce travail n'avait rien qui pût lui répugner) pour trouver justement le dossier très complet que j'avais réuni sur lui, sur les raisons de sa trahison et sur ses complices. Ferdonnet complétait à merveille avec sa voix mielleuse et sa face barbue de Judas la collection de traîtres auxquels étaient désormais confiées les destinées de « Paris-Soir ».

\* \* \*

Ceux parmi les Parisiens qui avaient jusqu'alors pensé que la Cinquième Colonne et ses méfaits étaient des inventions de journalistes à l'imagination trop fertile, furent donc, dès les premiers instants, obligés de reconnaître leur erreur. Un événement plus retentissant encore devait bientôt convaincre les plus incrédules.

Tandis que les premiers camions de prisonniers français traversaient Paris ainsi que les premières [66] divisions motorisées nazies qui allaient continuer la bataille vers la Loire, l'Ambassade d'Allemagne de la rue de Lille sortait d'un long sommeil. Pendant toute la guerre, deux diplomates allemands étaient demeurés là, gardant en vertu d'un accord diplomatique les aîtres et le mobilier, discrètement surveillés par la police française à chacune de leurs sorties (de la même façon que deux fonctionnaires français veillaient à Berlin sur l'Hôtel de notre Ambassade).

Le 17 juin au matin, un homme apparut à l'une des fenêtres de l'Ambassade qui donnaient sur la Seine. Ce n'était aucun de ces deux diplomates allemands. L'homme qui rêvait ainsi en regardant miroiter dans le fleuve les vieux immeubles riverains n'était pas resté à Paris, lui, pendant la guerre, puisqu'au mois de juillet 1939 il en avait été brutalement expulsé par ordre du gouvernement Daladier, après que les journaux l'eussent dénoncé comme le chef et l'organisateur de la Cinquième Colonne. Ce gros garçon, massif et blondasse, aux traits bouffis et sensuels, aux yeux bleus trop candides, c'était Otto Abetz qui arrivait directement de Berlin par la grande route de l'invasion. Depuis la veille le *Führer* l'avait nommé Ambassadeur d'Allemagne en France.

[67]

SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION

## Chapitre IV

---

# LE RAPPROCHEMENT FRANCO-ALLEMAND PAR LES JEUNES

[Retour à la table des matières](#)

C'est en 1930 que je fis la connaissance d'Otto Abetz. On était en pleine période du rapprochement démocratique franco-allemand.

« Ce rapprochement, les générations de l'après-guerre de chaque côté du Rhin doivent en être les artisans » proclamait NOTRE TEMPS, une revue de jeunes à tirage restreint. Le directeur de cette revue était Jean Luchaire, fils de Julien Luchaire, Président de l'institut de Coopération Intellectuelle de la Société des Nations. Aristide Briand soutenait sa campagne avec l'argent des fonds secrets du Ministère des Affaires Étrangères, ce qui faisait dire à Henri Jeanson : « Notre Temps c'est notre argent ».

Jean Luchaire présenta Otto Abetz à ses amis. Et ce grand et fort garçon blond, au regard d'enfant, aux attitudes timides et gauches, nous raconta son histoire dans un français lent, mais parfait, en partageant avec nous un bon dîner dans un bistro de la rive gauche.

Son père, intendant d'une riche propriété dans le Hanovre, avait été tué sur le champ de bataille quand le jeune Otto n'avait encore que onze ans — « Pas un instant — nous dit-il, en dépit de mon chagrin, je n'ai

pensé : mon père a été tué par les Français, mais bien mon père a été tué par la guerre ! Et je priais pour qu'il n'y ait plus jamais de guerre ».

[68]

Il nous dit comment depuis lors, il s'était mis en tête de travailler de toutes ses forces à la réconciliation franco-allemande. La tâche était ardue : il commença, seul, en secret — en pleine guerre — à apprendre le français. Le jour de la défaite allemande il lisait déjà dans le texte Molière, Diderot, Rousseau, Victor Hugo.

Maintenant Otto avait 26 ans, une mère âgée et pas un sou vaillant en dehors de son maigre traitement de professeur de dessin dans les écoles publiques de Karlsruhe. Il habitait une maison basse et grise, sans confort semblable à la plupart des maisons de Karlsruhe, cité industrielle de 150 000 âmes, laide, triste, ennuyeuse ...

Mais Otto, chaque dimanche, mettait sac au dos et partait à pied pour quelque grande promenade à la façon des jeunes Allemands. Et il trouvait, soit sur les bords du Rhin, soit dans la splendeur toute proche de la forêt Noire des paysages propices à ses méditations.

Mal habillé — les temps étaient durs pour les Germains non fortunés — le ventre souvent creux, il lisait sans arrêt des journaux, des magazines français et allemands ou bien il écrivait de longs et véhéments articles dans des revues locales, de circulation confidentielle.

« Il faut une entente entre la France et l'Allemagne pour qu'il n'y ait plus jamais de guerre ».

Tel était le leitmotiv de ses écrits comme de ses conversations.

Sa mère, effrayée, lui reprochait doucement :

— Otto, tu te fais du tort avec tes idées. Peins [69] plutôt, tu as du talent. Mais laisse de côté la politique ».

— Maman, je ne fais pas de politique. Je voudrais effacer un siècle de malentendus ».

— Toi, toi tout seul, mon pauvre petit ! ».

— Je ne suis pas tout seul. Au cercle du Parti Catholique Social, on m'encourage. Et ici, comme en France, même parmi les gouvernants, il y en a de plus en plus qui pensent comme moi ».

En ces jours bienheureux où Aristide Briand dirigeait la politique extérieure française et le très catholique Brunning la politique extérieure allemande, il semblait en effet que les affaires d'Europe allaient s'arranger dans un embrassement général. M. Brunning s'apprêtait à aller prier à Paris, à l'Église Notre-Dame-des-Victoires avec un Ministre français ; et M. Laval, du haut du balcon de la Chancellerie du *Reich*, semblait dire en souriant à la foule qui l'acclamait « Ralliez-vous à ma cravate blanche ».

Mais Otto Abetz se méfiait des politiciens qui n'avaient jamais rien su empêcher. Il pensait que l'Allemagne et la France devaient s'entendre par leurs jeunesses ; ainsi l'avenir pourrait effacer tant de haines accumulées et réparer peut-être toutes les injustices dont il croyait son pays accablé et dont souffrait son cœur d'Allemand.

Il avait écrit à Paris pour qu'on lui envoyât les revues qui soutenaient des idées semblables aux siennes (ses maigres économies passaient à ses lectures). C'est ainsi qu'il avait lu dans NOTRE TEMPS des articles de Jean Luchaire.

[70]

Les grandes vacances venues, Otto Abetz n'y tint plus. Il emprunta quelque argent, fit sa valise et prit le train en quatrième classe sur le parcours allemand (très court), en troisième sur le parcours français (parce qu'en France il n'y a pas de quatrième classe). Et il débarqua à Paris un beau jour de juillet pour se faire aussitôt conduire à NOTRE TEMPS. La revue occupait deux petites pièces dans l'appartement même de Jean Luchaire qui avait le même âge qu'Abetz, mais était déjà marié depuis huit ans et avait deux enfants. Il était, comme Abetz, grand et blond, mais beaucoup plus maigre et avait l'air d'un garçonnet poussé en graine.

Ce matin-là justement, tandis qu'Abetz attendait dans l'entrée, Jean Luchaire recevait un groupe d'étudiants français du Quartier Latin.

— Cher camarade — étaient venus lui dire ceux-ci, les vacances sont venues. Ne pourrait-on pas les mettre à profit pour nous rencontrer avec des groupes d'étudiants allemands afin que nous fassions, jeunesse française et jeunesse allemande, une mutuelle connaissance ? »

— Écoutez, leur répondit Jean Luchaire, il y a justement ici un jeune universitaire allemand qui arrive de son pays et qui désire me parler. Il

m'a écrit. Il partage nos idées, semble intelligent et plein de feu. Voulez-vous que nous le fassions entrer et qu'avec lui, nous essayions de mettre quelque chose sur pied ? »

La proposition fut acceptée aussitôt. Abetz entra. On le mit au fait du projet. Il s'enthousiasma. Il parla de sa Forêt Noire avec des accents lyriques. Et moins d'une heure plus tard, il était décidé qu'on [71] organiserait immédiatement un camp de vacances où jeunes Français et jeunes Allemands dans l'abandon de la nature, lieraient connaissance sans contrainte, se parleraient franchement et dissiperaient sans efforts les préjugés qui les séparaient.

Je me souviens de l'émotion qui m'étreignit quand Otto Abetz eût, ce soir-là, terminé son récit. Pour moi, comme pour mes camarades présents, cette voix allemande amicale faisait lever une aube d'espoir. Et nous bûmes aux lendemains fraternels.



Car nous, les jeunes Français, nous étions presque tous pour cette construction sentimentale de la paix.

J'avais sept ans quand la première Grande Guerre éclata. J'ai gardé des premiers jours d'août 1914 un souvenir très clair, mais kaléidoscopique : des gens qui hurlent en faisant des monômes dans la rue et qui démolissent les boutiques allemandes, des soldats qui chantent en partant dans les trains, tandis que des femmes pleurent sur les quais. Partout des inscriptions, des cris : « À Berlin, à Berlin ».

Depuis que nous savions lire — mes camarades et moi — on nous avait nourris du malheur de l'Alsace-Lorraine, arrachée à la mère patrie après la guerre de 1870. Les contes d'Alphonse Daudet et les poèmes de Paul Déroulède avaient fait couler nos premières larmes françaises et provoqué nos premières rages de petits hommes.

Mon grand-père qui avait été combattant en 1870 et même cuirassier à la célèbre charge de Reischoffen, entretenait sans cesse en moi la haine des [72] Prussiens et l'amour de la liberté car il avait lutté aussi sous Napoléon III pour la République et il n'était pas de ceux qui désespéraient de la démocratie en répétant la célèbre phrase : « Ah ! comme Elle était belle sous l'Empire ! »

Cet homme singulier portait chaque jour de la semaine la redingote, le chapeau haut-de-forme et des bottines à élastiques. Il avait une belle barbe blanche et un air très martial. Je l'adorais. Tous mes instants de liberté je les passais près de lui écoutant ses récits passionnants de batailles militaires et civiques et lui posant des questions sur la façon dont la France s'était relevée après la défaite, sur le coup d'État manqué du Général Boulanger, sur l'affaire Dreyfus, sur l'épopée coloniale.

J'arrivais en classe plein de fièvre et je répétais ces histoires à mes amis. Tous, à leur tour, m'écoutaient bouche bée. Nos maîtres ne faisaient rien pour calmer notre exaltation. Dans toutes leurs leçons, ils nous donnaient une haute idée de la gloire de la France et des bienfaits de la République.

On pense bien que la guerre avait porté nos sentiments au paroxysme. Nous étions très contents, nous les gosses, très fiers de l'agitation, de la nervosité et de l'émotion que le conflit répandait autour de nous et qui apportait à notre existence ce que nous exigeons d'aventures et de grandeur.

On s'occupait moins de nous. Nos pères étaient partis mobilisés, nos mères avaient à faire face à beaucoup de difficultés ; on nous laissait plus d'indépendance. Du même coup, nous avions acquis une certaine gravité. Nous prenions une part directe à la vie, faisant la queue de longues heures pour [73] obtenir de la nourriture, transportant les sacs de charbon à travers les rues de Paris sur de petites « barrettes à bras pour nous chauffer, partageant nos jouets avec les petits réfugiés de Belgique et du Nord. Les bombardements de Paris par les *Taubes*, puis par les *Gothas* et la *Grosse Bertha* rapprochant le danger de nos têtes, nous avaient à la fois remplis d'orgueil et prématurément mûris.

Et puis ce fut le délire de la Victoire. Le 11 novembre, ma mère vint nous chercher à onze heures à l'école, mon frère aîné et moi, et nous promena à travers les rues de Paris. Dans cette foule déchaînée, tout le monde s'embrassait sans se connaître et l'on portait en triomphe tous ceux qu'on rencontrait portant l'uniforme. Nous prenions conscience de ce qu'était la fierté nationale.

Hélas, au fur et à mesure que nous grandissions, notre enchantement s'envola. Les anciens combattants nous apprenaient que la guerre n'était pas du tout cette grande aventure chevaleresque que l'on nous avait dit, mais des jours d'affreux ennui, des tragédies misérables où le

sang se mêlait à la boue et que souvent les ennemis les plus redoutés étaient Ion poux et les cafards.

Des livres comme LE FEU d'Henri Barbusse et DERRIÈRE L'ABATTOIR d'Albert-Jean montrèrent la bataille sous un jour que le « bourrage de crâne » de la presse de 1914-1918 s'était bien gardé de nous révéler. On commença à dire un peu partout qu'on s'était battu non point pour la France, mais pour servir les intérêts des marchands de canons. On publia des révélations sensationnelles : la plus impressionnante fut celle qu'on fit sur les mines de [74] fer de Briey qui n'avaient été bombardées pendant toute la guerre ni par les Allemands ni par les Français par suite d'un accord secret entre les gros industriels et les États-Majors des deux pays.

On n'élevait pas d'arcs-de-triomphe à travers le pays, mais dans chaque commune des monuments aux morts et sous l'Arc-de-Triomphe de Paris on apportait solennellement les restes du Soldat Inconnu. Une société fondée par le poète Jean Richepin en 1917 sous le titre « Souvenez-Vous » et destinée à perpétuer le souvenir des atrocités allemandes après la guerre avait réussi à grouper des centaines de milliers d'enfants et de jeunes gens des écoles. Au début de 1920, quelques mois à peine après la signature du traité de paix, la société devait se dissoudre faute d'adhérents !

Les maîtres et les professeurs qui, revenus des divers fronts, remplaçaient leurs aînés, nous parlaient maintenant des méfaits de « la guerre impérialiste », enlevaient tout panache aux faits d'armes que nous avions admirés et nous enseignaient que l'héroïsme n'était le plus souvent que de l'inconscience. Je reçus un coup terrible quand l'un d'eux déclara un jour :

— Pour obtenir que nous montions à l'assaut, les officiers nous faisaient boire de la gnôle jusqu'à ce que nous fussions complètement ivres ».

Et un voyage touristique aux régions dévastées soigneusement entretenues dans leur ruine totale acheva de me dégoûter de la guerre. C'est ainsi que je fus naturellement porté comme la plupart de ceux de ma génération vers les partis de gauche qui prêchaient la réconciliation des peuples et l'établissement [75] d'une paix durable par le désarmement général.

\* \* \*

J'avais pour la profession de journaliste une irrésistible vocation. Dès mes premières années de classe, je confectionnais des bulletins pour mes condisciples, d'abord écrits à la main, puis photocopiés. Je ne concevais pas la possibilité de faire un autre métier. Pour triompher de la résistance paternelle (mon père était négociant et pour lui la presse était un ramassis de ratés et de maîtres chanteurs), à l'âge de 14 ans, un jour qu'on me croyait en classe, je me fis engager au JOURNAL DU PEUPLE, organe des syndicats. Mes fonctions étaient des plus modestes. J'allais chercher à la Bourse du Travail les communiqués des différents syndicats et je les résumais tant bien que mal. J'étais payé 100 francs par mois, mais j'étais fier comme Artaban.

À partir de ce moment-là, je décidai d'abandonner mes études au grand scandale de ma famille, pour me consacrer à une profession qui me passionnait.

Peu à peu, passant de journal en journal, de rubrique en rubrique, j'appris vraiment mon métier. Tour à tour reporter de faits-divers, reporter sportif, courriériste théâtral et cinématographique, puis reporter tout simplement, touchant un peu à tous les sujets, de quotidien en quotidien, d'hebdomadaire en hebdomadaire, j'appris à bien connaître le monde de la presse et je découvris les coulisses de la vie parisienne.

\* \* \*

[76]

Paris, épuisé par quatre ans de durs efforts de guerre, profita béatement de la tranquillité que donnait la victoire pour s'amuser. C'était l'époque de la facilité. M. Klotz, Ministre des Finances, avait lancé le slogan « Le Boche paiera » et tout le monde comptait là-dessus pour la liquidation des emprunts de guerre et la reconstruction des régions dévastées. On affirmait qu'on vivait « l'époque de la prospérité ». Une grande vague de matérialisme emportait les valeurs morales. Pour les jeunes gens, c'était l'époque des « surprise-parties ». Il était de bon ton de faire irruption chez n'importe qui à n'importe quelle heure, chacun apportant de quoi boire et surtout de quoi manger, pour danser jusqu'à l'aube. Les mœurs étaient très libres et l'on ne parlait que de faire de l'argent le plus vite possible.

Un jour un ami qui voulait être à la page, me déclara :

— Dans la vie, il y a des écraseurs et des écrasés, il faut choisir ».

Je fus épouvanté, car je ne comprenais pas que la plupart de ceux qui répétaient ces formules toutes faites pussent vraiment y croire. Les plus idéalistes donnaient à leur désespoir une forme agressive. En art et en littérature naissait le mouvement « dadaïste » qui était une forme d'anarchie poétique.

Dans cette confusion, la lutte sociale naturellement se développa. La victoire des Soviets sur les tentatives de réaction des généraux russes blancs eut une profonde répercussion en France où l'on avait aidé les Dekinine, les Wrangell et les Korniloff, en affirmant que le régime communiste ne pouvait être qu'un accident passager et qu'il serait balayé à la [77] première poussée. Bientôt les nobles conflits d'idéologie amenèrent mes compatriotes à se détester entre eux ...



Quelques-uns d'entre nous avaient pu, très jeunes, connaître le succès comme auteurs dramatiques, romanciers, compositeurs, journalistes, etc. Ils formèrent un groupe qui s'appela « Les Moins de Trente Ans ». Comme je ne doutais de rien, je voulus doter ce groupe d'un organe digne de lui. Je fondai à l'âge de 17 ans un grand hebdomadaire appelé ILLUSIONS pour bien marquer notre réaction contre le matérialisme envahissant. Naturellement je n'avais pas un centime pour me lancer dans une pareille entreprise. J'eus simplement la chance qu'un imprimeur nous prît au sérieux et je pus facilement m'assurer de brillantes collaborations gratuites.

C'est le polémiste Henri Béraud (qui était à l'époque un écrivain de gauche) qui présenta la nouvelle équipe. Dans le premier numéro, nous protestions — au nom de la science ! — dans un grand article, contre le projet de détruire en Allemagne occupée encore par nos troupes, les hangars de Friedrichshafen où la République Allemande avait demandé l'autorisation de continuer à construire des zeppelins. C'est ainsi que j'entrai en contact avec la jeunesse de gauche qui cherchait à établir des relations pacifiques avec les jeunes Allemands.

ILLUSIONS tira près de 40 000 exemplaires chaque semaine, ce qui était un succès ; mais ce succès ne dépassa pas trois semaines, l'éditeur

ayant eu la [78] mauvaise idée de réclamer son paiement intégral avant le quatrième numéro. ILLUSIONS disparues, victime du manque de Mécène. Mais ce n'était pas ce qui me désespérait le plus. Je me voyais déjà en prison pour dettes quand un soir, dans un music-hall alors en vogue, l'Olympia, l'admirable chanteuse Yvonne Georges, interprète idéale des chansons de marins et des complaintes d'amour, me voyant ennuyé, obtint de moi que je lui avoue le secret de mes soucis. Je ne sais pas comment elle se débrouilla, car elle n'avait aucune fortune, mais le lendemain elle m'apporta le chèque libérateur qui me permit de désintéresser mon imprimeur. De tels actes de générosité et de camaraderie étaient alors fréquents dans notre monde un peu bohème.

Désireux de m'acquitter de ma dette le plus vite possible, je renonçai à être directeur de journal et je repris après ce bref intermède le cours normal de ma carrière de journaliste.

En même temps, je m'intéressais de plus en plus aux problèmes des relations franco-allemandes sans toutefois entrer de façon active dans le groupe de Jean Luchaire. Je fus ravi d'apprendre qu'un mois après ma première rencontre avec Otto Abetz, le premier camp de vacances franco-allemand était devenu une réalité à Sohlberg dans la Forêt Noire. Ce ne fut pas une manifestation très importante par le nombre de ses participants : il y avait là, couchant sous la tente et faisant eux-mêmes leur cuisine, une trentaine seulement de jeunes démocrates des deux côtés du Rhin. Parmi eux figuraient le fils du Ministre François-Albert, André François-Albert, Bertrand de Jouvenel, fils de l'ambassadeur de France [79] Henri de Jouvenel, et lui-même journaliste déjà aimé, réputé, et naturellement Jean Luchaire et Otto Abetz.

Vers la même époque, le député André François-Poncet dirigeait le journal L'AVENIR, où il représentait les intérêts du Comité des Forges, le cartel des industriels de l'acier français (André François-Poncet devait être plus tard aux époques critiques, Ambassadeur de France à Berlin puis à Rome). Je travaillais dans son journal et je me souviens fort bien qu'un soir, André François-Poncet, spécialiste des questions allemandes, nous parla des progrès que faisait en Allemagne le parti d'un jeune agitateur, ancien combattant, nommé Adolf Hitler. Tout le monde le regarda avec curiosité. Ce nom n'avait jamais retenu l'attention d'aucun de nous. Un spécialiste des affaires étrangères s'écria :

— Hitler ! Ah, oui, l'homme du putsch de Munich ! Mais ce n'est pas sérieux, son mouvement ! »

— Non, lui répondit André François-Poncet, sans rire, pas sérieux ... pour l'instant, à peine un peu plus sérieux que ne l'était celui d'un nommé Jésus-Christ juste un an avant qu'il mourût ».

[80]

[81]

SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION

## Chapitre V

---

### DU BLUFF AU CHANTAGE

[Retour à la table des matières](#)

— Mon fauteuil vaut trois trônes, aimait à répéter Maurice Bunau-Varilla, directeur du grand quotidien de Paris, LE MATIN, avant la première Grande Guerre alors que les trônes représentaient encore une monnaie non dévaluée.

M. Bunau-Varilla exagérait à peine son importance. Et je ne me souviens pas avoir connu un seul directeur de journal à Paris qui montrât plus de modestie, fût-il à la tête d'une simple feuille de chou qui ne tirait qu'à quelques centaines d'exemplaires.

J'ai eu, au cours de ma carrière, des « patrons » qui la veille encore étaient agents de publicité ou négociants en meubles (quelques-uns même sortaient tout fraîchement de prison) et je les ai vus du jour au lendemain, reçus dans la meilleure société, adulés par les politiciens, invités aux plus grands dîners par les plus jolies femmes, craints par les faibles, respectés par les puissants.

La presse de Paris jouissait d'un prestige qui fut longtemps à mes yeux inexplicable, mais dont bien des aventuriers surent tirer de larges profits. Rayonnant de la capitale sur la nation tout entière, en dépit de l'existence de quelques importants organes de province, la presse parisienne put, pendant de longues années, méconnaître tous ses devoirs et

tromper sciemment le public sans s'attirer d'autres sanctions que le mépris de cette faible minorité qu'on appelle « les honnêtes gens éclairés » ... et [82] celui aussi des journalistes. Car il faut rendre cette justice à l'immense majorité de mes confrères qu'ils firent tout leur possible pour exercer leur profession avec le maximum d'honnêteté et de talent, et qu'ils furent le plus souvent en lutte ouverte avec les aventuriers qui voulaient, par leur intermédiaire, diriger l'opinion.

Un des premiers journaux auxquels je fus régulièrement attaché paraissait le soir. Son directeur était par ailleurs propriétaire d'un hebdomadaire spécialisé dans l'industrie du pétrole et qui était naturellement au service de quelques grandes compagnies. Ce journal lançait une formule originale — il était distribué gratuitement dans les théâtres et les cinémas avec le programme. Cela lui assurait une certaine diffusion, mais ne lui permettait pas de vivre. Comme la publicité était rare, il fallait bien que le journal vécût de quelque chose. De quoi ? Je ne tardai pas à l'apprendre. Un de mes chefs, m'ayant invité à déjeuner, à la fin du repas où le vin était généreusement servi, me confia en soupirant :

— Dire que lorsque j'avais votre âge, Lazareff, je pensais que lorsqu'on écrivait de beaux articles, on trouvait des journaux pour les payer et les présenter en bonne place ! Folie que tout cela ! Les jeunes gens comme vous, pour réussir dans ce métier et s'épargner d'amères désillusions, devraient tous le savoir. Tenez, j'ai écrit ces jours derniers trois merveilleux articles sur la Roumanie. Ils étaient pleins de révélations sensationnelles, puisées aux meilleures sources et je dois dire que j'y avais stigmatisé avec une certaine vigueur, les procédés étranges des Ministres de ce pays qui font passer [83] leurs intérêts particuliers avant l'intérêt général. Comme nous ne voulions pas qu'il y eût d'erreur dans des articles de cette importance, je les ai soumis au Ministre de Roumanie. Il les a gardés quelques jours, puis il a fait venir un de nos administrateurs et lui a expliqué qu'il avait été très intéressé par mes articles, qu'il avait cru de son devoir de transmettre à son gouvernement les informations qu'ils contenaient et que des mesures allaient être prises pour remédier à l'état de choses que je signalais. Il ajouta que le gouvernement roumain me remerciait et me demandait comme une faveur personnelle, pour lui laisser faire tranquillement son oeuvre d'épuration, de renoncer temporairement à la publication de mes articles. En même temps, il a fait part à l'Administrateur du désir du gouvernement

roumain de passer avec notre journal un assez important contrat de publicité touristique et économique.

« Et voilà, mon cher ! J'ai reçu pour ces trois articles qui ne paraîtront pas une gratification plus importante que je n'en ai touchée de ma vie pour n'importe lequel de mes articles qui a paru. C'est ce qui me permet de vous offrir aujourd'hui ce bon déjeuner et c'est ce qui nous permettra de vous payer à la fin du mois. Prenez-en de la graine. »

Stupéfait, dans mon innocence, je lui demandai :

— Quel intérêt y a-t-il pour la Roumanie de faire de la publicité dans un petit canard comme le nôtre ? »

Il sourit :

— Ce qui a de l'intérêt pour la Roumanie — ou du moins pour certains de ses dirigeants — c'est [84] qu'il ne soit publié nulle part certaines vérités gênantes. Notre journal est petit, mais nous ne le distribuons pas seulement dans les théâtres et les cinémas. Nous l'envoyons en France et hors de France, aux Députés, aux Sénateurs, aux Ambassadeurs, aux grands journalistes étrangers, aux banques, aux sociétés les plus importantes. Ces articles peuvent être reproduits, susciter des commentaires.

Et comme mon interlocuteur me voulait du bien, il ajouta :

— Tenez, vous devriez vous renseigner. On m'a dit qu'actuellement dans les arrivages d'oranges aux Halles, il y a des fruits de mauvaise qualité et qui peuvent donner des maladies. L'orange d'ailleurs ne serait pas un fruit aussi sain qu'on le pense. Certains docteurs l'affirment. Faites une enquête à ce sujet. Il y va au fond de la santé publique que nous avons mission de défendre. »

Il eut un sourire :

— Peut-être après tout, cette enquête, si elle est bien conduite, vous permettra-t-elle de m'offrir aussi un déjeuner dans le genre de celui-ci ? Je sais que vous ne roulez pas sur l'or en ce moment. Un cigare, mon cher, une fine ? »

J'en avais compris assez pour refuser avec indignation de m'occuper des oranges. Trois jours plus tard, un de mes camarades, tout à fait sincères, me déclara :

— Ah, mon vieux, je suis en train de faire des découvertes sur la nocivité des oranges dont tu ne te douterais pas ! »

À ma grande surprise, huit jours plus tard, je vis paraître dans LE SOIR, un grand article signé du [85] nom d'un docteur bien connu qui présentait l'orange non seulement comme un fruit délicieux, mais comme une panacée universelle.

Quand j'arrivai au journal ce matin-là, j'appris que mon camarade était enfermé depuis dix minutes avec le rédacteur en chef, qu'on avait entendu au début de leur discussion de grands éclats de voix, mais qui semblaient s'être apaisés. Enfin, mon camarade sortit un peu rouge et l'air gêné.

— Eh bien ! mon vieux, lui dis-je, qu'est-ce qui s'est passé avec ton article ? »

— Rien, me dit-il vivement. Il paraît que je m'étais complètement trompé. Je n'avais vu que des ânes et des charlatans. La direction a soumis mon article au Syndicat des Importateurs d'oranges qui ... enfin, tu me comprends. Si tu veux, je te rendrai demain les 50 francs que tu m'as prêtés avant-hier ».

\* \* \*

Évidemment des incidents de ce genre m'ouvrirent les yeux sur les mœurs d'une certaine presse. Je cherchais à m'évader de ces petits journaux pour entrer dans un organe plus important, car je croyais encore naïvement que la puissance permet la pureté. Mais je fus vite édifié.

Il y avait alors à Paris cinq grands journaux d'information, LE PETIT PARISIEN, LE JOURNAL, LE MATIN, LE PETIT JOURNAL, L'ÉCHO DE PARIS qui paraissaient le matin et tiraient chaque jour 250 000 à 1 500 000 exemplaires. J'appris bien vite qu'ils étaient tous les cinq contrôlés par l'agence Havas.

[86]

Une page trop peu connue du grand écrivain Honoré de Balzac, dénonce les dangers que l'Agence Havas faisait déjà courir à l'indépendance de la presse : <sup>2</sup>

« Le public peut croire qu'il y a plusieurs journaux mais il n'y'a, en définitive, qu'un seul journal.

« Il existe à Paris, rue Jean-Jacques Rousseau, un bureau dirigé par M. Havas, ex-banquier, ex-copropriétaire de la GAZETTE DE FRANCE, ex-coassocié d'une entreprise pour l'exploitation des licences accordées par Napoléon à l'époque du blocus continental. M. Havas a vu beaucoup de gouvernements ; il vénère le fait et professe peu d'admiration pour les principes ; aussi a-t-il servi toutes les administrations avec une égale fidélité. Si les personnes changent, il sait que l'esprit ne change jamais, et que la direction à donner au public est toujours la même.

« M. Havas a une agence que personne n'a intérêt à divulguer, ni les ministres, ni les journaux d'opposition. Voici pourquoi : M. Havas a des correspondances dans le monde entier ; il reçoit tous les journaux de tous les pays du globe, *lui le premier*. Aussi est-il logé rue Jean-Jacques Rousseau, en face de l'Hôtel des Postes, pour ne pas perdre une minute.

« *Tous* les journaux de Paris ont renoncé, pour des motifs d'économie, à faire, pour leur compte, les dépenses auxquelles M. Havas se livre d'autant plus en grand qu'il a maintenant un monopole et TOUS les journaux, dispensés de traduire comme autrefois les journaux étrangers et d'entretenir des [87] agents, subventionnent M. Havas par une somme mensuelle pour recevoir de lui, à l'heure fixe, les nouvelles de l'étranger. À leur insu, les journaux n'ont que ce que le Premier ministre leur laisse publier ... S'il y a vingt journaux et que la moyenne de leur abonnement avec M. Havas soit de 200 francs, M. Havas reçoit d'eux 4000 francs par mois. Il en reçoit 6000 du Ministère ... Comprenez-vous maintenant la pauvre uniformité des Nouvelles étrangères dans tous les journaux ! Chacun teint en blanc, en vert, en rouge ou en bleu la nouvelle que lui envoie M. Havas, le Maître-Jacques de la presse. Sur ce point, il n'y a qu'un journal, fait par lui et à la source duquel puisent tous les journaux ...

« M. Havas, cette Providence des journaux de Paris, est aussi celle des journaux de province. Ainsi, de même qu'il n'y a qu'un journal à Paris, il n'y a qu'un journal pour les départements. M. Havas est le prête-nom du Ministère. Voilà le mécanisme de cette immense machine appelée le journalisme. C'est simple comme une rôtissoire que fait tourner un caniche.

---

<sup>2</sup> Deuxième numéro de LA REVUE PARISIENNE — Tome XXIII des « Œuvres Complètes ».

« Le peuple qui se dit le plus spirituel du monde est celui qu'on dupe avec le plus de grossièreté ».

Cette page, qui était encore d'actualité en 1940, avait été écrite exactement un siècle plus tôt, en 1840,

M. Havas avait eu l'idée de créer en 1835 un bureau de traduction pour les journaux étrangers. Il avait pour clients aussi bien des banques que des journaux. Développant son affaire, il organisa, en 1840, un service régulier de dépêches par pigeons voyageurs entre Paris, Bruxelles et Londres. [88] Les dépêches arrivaient ainsi en 10 heures d'Angleterre et en 4 heures de Bruxelles. Dès 1850, Havas possédait un correspondant dans toutes les capitales du monde. Avec l'invention du télégraphe électrique, il avait renoncé à l'emploi des pigeons voyageurs ...

C'est vers 1860 que M. Havas eut la grande idée de sa vie. Il décida de proposer aux journaux de leur fournir gratuitement ses informations contre des emplacements de publicité. Par ailleurs, il fusionna son affaire avec une agence qui distribuait la publicité de certaines maisons de commerce. Et naturellement il ne plaçait les annonces de ces maisons de commerce que dans les emplacements qu'il avait gratuitement en échange de ses dépêches.

Les successeurs d'Havas élargirent et mirent au point une si heureuse formule. Ils fournissaient la matière à la plupart des journaux de France, le plus souvent tout imprimée sous forme de clichés métalliques. De cette façon, ils s'assuraient les emplacements publicitaires de ces journaux et les maisons de commerce, pour annoncer dans la presse, étaient obligées de passer par l'agence HAVAS.

L'agence HAVAS ouvrit peu à peu des bureaux dans toutes les principales villes de France et de l'étranger, passa des accords avec toutes les grandes maisons de publicité à travers le monde et signa des contrats exclusifs d'échange de nouvelles avec toutes les grandes agences télégraphiques qui s'étaient multipliées à travers l'univers — *Reuter* en Angleterre, *Wolff* en Allemagne, *Stefani* en Italie, *Belga* en Belgique, *Fabra* en Espagne, *Rador* en [89] Roumanie, *Tass* en Russie et *Associated Press* aux États-Unis.

Naturellement le Gouvernement Français, quel qu'il fût, avait de plus en plus intérêt à contrôler les informations de l'agence HAVAS et

pour ce faire, versait des subventions de plus en plus grandes qui finirent par atteindre plus de 30 000 000 de francs. HAVAS par ailleurs distribuait la publicité des gouvernements étrangers, la publicité des grandes firmes, la publicité financière. L'État français recourait lui-même à ses services aussi bien pour la propagande des produits nationaux que pour recommander les émissions de rentes et d'obligations d'État.

Ayant en main les plus grands organes de la presse française par le double jeu de l'information et de la publicité, HAVAS avait pris en outre des intérêts directs ou indirects dans la propriété de la plupart de ces journaux. Aucune agence de presse rivale n'avait les moyens de lui faire concurrence et elles furent l'une après l'autre absorbées par le mastodonte. Deux seulement réussirent à vivre dans son ombre : l'agence RADIO et l'agence FOURNIER. Mais elles durent se contenter d'un rôle tout à fait secondaire. Seule l'agence HAVAS transmettait ses informations aux journaux par des appareils de transmission rapide, tickers ou printings.

Les agences étrangères essayèrent timidement et on vain de vendre leurs services à des journaux français (entre autres *United Press* et *International News Service*) sans autre résultat que des expériences de courte durée.

[90]

De Balzac à nos jours, les choses n'avaient fait qu'empirer et l'on vit parfois l'agence HAVAS recevant des dizaines de millions du Gouvernement et chargée officiellement de la propagande française à l'étranger, attaquer directement des initiatives gouvernementales à la demande de certains de ses clients de publicité. Mieux, HAVAS subventionna des journaux de différentes nuances opposés au régime !

Une simple dépêche de HAVAS pouvait suffire à créer une panique en Bourse, provoquer au Parlement les remous qui amènent la chute d'un gouvernement et même déchaîner une émeute, une guerre ! Qui donc aurait osé l'attaquer, dénoncer ses méfaits ? De tous les poisons qui débilitèrent l'opinion publique française, l'agence HAVAS fut un des plus dangereux. Mais il trouva souvent pour développer ses ravages un terrain propice.

\* \* \*

Je voulus un jour entrer au MATIN et je cherchai une lettre de recommandation pour ses dirigeants. J'allai trouver le grand auteur dramatique, Georges de Porto-Riche, que certains appelaient « le Racine contemporain » et qui me témoignait de la sympathie. C'était un extraordinaire vieillard toujours plein de vie et de passion qui habitait l'Institut de France, car il était Administrateur de la Bibliothèque Mazarine. Il m'avait souvent parlé de Bunau-Varilla et je pensais qu'il pourrait me mettre en rapport avec lui. Dès mon premier mot, il m'arrêta :

— N'écrivez jamais chez cet homme, me dit-il. « Quand il acquit LE MATIN à la fin du siècle dernier, mon ami le baron Henri de Rothschild voulait [91] s'intéresser à cette affaire de presse. Il m'en lit part. J'essayai de le dissuader en lui représentant la mauvaise réputation de Bunau-Varilla. « Il va faire du chantage », lui dis-je, et le baron me répondit avec candeur : Non, mon cher, je lui ai posé la condition : « Bunau-Varilla — lui ai-je dit, pas de chantage » et il m'a rassuré : « Monsieur le baron », s'est-il écrié, « jamais de chantage ... une simple pression suffira ».

Ravi de cette anecdote, Porto-Riche, en lissant ses belles moustaches blanches, éclata d'un rire d'enfant :

— Mais il y a mieux, mon petit Lazareff. Quelque temps plus tard, je résolus d'aller voir moi-même Bunau-Varilla pour faire passer un article sur un vieil écrivain de talent tombé dans la misère et sur lequel nous voulions attirer l'attention du public. À ce moment-là LE MATIN faisait une grande campagne en faveur des Arméniens martyrisés par les Turcs. Je fus introduit tout de suite dans l'impressionnant bureau que M. Bunau-Varilla occupait et occupe toujours au cœur de la citadelle rouge vif où sont installés les services de son journal, sur les grands boulevards. Je lui exposai le but de ma visite. Il m'arrêta dès les premiers mots : « Mon cher Maître, dit-il, LE MATIN est toujours au service des causes généreuses. Nous sommes prêts à exposer le cas de votre ami dans nos colonnes. Et comme c'est un écrivain qui nous semble digne du plus grand respect et de la plus grande pitié nous vous prendrons tout juste le prix que nous prenons aux pauvres Arméniens ».

[92]

De nouveau Georges de Porto-Riche éclata de rire. Comme il me voyait incrédule, il m'invita à quelques jours de là avec un ancien collaborateur important du journal.

— Pour savoir ce qu'est LE MATIN, me dit celui-ci, il faut lire un petit bouquin naturellement aujourd'hui introuvable (Bunau-Varilla en a fait acheter tous les exemplaires) qui s'appelle « DU BLUFF AU CHANTAGE OU COMMENT ON FAIT L'OPINION PUBLIQUE EN FRANCE », paru chez l'éditeur Powelle et qui a pour auteur M. François Mouthon, ancien rédacteur en chef du MATIN qui aujourd'hui est « patron » de son principal concurrent, LE JOURNAL ».

Au cours de ce déjeuner et plus tard en lisant la plaquette de M. Mouthon que cet homme me prêta, je m'aperçus que les anecdotes que Porto-Riche m'avait racontées pour me dégoûter du MATIN si extraordinaires qu'elles m'eussent paru pouvaient être authentiques.

LE MATIN était tombé dans les mains de Maurice Bunau-Varilla en 1897 après que son précédent propriétaire Edwards fût devenu le héros d'un scandale « bien parisien » : le suicide à bord de son yacht, au cours d'une croisière, de sa maîtresse, la belle comédienne Lantelme. Cette mort au cours d'une nuit d'orgie n'avait jamais été bien expliquée et Edwards avait dû se retirer de la vie publique.

Dès que Maurice Bunau-Varilla eût pris la direction du MATIN, éclata le scandale de Panama auquel son frère, Philippe, ingénieur et entrepreneur de terrassement, se trouvait mêlé. Le scandale apaisé, Maurice Bunau-Varilla commença dans son [93] journal une série de campagnes « tout entières », comme il l'écrivait, « consacrées au public sans souci d'autre bénéfice que la conscience du devoir accompli en vue de l'intérêt général ».

Ces campagnes quelquefois donnèrent lieu à certains incidents. En 1900, LE MATIN avait ouvert une souscription nationale pour doter Paris de théâtres lyriques populaires. En 10 jours, les lecteurs envoyèrent 500 000 francs. Mais pendant les trois ans qui suivirent on ne sut pas exactement l'emploi qui avait été fait de cette somme. Un des associés de Bunau-Varilla, Poidatz, fut arrêté sur la plainte de quelques souscripteurs mélomanes furieux. LE MATIN usa de sa puissance. Poidatz obtint un non-lieu et fut relâché, mais il abandonna ses intérêts dans le journal.

Quelque temps après, LE MATIN commença une campagne violente contre le Roi des Belges Léopold II. Il l'accusa d'être « un coeur sec, égoïste et cruel, âpre au gain, pillant l'ivoire et le caoutchouc du Congo, méprisé des souverains européens, monarque indigne et père dénaturé »

et alla jusqu'à inciter ses sujets à la révolte. Puis soudain la campagne contre le Roi des Belges s'arrêta. Entre temps un arrangement était intervenu entre la Compagnie du Chemin de Fer congolais et l'État du Congo qui appartenait en propre au Roi des Belges. L'État du Congo renonçait à racheter la concession du chemin de fer en remboursant au pair le capital social, comme il en avait le droit, ce qui n'aurait pas fait l'affaire de la compagnie de chemin de fer dont les actions étaient en hausse constante. Or, au conseil [94] d'administration de la compagnie trônaient Maurice et Philippe Bunau-Varilla.

Un certain nombre de journaux firent le rapprochement entre l'arrêt brusque de la campagne du MATIN et l'accord passé entre l'État du Congo et la compagnie de chemin de fer dont le directeur du MATIN était administrateur. Indigné qu'on pût voir un rapport quelconque entre ces deux faits dont la coïncidence était absolument fortuite, M. Jules Madeline, Président du Conseil d'Administration du MATIN, envoya à ces journaux mal intentionnés une belle lettre où il leur affirmait : « Nous mettons au MATIN la vérité, l'honneur et la loyauté au-dessus de tout, et nous défions qui que ce soit de ne trouver aucun acte malhonnête ou seulement douteux qui puisse être reproché au très honorable journal que j'ai l'honneur de présider ».

Plus tard, il y eut l'histoire des bureaux de poste. Une campagne commença contre le Sous-Secrétaire d'État, Léon Bérard, à propos de la saleté des bureaux de poste. M. Bérard protesta et s'inquiète. M. Madeline vient le trouver.

— Monsieur le Ministre, lui dit-il, je vous apporte l'épreuve de l'affiche que nous nous proposons de mettre dans tous les bureaux de poste de France ».

— Dans les bureaux de poste, c'est impossible, dit M. Bérard. C'est illégal. Nous ne pouvons mettre d'affiches ni pour vous ni pour vos concurrents. Mettez ces affiches autre part ».

— « Non, répond M. Madeline, ces affiches sont faites pour être mises dans les bureaux de poste et y être les seules admises naturellement. Voyez ce [95] qu'il y a d'écrit dessus : « Achetez LE MATIN, le seul journal français relié par fils spéciaux à toutes les capitales du monde ».

M. Bérard refuse. Là-dessus LE MATIN reprend sa campagne et fait envahir une vingtaine de bureaux de poste par des équipes de nettoyeurs. Scandale ! Quelque temps après, l'affiche du MATIN était admise exceptionnellement dans les bureaux de poste.

Comme on voit, Maurice Bunau-Varilla connaissait la manière de donner l'impression au public qu'il combattait pour lui tout en faisant ses petites affaires personnelles.

LE MATIN qui proclamait : « La puissance de notre Journal ne connaît pas de bornes : ce qu'il veut, il l'accomplit » étonnait son public par les manifestations qu'il organisait.

Il obtint de l'Armée que 2000 soldats et 200 officiers porteurs de brassards au nom du MATIN, venus de tous les points du territoire, accomplissent une marche « patriotique » de 40 kilomètres. Parmi les coureurs il y eut un mort et 25 blessés, mais LE MATIN ne dépensa pas un sou.

Plus tard encore LE MATIN obtint de la Marine que la course Alger-Toulon en canot-automobile, organisée par lui, fût escortée par 7 contre-torpilleurs et 2 croiseurs. Coût pour l'État Français : quelques centaines de milliers de francs.

Avec l'Armée de l'Air, Maurice Bunau-Varilla eut moins de chance. En 1906 lors des premières expériences de ballons dirigeables, LE MATIN offrit 100 000 francs au gagnant d'une course Paris-Londres en dirigeable, en fixant 1908 comme date [96] de l'épreuve. On pensait alors qu'aucun appareil ne serait en état d'accomplir cette prouesse deux ans seulement après les premiers essais. C'était une erreur, car dès 1907, trois dirigeables étaient prêts qui pouvaient aisément accomplir le trajet et décrocher le prix. Or 100 000 francs à l'époque représentaient beaucoup d'argent. Aussi LE MATIN annonça : « On nous fait remarquer qu'il serait compromettant pour la défense nationale de faire une publicité intempestive autour d'une industrie de guerre. Aussi nous n'hésitons pas ... la course n'aura pas lieu. À toute autre satisfaction, nous préférons celle d'accomplir notre devoir patriotique ». Hélas, deux mois plus tard, dans un article paru dans LE MATIN, on pouvait lire les lignes suivantes échappées par erreur à l'attention du rédacteur en chef : « Il n'y a pas plus de secrets dans un ballon dirigeable militaire que

dans une automobile commandée par le Ministère de la Guerre pour suivre les armées »<sup>3</sup>...

Les années passèrent et Maurice Bunau-Varilla ne changea rien à son attitude. A chaque attaque, il répondit avec hauteur et mépris en affirma non seulement son honnêteté, mais encore son apostolat. BUNAU-VARILLA vivait soit dans son somptueux château d'Orsay près de Paris, soit dans son appartement de l'avenue Henri IV, soit dans son domaine d'Agay sur les bords de la Méditerranée comme un véritable potentat. Les Présidents du Conseil et les [97] Ministres attendaient en tremblant d'être invités chez lui où, pour montrer son importance, il se faisait servir toujours le premier, eût-il pour convives des chefs d'État ou des chefs de gouvernement.

Plus tard, après la Grande Guerre, il se passionna pour une découverte pharmaceutique dont il avait acheté la formule à une jeune chimiste pour quelques centaines de francs, le *Synthol*. Il fit fabriquer cette préparation en grande série et l'imposa dans l'armée, dans les hôpitaux, dans les écoles, dans les colonies, etc.

Il obligeait chacun de ses convives à en emporter une petite bouteille. C'était devenu chez lui une obsession.

La première fois que je vis personnellement Maurice Bunau-Varilla, j'étais envoyé chez lui par une jeune et blonde comédienne à laquelle en dépit de ses 80 ans, il portait une affection qui n'avait rien de paternelle. J'étais jeune journaliste et j'attendais le cœur battant ce grand capitaine d'opinion et j'espérais dans ma candeur naïve, qu'il m'offrirait aussitôt la superbe position dont je rêvais.

Je fus introduit dans un immense salon, encombré d'objets d'art, par un valet de chambre, à l'heure fixée pour le rendez-vous, 10 heures du matin. Au bout d'une heure, comme personne n'était venu me chercher, je me levai et je m'apprêtai à partir, un peu penaud. Le valet de chambre me conseilla d'attendre encore, me disant que son maître n'allait pas tarder à venir. Je retournai au salon et presque aussitôt en effet, je vis arriver un vieillard à barbe blanche qui marchait d'un pas alerte, drapé dans une belle robe de chambre rouge. Il passa [98] devant moi sans

---

<sup>3</sup> Dans ses remarquables numéros sur la Presse française, le périodique LE CRAPOUILLOT a dressé contre LE MATIN et son propriétaire un réquisitoire impitoyable qui ne provoqua aucune réaction de la part de Bunau-Varilla.

m'accorder seulement un regard. Cette fois je me levai, décidé à m'en aller. Mais le vieillard revint sur ses pas et me cloua sur place d'un regard impérieux :

— Monsieur » balbutiai-je, « je suis le journaliste que Mademoiselle ...

Il ne me laissa pas aller plus loin. Me posant paternellement la main sur l'épaule, il me dit d'une voix grave :

— Comme vous êtes pâle, mon ami ! Y a-t-il quelque chose qui ne va pas ? »

— Je vais très bien, monsieur, mais ...

Il m'interrompit en levant la main : « Chut ! Attendez une seconde... »

Et il disparut à nouveau. Quelques instants plus tard, son valet de chambre vint me remettre un petit paquet en me disant :

— M. Bunau-Varilla vous prie d'accepter ce petit flacon de *Synthol* et d'en user le plus largement possible ».

— Merci, mais est-ce que je ne vais pas le revoir ? »

— Certainement non, me dit le valet de chambre imperturbable, M. Bunau-Varilla a ce matin des rendez-vous très importants ».

Cette histoire dépeint l'étrangeté savamment calculée de Maurice Bunau-Varilla. Son orgueil insensé éclata quand il publia la lettre suivante qu'il envoya en 1913 au Président de la République française : « Je viens d'apprendre quels sont vos mérites. La voix unanime de vos concitoyens vous a désigné à mon choix. Je vous décerne la Médaille d'honneur du MATIN ».

[99]

Cet étrange personnage et son journal devaient jouer entre les deux guerres un rôle des plus néfastes. On a vu comment MATIN devint après l'occupation de Paris le premier journal nazi. Nous verrons par quelle voie il aboutit à cette trahison.

[100]

[101]

SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION

## Chapitre VI

### LES “CINQ GRANDS” CONTRE “LE QUOTIDIEN” ET “L’AMI DU PEUPLE”

[Retour à la table des matières](#)

Les cinq grands quotidiens ne pouvaient pas tous revendiquer un passé aussi glorieux que LE MATIN. Mais tous défendaient des intérêts particuliers et ils étaient tous liés, autant par le contrôle de fait que l’agence HAVAS exerçait sur eux que par le désir de ne laisser aucun journal leur faire concurrence. Juste à la fin de l’autre guerre, ils avaient conjugué leurs forces pour empêcher le développement du journal L’ŒUVRE transformé par son propriétaire, Gustave Téry, d’hebdomadaire en quotidien et qui avait acquis la sympathie du public, d’abord par une indépendance tapageuse, ensuite par l’habileté de son « slogan » flatteur : « Les imbéciles ne lisent pas L’ŒUVRE ».

Et L’ŒUVRE fut finalement contrainte de se mettre à son tour sous l’obédience de l’agence HAVAS.

Mais en 1923, un des membres de l’état-major du PETIT PARISIEN, Henri Dumay, dénonça la vénalité de la presse et le monopole de l’agence HAVAS et annonça qu’il allait doter la France d’un journal comme elle n’en avait pas, d’un organe indépendant, propre et libre que ni les gouvernements, ni les partis, ni les groupes, ni les puissances

économiques et financières ne pourraient jamais mettre en tutelle. Ce journal « jamais sectaire, jamais neutre » s'appellerait LE QUOTIDIEN.

[102]

L'idée était bonne et le moment bien choisi. Le public, sans rien savoir de précis, car nul n'osait l'écrire, sur la façon dont il était trompé et bafoué par ceux qui étaient chargés de l'informer, sentait confusément le besoin d'un journal propre. Le programme d'Henri Dumay l'enthousiasma. Il annonçait en effet qu'au lieu de puissantes commandes ou de ressources occultes il entendait fonder un journal vraiment démocratique qui appartiendrait à ses lecteurs. Parmi les 60 000 souscripteurs qui engloutirent par conviction leurs économies dans les actions du QUOTIDIEN, la plupart étaient de petit-bourgeois, professeurs, instituteurs, employés des postes, médecins, ingénieurs, commerçants, mais il y avait aussi des paysans et des ouvriers. Henri Dumay réunit ainsi 22 millions.

Et la France se couvrit d'affiches annonçant le nouveau journal. Chaque Français reçut à domicile, fait jusqu'ici sans précédent, des brochures expliquant ce que serait ce journal et pourquoi il était créé. Un immense mouvement de sympathie et de curiosité se dessinait en faveur du nouvel organe.

Les cinq grands quotidiens se sentant sérieusement menacés passèrent à l'offensive. Au dernier moment, l'imprimerie du PETIT JOURNAL qui avait accepté d'imprimer le QUOTIDIEN, paya un dédit et refusa le travail. Aucune grande imprimerie ne voulut se charger de remplacer son confrère défaillant, Henri Dumay fut obligé de retarder la sortie du journal au-delà de la date prévue pour avoir le temps d'aménager une imprimerie. Mais dès que le journal sortit des presses, Henri Dumay apprit qu'à travers toute la France des pressions avaient [103] été exercées sur les marchands de journaux pour leur faire refuser la vente du QUOTIDIEN sous la menace, s'ils passaient outre, de se voir retirer la vente des cinq grands journaux.

Maurice Bunau-Varilla se vanta de diriger la campagne contre LE QUOTIDIEN. Il s'en justifiait en écrivant : « Pour se lancer, LE QUOTIDIEN a accusé le reste de la presse d'être pourrie ; le reste de la presse a le droit de ne pas vouloir être mis en vente en même temps que son diffamateur ».

Le boycottage se poursuivait acharné. Mais Henry Dumay par la voie de nouvelles affiches faisait connaître, semaine par semaine, les manœuvres du consortium pour empêcher « la vérité d'être imprimée ». Résultat : la sympathie du public pour LE QUOTIDIEN redoubla. Le tirage augmentait sans cesse, mais les fonds, eux, baissaient sans arrêt. LE QUOTIDIEN avait été acculé à des dépenses ruineuses et imprévues par l'action de ses concurrents — achat d'une imprimerie, d'un hôtel particulier, lancement publicitaire, réponses par affiches aux manœuvres de boycottage, etc. D'autre part en dépit du chiffre de tirage atteint par LE QUOTIDIEN, la publicité ne venait toujours pas. L'agence Havas qui avait pour clientèle la plus grande partie des annonceurs refusent naturellement d'inclure dans ses budgets cet empêcheur de mentir en rond qui venait troubler ses petites et grandes combinaisons.

Le Conseil d'Administration du QUOTIDIEN au grand complet se réunit le 31 octobre 1924 pour examiner la situation financière du journal. Pittoresque réunion ! Les vieux militants du parti radical-socialiste y étaient en majorité. On les reconnaissait [104] sans peine parce qu'ils étaient les derniers représentants de ces Français classiques qui portent la barbe et la Légion d'Honneur,

Au premier rang trônaient les Directeurs Politiques, le vénérable historien, le Professeur Aulard et le Président de la Ligue des Droits de l'Homme, Ferdinand Buisson. Quelques jeunes collaborateurs d'Henry Dumay constituaient le reste de l'Assemblée et parmi eux on remarquait pour son impétuosité le Secrétaire Général du QUOTIDIEN, Georges Boris, ancien secrétaire de ce riche banquier belge Lowenstein, qui trouva en avion une mort tragique et mystérieuse.

M. Henry Dumay annonça sans avoir l'air d'y attacher autrement d'importance : « J'ai reçu récemment des propositions de subvention de groupes importants d'houillères, d'assurances, de textiles, de pétrole, de chemins de fer qui nous assuraient des recettes d'un million par an au moins. Contre ces subventions, les groupements industriels ne demandaient rien ou presque rien, simplement un peu de discrétion dans le ton des attaques que LE QUOTIDIEN pourrait être amené à diriger contre eux ».

Ce fut un tollé général. Les barbes radicales-socialistes frémissaient d'une vertueuse indignation. Georges Boris attaqua avec violence « cette funeste coutume des journaux français d'accepter des

puissances économiques des sommes d'argent en échange, non pas d'annonces publicitaires qui se voient, mais d'invisibles complaisances et d'un silence coupable ». Henry Dumay battit en retraite et les propositions des groupements économiques furent rejetées à l'unanimité.

[105]

Pourtant quelques jours plus tard, Georges Boris fut en l'absence de son patron appelé au téléphone par une personnalité importante des grands réseaux des chemins de fer.

— Cher Monsieur, lui dit celui-ci, certaines notes ont paru dans la presse au sujet d'une fusion prochaine de la Compagnie d'Orléans et de la Compagnie du Midi. En raison des accords passés avec votre journal, il est bien entendu que vous n'insérerez rien dans vos colonnes sur ce sujet jusqu'à nouvel avis ».

Georges Boris n'eut pas le temps de demander d'explications, son correspondant avait déjà raccroché l'appareil. De quels accords avait-il voulu parler ? Georges Boris interrogea à ce sujet les directeurs politiques, les rédacteurs en chef : personne n'était au courant.

Mais l'incident avait alerté tous ces braves gens naïfs qui étaient là pour servir les grands principes républicains. Réunis dans le bureau de l'un d'eux, ils tentèrent d'élucider une série de mystères :

Pourquoi Henry Dumay avait-il abandonné la campagne menée contre la politique monétaire de la Banque de France, réclamant qu'elle mît toutes ses ressources à la disposition du Gouvernement pour la défense du franc ?

Pourquoi Henry Dumay a-t-il voulu revoir les épreuves du compte-rendu de la séance de la Chambre des députés sur le monopole du pétrole et sous prétexte que l'article était trop long, effacé de sa propre plume tout ce qui était pour la suppression de ce monopole ?

[106]

Pourquoi dans un salon politique l'autre jour, l'Administrateur d'une grande compagnie d'assurances avait-il affirmé en souriant que LE QUOTIDIEN n'attaquerait plus leurs privilèges ?

Pourquoi enfin M. Henry Dumay avait-il avec tant d'insistance prié ses collaborateurs de ne pas être contre la politique du gouvernement de M. Raymond Poincaré ?

Chacun s'inquiéta et chercha à se renseigner. Henry Dumay fut sommé de donner des explications et un beau matin, les 60 000 actionnaires et les centaines de milliers de lecteurs du QUOTIDIEN qui s'abandonnaient à la joie de pouvoir lire enfin « un journal honnête pour les honnêtes gens » apprirent avec stupéfaction la démission collective de tous les principaux collaborateurs de leur cher journal. Leur stupéfaction fut plus grande encore lorsque dans une feuille créée spécialement à cet effet sous le titre LA LUMIÈRE, on leur révéla les abîmes vers lesquels roulait LE QUOTIDIEN, et qu'on leur apprit qu'Henry Dumay, voyant la caisse se vider, était allé solliciter secrètement des subventions auprès des grandes congrégations économiques. Celles-ci, trop heureuses de pouvoir mettre enfin la main sur LE QUOTIDIEN, cet enfant indiscipliné dont elles craignaient les écarts, s'étaient empressées de répondre à l'appel.

D'une plume vengeresse, M. Aulard accusa Henry Dumay de « s'être également gorgé de fonds secrets chez tous les Ministres qui s'étaient succédé depuis les dernières élections ».

Et le pauvre M. Aulard qui n'en revenait toujours pas, ajouta tristement : « Certes, c'est une vilaine [107] chose quand un journal quelconque se fait payer son dévouement ministériel, mais je dis que c'est criminel quand on a fondé un journal avec l'argent du peuple, précisément pour que ce journal soit préservé de ces tentations et de ces turpitudes ».

Henry Dumay riposta aux attaques dont il était l'objet en affirmant qu'il n'avait accepté l'appui financier des grandes congrégations économiques que pour sauver la capital de ses 60 000 actionnaires ». Mais beaucoup de ceux-ci par télégrammes, par lettres, lui firent savoir qu'ils préféreraient perdre leurs économies que de recevoir des intérêts provenant de sources impures. Cette héroïque attitude montrait le désir de propreté de la masse des lecteurs français. Naturellement le tirage du QUOTIDIEN baissa dans des proportions catastrophiques. Henry Dumay, glissant de plus en plus bas, avait affermé sa page économique à un organe financier suspect, LA GAZETTE DU FRANC, moyennant 165 000 francs par mois. Quand la propriétaire de LA GAZETTE DU FRANC, M<sup>me</sup> Marthe Hanau, fut arrêtée sous la pression des grandes banques, M. Dumay sentit qu'il n'avait plus qu'à disparaître. C'est ce qu'il fit : il se retira à la campagne après avoir vendu au pair ses actions personnelles à M. Jean Hennessy, de la famille des célèbres producteurs de cognac

« Trois Étoiles » qui rêvait de faire de la politique. Grâce au QUOTIDIEN, M. Hennessy devint Ministre, puis Ambassadeur, mais désormais la ligne politique du QUOTIDIEN fut des plus fantaisistes. M. Hennessy, sans vergogne, attaquait les Présidents du Conseil qui ne le prenaient pas dans leur Cabinet et les couvrait de fleurs le lendemain [108] si pour le faire taire, ils faisaient appel à ses talents.

Encouragé, M. Jean Hennessy qu'aucun ridicule ne pouvait arrêter rêva des lauriers de Hitler et de Mussolini et transforma le QUOTIDIEN en organe des légions « socialistes-nationalistes ». Ce fut le dernier coup. LE QUOTIDIEN sombra dans la risée générale. La première tentative faite en France pour doter le public d'un journal qui lui appartînt et qui servît ses véritables intérêts avait abouti à ruiner 60 000 braves gens trop épris d'honnêteté et à faire d'un commerçant ambitieux un homme politique, un diplomate et un apprenti dictateur !



Les cinq grands journaux, ravis, n'eurent pas beaucoup de temps pour se reposer sur leurs lauriers après cette victoire. Un autre danger déjà apparaissait à l'horizon. François Coty, le parfumeur, aspirait à jouer un rôle prépondérant dans la politique française. Parce qu'il était né comme « l'Autre » à Ajaccio en Corse, qu'il était comme lui petit et brun, François Coty, de son vrai nom Sportuno, se prenait volontiers pour Napoléon, dont il affirmait descendre par une branche collatérale. La mégalomanie de Coty allait, d'année en année, s'accroissant. N'avait-il pas offert d'acheter le château historique de Chambord sur les bords de la Loire pour y installer son usine ? Petit chimiste studieux, mais aux vues larges et audacieuses, il avait eu des débuts modestes et difficiles. Levé tôt le matin, passant du laboratoire à la boutique et de la boutique à ses livres de comptes, il avait pendant des années mené une existence de lutte et de recherches. Mais [109] la fortune avait récompensé son travail opiniâtre, ses heureuses découvertes, la grandeur de ses conceptions. Le premier il avait pensé à présenter les parfums dans des flacons et un emballage dont le prix de revient était plus grand que celui du contenu (il avait une usine à lui uniquement pour découper le verre de Baccarat). Le premier, il avait introduit dans la composition et dans le nom de ses parfums la notion de volupté. Le premier, il avait consacré à la publicité de ses produits des sommes considérables. Enfin

le premier, il était résolument parti d'Europe pour conquérir l'odorat de l'Amérique.

Quand Coty eût assuré son règne sur le monde féminin et transformé en centaines de millions les odeurs captivantes aux noms familiers et romanesques (l'Origan, Chypre, Rose-Jacqueminot, etc.) il voulut profiter de son immense fortune pour acquérir la puissance politique. (L'affaire Coty américaine, à elle seule, était estimée en 1928 à 90 millions de dollars).

En 1923, il se présenta aux élections sénatoriales de la Corse. Après une campagne où les arguments les plus convaincants présentés par l'étrange candidat furent des billets de mille francs savamment distribués, François Coty fut proclamé élu. Mais ses adversaires n'eurent pas de mal à prouver qu'il avait acheté une grande partie des voix qui s'étaient portées sur son nom et l'élection du magnat des parfums fut invalidée. François Coty en conçut un terrible rancune contre la République. L'année d'avant, il s'était emparé pour une somme dérisoire des deux journaux mondains de Paris, LE GAULOIS [110] et LE FIGARO. Il avait supprimé LE GAULOIS et essayé de refaire du FIGARO le moniteur officiel de la bonne société. Pour cela il avait, non sans habileté, remis à la tête de ce FIGARO qui avait été longtemps le journal le plus spirituel de la capitale française, des gens de qualité et d'esprit comme les académiciens Alfred Capus et Robert de Fiers. Après son échec aux élections de Corse, il se rendit compte que LE FIGARO ne représentait pas un instrument de combat assez puissant entre ses mains.

En 1927, dans sa propriété de Haut-Cazon en Touraine et dans l'impressionnant Château de Louveciennes, ancienne folie de la Du Barry, François Coty mit sur pied le plan d'un grand journal populaire auquel il donna pour titre L'AMI DU PEUPLE. Et il décida de vendre ce journal, non pas 25 centimes comme tous les autres quotidiens, mais 10 centimes seulement. On pense bien que cette décision fit dans la grande presse l'effet d'un pavé dans une mare de grenouilles.

Le consortium des grands quotidiens s'opposa violemment à cet abaissement « démagogique » du prix de vente, en arguant une décision prise par eux de ne pas vendre les journaux moins de 25 centimes.

— En quoi cette décision m'intéresse-t-elle ? répliqua M. François Coty. Elle a été prise en dehors de moi, je n'y ai jamais souscrit. J'ai le droit absolu de faire mon journal avec mon argent comme il me plaît,

de le vendre au prix que je veux et de le donner même, si j'en cri envie ».

[111]

Là-dessus les « cinq grands » et l'agence HAVAS décidèrent d'avoir raison de Coty, comme ils avaient eu raison de L'ŒUVRE et du QUOTIDIEN. Mais le potentat des parfums était décidé à se défendre âprement et il disposait d'autres moyens que Gustave Téry ou Henry Dumay. Il couvrit les murs de France d'immenses proclamations encadrées des trois couleurs françaises, imprimées en tout petits caractères où il invitait ni plus ni moins la population à le plébisciter et à renverser « les forteresses féodales de l'opinion vénale ». Les « cinq grands » répondirent par de non moins grandes affiches, non moins tricolores, où ils dénonçaient le danger que représentait pour l'esprit public « la domination à coup de millions d'un capitaliste intéressé ». À dire vrai, le public se passionnait moins pour ce duel que pour celui qui avait opposé les cinq grands au QUOTIDIEN. La personnalité de M. Coty leur semblait suspecte, mais le sens de l'économie qui l'emporte souvent en France sur toute autre sorte de considérations, les amena à acheter L'AMI DU PEUPLE à 10 centimes de préférence aux autres journaux à 25 centimes. Coty triomphait.

C'était pourtant un étrange journal que L'AMI DU PEUPLE, terne, ennuyeux, encombré d'articles interminables où son propriétaire proclamait la nécessité d'une République bonapartiste qui ressemblait à s'y méprendre à une sorte de fascisme larvé. Et c'était un homme étrange que François Coty ! Il avait fait bétonner, fortifier et remplir d'armes les sous-sols de son château de Louveciennes « pour me défendre contre un attentat », disait-il, « pour préparer une insurrection », affirmaient ses ennemis.

[112]

Non seulement l'agence HAVAS refusait naturellement la publicité à L'AMI DU PEUPLE, quoiqu'il s'en vendît chaque jour près d'un million d'exemplaires, mais le trust de la distribution des journaux, l'agence HACHETTE qui disposait du monopole de la vente dans les kiosques de Paris et dans toutes les gares de France, refusait de distribuer et de mettre en vente le quotidien à 10 centimes.

— Qu'à cela ne tienne, dit François Coty, je suis assez riche pour faire moi-même mes messageries ».

Il en profita pour se poser à nouveau en martyr des trusts. Mais comme il est vraiment décourageant de ne lire que la prose de ses ennemis, François Coty se « paya » des amis. Non seulement il lança L'AMI DU PEUPLE DU SOIR, et un hebdomadaire satirique intitulé LE COUP DE PATTE, mais il subventionna d'innombrables feuilles d'extrême-droite et créa des journaux d'anciens combattants dont l'unique fonction était d'encenser leur bienfaiteur.

François Coty se lança ensuite dans une campagne éperdue contre le communisme, multiplia les affiches tricolores et répandit des tracts par centaines de mille. Son propre tumulte l'empêchait d'entendre désormais les attaques de ses adversaires. Mais sa joie fut de courte durée. Faire tant de bruit nécessite des dépenses auxquelles les plus grandes fortunes même ne peuvent résister. En trois ans, Coty engloutit dans ses entreprises de presse plus de 500 millions.

Et voici qu'un nouveau coup qui ne venait pas cette fois de ses concurrents, mais de sa propre femme, allait terrasser celui que Léon Daudet appelait [113] le « Cotytan ». M<sup>me</sup> Yvonne-Alexandrine Coty était mariée avec François Coty sous le régime de la communauté, c'est-à-dire sous un régime légal qui garantissait à chacun des époux la propriété par moitié de tous les biens du ménage. Yvonne Coty qui avait partagé courageusement les dures années de lutte de son mari, qui fut pour lui non seulement la plus dévouée des compagnes, mais la plus utile des collaboratrices (elle-même trouva un certain nombre de parfums et son flair était célèbre) n'entendait pas être privée de la part de fortune qui lui revenait. Elle voulait s'assurer cette part avant que Coty la gaspillât dans ses folies journalistiques. Coty fut condamné à verser à sa femme une somme de 268 millions dont il paya 39 millions le jour où son divorce fut prononcé par la cour de New York. L'année suivante, il versa encore 100 millions. Mais il prétendit ensuite qu'il ne pouvait plus disposer d'argent liquide et proposa de payer à sa femme le reste de ce qui lui était dû en 10 annuités.

Que subsisterait-il de l'argent de Coty dans dix ans au train où il filait ? Yvonne Coty exigea devant les Tribunaux le paiement immédiat. L'AMI DU PEUPLE et LE FIGARO s'emplirent alors de longs et filandreux articles sur les malheurs matrimoniaux et financiers de leur

Directeur, laissant les lecteurs stupéfaits d'être admis ainsi dans l'intimité d'un monsieur si puissant. Ils le furent bien plus encore quand ils virent que Coty pour soutenir sa cause, n'hésitait pas à faire écrire un article à son jeune fils contre sa propre mère et affirmait que sa femme [114] — qui jouissait de l'estime générale — était l'instrument dont se servait contre lui « l'Anti-France ».

Yvonne Coty tint bon et Coty se trouva, en dépit de l'habileté de ses avocats, dans une situation des plus embarrassantes. Alors, pour essayer d'échapper aux obligations de la loi, Coty décida d'employer des hommes de paille. Un nommé Gabriel Alphaud, ancien administrateur du FIGARO et directeur de COMEDIA, vint le trouver et lui demanda son aide pour échapper à la liquidation immédiate qui menaçait une société d'imprimerie dont il était administrateur et principal actionnaire. Pris de pitié, Coty lui racheta fort cher les titres de cette société et l'intéressa au « FIGARO ». Il demandait en échange à Alphaud de souscrire avec l'argent reçu à l'augmentation de capital du FIGARO. En fait, tandis qu'il s'était engagé envers Coty à lui restituer les titres par une contre-lettre qu'il devait lui remettre, Alphaud reçut l'argent, souscrivit l'augmentation de capital, mais n'envoya pas la contre-lettre.

Un beau matin, comme François Coty prenait son petit déjeuner dans la vaste salle à manger de son château, il s'aperçut que son nom avait disparu de la manchette du FIGARO. Il pensa qu'il s'agissait d'une erreur typographique quand son attention fut attirée par un entrefilet en première page qui lui apprenait que, par décision du Conseil d'Administration, le titre de Directeur était supprimé au FIGARO. Étourdi par le coup, François Coty sentit que ses épaules allaient toucher terre, mais il ne renonça pas au combat. Le lendemain dans L'AMI DU PEUPLE, François Coty publia le meilleur article [115] qu'il eût jamais écrit, du moins signé, de sa vie. Il y exécutait le comte Beaupoil de Saint-Aulaire, Ambassadeur de France, Grand-Officier de la Légion d'Honneur, Président du Conseil d'Administration du FIGARO et son complice, Alphaud. S'adressant à l'Ambassadeur, il lui disait : « Vous avez évidemment oublié la générosité avec laquelle je vous ai accueilli et traité dans ma maison au moment où votre personnalité déjà désuète en matière diplomatique, allait sombrer définitivement dans le scandale de l'affaire Oustric où vous fûtes condamné comme Administrateur de ce banquier en faillite. Vous avez oublié que le FIGARO avait été pour vous un

lieu d'asile après vos mésaventures correctionnelles et que vous aviez tiré de moi un extravagant salaire pour redorer votre blason flétri ».

Mais ces apostrophes ne changèrent rien à l'affaire. Cela sentait décidément mauvais dans la maison du parfumeur. L'AMI DU PEUPLE DU SOIR et LE COUP DE PATTE avaient dû cesser de paraître. Et Coty se trouva même bientôt à court de fonds pour alimenter la trésorerie de L'AMI DU PEUPLE. « L'odeur n'a pas d'argent », ironisait à cette époque le revuiste RIP. À la suite d'un protêt, L'AMI DU PEUPLE fut mis en liquidation judiciaire. L'agence Havas qui guettait sa proie, le racheta aussitôt moyennant 3 250 000 francs et porta aussitôt son prix de vente à 25 centimes. Une fois de plus le consortium triomphait !

Peu de temps après, François Coty, ne pouvant résister à tant de déboires, mourait dans son château de Louveciennes.

[116]

Le FIGARO fut repris par son ancienne femme, qui s'était remariée avec le banquier roumano-français, Léon Cotnareanu, et LE FIGARO devint un des organes les meilleurs et les plus sains de la presse française sous la triple direction politique, littéraire et technique de MM. Lucien Romier, Pierre Brisson, Pierre Lafitte.

Mais entre-temps, le consortium avait eu à faire face à un nouvel ennemi — PARIS-SOIR.

[117]

SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION

## Chapitre VII

---

### « PARIS-SOIR » NAQUIT AINSI...

[Retour à la table des matières](#)

PARIS-SOIR avait été fondé en 1924 par celui qui s'intitulait lui-même « l'illustre Eugène Merle ». Petit, râblé, portant toujours des cravates voyantes et des chaussures à guêtres grises, cet aventurier avec ses yeux malins, sa petite moustache poivre et sel, sa voix rauque et toujours enrouée, son accent du Midi et ses propos cyniques, jouissait en effet d'une certaine réputation, mais c'était une réputation détestable. Marseillais roublard, il avait été l'administrateur du BONNET ROUGE, dès la fondation en 1912 de ce journal d'extrême-gauche anarchisant.

Quand, en 1915, Almeyreida, directeur du BONNET ROUGE, arrêté pour intelligence avec l'ennemi, fut trouvé mort étranglé dans sa prison, on s'aperçut qu'Eugène Merle depuis longtemps était appointé à la fois par le journal qui l'employait pour arranger les difficultés que le journal pouvait avoir avec la police... et par la police pour rapporter tout ce qui se passait à l'intérieur du journal.

Au lendemain de la guerre, Eugène Merle publiait un pamphlet intitulé le MERLE BLANC. C'était un merle qui, comme disait son directeur, « sifflait et persiflait tous les samedis ». Il faisait aussi chanter.

Eugène Merle ne s'en cachait d'ailleurs pas. Mieux, il s'en vantait.

[118]

— Dieu, me dit-il un jour, a inventé le maître chanteur pour retenir le banquier sur la voie de la vertu ».

Comme on l'accusait d'avoir touché 30 000 francs dans une transaction louche,

— Quel mensonge infâme, s'écria-t-il, quel déshonneur ! Un homme comme moi toucher 30 000 francs pour une affaire pareille ? J'en ai touché 300 000 ! »

On le voit, Eugène Merle à défaut d'honnêteté avait de l'esprit. Il avait aussi le goût des belles choses, des bons auteurs et savait s'entourer d'écrivains et de dessinateurs de talent. Il avait un véritable génie de la mise en page.

Pour le reste il proclamait : « Je suis bon garçon, je ne m'attaque jamais aux pauvres ».

Il avait résolu « de vivre sur la mauvaise conscience des riches » et il prétendait que « c'était une tâche difficile, la plupart des gens riches n'ayant pas de conscience ».

Même en dehors du journalisme, il avait réussi quelques « beaux coups ». Au plus fort de la vogue de Deauville — quand la plage de la Manche attirait de juillet à septembre les hommes les plus riches et les femmes les plus belles des deux continents — Eugène Merle débarqua un beau matin, au début de la saison, dans la plus « sélecte » des stations estivales. Il avait dans son portefeuille 5000 francs, toute sa fortune. D'un pas décidé, il se rendit dans la rue la plus élégante de Deauville où il y avait une maison à louer. Eugène Merle prit une option de 48 heures sur sa location. Les 5000 francs y passèrent. Puis notre homme demanda une [119] audience au maire de la ville, M. Henri Letellier. Dès qu'il fut en sa présence, Eugène Merle lui déclara :

— Monsieur le Maire, vous avez devant vous un philanthrope.

— Je suis ravi de l'apprendre, car on vous donne rarement ce titre ...

— Les gens sont si méchants. Monsieur ! En tout cas, si l'on peut me reprocher de menues peccadilles, le geste que je viens d'accomplir les rejettera dans l'ombre. Et c'est pour ce geste d'importance nationale que je viens solliciter le patronage de la municipalité de Deauville.

— De quoi s'agit-il ?

— Voici : Deauville est un vrai paradis. J'ai pensé que nul ne méritait plus que nos glorieux blessés de guerre de profiter de ce paradis. Et j'ai loué à leur intention rue Gontaut-Biron, juste en face du Casino, une vaste demeure où d'un bout à l'autre de la saison, les plus malheureux parmi les « Gueules Cassées » viendront se reposer et jouir du spectacle de ce luxe et de cette gaieté que la France a conservés grâce à leur héroïsme ».

M. Henri Letellier crut qu'il allait s'évanouir. Il voyait déjà ces « gueules cassées » aux visages sans nez, à la bouche tordue, aux yeux recousus, promener sous les regards des insouciantes baigneuses et de leurs cavaliers, leurs faces horribles et tragiques, rappel dantesque de quatre ans d'enfer que tous voulaient oublier à tout prix.

— Vous ne pouvez pas faire cela, M. Merle. Les gens viennent ici pour rire, s'étourdir, aimer, jouer ... Ils fuiront épouvantés, furieux, devant ces visages [120] d'outre-tombe. La saison est perdue. Et Deauville sera ruiné. Nous ne permettrons pas ... »

Alors Eugène Merle devint écarlate et s'étrangla d'indignation. Il tapa sur la table.

— Vous ne permettrez pas ! ah, vous ne permettrez pas, mon petit Monsieur ? Eh bien, vous allez voir la presse ! Deauville, capitale des profiteurs et des putains, refuse l'hospitalité aux héros de la guerre, aux victimes les plus pitoyables du carnage. Quelle honte ! Et c'est le Maire de Deauville qui décide cela, pour des questions de gros sous ! Vous sombrerez dans le scandale. Monsieur, et s'il y a une marche punitive des Anciens Combattants sur Deauville pour distribuer des fessées à vos ravissantes poupées et des gifles sur la figure de vos mercantis, vous en porterez la responsabilité ».

Henri Letellier réfléchit. Son antagoniste s'était mis sur un terrain où il était le plus fort, celui de la générosité patriotique. Il n'y avait qu'à céder. Il demanda à Eugène Merle une heure de réflexion. Puis il fit venir Eugène Cornuché, propriétaire du Casino et des grands hôtels de Deauville. Quand Merle revint, les deux hommes le félicitèrent chaleureusement pour son beau geste. Mais ils lui conseillèrent de trouver une localité où l'air serait meilleur et la vie plus calme pour installer ses protégés. Ils étaient prêts à indemniser Merle pour ses frais et lui proposèrent 50 000 francs. Merle en exigea 150 000 et en obtint finalement 100 000.

Eugène MERLE du coup avait ébloui Henri Letellier qui était aussi propriétaire du JOURNAL. Il envoya cet homme ingénieux et entreprenant à son directeur, F. I. Mouthon. L'auteur de DU BLUFF AU [121] CHANTAGE ne pouvait qu'apprécier un Eugène Merle. Quelques conversations suffirent à notre Merle pour persuader Mouthon des avantages que LE JOURNAL tirerait de l'existence d'un journal satellite, qui serait en quelque sorte son édition du soir. Ce qu'un grand quotidien peut faire difficilement parfois, un organe indépendant et jeune n'a aucune raison de se l'interdire. Et c'est ainsi que naquit PARIS-SOIR.

Durant de longues années, PARIS-SOIR apparut simplement comme un journal de gauche du soir. Il était d'esprit plus allant que son principal concurrent L'INTRANSIGEANT. Mais son tirage ne dépassa jamais 40 à 50 000 exemplaires, car PARIS-SOIR, succursale inavouée du JOURNAL, menait une politique trop ondoyante pour satisfaire les masses.



C'est seulement six ans après sa fondation que PARIS-SOIR devint un grand journal grâce à Jean Prouvost.

On ne savait à peu près rien de celui-ci sauf qu'il était un riche filateur du Nord, quand il acheta en 1926 un petit quotidien PARIS-MIDI. Entre les journaux du matin publiés à cinq heures et les journaux du soir qui n'étaient guère vendus avant 15 heures, PARIS-MIDI était seul à paraître. Pourtant il ne tirait qu'à 5000 exemplaires et sa clientèle se recrutait exclusivement parmi les boursiers et les turfistes qui mangeaient au restaurant avant de se rendre à leur travail ou à leur plaisir.

Un de mes camarades, courriériste théâtral de PARIS-MIDI, m'avait demandé de le remplacer pendant [122] quelques semaines, afin qu'il pût se retirer à la campagne pour écrire un livre. Juste à ce moment, M. Jean Prouvost prit possession de son journal. Il n'eut pas beaucoup de mal à faire le tour du propriétaire : toute la rédaction et tout le personnel de PARIS-MIDI tenaient dans cinq ou six pièces minuscules au sixième et dernier étage d'un vieil immeuble sans ascenseur. La « copie » était descendue — du haut en bas de la cage de l'escalier — dans un vieux panier mû par une poulie jusqu'à l'imprimerie qui était au rez-de-chaussée.

La rédaction était composée presque uniquement d'universitaires et de vieux écrivains à l'ancienne mode portant cheveux longs et cravate lavallière, qui bavardaient interminablement en venant apporter leur « papier » écrit au bistro du coin.

Je travaillais depuis peu de temps à PARIS-MIDI quand un garçon de bureau vint m'avertir que le nouveau « patron » demandait le camarade que je remplaçais. Je fis répondre qu'il était hors de Paris, mais que j'allais l'avertir. Le garçon revint au bout de dix minutes en me disant que Jean Prouvost désirait me parler.

— À moi ?

— À vous.

Je pénétrai dans le bureau directorial assez intimidé, mais au bout de quelques instants de conversation, je m'aperçus que mon interlocuteur était encore plus intimidé que moi. Grand, mince, les yeux intelligents, la moustache blonde, Jean Prouvost avait alors quelque chose de très provincial aussi bien dans sa mise que dans son attitude. Il le savait et essayait de le dissimuler en donnant [123] à ses paroles et à ses gestes une apparence de brusquerie. Dans son désir d'être « bien parisien » il s'intéressait beaucoup aux choses de théâtre et voulait me demander de passer sur quelques-unes de ses amies des échos complaisants. Tout à coup et sans transition, il me déclara :

— Je trouve que PARIS-MIDI dort, ne vit pas. Je veux lui apporter des changements. Cela vous est égal au fond parce que vous n'êtes ici qu'en passant, mais je voudrais tout de même que vous restiez encore quelques instants dans ce bureau. J'ai convoqué toutes les rédactions pour faire la première « foire aux idées » que je renouvellerai chaque semaine. Je veux que le théâtre y soit représenté. En attendant que le titulaire de la rubrique revienne, vous le remplacerez ».

Quelques instants après, les universitaires et les écrivains démodés firent en effet irruption dans le bureau et se présentèrent en faisant de grandes courbettes à leur nouveau maître. Puis chacun exposa sa conception de ce que devrait être PARIS-MIDI. Je dois dire qu'il était absolument évident que tous ces braves gens pour qui le journalisme était un métier nouveau, semblaient improviser. En tous cas, ils songeaient beaucoup plus à faire de l'effet en arrondissant leurs phrases et en les

parfumant de fleurs de rhétorique qu'à tracer un programme vraiment constructif.

Quand vint mon tour, j'avais le cœur qui battait un peu, car il y avait longtemps que j'espérais pouvoir saisir cette chance d'exposer mes idées sur la presse que je polissais à longueur de journée. Je me lançai dans mon exposé sans me laisser troubler [124] par les regards surpris d'abord, puis furieux de tous ces gens d'un certain âge qui écoutaient un jeune intrus inconnu, étranger à leur maison, développer des théories qui leur semblaient révolutionnaires et incongrues. Mais je sentais Jean Prouvost, pour la première fois depuis le début de cette petite séance, vraiment intéressé et je ne m'arrêtai que lorsque j'eus fini tout ce que j'avais à dire.

Tout le monde se leva pour prendre congé. Jean Prouvost eut pour chacun un mot gentil. Quand vint mon tour de lui dire « au revoir », il me retint.

— Restez un instant, je vous prie ».

Puis quand nous fûmes seuls :

— Que faites-vous ? Où travaillez-vous ? me demanda-t-il.

— Je gagne 300 francs par mois au SOIR et j'écris dans divers autres journaux quotidiens ou hebdomadaires où je gagne à peu près la même somme ».

— Je vous propose 500 francs par mois ici et je vous laisse écrire où vous voulez ailleurs. Si notre collaboration marche comme je le souhaite, je vous augmenterai rapidement ».

C'est ainsi que je débutai à PARIS-MIDI alors que je n'avais pas tout à fait 19 ans.

\* \* \*

En quelques semaines, PARIS-MIDI se transforma et fit complètement peau neuve : toute la clientèle qu'on pouvait atteindre avec un journal de midi, on l'atteignit en créant une page entièrement consacrée aux choses hippiques que l'on confia à d'excellents spécialistes, une page de dernière heure [125] financière où un ancien professeur de philosophie, A.-L. Jeune, se révéla comme un remarquable économiste,

enfin une page que je dirigeais et qui était consacrée à la vie parisienne, alors fort brillante.

Les rubriques de politique extérieure, intérieure, des lettres et des arts furent confiées à des écrivains et à des journalistes de talent qui écrivaient des articles courts et bien faits.

Devenu chef des informations, je créais une véritable information de midi. PARIS-MIDI s'était jusqu'alors contenté de reprendre et de prolonger les nouvelles des journaux du matin. Le jour où le Président de la République, Paul Deschanel, pris d'une crise de folie subite, se précipita un matin par une fenêtre du train spécial qui l'amenait dans la petite ville de Montbrison pour une inauguration, PARIS-MIDI reçut un coup très dur ... Tandis que le chef d'État en pyjama et les pieds nus se faisait reconnaître par un garde-voie, PARIS-MIDI sur la foi du programme officiel annonçait tranquillement aux Parisiens : « Le Président, Paul Deschanel, a été reçu à Montbrison par les autorités locales. Une petite fille lui a récité un compliment on lui offrant un bouquet de fleurs tricolores, la fanfare locale a joué *La Marseillaise* ... Puis le cortège officiel ... » Suivait tout le compte-rendu de la cérémonie telle qu'elle aurait dû se passer, si le chef de l'État n'avait eu la fantaisie d'aller folâtrer à l'aube parmi l'herbe et la rosée.

Pour éviter le retour de pareilles mésaventures, nous renonçâmes à faire de l'information prématurée. Bien nous en prit et nous eûmes la chance [126] que des événements arrivassent dans le courant de la matinée comme le départ ou le retour des aviateurs qui tenaient alors de franchir l'Atlantique, etc. . . . Car c'étaient les temps heureux où de pareils faits constituaient les nouvelles dont on faisait les grands titres ! Nous étions aussi les premiers à donner les informations ce qui se passait le soir aux États-Unis puisque lorsqu'il était minuit à New York, les journaux du matin avaient depuis longtemps déjà sorti leurs dernières éditions.

Enfin, PARIS-MIDI avec des moyens très restreints fit tant d'efforts au milieu d'une presse endormie que son tirage avait décuplé au bout de six mois et qu'au bout d'un an, il était passé de 5000 à plus de 100 000 exemplaires !

Jean Prouvost était de plus en plus pris par son nouveau métier. Ce cadet de famille qui avait agrandi l'héritage paternel en épousant une riche cousine avait trouvé au retour de la guerre — qu'il avait faite d'un

bout à l'autre — ses usines du Nord détruites ou dévastées. Avec le montant des dommages de guerre, il avait renouvelé complètement son industrie de textiles en s'inspirant des méthodes les plus modernes employées en Amérique et en Angleterre où il avait fait de fréquents voyages. Il avait même ouvert une usine à New York et une autre dans la jeune Tchécoslovaquie. Venu au journalisme d'abord par dilettantisme, par désir de figurer dans la société parisienne et par goût, il avait été vite pris au jeu. Il n'était pas déformé par la profession et il se plaçait toujours au point de vue du lecteur. C'est ce qui fit son succès. Ses [127] premières réussites, naturellement, l'encouragèrent. Mais elles excitèrent la colère de l'Agence HAVAS qui essaya de lui casser les reins. Cette fois, HAVAS en fut pour sa rage, les dépenses engagées dans une petite affaire étaient relativement trop faibles pour inquiéter un homme qui disposait de ressources importantes.

Il me dit un jour :

— J'ai sur la presse une idée bien nette, idée que je crois valable dans tous les pays du monde. Un Journal doit faire tous les sacrifices pour avoir le plus grand tirage possible. Une fois qu'il a ce tirage, personne ne peut plus rien contre lui, car il a la puissance, les annonceurs seront obligés à la longue, en dépit de tous les boycottages, de lui apporter leur publicité, quel que soit le prix exigé. Alors, la mise de fonds sera amortie et les bénéfices pourront être considérables ».

Cette façon simple de considérer un journal comme une affaire commerciale était presque sans exemple dans la presse française. Elle me sembla infiniment plus saine que les déclarations d'apostolat des coquins qui vendaient à l'encan leurs critiques, leurs conseils et leurs encouragements. Jean Prouvost ne pouvait concevoir qu'un journal pût vivre d'autre chose que de ses recettes de vente normales et de publicité avouable. Je me souviens de la fureur dont il fut pris lorsqu'il s'aperçut que de vieux courtiers collectaient encore pour PARIS-MIDI de la publicité financière « d'influence », c'est-à-dire destinée à la publication d'articles d'apparence rédactionnelle propres à induire en erreur la clientèle boursière qui pouvait prendre cette publicité [128] pour un conseil du journal. Il refusa aussi les subventions des ambassades étrangères et fit savoir aux Ministères qu'il n'accepterait pas le versement de fonds secrets. À partir de ce moment-là, il passa dans les milieux politiques et les milieux d'affaires pour un homme très fort et

dangereux qui avait des idées derrière la tête, car on ne pouvait admettre qu'un directeur de journal agît ainsi par simple honnêteté.

Un jour que je déjeunais avec le Ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Malvy, celui-ci me demanda :

— Qu'est-ce que cherche votre patron ? On ne sait pas comment le prendre. Il ne veut même pas de la Légion d'Honneur. Ne croyez-vous pas qu'il a acheté PARIS-MIDI pour obtenir certains avantages pour son commerce de textiles ? »

Je rapportai la conversation à Jean Prouvost qui, au lieu d'en rire, entra dans une violente colère. À dire vrai, il déconcertait absolument les politiciens, car il n'avait pas sur la chose publique les mêmes idées qu'eux.

Pendant ce temps, Eugène Merle, ayant voulu voler — si j'ose dire — de ses propres ailes eut des difficultés avec Mouthon et celui-ci l'obligea à quitter PARIS-SOIR qui était sous le contrôle, comme on sait, du JOURNAL. Mouthon plaça à la tête de PARIS-SOIR Alexis Caille, l'ancien Directeur au SOIR. Mais Caille n'avait pas assez d'envergure pour qu'une affaire importante entre ses mains fût payante. PARIS-SOIR devint bientôt une charge trop lourde pour LE JOURNAL qui chercha à le repasser à un tiers. Jean Prouvost fut sollicité. L'affaire le tentait, mais autour de lui personne ne [129] croyait qu'un journal du soir à Paris pût avoir quoique chance de réussite, étant donné les positions prises par L'INTRANSIGEANT.

\* \* \*

L'INTRANSIGEANT (qu'on appelait communément L'INTRAN) avait connu ses premiers succès au début du siècle, quand le célèbre polémiste, Henri Hochefort, l'avait créé sur un programme résumé dans deux phrases fameuses qu'il répétait chaque jour au-dessus du titre : « La France compte 36 000 000 de sujets plus les sujets de mécontentement » et : « Tant que les choses iront systématiquement mal, je répéterai systématiquement qu'elles ne vont pas bien ».

En 1914, L'INTRANSIGEANT dont la vogue allait en s'atténuant, fut racheté par un journaliste de droite, Léon Bailby, qui ne réussit pas à secouer l'indifférence croissante du public. Mais peu après le début de la Grande Guerre, l'État-Major trouva commode de publier un

communiqué officiel à 3 heures de l'après-midi. La foule, pour le lire, se rua sur les journaux du soir. Léon Bailby sut profiter de sa chance. Il développa une sensiblerie cocardière et créa un style « INTRAN » familier et pleurnichard, de nature à séduire « ceux de l'arrière ».

L'INTRANSIGEANT ne reculait devant rien pour satisfaire les désirs et calmer les inquiétudes de son public. Il dépassa durant les quatre ans du premier conflit mondial tous ses concurrents dans l'art du « bourrage de crâne ». Dès le 19 août 1914, il publia cette dépêche devenue célèbre :

« Bruxelles, 12 Août : On cite ce mot d'un carabinier qui a déjà fait un certain nombre de prisonniers :

[130]

« Je ne prends plus mon fusil maintenant, je pars avec une tartine. Lorsque les Allemands la voient, ils me suivent ».

L'INTRANSIGEANT continua sur ce ton jusqu'en 1918. Lors de l'Armistice, Léon Bailby augmenta encore son tirage en créant les premières petites annonces classées et bon marché (demandes et offres d'emploi) pour lesquelles les démobilisés sans-travail bénéficiaient d'un tarif réduit. Il fut aussi le premier dans la presse française à donner aux sports et au cinéma le développement qu'ils méritaient, si bien que Léon Bailby et son journal, considéré comme le vrai journal de Paris, jouissaient d'un extraordinaire prestige. La taille petite et cambrée, la barbiche blanche bien soignée, le geste précieux, la voix sèche et autoritaire, Léon Bailby était devenu une physionomie indispensable aux réunions du Tout-Paris. On le rencontrait aux grandes premières, aux réunions hippiques importantes, aux matchs internationaux et aux dîners mondains, entouré d'une véritable cour de beaux et solides jeunes gens et quelques fois aussi de vraies jolies femmes.

Jean Prouvost décida d'aller rendre visite à ce « Napoléon de la presse du soir » dans l'hôtel ultramoderne qu'il avait fait construire pour son journal.

— Je vous propose, lui dit Jean Prouvost, de reprendre PARIS-SOIR ensemble. Nous en limiterons le tirage et vous supprimerez ainsi une concurrence possible ».

— Pfft — fit Léon Bailby, cher monsieur, cela ne m'intéresse pas. L'INTRANSIGEANT est une forteresse [131] inexpugnable et ne craint rien de personne ».

Cette assurance agaça Jean Prouvost. Et il acheta PARIS-SOIR presque par défi, sans bien savoir encore ce qu'il allait en faire.

\* \* \*

En dehors de L'INTRANSIGEANT et de PARIS-SOIR, la presse du soir se composait du TEMPS, du JOURNAL DES DÉBATS, de LA LIBERTÉ et du SOIR. LE SOIR avait cessé d'être un organe distribué aux acheteurs de programmes de théâtre pour être normalement vendu dans les kiosques et par les camelots. La direction avait été confiée à deux jeunes hommes politiques, MM. Georges Bonnet et L. O. Frossard, dont on pouvait résumer la ligne de conduite par cette expression : « à gauche, toujours à gauche, mais pas au-delà » (circulation quotidienne 25 000 exemplaires).

LA LIBERTÉ était acquise aux partis de droite et dirigée par un affairiste (circulation 15 000 exemplaires).

LE JOURNAL DES DÉBATS, très grave et très docte, était le refuge des traditions du journalisme d'antan. Son directeur, M. Henri de Nalèche, interdisait l'emploi de machines à écrire, obligeait ses secrétaires à répondre aux lettres avec des plumes d'oie et avait refusé l'installation d'un *printing* d'agence dans ses locaux prétextant que le bruit de cette machine troublerait les méditations de ses rédacteurs. Quand on lui reprochait de toucher de l'argent de gouvernements étrangers, M. Henri de Nalèche, péremptoire, répliquait : « Je n'en touche que des gouvernements avec la politique desquels je [132] suis d'accord » et tout le monde trouvait cela parfaitement acceptable.

LE TEMPS, lui, défiait le scandale. C'est un des phénomènes les plus curieux de cette époque d'entre-deux-guerres, que ce journal que les événements ont permis plusieurs fois de dénoncer publiquement comme un exemple de vénalité éhontée, ait continué en dépit de cela à être considéré comme le journal officieux de la Troisième République et qu'il ait conservé, non seulement en France, mais aussi à l'étranger, la réputation d'un des deux ou trois journaux les plus sérieux d'Europe.

Ah, certes, avec ses immenses pages grises, ses longs articles compacts, LE TEMPS avait un air guindé et grave qui en imposait. Futurs et anciens diplomates, professeurs, hommes politiques tenaient à honneur d'écrire dans LE TEMPS même sous l'anonymat. Pas un grand bourgeois français n'aurait pensé être digne de son rang, s'il n'était pas un abonné du TEMPS. C'est LE TEMPS qui était de tous les journaux français, le plus abondamment cité et reproduit dans la presse étrangère. Son fondateur, le Sénateur Adrien Hébrard, avait compris que pour être pris au sérieux et conserver son masque de vertu, LE TEMPS devait inspirer le respect glacé que s'attirent tous ceux qui présentent un visage immuablement grave.

— Faites bien ennuyeux, Messieurs, recommandait-il à ses rédacteurs, car il était homme d'esprit (et il employait même un autre mot qu'ennuyeux)

Il fut révélé lors de l'enquête sur l'affaire du Canal de Panama que ce scandale avait rapporté plus [133] d'un million de francs au Sénateur Hébrard. Lorsque furent publiées les subventions accordées par le gouvernement tsariste à la presse française, on n'aperçut que LE TEMPS avait été parmi ceux qui avaient profité avec le moins de vergogne de cette pluie de roubles. En pleine guerre, en 1916, le Ministre Neratof envoya à M. Isvolsky, Ambassadeur de Russie à Paris, un télégramme qui commençait ainsi :

« Le correspondant du TEMPS à Petrograd, sur les instructions de sa rédaction, a soulevé la question de l'attribution à ce journal d'un subside de 150 000 francs par an pour une durée de 12 ans. La rédaction s'engage à reproduire annuellement 70 télégrammes de Petrograd, éclairant les questions de politique étrangère sous le jour que nous jugerons désirable ». (Télégramme No. 3934 du 29 Août 1916, chiffre 410403).

Comme il avait sollicité de l'argent du Tsar, LE TEMPS en accepta plus tard ... des Soviets. Un scandale éclata lorsqu'un Ukrainien, nommé Markoutum, fut expulsé de France en septembre 1928. L'avocat de Markoutum, Le Provost de Launay, Conseiller Municipal de Paris, découvrit le pot-aux-roses dans une lettre ouverte (que ne publièrent que quelques petits journaux politiques) : cette expulsion était due aux interventions répétées du TEMPS auprès de la Préfecture de Police, LE TEMPS désirant à la fois se débarrasser d'un témoin gênant et d'un

intermédiaire coûteux. En effet, M. Markoutum avait mis deux Administrateurs du TEMPS, MM. Roels et Tavernier, en rapport avec l'Ambassadeur des Soviets, Krassine. Ces messieurs avaient signé un [134] contrat d'après lequel LE TEMPS recevait une subvention de 520 000 francs pour publier pendant une période de 8 mois des articles sur la Russie favorables aux intérêts de l'URSS et pour que les éditoriaux de politique étrangère fussent modifiés dans ce sens. Notons que ces éditoriaux avaient pour rédacteur M. Jean Herbette, qui fut nommé quelque temps plus tard Ambassadeur de France à Moscou.

Un journal « LES DOCUMENTS POLITIQUES » publia en février 1926 le contrat passé entre LE TEMPS et le Gouvernement Bulgare, d'après lequel LE TEMPS s'engageait à soutenir la thèse du retour à la Bulgarie de territoires que ce pays réclamait à la Grèce, à la Yougoslavie et à la Roumanie, le point de vue bulgare sur la question de l'accès à la mer Égée et celle des minorités. Une lettre annexe spécifiait : « Il va de soi que le soutien en question sera d'autant plus efficace que le secret le plus sévère sera gardé sur cet accord ».

En novembre 1929, L'ACTION FRANÇAISE reproduisait une lettre de M. Politis, Ministre de Grèce à Paris, dans laquelle on apprenait que LE TEMPS exerçait un « chantage impudent » sur le gouvernement d'Athènes, le menaçant de son hostilité si avant une date précise, la Grèce n'avait pas accepté de verser une certaine somme au TEMPS à titre « de publicité ».

Enfin le Général Primo de Rivera, alors Dictateur d'Espagne, déclara publiquement au cours d'un discours en janvier 1930 :

« Il serait puéril de cacher que l'Espagne entretient une organisation chargée de veiller sur ses intérêts et sur son bon renom dans la presse étrangère [135] et que cette organisation a eu des rapports avec LE TEMPS, lequel a volontiers donné dans ses colonnes l'hospitalité aux articles des écrivains avec lesquels il s'était entendu. Ces rapports ont été interrompus par un désaccord sur l'estimation du service rendu de la part de ceux qui le rendaient. Dupuis lors LE TEMPS, à l'insu peut-être de sa direction, a cessé de montrer à l'égard du Gouvernement espagnol la bonne volonté qui avait présidé à ses rapports avec lui depuis plus de 2 ans ».

Cette fois LE TEMPS qui jusqu'alors avait laissé passer sans réponse les révélations dont il était l'objet, ne put feindre d'ignorer le camouflet

public d'un chef d'État étranger. Et voici la note qu'il publia froidement, persuadé avec juste raison que la grande majorité de ses lecteurs ignorait ses turpitudes dénoncées seulement par des organes de faible tirage.

« La Direction affirme qu'il n'existe entre LE TEMPS et n'importe quel gouvernement étranger aucun accord de quelque nature que ce soit. La politique du TEMPS est commandée dans toutes les circonstances par le seul souci des intérêts français. LE TEMPS a participé à une publicité ayant pour but de mieux faire connaître les choses de l'Espagne, publicité d'un caractère général, économique et touristique qui n'aliénait en rien sa liberté d'appréciation et de critique. À aucun moment, la direction du TEMPS n'a autorisé une démarche quelconque pour obtenir une continuation ou une augmentation de ses conditions de publicité. Afin de prévenir toute équivoque, la direction du TEMPS croit nécessaire de déclarer une fois pour toutes que personne n'a qualité pour prendre au nom du [136] journal des engagements de quelque nature que ce soit envers un gouvernement étranger quel qu'il soit ».

Ainsi LE TEMPS, avec la tranquille audace qu'autorise une longue impunité, désavouait ses propres administrateurs et correspondants et mettait sur le compte d'une simple coïncidence le changement de sa politique envers certains pays étrangers, juste au moment où ces pays refusaient de signer ou de renouveler des contrats de publicité. D'ailleurs, quand un gouvernement étranger allait proposer directement au TEMPS une subvention, on lui fixait un chiffre minimum pour une publicité « touristique et économique » en ajoutant « qu'on ne pouvait rien promettre de plus pour ce prix ». Le reste devait se discuter hors des bureaux du journal, loin des oreilles indiscrètes. On a de la dignité ou l'on n'en a pas !

Quand M. Hébrard quitta la direction du TEMPS en 1929, M. Louis Mill lui succéda, qui était le prête-nom des grands intérêts industriels français réunis dans deux groupements — le Comité des Forges qui comprend toutes les grosses industries lourdes et l'Union des Mines qui réunit les plus importantes exploitations minières.

À la mort de Louis Mill en 1931 le Comité des Forges et l'Union des Mines quittèrent la coulisse pour entrer résolument en scène et désignèrent pour les représenter à la direction du TEMPS, deux de leurs employés, Étienne Miraux, qui dirigeait le Bulletin Quotidien

d'Informations Économiques, organe du Comité des Forges, et M. Jacques Chastenet, Président de la Banque de l'Union des Mines.

[137]

Malgré tant de compromissions et de révélations, LE TEMPS fut considéré par tous les gouvernements qui se succédèrent au pouvoir, comme le plus important journal politique français, celui à qui l'on réservait la primeur des informations et les gros budgets de publicité officielle. Il ne fallait faire au TEMPS nulle peine, même légère, sous peine d'attirer sa terrible colère. Et LE TEMPS ne perdit jamais rien de son prestige, ni aucun de ses 80 000 lecteurs représentant les élites françaises.

Le rêve de Jean Prouvost quand il prit PARIS-SOIR était à la fois de doter ces élites d'un journal honnête et de donner aux masses un journal vivant, bien écrit, bien informé et impartial. J'apporte ici le témoignage que s'il ne put réaliser ce grand dessein, il eut du moins le mérite d'en avoir l'ambition.

[138]

[139]

SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION

## Chapitre VIII

---

### TROIS HOMMES EN ALLEMAGNE

[Retour à la table des matières](#)

— Je partirai avec eux pour l'Allemagne, s'écria Jean Prouvost ravi.

Après bien des discussions, nous avons trouvé le sujet de reportage rêvé. Où en était cette Allemagne qui restait pour chaque Français le grand mystère et à la fois un sujet de crainte et d'espoir ? Dans l'euphorie de l'après-guerre, dans la cascade des conférences internationales et au gré des divisions intérieures, l'Allemagne prenait tour à tour les visages les plus contradictoires. Les assurances et les tentatives de rapprochement des uns tendaient à présenter l'ennemi vaincu comme un peuple humble et pacifique qui souffrait injustement à cause de ses anciens et mauvais maîtres. Les accusations et les tentatives de coercition des autres faisaient au contraire de l'Allemagne un monstre d'hypocrisie, à moitié tigre à moitié chacal, prenant des apparences de chat domestique pour endormir la confiance de ses voisins tout en ramassant ses forces pour une prochaine et cruelle revanche.

Les journaux n'étudiaient le problème allemand qu'à travers leur parti-pris inspiré par la défense d'intérêts particuliers ou d'idéologies politiques. PARIS-SOIR enverrait non pas un seul, mais trois reporters et la fois pour tenter de ramener d'outre-Rhin une image complète et impartiale : Jules Sauerwein, spécialiste des questions étrangères, Pierre [140] Mac Orlan, écrivain habile à faire parler l'homme de la rue, et

Maurice Dekobra, romancier cosmopolite, expert dans l'étude des mœurs.

Jean Prouvost servirait à tous de conseiller pour les questions économiques qui le passionnaient.

Entre temps PARIS-SOIR avait trouvé son nouveau visage bien qu'il fût encore le parent pauvre de PARIS-MIDI. Celui-ci s'était installé en plein cœur de Paris entre la Madeleine et la Place de la Concorde. Dans ses bureaux de la rue Royale défilaient sans arrêt hommes politiques, financiers en renom, belles comédiennes et gens d'esprit.

PARIS-SOIR — où Jean Prouvost m'avait presque aussitôt détaché — incertain de son avenir ne faisait pas encore de grands frais. Sa jeune rédaction s'ébrouait dans quelques pièces obscures, rue du Faubourg Montmartre, voie très fréquentée proche des grands boulevards. Sur une suggestion de Pierre Lafitte — fondateur vingt ans plus tôt avec EXCELSIOR de la presse illustrée quotidienne — nous tentions d'utiliser le plus largement possible les progrès de la technique photographique et des moyens de transmission rapide des images. Un seul jeune garçon, Paul Renaudon fut d'abord employé à cet effet. On lui avait donné pour tout laboratoire un placard en lui faisant le soin de l'aménager lui-même. Mais Renaudon avait, comme nous tous, la feu sacré et le désir ardent que le nouveau PARIS-SOIR fût une réussite. Nous restions au travail quelquefois 15 heures par jour beaucoup moins pour justifier nos maigres appointements que par plaisir, animés par la volonté de parvenir à réaliser le grand journal dont nous rêvions au moins [141] autant que notre patron. Et comme le sculpteur dégrossissant son bloc de glaise, nous prenions une joie grandissante à voir, de jour en jour, notre PARIS-SOIR se dégager de sa gangue d'autrefois et prendre une forme nouvelle. Notre secret fut d'être toujours très exigeants pour nous-mêmes, jamais satisfaits, toujours inquiets de faire mieux.

Le reste de la presse sommeillait. Et pourquoi la presse française aurait-elle fait de coûteux et fatigants efforts ? Elle était alors divisée en deux catégories : la plus importante comprenait la multitude des journaux dont les directeurs vivaient largement de prébendes et de subventions occultes et se moquaient bien d'améliorer la marchandise qu'ils offraient au public ; l'autre était constituée par les rares quotidiens qui, comme LE PETIT PARISIEN, tiraient leurs principales ressources de la faveur des foules, mais n'avaient pas à craindre de la

perdre parce qu'aucun concurrent ne songeait à la leur disputer. Chaque fois que leur indolence était menacée, les grands quotidiens, nous l'avons vu, plutôt que de secouer leur paresse et lutter d'émulation pour conserver leur place, préféraient se débarrasser de l'intrus en le frappant dans le dos.

Aussi le public fut-il ravi de voir apparaître soudain un journal qui faisait feu des quatre fers pour l'informer, l'intéresser et le distraire. Il sentait en lisant le nouveau PARIS-SOIR qu'on avait pensé à lui de la première à la dernière page. Aucune autre considération ne dicta pendant longtemps sa conduite à Jean Prouvost que celle-ci : plaire au lecteur. Ce fut à la fois la raison de l'extraordinaire [142] réussite de ses journaux, et le vice de son étrange carrière publique.

Le reportage de *Trois Hommes en Allemagne* eut un très vif succès. Entre Sauerwein, Mac Orlan et Dekobra il y avait de quoi satisfaire toutes les opinions et tous les goûts ! PARIS-SOIR qui avait déjà acquis une circulation quotidien de près de 200 000 exemplaires fit un nouveau bond et doubla son tirage.

C'était là une indication précieuse du désir des Français d'être enfin informés sans passion sur leur ancien ennemi. La politique d'entente et de sécurité collective dont Aristide Briand s'était fait le champion provoquait l'enthousiasme des uns, la colère ou la risée des autres. Les gens de gauche divisés sur tout sauf sur la politique extérieure, étaient traités de « pacifistes bêtards » et de niais par les gens de droite. La France n'arrivait pas à fixer son attitude envers l'Allemagne. Briand lui-même parlait tour à tour des « gendarmes qui allaient mettre la main au collet des mauvais payeurs » et « de la sincérité évidente de nos anciens adversaires ». Raymond Poincaré faisait occuper puis évacuer la Ruhr. Au fond, les Français dans l'immense majorité n'avaient plus du tout peur de l'Allemagne. Les nationalistes intégraux même, comme les royalistes d'Action Française qui brandissaient les livres où Jacques Bainville se déclarait partisan du démembrement de l'Allemagne, cherchaient surtout à faire une opération de politique intérieure, car nul ne voyait le moyen d'imposer à la République de Weimar au lieu et place du Traité de Versailles un nouveau Traité de Westphalie ! Et la foule suspectait [143] ceux qui s'opposaient au désarmement général parce qu'ils étaient soutenus par les marchands de canons. Les polémiques prenaient un ton violent, mais elles ne reflétaient pas l'état d'esprit du pays. Celui-ci toujours heureux, continuait à se laisser vivre et les

querelles de clochers, les vieilles luttes de partis, avaient plus d'importance dans le résultat des élections générales que les grandes questions internationales.

Seuls les problèmes financiers, par leurs répercussions sur chaque citoyen, arrivaient parfois à émouvoir l'opinion. Tandis que le vieux personnel d'avant-guerre reprenait ses vaines joutes oratoires, le public trompé et endormi par une presse vénale ou intéressée, ignorait tout des grands courants sociaux qui commençaient à bouleverser l'Europe. Quelques groupes de jeunes essayaient en vain de sonner l'alarme ou de réunir les gens de bonne volonté sur les « chantiers de la Nouvelle Europe ».



J'avais revu Otto Abetz quand il conduisit en France, pour le second camp de vacances franco-allemand, une cinquantaine de ses compatriotes. Ils rencontrèrent un nombre à peu près égal des nôtres dans une petite ville de l'Est, à Reithel, où André Tardieu avait mis à leur disposition l'École d'Agriculture. Là ils furent reçus en grande pompe par le Maire de Reims, M. Marchandeu. À Reithel Otto Abetz alla plus loin qu'il n'avait fait encore dans la voie du rapprochement franco-allemand. Jean Luchaire avait amené sa secrétaire, jeune fille d'une famille bourgeoise du Nord, elle aussi grande, blonde, [144] aux yeux bleus. Elle s'appelait Suzanne Debrouckeyre. Elle était à la fois gaie et rêveuse, semblable à beaucoup de jeunes filles d'Allemagne. Otto Abetz s'éprit d'elle, lui fit la cour. L'année suivante le troisième camp de vacances eut lieu à Mayence, dans une vieille forteresse qu'avaient quittée depuis peu les troupes d'occupation françaises et qui avait été transformée en école pédagogique. Là Otto qui avait revu Suzanne au cours de plusieurs voyages rapides se fiança ; peu de temps après, il vint chercher Suzanne à Paris et l'emmena pour l'épouser à Karlsruhe. À chacune de ses apparitions sentimentales Abetz se faisait en France de nouveaux amis et il connaissait maintenant à peu près tous ceux qui, pour des raisons avouables ou non, s'intéressaient au rapprochement franco-allemand.

J'eus maintes conversations à cette époque avec Otto Abetz, Jean Luchaire, son collaborateur principal Jacques Chabannes, un jeune et brillant attaché de l'ambassade d'Allemagne dont j'ai oublié le nom, un

reporter alors en grande vogue, Georges Suarez, ami intime d'André Tardieu, qui faisait de fréquents voyages à Berlin, et Jules Sauerwein.

Otto Abetz s'exclama un jour violemment comme nous parlions de la politique de coercition :

— Savez-vous, Messieurs les journalistes et spécialistes de politique étrangère, savez-vous le prétexte qu'avait pris M. Poincaré pour envahir la Ruhr ? ... Non, n'est-ce pas ? »

— Je sais que c'est un « très grave manquement de l'Allemagne », dit l'un de nous.

[145]

— Ce très grave manquement, c'était la non-livraison dans les délais fixés de 50 000 stères de bois pour faire des poteaux télégraphiques ! Et c'est à cause de cela que votre grande presse nous a traités d'escrocs et de brutes qu'il faut mettre à la raison ... » en se gardant bien de révéler « les raisons » de l'occupation ».

— Le Comité des Forges voulait à toute force exercer une pression sur ses concurrents allemands, s'exclama Julien Luchaire. Cela nous a valu la haine du peuple allemand et le mépris du monde entier, l'Amérique et l'Angleterre en tête ».

— Bah, fit George Suarez, je suis de ceux qui regrettent qu'on ait lâché la Ruhr. On fait une politique de force ou une politique d'entente, mais pas un peu de l'une et un peu de l'autre ».

— J'ai vu Stresemann, nous dit une autre fois Suarez, c'est un Prussien 100 % ; admirateur passionné de Bismarck, il n'a qu'une idée : sauver l'unité de son pays ».

— Vous lui reprochez d'être un patriote ! demanda doucement Abetz.

— Mais non, fit Suarez, je l'en félicite. Mais il faut savoir à qui nous avons à faire. Il n'est ni l'idéaliste européen que les gauches voient en lui, ni le revanchard rusé que les droites dénoncent ».

— C'est un négociateur habile et qui pense avec raison que les intérêts français et les intérêts allemands peuvent se concilier » fit Luchaire.

— Il arrivera en tous cas à le faire croire, reprit Suarez, car il est la négociation faite homme. Ce gros homme avec son visage massif

sensuel et bouffi, ses chairs molles, ses lèvres pâles et sa [146] mâchoire de carnassier, sait jouer de tout : il a le coup de poing sur la table aussi facile que le mot d'esprit, car sous ses apparences de brute il a beaucoup d'humour et de finesse ».

— Il a su, c'est vrai, jouer aussi bien tous les rôles, constata Jules Sauerwein qui le connaissait mieux que Suarez. Pendant la guerre, sup-pôt de l'industrie lourde, il est de ceux qui réclament l'annexion du Bassin de Briey et des côtes de Flandres. Mais il sent venir la défaite et contribue au renvoi du Chancelier Bethmann-Hollwegg. Il est pour le *Kaiser* jusqu'en 1920 et adhère à la République en 1927. Il combat le chancelier socialiste Muller et devient son collaborateur. Il est pour la résistance passive dans la Ruhr, mais s'en déclare l'ennemi quand il accède au pouvoir après le Chancelier Cuno « pour empêcher la révolution ». Il refuse de voter la ratification du Traité de Versailles, mais c'est lui qui prendra la responsabilité de le faire exécuter. Ayant ainsi apaisé l'adversaire, il réussit à faire admettre son pays à la Société des Nations, à signer le traité de Locarno, à ébaucher celui de Thoiry, à obtenir l'évacuation de la Ruhr et celle du Rhin. Et il sauve l'unité de son pays en écrasant le communisme en Saxe, le séparatisme en Rhé-  
nanie, la réaction en Bavière ».

— Pour combien de temps ? demanda le diplomate allemand.

Tout le monde protesta, sauf Otto Abetz.

— L'Allemagne souffre, dit-il. Elle est humiliée et elle a faim. Il faudra un jour pour la satisfaire mieux qu'un opportuniste ».

[147]

Je regardai le jeune Allemand avec curiosité.

— Que souhaitez-vous à votre pays, Abetz ?

Il biaisa :

— Le bonheur dans l'honneur et la paix, me dit il.

Déjà Sauerwein continuait :

— L'autre jour à Genève, à l'hôtel des Bergues, Briand me faisait remarquer que le passé de Stresemann le sert pour ses gestes d'aujourd'hui : il réussit à imposer à son peuple — en souvenir de son annexionisme, de son opposition au Traité de Versailles et de son approbation de la résistance passive — beaucoup plus de concessions qu'un

vieux pacifiste comme Breischteidt aurait pu lui en faire accepter. Et Briand en concluait qu'il fallait toujours venir de la gauche pour faire une politique de droite et vice-versa ».

— Au fond qu'est-ce que votre Briand pense de notre Stresemann ? demanda le diplomate.

— Vous savez que Clemenceau disait : « la différence entre Poincaré et Briand c'est que Poincaré sait tout et ne comprend rien tandis que Briand ne sait rien et comprend tout ». Briand admire sûrement la subtilité et la souplesse politique de Stresemann, égales à sa propre subtilité et à sa propre souplesse. Il proclame qu'il croit à son pacifisme européen. Mais en vérité il a vu tout de suite en lui le Prussien. Seulement, s'il le reconnaît, il faut qu'il change de politique. Et ce vieux renard de Briand est un idéaliste patient. Il est persuadé que la Paix s'imposera à l'Europe, si on sait écarter un à un tous les dangers qui peuvent la compromettre et que chaque jour qui passe sans bataille est un jour de gagné ».

[148]

J'ai retrouvé beaucoup plus tard le carnet où j'avais noté ces conversations. J'y avais ajouté : « Abetz et Luchaire semblent n'avoir confiance ni en Briand ni en Stresemann. L'homme de Luchaire semble être Laval. Mais qui est l'homme d'Abetz ? »

\* \* \*

Georges Suarez me raconta un autre jour que Gustav Stresemann lui avait déclaré :

— Je n'aime que la diplomatie secrète et j'ai horreur des discours. Pour les Français cela n'a pas d'importance. Le Français malin fait le départ entre ce qu'on dit pour l'intérieur et ce qu'on dit pour l'extérieur. Mais l'Allemand épluche tous les mots et chaque phrase enferme celui qui l'a prononcé dans un cercle d'acier. Heureusement que comme les illusionnistes de foire, je connais l'art de me débarrasser des entraves ».

Or, à quelque temps de là, il me fut donné d'aller rendre visite avec un de mes amis à Aristide Briand au cours d'un week-end dans son ermitage normand de Cocherel. Il habitait là une calme maison campagnarde au bord de l'eau. Je le trouvai coiffé d'un large panama et pêchant à la ligne. Il ne voulait pas me parler de politique. Je lui répétais

alors, pour le faire parler, l'apologie que Stresemann avait faite de la diplomatie secrète. Briand m'écoula, posa sa ligne et réfléchit en roulant une cigarette :

— Il a raison, Stresemann, me dit-il enfin. La diplomatie secrète est la meilleure. Mais la façon la plus habile pour dissimuler le secret de la diplomatie c'est de laisser tomber devant elle un large [149] rideau de paroles. Et Stresemann est un vivant exemple qu'on peut, en Allemagne comme ailleurs, se servir des mêmes paroles pour agir, selon les circonstances, d'une certaine façon ou de la façon diamétralement opposée».

J'étais à Versailles le 13 juin quand les Députés et les Sénateurs se réunirent en Assemblée Nationale pour donner un successeur à M. Gaston Doumergue, Président de la République sortant, qui sept ans auparavant avait lui-même succédé à M. Alexandre Millerand, déboulonné prématurément de son trône démocratique pour n'avoir pas voulu être un gardien fidèle de la Constitution. Aristide Briand était candidat à la première magistrature de l'État. Au dernier instant on lui opposa le très austère Paul Doumer, Président du Sénat. Une semaine plus tôt l'élection d'Aristide Briand semblait assurée et l'on pensait qu'il n'aurait même pas de concurrent sérieux. Mais à ses adversaires déterminés s'étaient joints beaucoup de ceux qui auraient dû normalement le soutenir, inquiets de voir accéder à la Présidence Suprême une trop forte personnalité. Comme Clemenceau, le « Père de la Victoire », qui succomba contre toute attente dans la même lutte onze uns plus tôt et se vit préférer le névrosé Paul Deschanel, Briand pouvait-il être battu ?

Je vis celui qu'on n'appelait déjà plus que « l'Apôtre de la Paix » dans les couloirs de l'Assemblée Nationale quelques instants avant le vote. Il était plus courbé et plus pâle que jamais.

— Je commence à me méfier, me dit-il, il y a beaucoup trop d'amis intimes qui font des détours pour ne pas me serrer la main ».

[150]

Son fidèle collaborateur, Peycelon, maugréa :

— Tardieu et Laval, malgré leurs promesses, nous trahissent à qui mieux mieux, mais les pointages sont tellement en notre faveur que je ne vois pas comment une surprise pourrait arriver ».

Briand haussa les épaules et dit simplement :

— J’aimerais que la France plébiscitât ma politique envers l’Allemagne. Si elle ne le fait pas, cela peut être très grave ».

Quelques heures plus tard, Paul Doumer était élu. Je vis Briand, quand il apprit la nouvelle, défaillir ; il fallut vivement le faire asseoir sur une chaise.

Le nouveau Président partit pour Paris dans un cortège préparé pour un autre, passant du Château de Versailles à l’Élysée au milieu d’un service d’ordre impressionnant et désormais sans objet puisqu’il n’était là que pour protéger Briand contre les manifestations prévues des Camelots du Roi.

Et dans tous les kiosques on vendait pendant ce temps-là la magazine L’HEURE, qui dans la certitude absolue de la victoire et dans sa hâte de sortir le premier, montrait en première page une photographie — truquée naturellement — de Briand dans le landau présidentiel aux côtés de son prédécesseur, M. Gaston Doumergue.

Je revis Aristide Briand quand il revint pour la dernière fois de la Société des Nations. Des milliers de sympathisants étaient venus l’accueillir à la Gare de Lyon à l’arrivée du train de Genève. Quelques groupes d’Action Française étaient venus aussi manifester bruyamment leur mauvaise humeur. Je montais derrière Aristide Briand qui était alors Ministre des Affaires Étrangères dans ses appartements [151] du Quai d’Orsay. Il n’y avait là que quelques intimes et l’homme d’État me retint quelques instants. Il était infiniment triste.

— Mon petit, me dit-il, j’espère que tout cela ne finira pas mal. Mais ceux de votre génération feront bien de se rappeler que c’est seulement la générosité et l’enthousiasme qui font les bonnes politiques, sans générosité, on engendre la haine ; sans enthousiasme, on engendre la faiblesse ».

\* \* \*

Aristide Briand mourut le 7 mars 1932. Deux mois plus tard, presque jour pour jour, Paul Doumer était assassiné par un illuminé russe nommé Gorgouloff alors qu’il inaugurait une vente de livres chez les Écrivains Anciens Combattants.

J’étais dans mon bureau lorsqu’un de nos collaborateurs, qui vendait ses livres à un comptoir, me téléphona :

— Vite, vite ... on vient d'assassiner le Président de la République ».

J'éclatai de rire :

— Non, mon vieux, ça ne prend pas ... Il faudra trouver autre chose ».

En effet, c'était la vieille plaisanterie dans toutes les salles de rédaction : quand un chef de service s'absentait, quand un rédacteur prenait son service en retard, quand on tirait trop tôt la dernière édition ou quand on mettait un trop gros titre sur une nouvelle d'importance secondaire, il se trouvait toujours quoiqu'un pour dire : « Et qu'est-ce que vous feriez si le Président de la République était assassiné » ?

Mais au bout du fil mon informateur s'obstinait :

— Paul Doumer a été transporté d'urgence à [152] l'Hôtel Beaujon. Passez-moi une sténo pour que je donne tous les détails ».

Et cette fois je ne doutai plus. Un quart d'heure plus tard, nous étions les premiers à apprendre aux Parisiens l'incroyable nouvelle. Entre temps, un de nos photographes était revenu exaltant d'une joie indécente en ce jour de deuil national ; mais il avait une excuse professionnelle. En prenant un cliché du Président qui achetait un livre, au moment où se produisit l'attentat, il avait fixé la tête de Gorgouloff sur la plaque sensible. Nous consacrámes presque toute la première page à ce document sensationnel, plus explicite qu'un long compte-rendu. Ce jour-là PARIS-SOIR fut dans toutes les mains.

On s'arracha aussi notre journal le jour des obsèques du Président comme on se l'était arraché huit semaines plus tôt le jour des obsèques de Briand. Pour ces occasions, nous inaugurâmes en effet nos premières séries de pages photographiques consacrées à un seul événement dont nous reproduisions les principales phases au fur et à mesure qu'elles se déroulaient. Et chacun voulait garder le souvenir de ces imposantes funérailles ... car, en France, les cérémonies les plus réussies sont toujours les enterrements.

[153]

SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION

## Chapitre IX

---

### UN JOURNAL MONTE, D'AUTRES BAISSENT

[Retour à la table des matières](#)

L'ascension de PARIS-SOIR se poursuivait sans arrêt. Après « *Trois hommes en Allemagne* », nous avons donné une suite impressionnante de grands reportages. Partout où il se passait quelque chose dans le monde, le récit en était télégraphié à nos lecteurs par des journalistes expérimentés ou des écrivains renommés et nos envoyés spéciaux photographes illustraient ces récits par des clichés transmis eux aussi par câble ou par les ondes.

Nous commençons à créer un réseau de correspondants particuliers dans toutes les grandes villes de France et de l'étranger, résolu à présenter toutes nos nouvelles sous une forme originale sans nous contenter comme la plupart des autres journaux des dépêches de l'agence Havas. Et chaque information était aussitôt éclairée par des cartes, des graphiques, des précisions et des commentaires grâce à des équipes permanentes de spécialistes. Mais nous nous attachions aussi à offrir, en dehors de l'actualité politique, un quotidien chaque jour aussi riche et varié en lecture que le meilleur hebdomadaire afin que toute la famille eût envie de le voir ramener chaque soir à la maison. Ce furent surtout nos biographies romancées — récits d'amours historiques ou relations romanesques des grands [154] procès du temps jadis — qui nous valurent la fidélité de la clientèle féminine déjà attirée par les conseils

pratiques que nous lui prodiguions. En même temps, nous faisons paraître un feuilleton — une histoire policière ou d’aventures — et un conte. Les sports avaient droit à un véritable journal dans le journal. Aux enfants nous donnions une page où nous cherchions à satisfaire garçonnets et fillettes de 5 à 15 ans. Enfin nous ne négligions pas, loin de là, les faits-divers. Les crimes étaient traités largement dans nos colonnes par des reporters qui connaissaient l’art d’intriguer et de faire frissonner les lecteurs autant que les meilleurs auteurs de romans policiers. On nous l’a assez reproché !

L’INTRANSIGEANT, sûr de son pouvoir, avait pris, peu de temps avant notre lancement du nouveau PARIS-SOIR, la décision de ne pas reprendre ses exemplaires invendus chez les marchands. Il renonça à ce dangereux ukase devant le flot montant de notre circulation. Pourtant nous avions atteint déjà 600 000 lecteurs sans que L’INTRANSIGEANT perdît beaucoup de sa clientèle. Les victimes de notre succès furent d’abord les grands journaux du matin de Paris. Ils étaient vendus en province proche vers le soir et, dans les régions, le lendemain de leur impression. Partout nous étions là en même temps qu’eux avec des nouvelles plus fraîches. C’est pour cette raison que de nombreux provinciaux achetèrent d’abord PARIS-SOIR. Mais ce n’est pas pour cela qu’ils continuèrent à le lire ; ils connaissaient les nouvelles importantes et plus récentes que celles que nous leur apportions par la TSF ou par leurs journaux locaux. Mais ils trouvaient dans PARIS-SOIR [155] ce qu’aucun autre journal ne leur donnait : des enquêtes, des dépêches de l’étranger, des articles, des documents photographiques, et toute une partie magazine, plus appréciée encore dans les petites villes où les distractions sont plus rares que dans la capitale.

Quand les cinq grands quotidiens sentirent le danger — ils s’étaient moins méfiés d’un journal du soir que d’un journal du matin — il était déjà trop tard pour y parer. Jean Prouvost dont les moyens financiers personnels avaient été dépassés par la rapidité du succès de son entreprise, avait pris comme associé un autre très riche industriel du Nord, Henri Beghin, qui, fabricant non seulement de sucre, mais aussi de papier, était doublement intéressé au développement de PARIS-SOIR.

Les « cinq grands quotidiens » au lieu de lutter d’émulation, essayèrent d’atteindre PARIS-SOIR en organisant contre lui une campagne systématique de dénigrement. Déjà contre PARIS-MIDI ils avaient fait porter à la tribune de la Chambre des Députés par le Ministre Pierre-

Étienne Flandin une grave accusation. J’y retrouvai l’écho de l’apostrophe de Jean-Louis Malvy sur mon patron. Flandin prétendit que PARIS-MIDI critiquait sa politique parce qu’il avait refusé aux filateurs du Nord un abaissement de droits sur leurs importations. Pierre-Étienne Flandin savait qu’il n’y avait pas un mot de vrai dans cela, mais il était le poulain du groupe Havas, appointé par ce groupe comme avocat.

Pendant dix ans on répéta aussi que Jean Prouvost et Beghin engloutissaient des millions dans PARIS-SOIR, mais que leur unique but était de [156] posséder un organe assez fort pour défendre leurs intérêts dans les textiles, le sucre et le papier. Or, si PARIS-SOIR fit d’abord débourser une centaine de millions à ses propriétaires il ne tarda pas à devenir pour eux une affaire beaucoup plus importante et rémunératrice que leurs entreprises industrielles.

Pendant dix ans on répéta que PARIS-SOIR exploitait le scandale et cherchait la sensation parce que nous présentions nos nouvelles d’une façon claire et frappante. (La première page de PARIS-SOIR fut mise au point par un des rédacteurs en chef de ce journal, Raymond Manevy, et constitua une innovation qui fut remarquée et imitée dans le monde entier).

\* \* \*

Toutes ces accusations étaient propagées par les innombrables hebdomadaires d’échos et de chantage qui fleurissaient avec l’appui plus ou moins direct des grands quotidiens. Eugène Merle prenait aussi sa part dans ce concert, exhalant sa douleur de voir son enfant grandir et prospérer aux mains de ses pères adoptifs. Eugène Merle avait repris ce qu’il appelait « ses exercices de force et de souplesse sur la place de la Bourse ». Il avait tenté de lancer PARIS-MATINAL, un nouveau quotidien que — et ce fut là sa meilleure idée — consacrait sa première page au résumé des principales nouvelles de la journée qu’il agrémentait de photographies. Mais ce n’est pas là-dessus qu’Eugène Merle comptait pour séduire les Parisiens. Il promettait une superbe montre sous forme de prime à tous ceux qui s’abonneraient à PARIS-MATINAL avant une certaine [157] date. Il avait fait un arrangement avec l’horloger qui lui livrait ces montres : il devait payer moitié en publicité dans son journal et sur ses affiches et moitié en espèces un mois après la livraison des montres. Naturellement Eugène Merle n’avait pas un centime pour

sortir son journal, encore moins pour payer les montres. Mais l'abonnement coûtait 75 francs et il devait déboursier 15 francs pour chaque montre ; il pensait que le nombre des abonnés alléchés par la prime serait tel qu'il rentrerait assez d'argent dans sa caisse pour payer son horloger et faire marcher PARIS-MATINAL pendant quelque temps. Une fois le journal lancé, il se fiait à son ingéniosité pour trouver à la petite semaine les fonds nécessaires à son existence et, si possible, au remboursement de ses dettes. Hélas, il faut croire que les Parisiens n'avaient pas une grande envie de connaître l'heure exacte ou qu'ils avaient déjà des montres. En tout cas les abonnements à PARIS-MATINAL furent en dépit d'une savante publicité obtenue à crédit par Merle — extrêmement peu nombreux. Au bout du premier mois d'existence, les rédacteurs n'étaient déjà plus payés. Devant moi l'un d'eux rencontrant Eugène Merle dans un couloir l'interpella :

— M. Merle, est-ce que vous croyez qu'un rédacteur peut vivre avec une avance de 100 francs pour un mois »

— Je ne sais pas, mon ami, lui répondit Eugène Merle en passant, je n'ai jamais été rédacteur.

Trois semaines plus tard, PARIS-MATINAL sombrait et Eugène Merle essaya de reprendre la publication [158] du MERLE BLANC. Il me confia un jour que je le rencontrais dans la rue son extrême dénuement. Puis, sans tradition, il me demanda si je voulais dîner avec lui au café de Paris qui était un des restaurants les plus chers de la capitale, mais où se retrouvaient à chaque repas beaucoup de personnalités importantes. Je déclinai l'invitation et lui conseillai d'aller plutôt dans un bistro bon marché.

— Non, me dit Merle sérieusement, mes moyens ne me le permettent pas ».

C'était là toute la philosophie de cet homme de proie qui, ayant cent francs en poche, préférait les dépenser dans un endroit où il pourrait trouver de riches victimes plutôt que de faire des économies en allant dîner pour dix francs dans un restaurant modeste. Malgré ce constant souci de « pêcher son beefsteak », pour employer sa propre expression imagée, Eugène Merle tomba de plus en plus bas. Il fut condamné en correctionnelle pour escroquerie. Mais huit jours plus tard, alors que je le croyais en prison, je le vis dans l'antichambre du Président du Conseil qui était alors M. Camille Chautemps. Il était souriant et portait

toujours la Légion d'Honneur à la boutonnière. Et devant la Chambre des Députés je le vis se promener avec le Président Édouard Herriot dont le gros ventre était secoué de rire en l'écoutant. Peu de temps après, il entra comme conseiller technique au PETIT PARISIEN. Ainsi était Paris : comme on trouvait Eugène Merle amusant et habile, on l'écoutait, on l'invitait, on le [159] protégeait, on l'employait en sachant qu'il était un filou et sans penser faire là quelque chose de grave.

\* \* \*

LE PETIT PARISIEN fut pourtant l'un des journaux les plus honnêtes de France. Il appartenait à la famille Dupuy. Le père, sénateur, l'avait légué à ses deux fils, Pierre et Paul. Paul était mort et Pierre, député depuis son âge d'éligibilité — en 1902 — en conserva seul la direction. M<sup>me</sup> Paul Dupuy — une Américaine née Helen Brown et réputée pour sa générosité — et ses fils Jacques et Jean s'occupaient d'EXCELSIOR, journal illustré qui se partageait entre l'information et la mondanité ainsi que de nombreux magazines populaires de sport, de cinéma et de vie au grand air publiés par le groupe du PETIT PARISIEN.

LE PETIT PARISIEN lui-même qu'on appelait le journal des concierges, parce qu'il donnait toujours une place prépondérante aux faits-divers et publiait son feuilleton où les bons étaient toujours récompensés et les méchants punis, avait acquis en persévérant dans sa formule du début le droit de porter sur sa manchette cette flatteuse inscription : « le plus fort tirage des journaux français ».

C'était une maison calme et tranquille, administrée comme un Ministère où les rédacteurs avançaient avec l'âge et étaient sûrs de recevoir une retraite pour leurs vieux jours. Les initiatives y étaient très mal vues. Un journaliste de grand talent, mais d'anciennes manières, Joseph Élie-Bois, en dirigeait la rédaction. Il menait une politique prudente et obstinément gouvernementale. Il connaissait tout le personnel de la Troisième République et chacun [160] le comblait de prévenances. Quand il eût atteint, très jeune, le plus haut grade de la Légion d'Honneur, les Présidents du Conseil furent désolés et cherchèrent de nouveaux moyens de lui prouver leur estime ...

LE PETIT PARISIEN, jusqu'à l'arrivée du nouveau PARIS-SOIR, avait la meilleure équipe de grands reporters et se flattait de posséder le plus célèbre d'entre eux, Albert Londres, celui qui avait osé dénoncer l'enfer

du bagne et fait évader de la Guyane pour faire éclater son innocence le forçat Eugène Dieudonné condamné comme complice du célèbre bandit Bonnot.

Albert Londres était pour nous tous un exemple par son talent et sa conscience professionnelle. Ce petit homme à barbiche blonde, d'apparence timide, connaissait le monde entier et avait navigué sur toutes les mers. Il disait en souriant :

— Le seul grand reportage qu'il me reste à faire c'est un reportage sur la France, car c'est le pays où je suis resté le moins longtemps pendant toute ma vie ».

Il était célèbre aussi pour sa façon de se moquer spirituellement des administrateurs trop méticuleux du PETIT PARISIEN. Qu'il revînt d'un pays en révolution ou en guerre, on lui demandait toujours de justifier ses frais. Alors il donnait des notes dans le genre de celle-ci :

– Achat d'un cheval :	1200 frs.
– Revendu le cheval :	800
– Perte :	400
	<hr/>
TOTAL :	2400 frs.

[161]

Ou alors il inscrivait froidement :

– Frais de séjour :	10 800 frs.
– Frais de voyage :	52 400 frs.
– On n'est pas de bois :	22 000 frs.

Les administrateurs refaisaient les additions, les trouvaient justes et le payaient sans dire un mot.

Albert Londres mourut comme il revenait d'un reportage en Éthiopie lors de l'incendie du paquebot *George-Philippar*. Un prix fut créé qui porte son nom pour le meilleur reportage de l'année. Cette perte fut très vivement ressentie par LE PETIT PARISIEN qui n'avait pas su ou pas voulu s'adapter aux exigences nouvelles du public et perdit un demi-million de lecteurs avec la montée de PARIS-SOIR.

Il dut modifier sa manchette. Il le fit d'ailleurs avec habileté, remplaçant la formule sur le tirage par celle-ci : « le journal le plus lu du monde ».

Qui aurait pu prétendre que cette affirmation était fausse, puisqu'après tout le même exemplaire d'un journal peut passer dans les mains de beaucoup de gens ?

LE PETIT PARISIEN ne garda une ligne politique terme que sur un seul point : le rapprochement avec l'Italie fasciste. C'était là un « dada » de son propriétaire, flatté des honneurs dont Mussolini le comblait et fier surtout d'avoir reçu le Cordon de Grand Officier de la Couronne d'Italie.

LE PETIT PARISIEN avait tenté de conquérir une certaine indépendance vis-à-vis ses confrères : il créa ses propres messageries pour ne pas tomber sous la coupe d'Hachette et voulut posséder pour nos éditions de province des imprimeries dans les grandes villes de France. Mais les autres grands [162] quotidiens crièrent au trust, alertèrent la presse de province et le gouvernement obligea enfin LE PETIT PARISIEN à renoncer à cette idée et à rentrer dans le rang.

\* \* \*

LE JOURNAL subit plus lourdement encore que LE PETIT PARISIEN les effets de la prodigieuse ascension de PARIS-SOIR. Il avait, à ses débuts en 1892, connu lui aussi l'hostilité de ses confrères, car les cinq grands passèrent leur temps à se déchirer avant de s'entendre pour empêcher les autres de vivre indépendants. LE JOURNAL fut en effet victime à sa naissance d'un boycottage de la part du PETIT JOURNAL et du PETIT PARISIEN qui menacèrent les marchands de leur retirer la vente de leurs journaux s'ils offraient LE JOURNAL en même temps qu'eux. LE JOURNAL leur fit un procès, puis se mit sagement d'accord avec eux. Au début un quotidien littéraire, il glissa rapidement vers la grande information et la politique.

Pendant la dernière guerre mondiale deux de ses directeurs, Lenoir et Duval, furent successivement arrêtés pour avoir touché de l'argent de l'ennemi, l'un dans la célèbre affaire « Bolo Pacha », l'autre dans l'affaire Dessouches. Ils furent tous les deux fusillés. Charles Humbert

qui recueillit cette lourde succession, éprouva le besoin, dès son arrivée dans la maison, de faire paraître cette prudente déclaration :

« LE JOURNAL aura par-dessus tout la préoccupation de servir en toutes circonstances les intérêts nationaux. Nos lecteurs me connaissent. Ils savent que mon passé est garant de mon avenir. Ils savent [163] que sous ma direction LE JOURNAL sera une maison de verre où tout sera soumis au contrôle de tous ». Mais le verre dont étaient faits les murs du JOURNAL de Charles Humbert devait être dépoli, car c'est avec stupéfaction que les lecteurs du JOURNAL apprirent plus tard que la grande campagne « Des canons, des munitions ! » entreprise par leur quotidien préféré, aboutissait à l'inculpation de M. Charles Humbert pour commerce avec l'ennemi ... !

Pour faire oublier cette longue succession de malheurs au public, on remplaça Charles Humbert par M. F.-I. Mouthon que nous avons déjà présenté dans ce livre. C'était un journaliste habile et retors. Il avait été à trop bonne école pour s'exposer à des reproches ou laisser les soupçons de ses adversaires se transformer en preuves. Il agissait toujours par personne interposée.

Un jour on annonça à un riche banquier qui avait d'importantes affaires coloniales la visite du directeur d'une feuille de chantage qu'il avait déjà maintes fois éconduit. De nouveau il refusa de le recevoir. Mais il entendit une bousculade devant sa porte et le maître-chanteur, bousculant l'huissier, entra dans son bureau :

— Monsieur, dit-il au banquier, j'en ai pour une seconde. Vous me mettez ensuite à la porte avec un coup de pied dans le derrière si vous voulez, mais je viens simplement vous annoncer que vous allez être arrêté. Et ce n'est pas ma modeste feuille, mais un grand quotidien du matin, qui l'annoncera dès demain ».

— Sortez immédiatement d'ici, rugit le financier [164] qui haussa les épaules et oublia aussitôt l'incident.

Or, le lendemain, en ouvrant LE JOURNAL quelle ne fut pas sa stupeur de trouver en première page un entrefilet intitulé : « Un scandale à la Bourse » dans lequel on annonçait qu'une enquête était ouverte « sur les agissements d'un financier à barbe blanche, spécialisé dans les affaires coloniales, qui avait écrit récemment un livre et dont le nom était très connu ! » Or, notre financier portait une barbe blanche, il avait

récemment publié un essai d'économie sociale et plusieurs de ses entreprises avaient défrayé la chronique. C'était un homme extrêmement honnête qui n'avait rien à se reprocher. Il ne pouvait s'agir que d'un malentendu ou d'une machination. Mais avant que ce malentendu fût dissipé ou cette machination percée à jour, une telle nouvelle publiée dans un grand quotidien comme LE JOURNAL était capable de provoquer une panique en Bourse et de faire crouler toutes ses affaires.

Il fallait agir. Il pensa que celui qui pourrait le mieux le renseigner était le maître-chanteur qui était venu le prévenir. Il le fit demander à son bureau.

— Monsieur, lui dit celui-ci, il est possible que vous soyez blanc comme neige et que LE JOURNAL soit abusé, sur votre compte. Mais il a l'intention, dans l'intérêt des épargnants français, de publier un certain nombre d'articles où seront analysées les activités de vos diverses sociétés qui font, paraît-il, l'objet de l'attention du Parquet de la Seine ».

Le financier para au plus pressé et comme le [165] maître-chanteur lui promettait d'arrêter la campagne s'il recevait une somme assez rondelette, il paya. Le lendemain, comme un organe de l'importance du JOURNAL ne pouvait pas avoir en vain annoncé un scandale et ne plus en parler, on apprenait l'arrestation ... du financier escroc Henri Rochette déjà maintes fois condamné et qui, comme l'autre, l'honnête homme, portait une barbe blanche, s'était occupé d'affaires coloniales et avait publié un livre. Naturellement Henri Rochette, le maître-chanteur et les policiers qui l'arrêtèrent étaient d'accord. M. Mouthon aussi sans doute. Rochette eut un non-lieu et le magot fut partagé. Mais personne ne pouvait faire un reproche quelconque à M. Mouthon. LE JOURNAL n'avait rien annoncé qui fût inexact, ni exercé de pression sur qui que ce fût ...

Lorsque M. Mouthon mourut, l'agence Havas mit à la tête du JOURNAL son propre directeur du service de publicité, M. Pierre Guimier pour qui la presse n'était qu'un moyen de faire des affaires et de satisfaire ses aspirations mondaines. Il eut toutefois la bonne idée de charger de la rédaction de son journal un parfait journaliste, homme intègre et cultivé, Jacques de Marsillac. Celui-ci réunit d'abord une équipe de jeunes reporters très brillants qui redonnèrent du lustre au journal. Mais cette équipe se désagrégea bientôt dans des querelles de palais et nous

en recueillîmes à PARIS-SOIR les meilleurs éléments. D'autre part, LE JOURNAL devait obéir de plus en plus aveuglément aux [166] consignes des puissances d'argent et adopter une politique réactionnaire militante qui éloigna de lui de nombreux lecteurs.

Sur le snobisme de Pierre Guimier qui l'incitait à plaire en toute occasion aux salonnards et à subir leur influence, le spirituel chroniqueur, Géo London, un des meilleurs collaborateurs du JOURNAL, racontait :

— Quand je dis à Pierre Guimier : « J'ai déjeuné hier chez telle ou telle personnalité c'était très intéressant », il ne me demande jamais : « Et qu'a-t-on dit ? », mais : « Était-ce en smoking ou en habit ? »

Géo London se moquait aussi du penchant de Pierre Guimier pour les gens titrés. Il lui dit un soir :

— Ah, j'ai rencontré cet après-midi le comte de Saint-Un-Tel et la Baronne de Machin-Chose ».

— Ah, fit Guimier, tout de suite intéressé, et où cela ? »

— À la Septième Chambre Correctionnelle où ils en ont pris tous les deux pour cinq ans ».

[167]

SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION

## Chapitre X

---

1931 – 1932 – 1933

(Notes éparses retrouvées sur un carnet  
emprunté par hasard en exil.) <sup>4</sup>

[Retour à la table des matières](#)

.....

Bavardé hier avec André Tardieu dans un endroit où il pourrait paraître curieux de rencontrer un Président du Conseil ... chez une belle sociétaire de la Comédie Française, où il passe tous ses instants de loisirs. La première chose que l'on voit quand on arrive chez Maniouche — c'est ainsi que tout Paris appelle cette actrice — est un superbe portrait du Président du Conseil, dédicacé : « À Maniouche, son tyran. André ».

Beaucoup de mes amis haïssent Tardieu. Je le trouve sympathique, mais avec son profil en couteau, ses dents-de-scie obstinément serrées sur un long fume-cigarette, ses yeux qui rient toujours et son air hautain, satisfait et gouailleur, j'imagine qu'il doit exaspérer les médiocres.

Tardieu me parle du Traité de Versailles :

— Pour le moment, me dit-il, on n'en voit que les clauses financières. Beaucoup me les attribuent. Ils se trompent. Par contre, je me flatte de la paternité de presque toutes les clauses territoriales. Le traité est imparfait comme le sont toutes les œuvres humaines, mais je suis

---

<sup>4</sup> Aucune de ces notes ne porte de date précise.

sûr que si on avait réussi à l'imposer sans admettre aucune concession, il aurait [168] assuré la paix pour longtemps. Il est difficile de juger un traité qui dès sa naissance fut modifié, défiguré avant d'être renié. On peut avoir des goûts différents sur l'architecture d'une maison, mais il est bien certain que si on laisse percer des trous dans ses murs et saper ses fondations, elle s'écroulera un jour, en écrasant peut-être ceux qui l'habitent ».

Je lui demandai comment il conciliait la doctrine du maintien intégral de l'exécution des clauses du traité avec la politique de ses amis et collaborateurs, Aristide Briand et Pierre Laval.

— Briand, lui, pense que le traité est un refuge provisoire sous lequel il faut s'abriter, mais qu'il est nécessaire de construire en même temps une maison plus vaste où tout le monde sera mieux à l'aise. Moi, je n'aime pas les hôtels. J'aime les maisons patriarcales où quelqu'un commande et garde pour lui la meilleure chambre. Mais la conception de Briand s'explique parce qu'il pense obstinément que l'hôte allemand n'est dangereux que lorsqu'il est mal à l'aise. Moi, je pense qu'il profitera de notre générosité pour voler notre portefeuille. Je connais bien les Allemands. J'ai été longtemps attaché à notre Ambassade de Berlin. Ils sont parfaits si vous leur imposez le respect et si vous ne leur donnez pas de tentation ».

— Et Laval ? »

— Laval, c'est un type, un caractère. On le connaît mal. Au fond, il n'a confiance qu'en lui. Il a peur des étrangers parce qu'il ne les comprend pas. Aussi est-il prêt à tout donner à des étrangers, jusqu'à [169] la dernière parcelle de son jardin, pour conserver intacte sa maison et à l'intérieur de la maison rien que des gens de son patelin. Ceux-là, il parle leur langue, il connaît leurs réactions, il est sûr de les convaincre ou de les mater. Voyez-vous, Pierre Laval est resté révolutionnaire dans ce sens qu'il préfère sûrement la guerre civile à la guerre étrangère ».

Et là-dessus, le Président du Conseil est allé chercher « Phèdre » dans la bibliothèque pour faire répéter à sa belle amie le chef-d'œuvre de Racine.

.....

Le communisme fait des progrès. Robillard, un typographe de PARIS-SOIR, un bon petit gars, avec qui je suis au mieux m'a offert un verre

sur le zinc du bureau de tabac d'en face. Je lui en ai offert un autre. Il n'a pas voulu être en reste de politesse. Et au troisième verre de « gros bleu qui tache » il m'a raconté qu'il s'était inscrit au parti communiste « parce qu'il en avait marre du service militaire obligatoire et de travailler pour engraisser les patrons ».

— Et puis, m'a-t-il dit, on nous a raconté trop do blagues avec ce qui se passe en Russie. Ça va faire quinze ans qu'on nous répète que le régime est sur le point de crouler et que les gens meurent de faim là-bas par millions. On nous prend pour des “billes”. Il y a trop de pourriture en France. Il faut que ça change ».

Il m'a raconté comment la cellule de PARIS-SOIR était organisée, comment il suivait des cours d'orateur et des cours pratiques de TSF dans les écoles [170] d'application communistes clandestines aux environs de Paris. Il ne m'a pas caché que chacun dans sa cellule connaissait à fond ce qu'il devait faire au poste de commande dont il devait s'emparer dès que le signal de la révolution serait donné.

Tout cela semble merveilleusement au point. Robillard m'a laissé entendre qu'il y avait dans la cellule « des gens très bien dont je ne me doute même pas qu'ils sont communistes ». Il a parlé de dépôts d'armes. J'ai essayé de raisonner Robillard. Il avait réponse à tout, des réponses qu'on sentait apprises par cœur. Je lui demandai ce qu'il pensait de l'Allemagne. Il m'a répondu :

— Dans six mois ils auront les Soviets là-bas. »

.....

Alfred Mallet avec qui je viens de dîner est un bon journaliste, mais il a vraiment trop mauvaise langue. Il est au courant de tous les petits potins. Il les raconte à Pierre Laval, son protecteur, qui adore ça. Sur Pierre Laval même il est intarissable. Il l'a accompagné lors de son voyage en Allemagne avec Briand, et aux États-Unis quand il est allé discuter avec Hoover du moratoire des paiements internationaux.

— Vous savez ce qu'il a dit à Brunning ? » — « Nous avons besoin d'hommes comme vous en France ». — Vous pensez si Brunning l'a eu tout de suite en amitié ! Mais il m'a dit à moi que Brunning comptait trop sur le Bon Dieu et pas assez sur les hommes. L'Amérique l'a glacé. « Je me sens ici une âme d'émigré », disait-il. Il a eu une idée de génie en amenant avec lui sa fille, José. Il aurait [171] consulté un agent de

publicité, celui-ci ne lui aurait pas donné de meilleur conseil. Mais José n'a reçu aucune proposition de mariage d'un jeune et beau millionnaire et son papa en a été bien déçu. Quand Laval est sorti de la Maison Blanche, je lui ai demandé ce qu'il pensait de Hoover. — « C'est un ingénieur, grogna-t-il. Il a du monde et des hommes des conceptions géométriques. Il est difficile de discuter avec lui parce qu'il revient toujours à son plan. Il ignore les événements et les gens. Il croit qu'on peut tout arranger avec des formules algébriques ».

— Pierre Laval sait-il l'anglais ? »

— Non, mais le Député de Versailles, Henry-Haye, lui a servi de guide. Henry-Haye, lui, connaît bien l'Amérique. Il y a passé sa jeunesse, il y est revenu pendant la guerre comme instructeur. Le seul ennui c'est que l'Amérique ne le connaît pas ».

Alfred Mallet a continué :

« Malgré tout Pierre Laval a préféré les hommes d'État allemands et américains aux hommes d'État anglais. Il n'aime pas les hommes d'État anglais, il les trouve crâneurs, froids et obstinés. Et il dit qu'ils ont toujours l'air de se ficher de lui. »

.....

Le Préfet de Police, Jean Chiappe, est un vrai Corse. Quand il a de l'amitié pour quelqu'un, il est toujours prêt à lui rendre service où que cela puisse l'entraîner. N'est-il pas allé témoigner en Haute-Cour en faveur de Malvy, accusé de trahison en 1917 en pleine guerre, au risque de compromettre sa carrière de fonctionnaire ambitieux ! Je suis [172] allé lui soumettre un cas douloureux. Un ouvrier polonais était venu à PARIS-SOIR se plaindre d'un chantage dont il était l'objet de la part d'un inspecteur du service des étrangers. Un de ses camarades lui avait dit un jour :

— Ton permis de séjour va expirer. Si tu veux qu'on te le renouvelle, il faut que tu me verses 3000 francs. Je sais que tu ne les as pas, mais arrange-toi pour te les procurer. Si tu passes un soir à tel café, tu verras que je suis avec l'inspecteur qui s'occupe de ton cas et je sais comment arranger ces sortes d'affaires ».

Le Polonais alla au café, vit son camarade attablé avec l'inspecteur en question. Il prit peur, chercha, trouva les 3000 francs. Le lendemain l'inspecteur lui renouvela son permis pour six mois, sans faire allusion

à rien. Mais au bout des six mois, le camarade revint et réclama de nouveau 3000 francs. L'ouvrier polonais cette fois ne trouva plus personne pour les lui prêter. Il alla raconter son histoire à un médecin qui l'avait soigné dans un grand hôpital de Paris. Ce docteur avait des amis à la Préfecture. Il prit lui-même le passeport du pauvre Polonais et le fit renouveler pour 6 mois encore. Mais, hélas ! le docteur mourut et 6 mois plus tard, le Polonais retomba dans les mains du maître-chanteur et de son complice qui le menaçaient d'expulsion. C'est alors qu'il était allé de journal en journal pour essayer de dénoncer le scandale. Partout on l'avait éconduit. Mais j'avais entendu trop de récits de ce genre pour ne pas vouloir aller à la source et savoir à quoi m'en tenir.

Chiappe me reçut tout de suite.

[173]

— Naturellement, me dit-il, je vais lui dominer une prolongation à ce pauvre type et pas de six mois, mais d'un an. Mais que voulez-vous, nous ne pouvons pas recruter nos inspecteurs de police parmi les saints du calendrier ».

— Alors vous pensez, Monsieur le Préfet, que l'histoire de ce Polonais est vraie ?

— J'en suis persuadé. Le cas n'est pas unique. Comment s'appelait-il « son » inspecteur ? Bon, je note son nom, mais je ne vous promets pas que je prendrai une sanction contre lui. Seulement je vous assure que je vais l'engueuler. D'ailleurs qu'est-ce que ça peut faire à votre Polonais ? Il voulait sa prolongation, il l'a ... »

Je félicitai Chiappe pour son sang-froid et la façon dont il faisait sa presse, puisque personne n'osait attaquer la Préfecture en dépit de pareils incidents.

— Bah, me dit Chiappe, je cherche à me rendre utile un peu à tout le monde. Alors on m'est reconnaissant. D'ailleurs que peut-on nous reprocher ? Des défaillances passagères, rares, excusables ... Mes inspecteurs sont si mal payés ! »

.....

Encore Chiappe.

Me promenant rue de la Gaîté tard dans la nuit avec mon ami et collaborateur, Charles Gombault, nous avons assisté à un drame rapide.

Deux hommes sont sortis juste devant nous d'un café, l'un faisant face à l'autre. Nous avons entendu quelques petits bruits secs, l'un des hommes s'est affalé sur le trottoir, perdant son sang avec abondance tandis [174] que l'autre s'enfuyait à toutes jambes. Des agents cyclistes sont arrivés. Comme nous nous trouvions près de la victime, ils nous ont conduits au poste. Là nous avons décliné nos noms et qualités et déposé notre témoignage. Le lendemain à ma grande stupéfaction, pas un journal ne soufflait mot de l'incident. J'appelle le rédacteur qui chez nous passe dans sa tournée au Commissariat dont dépend la rue de la Gaîté. Contrairement à l'habitude, on ne lui a donné aucun communiqué sur le drame. Je téléphone, je me renseigne. La victime est morte à l'hôpital. Le meurtrier a été retrouvé et écroué, mais la Préfecture a donné de ordres de ne rien dire de l'affaire. L'après-midi, je reçois la visite de deux amis, l'écrivain Pierre Bonardi, et le journaliste Louis Giorgi.

— Je sais que vous êtes très bien avec Chiappe, me dit Bonardi. Il vous demande de ne pas ébruiter l'histoire de la rue de la Gaîté et si vous êtes convoqué chez le juge d'instruction, de témoigner que l'homme qui est arrêté était en état de légitime défense. C'est d'ailleurs une histoire sans intérêt, un règlement de comptes entre hommes du milieu ».

Je m'étonne que le Préfet de Police fasse intervenir auprès de moi en faveur d'un bandit.

— C'est un jeune Corse dévoyé, me dit Pierre Bonardi un peu gêné, Chiappe connaît bien sa famille. Chiappe vous demande aussi, comme il n'est pas très bien avec Gombault, d'insister auprès de lui pour qu'il témoigne dans le même sens que vous ».

[175]

Ceux qui prétendent que Chiappe dispose d'hommes de main recrutés dans la lie de la population auraient-ils raison ?

.....

Que se passe-t-il en Allemagne ?

Un ami, metteur en scène de cinéma, qui revient de là-bas me dit que le mouvement de Hitler prend de plus en plus d'importance, qu'il pourrait bien y avoir une guerre civile entre ses partisans et les communistes au cours de laquelle la République en tout cas sera emportée.

Nous sommes très mal renseignés en France sur la puissance réelle de ce Hitler. La phrase d'André François-Poncet me poursuit. Je vais essayer de décider Jean Prouvost à envoyer de nouveau un reporter en Allemagne.

.....

Otto Abetz est venu à Paris, mais je ne l'ai pas vu. Il est inquiet. Il déclare qu'il regrette que la France n'ait pas su prendre à temps des mesures généreuses et définitives qui auraient rassuré et apaisé le peuple allemand. Il dit que la misère là-bas est très grande et qu'elle peut engendrer les pires réactions. Lui, Abetz, est toujours professeur de dessin à Karlsruhe. Il vient d'avoir un enfant.

Des amis ont dîné avec un nommé Joachim von Ribbentrop qui représente les grandes marques françaises de champagne en Allemagne. Il connaît très bien Hitler et affirme que ses imprécations contre la France, contre le capitalisme et contre les juifs ne l'engagent pas quant à la politique qu'il [176] poursuivra une fois qu'il sera au pouvoir. Ce Ribbentrop prédit le triomphe de Hitler et s'en réjouit. Il dit que seul Hitler empêchera l'Allemagne de tomber dans le communisme. Ceux qui m'ont rapporté cette conversation et qui sont de gros industriels semblent avoir été très impressionnés et préfèrent après tout voir Hitler à la Chancellerie plutôt que le bolchevisme installé à nos portes. C'est dans ce sens aussi que l'ensemble de la presse, sauf les journaux d'extrême-gauche, évolue.

.....

J'ai demandé à un certain nombre d'amis et de collaborateurs qui ont fait la guerre et quelques-uns très brillamment, s'ils appartenaient à des associations d'Anciens Combattants. Deux seulement sur dix m'ont répondu « oui ». Pourtant les groupements d'anciens combattants deviennent de plus en plus bruyants. J'ai l'impression que quelques personnes se servent de ce levier pour essayer de se faire des situations. Ils manifestent une grande intransigeance à l'égard de l'Allemagne et dénoncent le péril communiste. Ils semblent disposer de beaucoup d'argent. J'aimerais bien savoir d'où vient cet argent.

En tout cas, les deux personnes de ma connaissance qui font partie de ces associations m'affirment qu'elles ne sont jamais consultées sur

la rédaction et l'opportunité des manifestes politiques dont la grande presse est généreusement comblée.

.....

J'ai revu Tardieu, cette fois en compagnie du grand romancier Joseph Kessel et de Georges Suarez. Ces deux derniers dirigent un nouveau magazine hebdomadaire GRINGOIRE qui est destiné à [177] être le pendant à gauche de ce que l'hebdomadaire CANDIDE de tendance monarchiste est à droite. Le directeur de « GRINGOIRE » est Horace Carbuccia, un Corse qui a épousé la belle-fille du Préfet de Police, Chiappe. Celle-ci dispose, par l'héritage de son père, d'une grosse fortune.

GRINGOIRE publie beaucoup de romans et de contes dans le genre grivois qui semblent plaire au public. J'ai voulu faire parler Tardieu sur l'Allemagne. Cette question le rend soucieux mais non pas prolix.

Il a simplement dit : « Si Hitler arrive au pouvoir, il faudra lui faire une guerre préventive ».

Kessel a hurlé que le pays en avait assez de la guerre, qu'il ne marcherait pas.

— Tant pis, a dit Tardieu. Alors on lui marchera dessus »

Puis on a parlé du journalisme. Tardieu a raconté comment il avait bifurqué de la médecine vers la presse et la politique. Avec beaucoup de verve, il a évoqué ses débuts. Il écrivait alors des articles payés invariablement 40 francs sous le pseudonyme de Jean Erolo, au PETIT PARISIEN. Adrien Hébrard, directeur du TEMPS à qui on l'avait recommandé, le fit venir et lui dit :

— J'admire beaucoup, Monsieur, les articles que vous écrivez dans des revues ».

— Je vous remercie bien, lui répondit Tardieu, mais je n'ai jamais écrit de ma vie dans une revue ».

Ce fut le début d'une collaboration éblouissante, à ce point que le Prince de Bulow devait dire un jour : « Il y a six grandes puissances dans le monde et une septième qui est M. André Tardieu ». Streseman [178] plus tard affirma qu'André Tardieu avait été dans le TEMPS « la gouvernante revêche de l'Europe ».

La politique éloigna pendant un certain temps Tardieu du journalisme. Il fit la guerre et partit comme Haut-Commissaire français aux États-Unis. Tardieu adore l'Amérique.

— C'est un pays merveilleux, dit-il, merveilleux. Un pays pour lutteurs, mais où ceux qui se permettent des coups défendus sont disqualifiés à vie.

« Quand je suis arrivé là-bas, il y avait à peine un mois que les États-Unis étaient en guerre. Les soldats n'étaient pas armés et les usines n'étaient pas outillées. Beaucoup d'Américains isolationnistes affirmaient que l'Amérique ne serait jamais prête. Pourtant seule l'aide de l'Amérique pouvait sauver les Alliés. Foch et Pétain, que j'avais vus avant mon départ, ne me l'avaient pas caché. « Envoyez-nous des régiments » m'ont-ils dit, « il nous faut des volontaires pour boucher les trous, des munitions, des céréales et des bateaux ! » J'ai embêté les gens, mais j'ai eu ce que je voulais à une vitesse qui m'a moi-même stupéfait. On ne peut pas savoir les prodiges que réalise l'Amérique quand elle veut vraiment quelque chose ».

Là-bas André Tardieu a bien connu Franklin Roosevelt qui vient d'être élu Président de la République des États-Unis. Il était, au moment de la mission de Tardieu, Sous-Secrétaire d'État à la Marine.

— C'est un homme parfait dont on parlera beaucoup. Un des esprits les plus lucides que je connaisse. [179] Par certains côtés, il me rappelle Briand. Il a son idéalisme et sa malice, mais il a un sens beaucoup plus profond des réalités ».

.....

Sauerwein que nous avons envoyé en Allemagne vient de revenir. Il est très impressionné par tout ce qu'il a vu et entendu. Qui l'emportera là-bas, les Soviets, la *Reichswehr*, les hobereaux ou Hitler ?

En tout cas, Sauerwein croit que la démocratie allemande agonise et lui aussi pense que Hitler vaut mieux pour la France que les militaires ou les communistes.

.....

Décidément le problème allemand ne semble pas émouvoir beaucoup les Français. Comment le seraient-ils puisque les journaux s'obstinent à agiter le danger extérieur uniquement comme un épouvantail

pour les luttes intérieures. Les questions matérielles sont les seules dont on parle aux Français. Le problème économique occupe la première place dans toutes conférences, dans tous les discours, dans tous les journaux.

.....

Un nouveau trust de presse. C'est celui de M. Raymond Patenôtre. Ce grand et indolent jeune homme veut décidément faire parler de lui. Sous-ministre dans un poste technique fort important, on le voyait danser sur la Côte d'Azur jusqu'à une heure fort avancée de la nuit en *smoking* blanc. Et il donnait sur son *yacht* de grandes réunions mondaines où se rencontraient sans aucune répugnance gens du monde et aventuriers.

[180]

Raymond Patenôtre qui avait déjà mis la main sur un certain nombre de journaux de province vient de s'emparer du PETIT JOURNAL qui a été un grand quotidien. C'est même celui qui pendant un certain temps eut le plus grand nombre de lecteurs. Mais il en a perdu la plus grande partie sous la direction de M. Loucheur, industriel ancien Ministre, si riche qu'on l'a surnommé « tout en or ».

On pourrait appeler son successeur, Raymond Patenôtre, « tout en argent ». Son père est l'ancien Ambassadeur de France à Washington, Jules Patenôtre, et sa mère, une riche Américaine M<sup>rs</sup> Eleanor Elverson, est propriétaire de nombreux immeubles à Philadelphie et d'un des plus grands journaux des États-Unis le PHILADELPHIA INQUIRER.

C'est sûrement ce qui a donné l'idée à Raymond Patenôtre d'être à son tour un homme important dans la presse. Ce danseur qui est aussi un calculateur, compte sur ses journaux pour être pris au sérieux dans le milieu politique et pour réussir les opérations de bourse compliquées auxquelles il se livre. Il a fait une campagne pour lancer la formule du bimétallisme monétaire, c'est-à-dire qu'il veut faire reconnaître l'argent en même temps que l'or pour gager les billets de banque. Or tout le monde sait que Raymond Patenôtre a trouvé dans son héritage de nombreuses mines d'argent.

Mais ce néophyte dans la presse va un peu fort. Aussi calme et patient que soit le public, il est allé déjà jeter des pierres dans la grande

façade vitrée du PETIT JOURNAL. Qu'importe ? On vient de le nommer Sous-Secrétaire d'État à l'Économie Nationale.

[181]

En plus du PETIT JOURNAL et de ses journaux de province, Raymond Patenôtre possède aussi un hebdomadaire MARIANNE, nouveau concurrent de CANDIDE et de GRINGOIRE. Dans tous ses journaux Raymond Patenôtre, le millionnaire, soutient la politique de gauche. Et tous les Présidents du Conseil de Gauche qui se succèdent au pouvoir préfèrent l'avoir avec eux plutôt que contre eux.

.....

Je me demande ce qu'on peut comprendre à l'étranger de la politique française. Les Français se perdent eux-mêmes dans le nombre des groupes, sous-groupes et partis dont se compose leur Parlement !

C'est le parti radical-socialiste qui réunit le plus d'adhérents. Mais demandez à n'importe quel radical-socialiste quel est le programme et l'idéologie de son parti, il sera absolument incapable de vous le dire. Il sait que les Radicaux sont pour la République et pour les immortels principes de 1789 et qu'ils votent tantôt avec la gauche, tantôt avec la droite, selon les événements. Après tout, c'est une tactique qui a de quoi rassurer le bourgeois français.

Le Pape du Radical-Socialisme est venu rendre visite à PARIS-SOIR. C'est M. Édouard Herriot. Il est question de lui acheter les droits de publication d'un livre qu'il est en train d'écrire. Ce n'est pas un livre politique, mais une histoire de Beethoven, car Herriot est un grand musicographe. Jean Prouvost n'est pas très sûr que le public se passionne pour Beethoven vu par Édouard Herriot.

— Mais comprenez, m'a-t-il dit, puisqu'il y a [182] une majorité de Radicaux-Socialistes dans le pays, nous avons sûrement une majorité de lecteurs radicaux-socialistes. Et ça leur fera plaisir de lire quelque chose de leur chef ».

Édouard Herriot est venu fumer une pipe dans la salle de rédaction. Il a dit qu'il adorait cette atmosphère et a longuement bavardé avec tous nos rédacteurs présents qui étaient ravis de sa bonhomie et de sa gentillesse. C'est un causeur étincelant et d'une finesse qu'on ne soupçonnerait pas de ce gros homme.

.....

L'INTRANSIGEANT vient de changer de mains. Si L'INTRANSIGEANT n'avait pas perdu de lecteurs, il avait perdu une grande partie de sa publicité qui était passée de ses colonnes dans les nôtres.

Après plusieurs entrevues dans le midi, près de Cannes, où ils possèdent tous les deux de belles propriétés, Léon Bailby avait cédé la majorité de ses actions au richissime banquier, armateur et marchand de blé, Louis-Louis Dreyfus qui veut se lancer dans la politique. Léon Bailby garda la direction de L'INTRANSIGEANT et continua à faire paraître à sa place habituelle son article quotidien. Mais au bout d'un certain temps « double Louis » et Bailby ne furent plus d'accord sur la ligne politique que devait suivre L'INTRANSIGEANT. Louis-Louis Dreyfus qui avait versé 80 millions pour s'emparer du journal se montra très offusqué quand Léon Bailby lui déclara qu'il n'admettrait jamais que quelqu'un d'autre que lui commandât à L'INTRAN.

— Bailby m'a vendu une montre, disait drôlement [183] le banquier, mais il veut m'empêcher d'y regarder l'heure ».

Finalement, exaspéré, Dreyfus revendiqua ses droits et se sépara de Léon Bailby qui ne s'attendait pas à ce coup dur.

Je rencontrais Léon Bailby peu de temps après son départ de L'INTRANSIGEANT dans une rue de Cannes. Il m'invita dans son domaine des Aspres, demeure princière construite au sommet d'une colline odorante et ombragée dans les Alpes provençales. On y domine la Méditerranée dont les eaux vertes ou bleues apparaissent à travers d'épais, massifs de fleurs et de feuillage. Léon Bailby a toujours là une vingtaine d'invités soumis aux règles strictes d'une vie saine et sportive — « ministres », diplomates, aviateurs, femmes du monde, actrices, de théâtre ou de cinéma, mais surtout jeunes journalistes et jeunes champions sportifs aux pectoraux bombés et aux biceps saillants. Ces « moins de 25 ans » se faisaient applaudir en un concours permanent de plongeurs acrobatiques dans une piscine en plein air érigée au fond du jardin et toujours pleine d'eau de mer (renouvelée deux fois par jour à l'aide d'un système de pompes et de tuyaux dont l'aménagement avait coûté la bagatelle d'un million de francs).

Puis on descendait en auto jusqu'au petit port d'Antibes et de là, le *yacht* de Léon Bailby vous emmenait au large pour assister cette fois à

un spectacle de ski nautique dont notre hôte lui-même était la vedette : nul n'était plus souple et plus ferme que ce septuagénaire, ni plus habile à fendre [184] les flots sur deux lattes de bois, filant à toute vitesse derrière le canot à moteur par lequel il se faisait tirer.

On remontait aux Aspres à l'heure du thé qui était aussi celle de la conversation. Il y était permis de parler de tout sauf des récents malheurs arrivés au « patron ». On ne le faisait qu'à voix basse et en cachette. Léon Bailby pourtant me confia ses projets au cours d'une promenade.

— J'avais l'intention, écœuré par les procédés dont on a usé à mon égard, de me retirer ici sans rien faire. Mais je ne peux pas vivre sans un journal. Je vais en fonder un autre qui cette fois sera un organe de combat. Si je ne sais pas encore comment il s'appellera, je sais la ligne qu'il suivra. Je vois l'aspect qu'il aura. Et je sais aussi que c'est ce journal qui organisera désormais le « Bal des Petits Lits Blancs », fleuron de la couronne de L'INTRANSIGEANT ».

Cette grande fête, élégante et populaire à la fois, était en effet chaque année l'événement de la saison de Paris. Dans le cadre de l'Opéra merveilleusement décoré, des milliers et des milliers de personnes se pressaient moins pour danser ou pour apporter leur argent à une œuvre destinée à sauver les enfants tuberculeux que pour se faire voir. Le chef de l'État, le gouvernement tout entier et le corps diplomatique ne manquaient jamais d'y assister, et les plus grandes vedettes du théâtre, du cinéma et du music-hall se devaient de présenter des numéros nouveaux sur un vaste pont d'argent qui remplaçait la scène.

[185]

J'ai revu Léon Bailby au Casino de Cannes la veille de la nouvelle année. Nous avons soupé ensemble avec plusieurs personnes, dont la fameuse comédienne Cécile Sorel. À minuit, selon la coutume, on éteignit les lumières pendant une minute. Quand on ralluma, je m'aperçus que les yeux de Léon Bailby étaient remplis de larmes. Devant mon regard surpris il se pencha rapidement vers moi et me dit à l'oreille :

— Ne faites remarquer cette faiblesse à personne. Cela ira mieux bientôt quand je serai de nouveau dans la bataille ».

C'est cette nuit-là qu'il trouva le titre de son nouveau quotidien, comme se levait l'aube : LE JOUR. LE JOUR s'installa luxueusement

avenue des Champs-Élysées. Ses débuts furent pourtant assez obscurs. On l'appelait « le four ». Plusieurs rédacteurs en chef se sont succédés depuis six semaines aux côtés de Léon Bailby qui cherche décidément une formule et un programme. Car enfin on ne peut pas faire un journal uniquement pour lui permettre de patronner « le Bal des Petits Lits Blancs » afin d'ennuyer un peu M. Louis-Louis Dreyfus !

.....

Quelque chose se prépare décidément dans l'ombre. Un de mes informateurs me dit qu'une caisse noire a été constituée par les grands industriels « pour lutter contre le communisme ».

J'en parle à Jean Prouvost qui revient justement de nos filatures de Roubaix.

— J'en ai entendu parler, me dit-il. Le gouvernement est trop faible et il y a des groupes qui se [186] constituent pour se substituer à lui en cas de besoin. Je trouve personnellement que cela constitue un autre danger. Le gouvernement aurait dû agir ».

.....

C'est fait : Hitler est arrivé au pouvoir. L'avocat Jacques Chevalier de passage à Berlin assistait à l'arrivée de Hitler à la Chancellerie. Il m'a raconté ses impressions encore toutes fraîches :

— Ce petit bonhomme à la moustache en brosse exerce véritablement un grand pouvoir sur la foule et surtout sur les femmes. J'étais là quand il parut au balcon le soir. Des milliers de personnes extasiées criaient leur admiration jusqu'à en perdre le souffle. Lui saluait, le bras levé, les yeux fixes. En France, avec ses airs d'automate, il aurait fait rigoler. Là-bas il leur tirait les larmes des yeux. Tout à coup, une jeune fille lui a lancé un bouquet de fleurs. Il l'a attrapé au vol, a gardé une des fleurs et l'a relancé à la jeune fille. Il y eut une ruée générale pour s'emparer de cette relique. Les *schupos* sont arrivés pour remettre de l'ordre. Là-haut, Hitler était toujours immobile, figé, le bras tendu. Drôle d'homme, drôle de pays ! ».

.....

Un employé subalterne de la comptabilité de PARIS-SOIR a demandé à me parler. Il est du typo honnête, sincère, virginal et boutonneux.

— Monsieur, m'a-t-il dit, je suis inscrit aux Fils des Croix de Feu »

— Qu'est-ce que c'est que ça ? »

— Un groupement de patriotes qui veulent sortir la France du pétrin, comme la Solidarité Française [187] ou les Jeunesses Patriotes. Nous, fils d'anciens combattants, nous sommes prêts à faire le coup de poing pour donner à notre pays un chef digne de lui ».

— Fichtre ! encore un groupement fasciste ! »

— Non, monsieur, pas fasciste . . . mais résolu à nettoyer le pays de sa tourbe.

— Et alors ?

— Alors voici ... Nous nous préparons en grand secret pour le moment où le Colonel nous dira que l'heure est venue.

— Quel Colonel ?

— Notre chef, le colonel de la Rocque, un glorieux ancien combattant de la Grande Guerre.

— Ah oui, j'ai entendu parler de lui ...

— Nous faisons des manœuvres en groupe chaque semaine. Je suis agent de liaison motocycliste. Nous sommes chaque jour plus nombreux. Il faudrait que PARIS-SOIR n'ignorât pas systématiquement notre mouvement et notre force et passât nos communiqués.

— Nous n'insérons jamais de communiqués. Mais je pensais que vos exercices étaient secrets.

— Naturellement ... Mais nous avons des réunions publiques. Si PARIS-SOIR boycotte les Croix de Feu, les Croix de Feu le boycotteront. Et cela représente des dizaines de milliers de lecteurs.

— Vous êtes chargé officiellement de m'annoncer cela ?

— Oui et non. Il y a dans la maison d'autres chefs de section de Croix de Feu plus importants que moi, mais ils n'osent pas paraître. Moi, j'ai accepté de faire cette démarche.

[188]

— Merci, je vais en parler au patron ».

Bigre ! Les ligues commencent à devenir inquiétantes avec leurs grandes manœuvres et leurs ultimatums !

.....

À l'Opéra-Comique hier le Président du Conseil, Camille Chautemps, était dans une loge près de moi. À l'entracte, je lui ai parlé. C'est un radical habile, trop habile. Il fait de jolies phrases, coupe les cheveux en quatre, ménage la chèvre et le chou, ne répond jamais avec précision aux questions qu'on lui pose. Comme il ne savait pas très bien qui j'étais ni quelles étaient mes idées politiques, il a eu cette trouvaille :

— En résumé, je pense que tout s'arrangera, grâce à des Français comme vous, probes et décidés du fait, excusez-moi, mais je vois tellement de monde ... Comment s'écrit exactement votre nom, mon cher ami ? ...

.....

Beaucoup de Français mettent leur espoir en Daladier. Pourquoi ? Il est arrivé au pouvoir le 31 janvier 1933 en même temps que Hitler en Allemagne. Mais il ne s'y est maintenu, lui, que neuf mois, sans que pendant ce temps son gouvernement eût fait quoi que ce fût pour combattre efficacement la crise économique et morale dont souffre le pays.

On le dit plus ferme et plus décidé que Chautemps, qu'Édouard Herriot. Daladier sort du peuple comme Herriot. Si Herriot a été élevé par une cuisinière, Daladier est le fils d'un boulanger. Et il a été au Lycée de Lyon l'élève d'Herriot avant de [189] devenir professeur comme lui. C'est peut-être pour cela que les deux Édouard du radicalisme se détestent.

On dit que Daladier est brutal. Je ne l'ai aperçu qu'une fois et j'ai trouvé qu'il avait surtout l'air triste. Il a perdu récemment sa femme qu'il aimait beaucoup. Il a deux petits garçons.

Jean Prouvost a été très flatté parce que Daladier, quand il était Président du Conseil, a demandé à faire sa connaissance. Ils ont fait une promenade ensemble au Bois de Boulogne avec les enfants.

Jean Prouvost est revenu ravi et m'a dit :

— Daladier n'est peut-être pas un aigle, mais il a du bon sens. Et c'est un brave homme. Il sait ce qu'il veut et il sait ce qu'il fait. Il est réfléchi et s'il est violent, tant mieux ! On a besoin en ce moment de gens qui prennent des décisions et qui foncent ».

Mais Léon Daudet affirme que Daladier est un taureau aux cornes d'escargot ».

.....

La courte dépêche suivante vient de passer à la *printing* : « Le Parquet de Bayonne vient de lancer un mandat d'arrêt contre un nommé Serge Stavisky, complice dans une affaire d'escroquerie qui émeut beaucoup la population du sud-ouest de la France.

Il s'agit d'une émission frauduleuse de bons du Mont-de-Piété de Bayonne. Le Mont-de-Piété a été fermé ».

Serge Stavisky ? Mais c'est Serge Alexandre ! J'ai l'impression que l'affaire va faire du bruit. En tous cas nos dossiers sur l'individu sont complets.

[190]

[191]

SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION

## Chapitre XI

---

# MONSIEUR ALEXANDRE ALIAS STAVISKY

[Retour à la table des matières](#)

— Votre prix sera le mien. Monsieur Lazareff, je tiens absolument à vous avoir avec nous. Je suis prêt à vous verser tout de suite une avance. Vous ferez le journal entièrement d’après vos conceptions. Vous aurez toutes les facilités pour réaliser vos projets ».

La voix qui tentait de me séduire était grave, le regard qui se posait sur moi voulait se faire convaincant. Et l’ambiance était propice aux abandons puisque nous faisons dans le jardin des Ambassadeurs en plein Champs-Élysées un excellent dîner au champagne par un soir merveilleux de printemps, doux et embaumé. La musique d’un langoureux orchestre argentin servait de fond aux propositions de M. Serge Alexandre.

De temps en temps notre hôte saluait d’un petit geste une personne qui s’asseyait à une table voisine, ou serrait la main à un nouvel arrivant qui venait lui présenter ses devoirs.

Se penchant ensuite vers ses convives — le directeur de la publicité d’un grand journal du soir et moi-même — il s’étonna :

— Tiens, vous ne connaissez pas mon ami, le Sénateur X ? » Ou il nous renseignait gentiment :

— Là-bas avec cette jolie femme qui n'est d'ailleurs [192] pas la sienne, l'homme qui vient de me dire « bonjour » c'est le Substitut du Procureur de la République. Tenez, ce monsieur qui s'agite pour que je le reconnaisse, c'est le Consul Général de tel pays ».

Mon ami, le publiciste, m'avait entraîné à cette entrevue :

— Serge Alexandre est un financier très important, m'avait-il affirmé. Il dispose de beaucoup d'argent. Il veut créer un nouveau quotidien à grand tirage où l'on utiliserait toutes les ressources des inventions modernes. Ça ne t'engage à rien d'avoir une conversation avec lui ».

Le physique de M. Serge Alexandre correspondait plus à l'image qu'on se fait d'un danseur qu'à celle qu'on se fait d'un financier. Il était brun — un peu trop brun —, élégant — un peu trop élégant, charmant, — un peu trop charmant. Mais on était gêné, mal à l'aise en face de cet homme parce que soudain il lâchait une expression d'une excessive vulgarité ou parce qu'une lueur étrange apparaissait dans ses yeux.

— C'est un type épatant, n'est-ce pas ?, me dit mon ami après le dîner.

— Il m'inquiète. Il a de trop grands projets. Il est trop généreux. Et d'où sort-il ? D'où tire-t-il son argent ? »

— Les affaires, mon vieux, il fait de grandes affaires internationales. Il connaît tout le monde, tous les ministres, tous les ambassadeurs. Tu l'as bien vu ce soir, n'est-ce pas ? »

Deux jours plus tard, je trouvais dans mon courrier un numéro d'un journal de chantage LA BONNE [193] GUERRE dont le titre attira mon attention : « L'incroyable impunité de l'escroc Stavisky, dit Serge Alexandre ». L'auteur de l'article, un nommé Jean Sartori, affirmait que le nommé Serge Alexandre n'était autre qu'un chef de bande, nommé Alexandre Stavisky, arrêté en 1927 avec ses complices et inculpé dans diverses affaires crapuleuses. Soudain Stavisky avait été relâché sous caution et depuis de remise en remise, aucun des procès dans lesquels Stavisky aurait dû paraître comme accusé n'avait été appelé devant les Tribunaux. C'est ainsi que, toujours d'après LA BONNE GUERRE, Stavisky avait pu prendre une personnalité nouvelle et faire de nouvelles dupes. L'auteur de ces révélations ajoutait qu'il « faisait parvenir trois numéros de son journal à chaque personne qui pouvait

être actuellement en rapports avec Serge Alexandre afin que nul n'ignore à quel personnage il avait à faire ».

Mon dîner et cet article me poussèrent à faire une enquête sur le nommé Alexandre. Je chargeais deux des meilleurs reporters de PARIS-SOIR de fouiller dans son passé, un autre de s'enquérir de ses activités présentes. En quelques jours je fus édifié. Alexandre Stavisky était le fils d'un honorable dentiste d'origine russe, peu fortuné. Dès son jeune âge, Stavisky fut un dévoyé. Il vivait de ses charmes et aux crochets des femmes. Plus tard il eut ses premiers démêlés avec la justice pour abus de confiance et détournement de fonds. Mais c'étaient là des peccadilles. En 1927 alors qu'il dînait à Chatou, dans la banlieue de Paris, où il avait loué une ravissante villa, les policiers firent irruption chez lui et l'arrêtèrent avec tous ses convives qui étaient [194] aussi ses complices (la première page en couleurs d'un illustré populaire de l'époque LE PETIT JOURNAL ILLUSTRÉ était jointe aux dossiers qu'on me remit — elle représentait la scène du repas interrompu par les inspecteurs de la Sûreté, revolver au poing.)

Cette fois c'est pour une longue liste de forfaits que Stavisky est écroué. On perquisitionne dans ses différents domiciles pour trouver trace de l'argent que ses rapines (faux en écritures, chèques lavés, émissions de titres de fantaisie, parties de cartes avec des jeux truqués et même quelques agressions à main armée) lui ont rapporté. En vain, le capital de la bande Stavisky a disparu. Il est caché tout simplement chez un ami insoupçonnable. C'est grâce à cette précaution que Stavisky va pouvoir payer un homme de paille qui s'accusera de fautes imaginaires pour compliquer et prolonger l'enquête du juge. Pendant ce temps Stavisky fit proposer au policier qui l'arrêta, le Commissaire Bayard, de lui servir d'indicateur. Le Commissaire fut intéressé par l'offre, car Stavisky lui communiquait en même temps pour l'appâter une série de renseignements sur d'importantes personnalités.

La Sûreté Nationale, organisme d'État, se heurtait sans cesse à la Préfecture de Police, organisme municipal. Les deux polices se livraient entre elles, par jalousie et par intérêt, à une véritable, lutte dont MM. les bandits étaient toujours les bénéficiaires. La Sûreté occupait un immeuble vétuste, obscur et sale qui communiquait avec le Ministre de l'Intérieur. La Préfecture possédait un luxueux hôtel en face du Palais de [195] Justice au bord de la Seine sur la rive gauche.

Stavisky n'ignorait rien de cette rivalité il avait résolu d'en profiter. Il fit prévenir l'ancien Préfet de Police Hudelo (dont il avait réussi à inscrire le nom dans le Conseil d'Administration d'une de ses affaires louches) que la Sûreté s'apprêtait à perquisitionner chez lui. Il se gardait bien d'ajouter que c'était à son instigation. L'ancien Préfet prit peur : car coupable d'avoir trop légèrement vendu son nom à un escroc, il craignait le scandale. Stavisky lui affirma que, pour interrompre le cours de l'enquête et empêcher la perquisition, il fallait le faire libérer, lui Stavisky, et obtenir que son procès fût ajourné. Tremblant de peur, Hudelo fit intervenir toutes ses relations, tous ses amis. Et sur un avis du Substitut Prince, de la Section Financière du Parquet de la Seine, la remise sollicitée fut décidée et Stavisky libéré sous caution.

Aussitôt il fut harassé par des maîtres chanteurs qui savaient qu'il avait de l'argent caché et voulaient en prendre leur part. Ces maîtres chanteurs étaient au courant de toutes les manigances de l'escroc, étant eux-mêmes, pour s'assurer l'impunité, indicateurs de la Sûreté ou de la Préfecture ! Stavisky paya leur silence. Mais cela lui coûta cher, très cher ! Il ne pouvait pas continuer longtemps à se permettre ces fantaisies. C'est alors qu'il eut une idée de génie — il fonda lui-même une société pour affermer la publicité des journaux d'échos, ce qui lui donne pratiquement le contrôle de la plupart des feuilles de chantage. Celles qui ne trouvent pas intérêt à entrer dans la combinaison n'en furent pas moins réduites au silence puisque Stavisky menaçait [196] de rendre chantage pour chantage et que les loups ne se dévorent pas entre eux.

Tranquille de ce côté-là, Alexandre Stavisky devint Serge Alexandre. Tout simplement. Ses « patrons » de la Sûreté étaient devenus ses amis. Il avait aidé très discrètement quelques commissaires et quelques inspecteurs qui avaient des familles nombreuses à régler des fins de mois difficiles. Et ceux-ci lui avaient donné des papiers d'identité de complaisance et une carte qui lui permettait d'entrer dans les cercles et les casinos. (Une mesure précédente l'en avait exclu un jour de maladresse où une carte était tombée de sa manche). Dès lors Alexandre se sentit prêt pour la conquête de Paris. Mais il y avait toujours ces sacrés procès qui pendaient sur sa tête comme autant d'épées de Damoclès. Il lui fallait intéresser et compromettre à la fois assez de gens en place pour, de remises en remises, retarder le jugement fatal, puis devenir finalement assez puissant pour imposer un non-lieu.

Dès que je fus ainsi mis au courant du passé du bel Alexandre, j'en avertis mon ami le chef de publicité qui m'avait fait dîner avec lui. Je croyais qu'il m'en serait reconnaissant. Il m'apparut au contraire gêné, réticent, furieux.

J'allais dans le flot des événements oublier M. Alexandre quand, coup sur coup, le hasard me remit plusieurs fois en sa présence. À Pâques, j'allais à Cannes, sur la Riviéra, et j'entrai dans la salle de jeu. Il y avait foule autour de la plus grosse table de baccarat. Le bruit couvrait qu'un homme venait de perdre en quelques heures un peu plus de deux [197] millions. Je m'approchai. L'homme en question, très à l'aise, venait de faire un banco d'une centaine de milliers de francs. Un sourire vague errait sur ses lèvres :

— C'est un milliardaire hongrois, paraît-il, murmurait-on. Ces Européens du centre ils en ont de l'estomac ».

C'était Serge Alexandre en personne !

— Serge Alexandre ! Pensez-vous, c'est Stavisky qu'il s'appelle. Un homme que j'ai vu mettre à la porte pour tricherie, monsieur, et qu'on nous oblige maintenant à admettre et à saluer bien bas comme un gros client », me dit indigné un inspecteur des jeux.

Mais il faut croire que les gens en place n'avaient ni la mémoire de ce brave inspecteur ni ma curiosité, car quinze jours plus tard je vis Alexandre attablé chez *Maxim's* avec un ancien ministre, deux députés, un directeur de journal, un écrivain fameux et quelques jolies femmes. Alexandre me fit des grands signes lorsqu'il m'aperçut. Parmi les gens qui étaient à sa table, plusieurs me connaissaient qui se joignirent à lui, pour me prier de m'asseoir à leurs côtés. Je déclinai froidement l'invitation et ce fut l'écrivain que je trouvai dans le groupe qui vint quelques instants plus tard me rejoindre à une autre table.

— Qu'est-ce que tu fais avec cet Alexandre ? lui dis-je, Sais-tu qui il est ? »

— Naturellement, me répondit-il, et c'est ce qui m'amuse. Je me demande pourquoi je serais plus exigeant sur la moralité des gens que les magistrats les plus austères qui ne cessent de fréquenter Alexandre. [198] Je suis, moi, un romancier de mœurs et l'homme me fascine. Son truc est très simple. Il compromet sans cesse de nouvelles personnalités qui deviennent ainsi volontairement ou involontairement ses complices.

Il s'est d'abord servi pour cela de ses vieilles relations, les maîtres chanteurs. Les hommes politiques français sont pour la plupart des provinciaux dont certains même ne sont jamais venus à Paris avant leur élection. Pour éviter les embûches, être au courant des petits secrets qui permettront d'orienter sa carrière, pour désarmer les journaux ennemis, tenir le contact avec les journaux amis, dénoncer les intrigues de couloirs, ouvrir la porte des antichambres ministérielles, faire pression sur les adversaires, et décourager les fâcheux, chacun de ces hommes politiques est obligé d'avoir auprès de lui un de ces individus de sac et de corde qui n'ignore rien de la vie de Paris, tutoie toutes les maîtresses des ministres, connaît les faiblesses des politiciens, serre la main de tous les journalistes et qui depuis sa jeunesse est familiarisé avec le maquis de la capitale. L'homme politique récompense le maître-chanteur devenu son « conseiller technique » en lui faisant toucher des commissions sur les affaires qu'il facilite, en faisant disparaître les condamnations de son casier judiciaire et en lui donnant la Légion d'Honneur. Donc, par ces intermédiaires, Stavisky connut d'abord un député, puis deux. Ces deux-là le présentèrent à un troisième. Et cela fit la boule de neige. Alexandre ne paraît jamais dans les sociétés dont il s'occupe. Mais il constitue de brillants Conseils d'Administration, dont les membres sont payés très cher [199] pour ne rien faire. On leur demande seulement d'avoir des noms ou des titres ronflants comme M. de Fontenay, ancien Ambassadeur de France au Vatican, le Général Bardi de Fourtou, l'ex-Préfet de Police Hudelo, etc.

« Et pourquoi tous ces gens n'auraient-ils pas à leur tour accepté toutes ces places puisque Alexandre leur était envoyé par des membres ou anciens membres du gouvernement ?

— Mais enfin, mon vieux, personne n'a jamais eu l'idée de se renseigner un peu sur le passé de Serge Alexandre ?

Mon ami l'écrivain eut un rire bref :

— Tu ne te rends pas compte. Les choses ne se passent pas comme ça. Le Député Gaston Bonnaure qui est l'avocat et l'âme damnée d'Alexandre invite par exemple un Ministre inscrit à son parti, le parti Radical-Socialiste, à dîner dans un restaurant à la mode. Le Ministre rencontre là quelques autres parlementaires, des dames et un monsieur qu'on lui présente vaguement : M. Serge Alexandre. On n'a pas l'habitude de demander une fiche de police sur tous les gens avec qui l'on

dîne. Mais dans les restaurants choisis par Bonnaure (ou plus exactement par Stavisky) vingt personnes importantes ont vu Alexandre attablé avec le Ministre. Alexandre n'en reste pas là. Au cours du repas le Ministre a dit qu'il aimerait rencontrer tel autre personnage. Alexandre lui téléphone quelques jours plus tard pour l'inviter à un autre dîner où sera la personne en question. Le contact est alors pris, Stavisky s'arrangera pour savoir quels services financiers il peut rendre à ce ministre ou à ce parlementaire. [200] Il donnera de l'argent à la caisse de son parti, enverra régulièrement des fleurs à sa femme, lui procurera un poste dans un Conseil d'administration, lui fournira, s'il est avocat, des causes bien rétribuées. Tout cela naturellement par l'intermédiaire d'hommes de paille comme Albert Dubarry, que tu vois ce soir en train de souper avec lui. Albert Dubarry dirige un quotidien LA VOLONTÉ, un journal d'échos LE CARNET DE LA SEMAINE, un journal de théâtre LA RAMPE. Ces trois journaux vivent en grande partie de l'argent de Stavisky. Or Dubarry, ex-vieux routier de la politique, qui tutoie Herriot, est l'intime d'André Tardieu. Tiens, regarde un peu ce qui se passe ».

Le Préfet de Police, Jean Chiappe, entrait juste à ce moment chez *Maxim's*. Je vis Albert Dubarry s'approcher de lui et les deux hommes s'embrasser sur les deux joues. C'était un spectacle assez anormal pour attirer l'attention. Dubarry présenta les gens qui étaient autour de la table au Préfet de Police et je vis celui-ci serrer la main d'Alexandre. Sans doute ignorait-il absolument de qui il s'agissait et ne lui prêtait-il aucune attention, mais pour tous ceux qui voyaient la scène, Alexandre était « dédouané » par le Préfet de Police.

— Très fort, fis-je à mon ami l'écrivain, mais dis-moi un peu, et les fameux procès ? Ils viendront bien un jour et ce jour-là ...

— Penses-tu ! Les magistrats qui sont en général honnêtes, mais qui sont mal payés et qui sont prêts à s'incliner devant le Pouvoir pour ne pas compromettre leur avancement, viennent souvent demander à Alexandre, je l'ai entendu de mes propres [201] oreilles, de les recommander au Ministre de la Justice. Dans ces conditions, tu le comprends bien, ils ne sont pas pressés d'envoyer au bagne un protecteur aussi précieux. Je crois qu'actuellement Stavisky en est à la dix-huitième remise de ses procès.

— Son argent, pourtant, il ne le fabrique pas. Personne ne s'inquiète de la provenance d'une fortune aussi soudaine ?

— Je ne m’y connais pas beaucoup en finances, mais Alexandre crée des sociétés compliquées auxquelles s’intéressent des grandes compagnies d’assurances et des banques de crédit. Quelques-uns disent qu’il ne fait plus maintenant que des affaires saines, d’autres prétendent que tout cela finira par un nouveau scandale. Mais un scandale — je ne vois pas très bien comment il éclaterait — tant de journaux ont accepté de l’argent de Stavisky, tant de magistrats ont fait pour lui de la forfaiture, tant de Ministres ont reçu plus ou moins directement ses subsides, tant de policiers sont à sa dévotion que je ne sais pas comment ni par qui il pourrait être dénoncé, poursuivi et arrêté ! ».

Alexandre semblait prendre en effet un tout autre chemin que celui de la prison. J’entendais parler de ses réceptions dans une suite de luxe de l’Hôtel *Claridge*, Avenue des Champs-Élysées, et des parties qu’il organisait dans les plus élégantes stations de montagne ou de la Riviera. On apprenait qu’il était le bailleur de fonds d’un nouveau journal de droite LE REMPART, présenté comme le premier tabloïd français, et de LA LIBERTÉ, autre organe ultra-réactionnaire. (Peu importait à Stavisky la nuance des journaux qu’il subventionnait. Ce [202] n’est pas la politique qui l’intéressait, mais la possibilité de rentrer en relations avec des hommes politiques de quelque parti qu’ils soient.) Un grand music-hall proche de l’Étoile, l’*Empire*, se transformait en théâtre d’opérettes. J’assistais à la répétition générale de la pièce d’ouverture dont le titre était *Katinka* et qui était luxueusement présentée. Serge Alexandre trônait, à ma grande surprise, entre un Ministre en exercice et le Président de la Société des Auteurs et à l’entracte il semblait recevoir.

— Pardi, me dit un des auteurs de la pièce qui était mon collaborateur à PARIS-SOIR : C’est lui le patron. Nous sommes chez lui.

— Sais-tu qui il est ?

— Naturellement, me dit-il, tous les gens qu’il approche reçoivent pour les éclairer un numéro de la BONNE GUERRE.

— Je le connais. Et ces précisions ne leur suffisent pas ? »

— Pourquoi faire ? Ils préfèrent croire que ce sont des mensonges. Comment un monsieur si riche, qui a de si belles relations, une femme si distinguée, pourrait-il être un bandit authentique ?

— Et d’après toi, pourquoi est-ce qu’il a ouvert ce théâtre ? »

— Mon vieux, c'est bien simple, sauf la vedette étrangère, notre troupe est composée uniquement des petites amies de membres du gouvernement, de juges, de commissaires de police ou d'avocats.

Ce soir-là, Serge Alexandre fendit le flot de ses invités pour se précipiter vers moi :

[203]

Cher Monsieur Lazareff, me dit-il, je voudrais beaucoup vous revoir. Vous savez, ce projet de journal me tient à cœur et je serais très désireux de vous en reparler.

Je le fixais droit dans les yeux :

— Je vous remercie de votre insistance, mais je n'ai pas l'intention de m'intéresser à ce projet, cher Monsieur STAVISKY ».

Il me regarda comme s'il ne comprenait vraiment pas pourquoi je lui donnais ce nom étranger :

— Je me permettrai quand même de vous téléphoner encore, me dit-il.

Et il disparut dans la foule.

Je ne devais plus le revoir ni entendre parler de lui avant le 28 décembre 1933, le jour où éclate le scandale de bons de la Caisse d'Épargne de Bayonne.

\* \* \*

L'affaire Stavisky fut le prétexte du premier assaut contre le République, la première révélation du grand complot antirépublicain qui ne put finalement aboutir que par la défaite. Pourtant si l'escroquerie atteignait des chiffres considérables, ils n'étaient pas plus considérables toutefois que ceux atteints par deux scandales financiers qui avaient éclaté peu de temps avant : la faillite du banquier Albert Oustric et la défaite de Marthe Hanau, directrice du journal financier LA GAZETTE DU FRANC, dans sa lutte contre la grande banque. D'importantes personnalités politiques avaient été mêlées à ces deux scandales qui avaient révélé aussi d'incroyables compromissions de la presse. Et pourtant ces deux scandales laissèrent [204] l'opinion publique assez froide quoique les victimes en fussent des petits et moyens épargnants et non pas de puissants établissements financiers, comme dans l'affaire

Stavisky. Mais à la fin de 1933, l'atmosphère était chauffée à blanc. La France et Paris en particulier souffraient d'une grave crise économique. Plus de touristes, plus de mouvement d'affaires, les commerçants étaient écrasés par les impôts, le chômage s'était accru, la rubrique des faillites s'allongeait chaque jour. La jeunesse intellectuelle, trop dense, se voyait en grande partie inutilisée. Les classes moyennes étaient particulièrement touchées, car si on réduisait les appointements, le prix de la vie augmentait. Tout cela entraînait un bouleversement des situations acquises et créait un mécontentement général. À l'extrême-droite le fascisme — triomphant maintenant dans deux pays voisins de la France — et à l'extrême-gauche, le communisme profitait de la situation pour redoubler leur propagande. Le cartel de gauche qui s'était installé en vainqueur au Parlement à la suite des dernières élections se perdait dans des discussions sans fin et n'apportait aucun remède à la crise qui s'était ouverte. Le parti Radical au pouvoir flottait, privé du soutien du parti Socialiste son allié d'hier et attaqué par la droite dont le chef, André Tardieu, lui portait sans arrêt des coups puissants.

Les Ministères se succédaient avec rapidité, ramenant toujours dans des postes différents les mêmes personnages incompetents. Ce véritable jeu de chaises musicales excitait à la fois l'ironie et la colère de nombreux journaux, car une campagne [205] antiparlementaire d'une violence inattendue s'était déchaînée dans la grande presse, dont nous avons déjà vu que les sentiments n'étaient pas souvent désintéressés.

Le Président du Conseil, Camille Chautemps jouait du malheur. Il avait comme Ministre de la Justice M. Raynaldi et comme Ministre des Colonies M. Dalimier. Or, par une ennuyeuse coïncidence, M. Raynaldi avait jadis participé à une émission irrégulière d'actions dans une société constituée par un escroc et M. Dalimier avait recommandé aux caisses d'épargne par une lettre autographe les fameux bons de la Caisse d'Épargne de Bayonne. Le Procureur de la République qui avait endossé les remises des procès Stavisky, M. Pressard, était le beau-frère de M. Camille Chautemps et le chef du gouvernement lui-même avait été l'avocat d'un des complices de Stavisky, le Général Bardi de Fourtou.

\* \* \*

La veille du premier de l'an 1934 PARIS-SOIR commençait la publication de révélations très complètes sur la vie et l'étrange carrière de Stavisky. Celui-ci était toujours en fuite. Je reçus un coup de téléphone de notre correspondant en Suisse qui m'avertit qu'une curieuse réunion s'était tenue à Saint-Moritz, réunion à laquelle participaient plusieurs industriels français et étrangers, entre autres, le fameux magnat de pétrole, Sir Henry Deterling. À la suite de cette conférence, mon correspondant avait pu savoir que les émissaires de cet industriel étaient partis pour se mettre en rapport avec le chef des ligues factieuses en France. Nous décidâmes [206] aussitôt de faire surveiller de très près les mouvements de ces ligues. Jamais nous n'avons pu savoir de façon précise qui assistait à la réunion de Saint-Moritz, quelles décisions y furent prises et quels furent les émissaires envoyés dans la capitale. Mais le fait que le journal officiel de l'Association des Officiers Anciens Combattants parut avec sur la première page un grand dessin représentant le Palais-Bourbon en flammes et les Députés pendus au réverbère du Pont de la Concorde démontrait que les incendiaires du *Reichstag* faisaient école.

Les fêtes du jour de l'An ne diminuèrent pas la tension. Les journaux qui pouvaient être les plus compromis dans le scandale furent naturellement ceux qui criaient le plus fort. Le 7 janvier, un des reporters que nous avons envoyés pour accompagner les policiers, lancés à la recherche de Stavisky, me téléphona de Chamonix, station de sports d'hiver située presque à la frontière suisse, et me dit :

— Nous avons retrouvé la trace de Stavisky dans un refuge de montagne. Il vit là avec un individu qu'il croit être son homme de confiance, mais dont j'ai appris par une indiscretion du Commissaire de la Sûreté qu'il était l'indicateur de ce Commissaire. N'annoncez encore rien. J'espère joindre Stavisky demain et avoir une entrevue avec lui par l'intermédiaire de cet indicateur qui descend au village chaque jour pour faire le marché et pour retrouver aussi ses amis de la police ».

Le lendemain on apprenait que Stavisky s'était « suicidé » dans la maisonnette au moment même où les policiers qui cernaient sa maison allaient [207] l'arrêter ! Son compagnon était appréhendé, mais il fut rapidement relâché. En raison des renseignements que nous avait donnés notre collaborateur, nous fîmes des réserves sur la façon dont Stavisky avait succombé. LE JOUR de Léon Bailby, lui, alla beaucoup plus loin : il affirma en lettres énormes que Stavisky avait été tué par la

police qui voulait l'empêcher de parler. Suivaient de nombreux détails ou plutôt de nombreuses suppositions présentées comme des révélations. Léon Bailby était décidé à lancer LE JOUR grâce à l'affaire Stavisky comme son INTRANSIGEANT avait été lancé grâce aux communiqués de guerre de trois heures. Et les éditoriaux de Léon Bailby appelaient le public parisien à manifester dans la rue sa réprobation contre le régime « qui pourrissait la France et que des exécutions sommaires ne suffiraient pas à sauver ».

En effet les premières manifestations éclatèrent aussitôt dans la capitale. Des jeunes gens du parti monarchiste d'Action Française, les Croix de Feu, les Jeunesses Patriotes, en furent les premiers artisans. Les arrestations de Garat, Député Maire de Biarritz, du Député Gaston Bonnaure, avocat de Stavisky, de M. Camille Aymard, Directeur de LA LIBERTÉ, de M. Albert Dubarry, Directeur de LA VOLONTÉ, ne calmèrent pas plus l'opinion que la démission du Ministre des Colonies, Albert Dalimier. Par contre, l'opposition obstinée de Camille Chautemps à la nomination d'une commission d'enquête laissait tous les soupçons se donner libre cours.

L'attitude de Camille Chautemps ne pouvait [208] qu'exaspérer les passions. J'allais l'entendre à la Chambre. Le brillant causeur s'embrouillait et s'agitait dans les fils attachés à ses pattes, comme une mouche dans une toile d'araignée. Pourquoi s'obstinait-il à refuser la nomination d'une Commission d'Enquête Parlementaire s'il n'avait rien à se reprocher et pourquoi demandait-il qu'on modifie les lois de presse sur la diffamation au moment même où il était, lui, attaqué dans les journaux ?

Les manifestations de rues s'étaient muées de monômes en bagarres puis en émeutes. Elles ne rencontraient de la part du service d'ordre qu'une molle opposition et les magistrats se montrèrent vis-à-vis des éléments de désordre, amenés devant eux, d'une curieuse indulgence ...

De leur côté, les communistes appelaient leurs adhérents à se joindre aux manifestations contre les parlementaires et le gouvernement. On ne pouvait plus sortir dans les quartiers où se trouvaient les Ministères ou au Quartier Latin où demeuraient les étudiants sans tomber dans une bagarre. Quand le Ministre de la Justice, Raynaldi, se décida enfin à abandonner son portefeuille pour « répondre aux attaques dirigées

contre lui », le cabinet Camille Chautemps tout entier donna sa démission. Il croyait partir de sa propre volonté. En vérité il tombait comme un fruit pourri.

Le 2 février, le second Ministère Édouard Daladier était constitué.

[209]

SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION

## Chapitre XII

---

### AVEC DALADIER, LE 6 FÉVRIER 1934

[Retour à la table des matières](#)

« Il faut mettre fin avec une rapidité au besoin brutale — et en faisant toute la lumière, que nous réclamons avec l'opinion publique — aux erreurs qui ont troublé le pays. Vite et tout. Telle est notre volonté ».

V'lan ! la large main du Président Édouard Daladier s'abat sur son bureau de chêne pour ponctuer et souligner après cette déclaration énergique, sa volonté de ramener le calme à Paris.

Les journalistes qu'il avait convoqués respirèrent. Enfin, le gouvernement allait agir.

— Mon vieux, pouffa à mon oreille un de mes confrères, demain nous irons presque tous porter des bananes à nos patrons à la Prison de la Santé ».

Vite et Tout. Deux heures plus tard, cette mâle affirmation s'étalait en lettres larges et épaisses de plusieurs centimètres en tête de PARIS-SOIR. Les Parisiens reprirent espoir. Depuis des semaines des forces obscures les poussaient à la révolte au nom de la moralité outragée. Mais ils étaient tout prêts à faire confiance au pouvoir légal pour exécuter leur volonté d'assainissement.

J'allais à la Préfecture pour savoir si la déclaration du Président arrêterait aussitôt les manifestations. Je rencontrai là le Préfet, Jean Chiappe, qui rentrait :

[210]

— J'ai vu Daladier, me dit-il. Il veut qu'on le laisse travailler tranquille et que les manifestations d'Anciens Combattants prévues pour dimanche n'aient pas lieu. Comme il serait difficile d'employer la manière forte avec les mutilés qui doivent prendre la tête du cortège dans leurs petites voitures d'infirmités, j'ai demandé au Ministre de l'Intérieur et au Ministre des Pensions de nous réunir ce soir avec les chefs des Anciens Combattants et j'espère les convaincre à renoncer d'eux-mêmes à leur défilé.

— Où a lieu cette réunion de conciliation et à quelle heure ?

— Ce soir à huit heures au Ministère de l'Intérieur. Le nouveau Ministre de l'Intérieur s'appelait M. Eugène Frot. C'était — barbe en pointe et yeux fulgurants — une assez bonne incarnation d'un Méphisto pour théâtre de province. Au cours de la réunion au Ministère de l'Intérieur, les représentants des Anciens Combattants, MM. Lebecq et Jean Goy, s'indignèrent d'abord que le Ministre des Pensions, M. Hypolite Ducos (un Méridional à la barbe fleurie, qui roulait les rr et sentait toujours l'ail) ait essayé d'acheter leur renoncement en leur proposant de les nommer à des grades supérieurs dans la Légion d'Honneur. « J'ai plein de rosettes là-dedans, aurait-il dit en entrouvrant son tiroir, pour qui en voulez-vous ? » Mais Jean Chiappe affirma qu'il démissionnerait si les Anciens Combattants persistaient dans leurs intentions et MM. Lebecq et Jean Goy promirent de convaincre leurs camarades de l'inopportunité d'une manifestation immédiate.

[211]

L'entrevue terminée, Eugène Frot félicita Jean Chiappe :

— Mon cher, lui dit-il, vous n'êtes pas seulement un ami, vous êtes l'ami ».

Dès que Jean Chiappe fut rentré à la Préfecture, ravi de sa victoire, le Président Daladier l'appela pour le féliciter à son tour et l'assurer de « toute sa confiance ». Ceci se passait vendredi soir, 2 février.

Le samedi matin, 3 février, Daladier appela Chiappe à l'appareil et lui annonça qu'il le nommait Résident Général au Maroc avec ordre de rejoindre aussitôt son poste. Jean Chiappe très nerveux et très épuisé manifesta sa surprise avec mauvaise humeur :

— Je crois que j'ai fait mes preuves à la Préfecture, je suis attaché à cette Maison et cette Maison est attachée à moi. Je tiens à y rester à moins que vous ayez quelque chose à me reprocher.

— Je n'ai rien à vous reprocher, je vous en ai donné l'assurance hier, mais votre merveilleuse activité trouvera mieux à s'employer là-bas. La magnifique mission dont vous charge le gouvernement vous prouve toute la confiance qu'il met en vous.

— Laissons cela, Monsieur le Président. Le gouvernement peut toujours me retirer de mon poste, mais je suis libre de refuser celui qu'on m'offre. Pour le Maroc je dis « non » et vous saviez que je dirais « non ». Vous me couvrez de fleurs et vous me jetez à la rue où je serai ce soir en veston ».

Et Chiappe furieux raccrocha l'appareil.

Quelques instants plus tard, Daladier qui depuis [212] qu'il a constitué son Ministère n'a ni vu consulté jusque-là aucun de ses Ministres, les réunit en conseil. Il leur annonce qu'il a décidé de faire un large mouvement administratif. Le Préfet de Police Chiappe est nommé Résident au Maroc. M. Thomé, Directeur de la Sûreté Nationale, qui ne s'est aperçu d'aucune des compromissions de ses subordonnés avec Stavisky, quitte son poste pour devenir Administrateur général de la Comédie Française à la place de M. Émile Fabre, auteur dramatique en renom, qui est admis à faire valoir sa retraite. Enfin le Procureur de la République Pressard, beau-frère de Chiappe, qui a contresigné toutes les remises des procès de Stavisky, est nommé Conseiller de la Cour de Cassation en remplacement de M. Pailhé qui devient Procureur de la République.

Une stupeur sans pareille s'empare des Ministres présents. Le Président de la République, Albert Lebrun, qui préside la séance est le seul qui ne semble pas atterré par la décision de M. Daladier : les coudes sur la table, le front dans les mains, il semble dormir.

— A-t-on prévenu Chiappe ? demande un Ministre.

— C'est moi qui lui ai téléphoné, répond Daladier. — Il accepte ?

— Si vous saviez ce qu'il a répondu au Président ! soupire Eugène Frot ...

— Qu'a-t-il répondu ? Qu'a-t-il répondu ?

Tous les Ministres interrogent en même temps M. Frot qui d'une voix sépulcrale répond :

— Il a répondu qu'il sera ce soir en veston dans la rue à la tête des manifestants ».

[213]

Nouvelle stupeur. Rien ne s'arrange donc, tout s'aggrave au contraire !

Ami et associé politique de Jean Chiappe, le Ministre François Pietri se lève et annonce que dans ces conditions, il se retire du Ministère ainsi que Jean Fabry, Ministre de la Guerre, et le Sous-Secrétaire d'État, Doussain.

Cette décision semble sortir M. Albert Lebrun de son rêve. Il lève les bras au ciel :

— Mais il ne faut pas démissionner. Messieurs. Si les ministres démissionnent maintenant, alors qu'est-ce qui reste, il n'y a plus rien !

On prête à peine attention à cet intermède comique. Chacun parle à la fois. Daladier est absolument débordé et rouge comme un coquelicot, mais il semble tenir plus qu'à tout à son mouvement administratif.

Les ministres interrogent :

— Qui est puni ? Pressard, dont les négligences coupables sont à la base du scandale Stavisky ou l'innocent Pailhé qu'on rétrograde pour laisser sa place au beau-frère de Chautemps ?

— Est-ce qu'il a repris Coriolan de Shakespeare et que le public souligne de ses acclamations les passages contre les politiciens, que M. Émile Fabre est « vidé » de la Comédie Française sans compensation ?

— Est-ce parce qu'il est fils d'un compositeur de musique ou parce qu'il a gagné un million à la Loterie Nationale que M. Thomé passe de l'Administration de la police à celle d'un théâtre ?

Ces questions demeurent sans réponse et la séance se termine au milieu de la confusion générale.

[214]

Prévoyant les complications qui allaient surgir, je me précipitais à la Préfecture au moment même où M. Daladier remplaçait les Ministres qui étaient partis par MM. Paul Boncour et Marchandau.

On me dit que Jean Chiappe était dans ses appartements particuliers. J'arrivais quand son successeur, Bonnefoy-Sibour, Préfet de Seine-et-Oise, venait de le quitter. L'entrevue entre les deux hommes, qui étaient de vieux amis, fut brève et pittoresque.

— Mon vieux Chiappe, dit Bonnefoy-Sibour, le gouvernement vient de me nommer à ta place.

— C'est sûr ?

— Tout ce qu'il y a de sûr. J'ai reçu l'ordre de prendre possession des services immédiatement ».

— Tu as accepté ?

— Oui.

— Alors, fous-moi le camp. Va t'asseoir à mon bureau, voilà la clef. »

L'antichambre de Jean Chiappe était remplie d'amis, Parisiens et Corses, des députés de droite, de chefs de ligues et de collaborateurs indignés.

Jean Chiappe lui-même était dans un état d'ébullition extraordinaire :

— Il paraît que Frot a affirmé que je serai ce soir à la tête des manifestants « en veston dans la rue ». Quel idiot ! J'ai dit que je serais « ce soir en veston à la rue ». Cela n'a aucun rapport. Ils vont mettre cette ville à feu et à sang. Ils me chassent de la Préfecture, moi, ces gens ! qui hier encore me congratulaient et me remerciaient platement ».

Pour Jean Chiappe le coup était dur. Cette Préfecture de Police où il était depuis 7 ans, il en avait [215] fait une sorte de Vice-Royauté, de pro-Consulat. Il y régnait en maître et ne rendait compte de ses décisions à peu près à personne. Il tenait bien en mains ses subordonnés, surtout depuis qu'il avait créé cette Maison de Santé des Gardiens de la Paix dont sa femme était la Présidente et que subventionnaient largement les Parisiens riches qui désiraient ne pas avoir d'ennuis avec la

police ou jouir de menus passe-droits. Les mêmes bourses s'ouvraient pour verser de la main à la main l'argent nécessaire aux campagnes électorales du parti que Jean Chiappe soutenait en Corse. Et pour ces élections les inspecteurs de police corses partaient en congé payé voter pour les amis du patron. Mais le grand public ignorait tout cela et aussi la protection que le Préfet étendait à des gens douteux, bookmakers et souteneurs. Chiappe qui était intelligent, possédait le sens de l'autorité, celui de la diplomatie et surtout celui de la publicité, avait la réputation auprès des Parisiens d'avoir bien réussi dans ses fonctions.

Conscient de sa popularité, le Préfet démissionnaire ne décolérait pas :

— On dit que ce sont les communistes et les socialistes qui ont exigé mon départ. Les communistes, je les comprends, je leur ai toujours fait une guerre impitoyable. Mais les socialistes, quels pignoufs ! Après tout ce que j'ai pour eux ! »

Sans doute, M. Chiappe faisait-il allusion aux services qu'il avait rendus à un des chefs du parti, M. Paul Faure. Celui-ci étant amoureux d'une belle militante de son parti, M<sup>me</sup> Sabatier, le mari de [216] celle-ci qui refusait d'être complaisant, fut enfermé comme fou.

À ce moment le téléphone retentit dans la pièce à côté. On appela Chiappe qui revint quelques instants plus tard, les larmes aux yeux :

— Il y a encore des gens bien, dit-il, mon ami, Édouard Renard, Préfet de la Seine, m'annonce qu'il donne sa démission par solidarité avec moi ».

Je laissais Jean Chiappe en conférence avec ses collaborateurs et ses amis politiques.

En rentrant au journal, je m'aperçus que la nouvelle du départ du Préfet de Police avait provoqué dans la capitale une véritable stupeur. Les chefs des ligues et des mouvements anti-républicains un instant désarçonnés par la déclaration énergique du Président Daladier qui bouleversait leurs plans exploitaient à fond l'incident. André Tardieu dans LA LIBERTÉ dont le Directeur pourtant était incarcéré comme complice de Stavisky, publiait un pamphlet particulièrement violent intitulé : « Le Cartel des Maquignons ». Un autre journal du soir reproduisait une déclaration de Paul Reynaud qui accusait Daladier d'avoir sacrifié Chiappe pour gagner à gauche les votes que la droite refusait à son

gouvernement et Reynaud résumait la situation dans une de ces formules dont il avait le secret : « Daladier coupe des têtes pour avoir des voix ». Les mots « Révolution Nationale », importés récemment d'Italie et d'Allemagne, truffaient tous ces articles.

Dès le lendemain les bagarres recommencèrent plus graves, plus étendues et les policiers, sous les ordres d'un chef inexpérimenté, montraient une inhabituelle mansuétude à l'égard des perturbateurs. [217] Mais ce n'étaient que des levers de rideau : on préparait le plat de résistance pour le 6 février, date à laquelle le Gouvernement se présentait devant le Parlement. Pour ce jour-là, tous les groupements d'Anciens Combattants, les ligues paramilitaires, les organisations de droite et les communistes convoquaient leurs adhérents à des manifestations monstres devant la Chambre des Députée.

La presse de Paris déchaînée était couverte de véritables ordres de mobilisation générale pour une Insurrection.

Le 5, le Colonel de la Rocque conduisit dans les rues une répétition au cours de laquelle de nombreux manifestants et policiers furent blessés.

— Il faut à tout prix calmer les esprits surexcités, s'écria Jean Prouvost, en revenant d'une entrevue avec Édouard Daladier.

— J'ai vu dans les rues, nous raconta-t-il, des incidents pénibles — un garde à cheval dans les yeux duquel les manifestants ont jeté du sable, qu'ils ont ensuite désarçonné, entièrement déshabillé et roué de coups. Et tous ces jeunes émeutiers, munis de cannes et de matraques, étaient commandés et protégés par des blessés de guerre ! ».

Si PARIS-SOIR lance à ses lecteurs un appel au calme, les autres journaux au contraire affolent de plus en plus la population. L'organe royaliste L'ACTION FRANÇAISE écrit que « de nombreuses mitrailleuses ont été apportées secrètement au Palais Bourbon ». Mieux, LE JOUR et L'ÉCHO DE PARIS publient l'un et l'autre une photo montrant « un relâchement de mitrailleuses venues de province [218] et destinées à tenir en respect les manifestants ». Je me renseigne aussitôt et j'apprends qu'il s'agit de la photographie d'une compagnie de mitrailleuses qui, mêlée à des troupes de toutes armes, était venue rendre les honneurs aux funérailles du Général de Division Lefèvre qu'on enterrait ce jour-

là ! Le détachement était d'ailleurs reparti déjà pour son cantonnement suburbain ...

Le 6 février je passais une partie de la journée à envoyer des reporters dans tous les coins de la ville où pouvaient se produire des manifestations. Chaque reporter était accompagné d'un motocycliste et d'un adjoint afin que nous soyons en rapport constant avec tous nos collaborateurs et que nous puissions à chaque édition donner une physionomie complète de la journée.

Nous apprîmes d'abord que le Directeur de la Police Municipale, M. Paul Guichard, qui fut pendant de longues années le principal collaborateur de Jean Chiappe, avait fait savoir qu'il ne pourrait pas prendre la direction du service d'ordre, souffrant d'une crise d'appendicite. Ça commençait bien ...

Puis, nous parvinrent des nouvelles de la Chambre des Députés où Daladier présentait son ministère. Dès que le Président voulut ouvrir la bouche, des cris de « Vivent les Soviets » « Chiappe en prison » partirent de l'extrême-gauche et de l'extrême droite, d'autres hurlements « À bas les voleurs » « Chiappe à la Préfecture ».

En même temps les bagarres éclataient dans l'hémicycle. Enfin Daladier parvint à lire sa déclaration [219] et obtint à 5 heures un quart de l'après-midi une majorité de plus de 100 voix.

À ce moment même, le reporter que nous avions envoyé à Place de la Concorde nous téléphonait :

— On tire à balles, une jeune femme vient d'être tuée à côté de moi sur le balcon de l'Hôtel *Crillon* ».

Ce fut le signal d'une pluie de nouvelles atroces. On transformait les cafés en infirmeries, on ramassait des morts, on voyait piétiner des femmes, lancer des morceaux de fonte à la tête des gens. On avait tenté d'incendier le Ministère de la Marine, brûlé des kiosques de journaux, renversé des autobus. Le Palais-Bourbon était assiégé, tous les barrages rompus.

— Si nous sortons avec de pareilles nouvelles sans contrepartie, nous allons attiser le feu et répandre l'incendie, dis-je à Jean Prouvost qui était venu personnellement aux nouvelles.

Mais mon patron était dans un état d'énervement et d'exaspération où je ne l'avais encore jamais vu.

Ne vous occupez pas de ça, me dit-il, sortons, sortons du papier et « engueulons » le gouvernement.

On vint lui dire à ce moment-là que le Ministre Guy La Chambre l'appelait au téléphone de la part de son ami, Daladier.

— Qu'il aille au diable ! Ces hommes vont être vomis demain par toute la population parisienne. Il faut faire oublier la position préalable que nous avons prise en leur faveur et y aller carrément ».

Et il exigea que nous fassions paraître un article pour stigmatiser l'attitude du gouvernement. Mieux, [220] cet éditorial, il voulut y collaborer lui-même avec ses rédacteurs en chef. À nouveau, j'insistais :

— Notre appel au calme est d'hier. Est-ce que nous avons le droit, en pleine émeute, d'exciter les passions et les haines ? »

Il me rabroua :

— Il faut suivre, me dit-il, la direction que prend la foule, si l'on veut continuer à garder sa confiance ».

Ce jour-là, je commençais à comprendre la conception que Jean Prouvost avait du journalisme. Cet homme qui avec son intelligence, son imagination, son flair et les moyens dont il disposait, pouvait rénover la presse française, manquait de force de caractère et de grandeur d'âme. Il sentait l'opinion publique, mais n'avait le désir que de se faire traîner par elle et non pas le courage de chercher à la conduire.

Pour ne pas participer à une action que je réprouvais, je proposai d'aller moi-même faire un reportage sur ce que faisait Daladier pendant l'émeute.

Avec beaucoup de peine, je parvins, en passant par des voies détournées, derrière le Palais-Bourbon. Un commissaire que je connaissais et qui me reconnut par miracle me fit conduire à l'intérieur.

Je passais devant les salons de la Chambre qu'on transformait en infirmerie pour soigner les agents et les gardes, blessés à proximité. Rien n'avait été prévu pour secourir ces malheureux. Quatre ou cinq gisaient côte à côte, évanouis sur une table de conférence et je vis M<sup>me</sup> Barthe, la femme d'un Questeur de la Chambre, descendre de son

appartement, [221] avec une bouteille de cognac pour essayer de ranimer ces pauvres gens avec du cordial.

Je montais dans une tribune. La séance continuait au milieu d'un charivari insensé. Je cherchais Daladier des yeux. Il était affalé sur son banc, la tête baissée, les yeux vagues. Oh, il n'avait plus envie de taper sur la table et de faire des déclarations définitives en prenant des poses d'athlète de foire ! Immobile, effondré comme une poupée cassée, il avait même l'air d'ignorer l'agitation qui l'entourait.

— La guerre civile a commencé, hurlait, monté sur son banc, le député basque, Ybarnegaray.

— Qui a donné l'ordre de tirer ? criait le député aveugle, Scapini.

On entendait en effet au loin le bruit roulant de la fusillade. Les parlementaires montaient et descendaient en courant le long des travées.

Quelqu'un glapit : « On se tue, arrêtez ça ! »

Tout à coup, un homme arriva en grandes enjambées auprès du Président du Conseil et lui mit son poing sous le nez. C'était le député Franklin Bouillon.

— Vous êtes méprisable, indigne, vous avez renié vos engagements. Allez-vous-en, avant que le pays ne vous chasse comme vous le méritez ».

Le Président ne leva même pas la tête sous l'insulte. Les jeunes Ministres de son Cabinet, Jean Mistler, Pierre Cot, Guy la Chambre, à leur tour s'approchèrent de lui.

— C'est la foule qui tire sur « nos » gardes. Président ».

Alors Daladier se tourna vers ses collaborateurs et demanda d'une voix lamentable :

[222]

— Qu'est-ce que nous allons faire ?

— Il faut réagir, il faut sauver la République. Nous venons d'avoir une forte majorité, cela seul compte ».

Daladier sembla réfléchir un instant, puis il fit un grand geste du bras, un grand geste d'impuissance. Le Questeur Barthe lui glissa quelques mots à l'oreille. Lourdemment Daladier se leva. J'ai su qu'il

allait retrouver dans un bureau éloigné quatre conseillers municipaux de Paris. Ceux-ci le pressèrent de donner sa démission.

— Nous nous faisons fort d'arrêter le cours de la manifestation si nous pouvons ramener d'ici la nouvelle de votre départ.

— La Chambre vient de me donner sa confiance, répondit Daladier, en secouant la tête. Je reste. Si vous avez vraiment du pouvoir sur les manifestants, usez-en sans condition ».

En rentrant dans la salle de la séance, un secrétaire lui transmit une note téléphonée du Ministre de l'Intérieur, par Eugène Frot. À ce moment, un huissier apporta une édition du PARIS-SOIR que Daladier lui arrache des mains. Mais à peine eut-il jeté un coup d'œil sur les titres qu'il froissa le journal et le jeta par terre. Le Député Gaston Bergery déclara sur son passage :

« Au régiment mon sergent m'avait appris qu'il ne faut pas toucher une mitrailleuse quand on a les mains sales ».

La séance fut levée dans le plus incroyable désordre. J'entendis le Président de la Chambre, Ferdinand Buisson, demander au Commandant Militaire du Palais-Bourbon de redonner à ses gardes les [223] cartouches qu'on leur avait d'abord enlevées pour éviter des incidents, car le bruit courait que les derniers barrages devant la Chambre étaient enfoncés.

— Fermez les lumières, s'écria un député affolé, qu'ils croient au moins que la maison est vide ! »

Daladier, toujours hésitant sur ce qu'il devait faire, réunit quelques-uns de ses Ministres dans un salon particulier de la Chambre puis, conduit par un Commissaire de Police, monta dans une auto qui le ramena au Ministère des Affaires Étrangères tout proche. Quelques collaborateurs et quelques journalistes le suivirent. En route Daladier se cacha les yeux dans les mains pour ne pas voir l'émeute qui faisait rage de tous côtés — cavaliers qui chargent, hommes qui tombent, sang qui coule. Mais il ne pouvait en même temps boucher ses oreilles et éviter d'entendre le sifflement des balles, les hurlements des blessés, les cris : « Daladier au poteau ! »

Il peine fûmes-nous arrivés au Quai d'Orsay que Daladier repartait. Albert Lebrun le demandait à l'Élysée.

Nous prîmes alors le chemin du Ministère de l'Intérieur où Eugène Frot nous reçut rapidement.

— Les bagarres, nous dit-il, vont en décroissant. En tout cas, il est prouvé que les premières balles ont été tirées des rangs des manifestants. Le Président du Conseil va être ici dans quelques instants et nous allons prendre avec le Ministre de la Justice, le Procureur de la République, le Procureur Général et le Préfet de Police toutes les mesures nécessaires pour que ces manifestations ne se renouvellent pas ».

Daladier, après avoir fait au Président de la République [224] un rapide compte-rendu, apparut, toujours suivi de MM. Jean Mistler, Pierre Cot et Guy la Chambre. Les journaux du soir accusaient ces jeunes ministres de pousser Daladier à la résistance et les appelaient déjà « les Enfants de Marie » (Gringoire devenu soudain organe d'extrême droite les baptisera « les galopins sanglants ».) Au cours de la conférence au Ministère de l'Intérieur, on décida l'arrestation de plusieurs chefs de ligues. M. Daladier demanda l'ouverture d'une information pour « complot contre la sûreté de l'État ».

— Vous avez les preuves de ce complot, demanda sèchement le Procureur de la République. Non, n'est-ce pas ? Alors ne mêlez pas la justice à la politique ».

Aussitôt Daladier battit en retraite comme il battra encore en retraite quelques instants plus tard quand le Ministre de la Justice refusera de déclarer l'état de siège sans consulter le Parlement. Enfin, on décida d'appeler des troupes en renfort.

À 3 heures du matin, Daladier repartit, toujours la tête baissée pour regagner le Ministère des Affaires Étrangères.

Je m'approchais de lui :

— Qu'allez-vous faire. Monsieur le Président ? » Pour la première fois de la journée, l'homme qui n'avait rien su prévoir, rien su éviter, ni commander reprit son masque d'homme fort. Redressant la taille, bombant le torse, il fanfaronna.

— Vous allez voir ce que je vais faire. Sauver la République ».

\* \* \*

On se doute du ton des articles qui parurent le [225] lendemain matin dans la presse, avec les listes de morts et de blessés ! Partout on exigeait sur le ton grandiloquent le départ immédiat du Ministère. On annonçait de nouvelles manifestations de rue.

À la fin de la matinée, on m'apprit qu'un gouvernement provisoire insurrectionnel allait être proclamé l'après-midi même à l'Hôtel de Ville. Des affiches apparurent sur les murs demandant la déchéance du Parlement.

Assailli par des hommes politiques de tous les partis qui lui demandaient de renoncer au pouvoir, Daladier ruminait ses perpétuelles hésitations. À 11 heures 30 on apprit enfin qu'Édouard Daladier partait remettre la démission de son gouvernement au Président de la République. Ferdinand Buisson, Président de la Chambre, un de ceux qui obtinrent cette décision, confia à un de nos collaborateurs :

— Vous ne devinez jamais ce qui l'a décidé à partir : ce n'est pas la perspective de nouvelles hécatombes, c'est la crainte d'une crise de la Trésorerie qui naîtrait fatalement d'une guerre civile ».

\* \* \*

J'avais demandé à notre correspondant à Toulouse, Maurice Icart, d'obtenir d'urgence une interview de l'ancien Président de la République, Gaston Doumergue, qui s'était retiré dans un petit village du sud-ouest qui répondait au joli nom de Tournefeuille. Il cachait là un bonheur tranquille avec sa femme, un écrivain de contes pour jeunes filles, épousée secrètement dans les derniers jours de son septennat.

[226]

Gaston Doumergue représentait aux yeux des Français la sagesse souriante et apaisante et il me semblait l'homme qui pouvait tirer le mieux des conclusions impartiales des tristes événements que nous vivions. Les déclarations de Gaston Doumergue qui se plaçaient au-dessus des partis, parurent dès l'édition de PARIS-SOIR de 2 heures de l'après-midi. À 6 heures du soir Gaston Doumergue accepta sur les instances téléphoniques du Président de la République et sur celles des Présidents des deux Assemblées Législatives de quitter sa retraite pour constituer le gouvernement.

Il formait son cabinet de réconciliation — qui réunissait tous les partis sauf l'extrême-droite et l'extrême-gauche — tandis que la ville était encore troublée par des pillards qui profitaient de la situation pour démolir les vitrines, voler les boutiques, puis par l'émeute communiste le 9 février, presque aussi sanglante que celle du 6 février. Le 12 février, une grande manifestation socialo-communiste accompagnée d'une « grève générale de protestation » permettait à une foule prolétarienne immense de se réunir au Cours de Vincennes. Cette manifestation devait être la dernière convulsion populaire directement provoquée par l'affaire Stavisky.

Le 15 février en effet, M. Gaston Doumergue se présenta devant la Chambre et le Sénat et obtenait un vote de confiance avec près de 300 voix de majorité. La rue se calma.

Rencontrant dans les couloirs de PARIS-SOIR mon jeune employé comptable, Croix de Feu, je l'interpelle :

[227]

— Eh bien, vous êtes content, vous avez montré votre force !

— Nous restons en état d'alerte, me répond-il les dents serrées.

Et André Tardieu confiait le même jour à un ami commun :

— J'ai peur que Doumergue déçoive beaucoup ceux qui croient que son arrivée au pouvoir fera triompher les « idées du 6 février ». Selon le vieux mot — Doumergue est un républicain modéré, mais il n'est pas modérément républicain ».

Tardieu faisait lui-même partie du Gouvernement Doumergue, ainsi qu'Édouard Herriot. Louis Barthou était Ministre des Affaires Étrangères, Pierre Laval, Ministre des Colonies. Le Maréchal Pétain devenait Ministre de la Guerre.

[228]

[229]

**SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION**

## **Chapitre XIII**

---

### **UN SUICIDE ET UN MEURTRE**

[Retour à la table des matières](#)

La province avait regardé avec stupeur Paris n'agiter, se soulever, se battre. Aux menaces tonitruantes, aux imprécations sans mesure de la grande presse de la capitale, les journaux régionaux avaient opposé une froide réserve, une surprise et une dignité impressionnantes. Nous recevions à PARIS-SOIR un courrier abondant de petits bourgeois provinciaux qui nous disaient leur attachement au régime démocratique et leur volonté de le défendre. Cette différence entre l'état d'esprit de la grande ville et celui du reste du pays, autant que la résistance de la majorité des Parisiens eux-mêmes à l'entraînement des meneurs de droite et de gauche, furent les raisons profondes de l'échec de la conspiration. Car il y avait eu conspiration ; chaque jour en apportait une preuve nouvelle et les travaux de la Commission d'Enquête parlementaire sur les responsabilités du 6 février devaient montrer clairement l'existence de ce complot, sans arriver à le dévoiler complètement.

Une commission d'enquête sur l'affaire Stavisky et une autre sur les émeutes meurtrières provoquées par le scandale fonctionnaient, en effet, à la Chambre des Députés, parallèlement aux enquêtes judiciaires et administratives.

J'avais, après toutes ces émotions, décidé de prendre [230] 48 heures de repos quand le 21 février je fus appelé au téléphone par notre correspondant de Dijon.

— Vous vous souvenez du Conseiller Prince qui accorda les premières remises de procès à Stavisky ? Oui ... eh ! bien, on vient de retrouver son corps sur la voie ferrée, au lieu dit la Combe-aux-Fées. Il était drogué et attaché aux rails ».

Ce n'était pas le moment de partir. L'affaire Stavisky rebondissait sur ce drame inattendu. Les hommes du 6 février sautèrent sur l'occasion avec d'autant plus d'agilité que le Ministre radical de l'Intérieur, Albert Sarraut, avant de ne rien connaître de l'affaire, annonçait officiellement « Le Conseiller Prince est tombé victime d'une maffia que nous découvrirons et châtierons ».

La mort du Conseiller Prince semblait toutefois entourée d'un épais mystère. Le magistrat avait quitté l'appartement qu'il habitait le 20 à 11 heures du matin, après avoir dit à sa femme qu'il avait reçu un coup de téléphone qui l'appelait d'urgence à Dijon auprès de sa mère malade. À Dijon il avait loué une chambre dans un hôtel qui n'était celui où il descendait d'habitude. Puis il avait été voir son ami, le Procureur Général Durand avec lequel il avait parlé de choses sans importance, mais il ne s'était pas rendu chez sa mère, qui était d'ailleurs en excellente santé. C'est tout ce qu'on savait de précis, de certain sur les dernières heures de sa vie. En d'autres temps, le « Mystère de la Combe-aux-Fées » eut constitué, sous un titre adéquat, le plus parfait des romans policiers vécus. Mais la politique s'empara aussitôt du cadavre et dicta arbitrairement [231] la fin du roman avant qu'on ait eu seulement le temps d'en feuilleter les pages.

En effet les journaux avaient décrété : « Le Conseiller Prince, homme de haute conscience, a été assassiné pour qu'il ne puisse pas révéler sous quelles pressions et par quels ordres il signa les remises des procès Stavisky. Il a été entraîné dans un guet-apens et exécuté par la franc-maçonnerie qui protège Stavisky ».

De là à trouver un coupable il n'y avait qu'un pas et les journaux comme L'ACTION FRANÇAISE, LE JOUR et quelques autres, franchirent ce pas allègrement. « La franc-maçonnerie agit sur les ordres de l'ancien Président du Conseil, Camille Chautemps, grand dignitaire de la franc-maçonnerie où il a le titre de Sublime Prince du Royal Secret. Chautemps voulait couvrir son beau-frère, le Procureur de la République, Pressard ».

Naturellement pas la moindre preuve n'accompagnait ces accusations si précises. Chautemps voulut se défendre. Il le fit selon son habitude par des roueries politiciennes qui semblèrent suspectes. On l'appela carrément « l'assassin courtois » et on touilla, pour le salir, dans la véritable boîte à ordures qui était la collection du journal de chantage LA BONNE GUERRE, le premier qui avait révélé le scandale Stavisky et mis en cause à cette occasion Camille Chautemps.

PARIS-SOIR n'employait pas moins d'une quinzaine de reporters pour essayer de faire la lumière sur l'affaire Prince. La Sûreté Nationale, chargée officiellement de l'enquête, n'avait pas les mains libres, car elle aussi était en posture d'accusée.

[232]

C'était par son intermédiaire, affirmait-on, que Camille Chautemps avait fait exécuter Prince et les policiers, pour se disculper, s'efforçaient de trouver des coupables. C'est ainsi que l'inspecteur Bony fit arrêter deux trafiquants marseillais nommés Carbonne et Spirito, connus pour la terreur qu'ils exerçaient dans le grand port méditerranéen et pour l'aide qu'ils apportaient aux partis de droite en faveur desquels ils faisaient voter tous les « nervis » du port, souteneurs et voleurs. Mais en ce qui concernait l'affaire Prince, la seule charge qui pesait sur Carbonne et Spirito était qu'on les avait vus à Dijon au mois de février. Dès que j'appris leur arrestation, je me rendis à la Sûreté Nationale. J'eus dans la nuit une longue conversation avec le chef de la brigade criminelle, M. Mondanel. J'acquis rapidement la conviction que la Sûreté ne s'illusionnait pas sur sa prise et ne pensait pas plus avoir mis la main sur les vrais coupables qu'elle espérait jamais arrêter ceux-ci. Bony avait agi en passant par-dessus la tête de ses chefs hiérarchiques en liaison directe avec le Ministre de l'Intérieur, Albert Sarraut, pour lequel il avait jadis accompli des missions politiques secrètes. Or, les gangsters, Carbonne et Spirito, étaient liés avec les groupements corses amis de Jean Chiappe. Je ne doutais pas un instant, en quittant la Sûreté muni de ces renseignements, que le « coup » de l'inspecteur Bony allait créer de nouvelles complications.

Le lendemain je reçus la visite d'une aventurière, jadis compromise dans une affaire de cercles clandestins. Elle s'appelait M<sup>lle</sup> Cotillon et me proposa [233] « un document contre l'inspecteur Bony ». Ce document consistait en un témoignage oral que rien ne venait confirmer. Le

passé de ma visiteuse semblant des plus suspects, je refusai de prendre ses paroles en considération. Elle insista m'affirmant que son intervention serait sensationnelle, finit par me faire comprendre qu'elle avait besoin d'argent et qu'elle irait trouver un autre journal si je ne me décidais pas à acheter son récit. Comme je persistais dans mon refus, elle s'en alla furieuse et un de mes collaborateurs la vit rejoindre dans une voiture qui l'attendait en bas un ancien commissaire de la Préfecture révoqué pour concussion.

Quelques jours plus tard, GRINGOIRE publia le récit de M<sup>lle</sup> Cotillon, considérablement transformé et pimenté en en faisant une nouvelle machine de guerre contre la franc-maçonnerie et « les politiciens pourris ». La fièvre montait à nouveau dans le pays. À Marseille des meetings se tenaient sous la présidence du député de droite Simon Sabiani « pour réclamer la libération immédiate de Carbone et Spirito » promus soudain du rang de gangsters à celui de martyrs !

Jamais l'opinion publique n'avait été aussi odieusement trompée. Les journaux honnêtes, lâches comme à l'ordinaire, n'osaient plus même donner sur l'énigme de la Combe-aux-Fées un autre son de cloche que celui qui avait été dès les premiers jours imposé par les émeutiers du 6 février. Le fils du Conseiller Prince devenu militant Croix de Feu exhortait la foule au cours de réunions publiques à « exiger » l'arrestation des coupables « Camille Chautemps, Pressard et leurs complices ».

[234]

Nous recevions des milliers de lettres à PARIS-SOIR nous pressant de « faire faire toute la lumière sur cette affaire ». Dans ce but, et sans trop d'espoir nous organisâmes un vaste bureau consacré uniquement à l'enquête de l'affaire Prince. Nous demandions à tous les Français qui pourraient nous fournir des renseignements sur cette mort mystérieuse de nous les apporter. Nous promettions la plus absolue discrétion et nous offrions de rétribuer toutes les informations intéressantes qui nous parviendraient. Des lettres de mythomanes, de fous, de maniaques nous parvinrent alors si nombreuses qu'une dizaine de secrétaires ne suffirent pas à leur dépouillement. Dans le bureau spécialement ouvert pour notre enquête, les témoins se pressaient têtes baissées, cols levés, visages dissimulés sous des voilettes.

L'ex-Président du Conseil, Paul Painlevé, qui était aussi un grand savant et un grand psychologue, avait raconté jadis que lorsque pendant la guerre un Ministre voulait obtenir des preuves pour arrêter une personne soupçonnée d'espionnage, il suffisait que ce Ministre exprime le désir d'avoir ces preuves pour qu'elles lui arrivent inmanquablement, exactement telles qu'il les avait souhaitées. Il ajoutait avec humour :

— Ainsi, j'ai fait des expériences dans ce genre-là. Je disais que je soupçonnais un personnage fort honorable comme le Président de l'Académie des Sciences d'avoir reçu de l'argent de l'Allemagne par l'intermédiaire d'un monsieur dont j'avais choisi le nom au hasard dans l'annuaire du téléphone à une date que j'inventais sur le moment. Eh ! bien, il y a [235] tant de courtisans dans les services de renseignements et de police et tant de faussaires avides de récompenses à la disposition de ces services, qu'inmanquablement on m'apportait dans l'espace de quinze jours des documents accablants sur la culpabilité du Président de l'Académie des Sciences, prouvant sans réplique qu'il avait touché des subventions allemandes à la date indiquée par moi et par l'intermédiaire d'un monsieur dont j'avais pointé le nom en fermant les yeux dans la liste des abonnés du téléphone ! ».

Je m'aperçus en faisant l'enquête sur l'affaire Prince que l'exemple donné par le Président Paul Painlevé était vrai même pour ceux qui ne sont pas Président du Conseil. À chaque nouvelle hypothèse émise par un journal, on nous apportait les preuves que cette hypothèse était la bonne. Et naturellement ces preuves étaient toutes contradictoires !

Un jour je crus pourtant que nous avions trouvé la bonne piste. Un monsieur demanda à me parler on grand secret. C'était un avocat de Dijon qui me donna son nom et son adresse en me suppliant de les garder pour moi. Il m'expliqua que marié et père de famille, il avait une petite amie qu'il voyait régulièrement dans une maison de campagne proche de Dijon, au lieu dit la Combe-aux-Fées. Un jour en sortant de chez sa maîtresse, il avait vu — de ses yeux vu sortir d'une automobile, dont il me donna la description, quatre hommes qui transportaient un cadavre ligoté dans la direction de la voie ferrée. L'avocat n'avait jamais rien osé révéler de cette rencontre voulant garder le secret de ses [236] amours. Il avait simplement envoyé une lettre anonyme relatant les faits et donnant le signalement des individus à l'avocat général Durand, l'ami du Conseiller Prince.

L'homme semblait sincère, refusa toute rétribution. Il me donna même le nom de son amie à condition que je ne le transmette pas à la police et que je ne le publie pas. Je fis faire des vérifications. Mon homme était bien un avocat honorablement connu à Dijon et l'avocat général Durand avait bien reçu la lettre anonyme qu'il m'avait mentionnée. Un de mes reporters retrouva la maîtresse de l'avocat dans une petite villa près de la Combe-aux-Fées non loin de l'endroit où avait été découvert le corps du magistrat. Je tenais enfin le commencement d'une piste ! Un collaborateur de PARIS-SOIR se présenta chez l'amie de l'avocat.

— C'est exact, dit-elle, mon ami m'a parlé de l'étrange rencontre qu'il fit un soir de février en quittant ma maison. Je me suis tue pour les mêmes raisons que lui ».

Mais elle ajouta :

« D'ailleurs je n'étais pas à Dijon au moment de la découverte du corps. J'étais dans ma famille en Touraine ».

Et elle révéla qu'elle était partie le 19 février, n'était revenue que le 26 et que la dernière visite que lui avait faite son ami remontait au 15 février !

Patatra ! Notre piste s'écroulait, car on n'avait certes pas pu transporter le cadavre du Conseiller Prince 6 jours avant le départ du magistrat pour Dijon !

[237]

Cette aventure me prouva une fois de plus la fragilité des témoignages humains <sup>5</sup>.

Jean Prouvost eut alors une idée.

---

<sup>5</sup> Afin de prouver l'inanité des témoignages, PARIS-SOIR procéda à une expérience concluante : précédés d'une grande publicité, deux comédiens, Gilles et Julien, habillés de couleurs voyantes, se livrèrent à des endroits désignés à l'avance sur la voie publique, à des parodies d'altercation avec des gestes et des mots très simples. Les spectateurs étaient invités à nous faire le récit de la scène qu'ils avaient vue et entendue. Nous donnions des primes aux meilleures réponses. Sur une dizaine de milliers de lettres, pas une seule ne nous apportera une relation exacte de la scène. Par contre la plupart fourmillaient en grossières erreurs.

— Puisque les policiers français n'arrivent pas à trouver quoi que ce soit et que vos collaborateurs ne sont pas plus malins, nous allons nous adresser à la police la plus renommée au monde pour lui demander de nous aider dans nos recherches ».

Notre bureau de Londres fut chargé de demander à Scotland-Yard de nous désigner deux de ses plus fins limiers. Ils devaient travailler pour notre compte, avec leur ancien chef, *Sir Basil Thompson*, que nous avions engagé directement à Paris. Deux détectives anglais retraités qui avaient acquis durant leur carrière un prestige incomparable de la police anglaise (l'un d'eux avait même été surnommé « l'homme de fer de *Scotland Yard* ») arrivèrent aussitôt en France et commencèrent leur enquête. Nous menâmes un grand bruit autour de notre initiative. Les trois détectives anglais partirent rapidement pour Dijon. Quelques jours après, ils en revinrent avec un rapport très complet. Catastrophe ! « L'homme de fer de *Scotland Yard* » et ses collaborateurs concluaient d'une façon formelle et en se basant sur des constatations qui à leurs yeux [238] étaient évidentes, au suicide du Conseiller Prince par honte d'avoir été mêlé à l'affaire Stavisky. Il s'était donné la mort en cherchant à maquiller son suicide en crime par conviction religieuse et pour préserver l'honneur de sa famille. Cette façon d'agir était, paraît-il, illustrée par de nombreux précédents.

J'allais avoir une nouvelle occasion de m'apercevoir de la faiblesse de caractère de Jean Prouvost. À la lecture de ce rapport, il fut pris d'une véritable panique :

— Nous ne pouvons pas, dit-il, absolument pas publier un document pareil. Nous ne pouvons pas aller contre l'opinion du public qui croit que c'est un crime, qui veut que ce soit un crime. Si nous disons que c'était un suicide, nous aurons l'air de prendre parti politiquement, ce qui nous fera le plus grand tort dans notre vente ».

Il supplia les hommes de *Scotland-Yard* de continuer leur enquête, essaya de les faire revenir sur leur opinion, leur proposa pour cela d'importantes sommes d'argent. Les policiers anglais n'y comprenaient rien, car parfaitement ignorants des incidences politiques de l'affaire, ils s'étaient prononcés en techniciens. Ils s'obstinèrent donc jusqu'au moment où Jean Prouvost leur présenta en de pathétiques objurgations que la publication de leur rapport pourrait amener une guerre civile en France. Ils consentirent alors à ce que les résultats de leur enquête ne

soient pas publiés et même à ce que leur enquête soit publiée sans conclusion. Nous adoptâmes cette dernière solution.

Pourtant, quelques semaines plus tard, le Gouvernement ayant envoyé le Commissaire Guillaume, [239] qui appartenait à la Préfecture et non à la Sûreté, pour enquêter à son tour sur l'affaire, le bruit me revint que cet excellent policier était arrivé aux mêmes conclusions que nos détectives anglais. J'appris que le rapport allait être lu à la Commission d'Enquête parlementaire et serait définitivement accepté comme exact pour conclure une affaire qui avait fini par lasser le public.

— Si nous nous procurions le rapport Guillaume qui est un rapport officiel, est-ce que vous le publieriez ? demandais-je à Jean Prouvost.

Mon patron qui avait quelques remords de la façon dont il avait agi avec les détectives anglais y consentit. Il est vrai qu'entre temps l'opinion publique avait évolué... Je chargeai donc un de mes collaborateurs politiques de se procurer ce rapport à tout prix. Je savais que ce collaborateur était au mieux avec la secrétaire particulière d'un membre de la Commission d'Enquête. Il lui demanda de lui prêter secrètement les pages rédigées par le Commissaire Guillaume, pour son édification personnelle. Mais dès qu'il les eut en sa possession, il nous les apporta en courant. Nos éditions commençaient à sortir. Nous les arrêtâmes et j'allais moi-même faire un petit « *speech* » aux ouvriers typographes en leur demandant de faire un effort particulier pour imprimer ce rapport, qui tenait 4 pages entières du journal, le plus rapidement possible : nous devions remettre le document à la secrétaire complice avant l'ouverture de la séance de la Commission d'Enquête, afin que nul ne s'aperçoive de la substitution. Très sportivement, tous les ouvriers typographes acquiescèrent. Deux heures après, [240] PARIS-SOIR publia le sensationnel rapport du Commissaire Guillaume où celui-ci exposait comment le Conseiller Prince — qui menait depuis longtemps une vie double, et qui était sujet à de grandes crises de neurasthénie et d'abattement — après avoir manifesté à de nombreux collègues sa crainte de voir son nom mêlé à un scandale s'était résolu au suicide et avait mis son projet à exécution de façon romanesque.

Naturellement, le public dans son ensemble accepta les conclusions du Commissaire Guillaume et l'affaire fut rapidement oubliée. Elle le fut d'autant plus volontiers que le public commençait à avoir conscience du danger que constituaient les ligues paramilitaires dont

l'activité et l'arrogance avaient redoublé depuis que le Président Gaston Doumergue était au pouvoir.

C'est en vain que Gringoire transforma habilement le procès en diffamation que lui faisait l'inspecteur Bony en un véritable procès de la Sûreté Nationale et du Ministère de l'Intérieur. Un événement plus important allait rejeter à l'arrière-plan l'affaire Stavisky et ses rebondissements.

\* \* \*

Le Ministre des Affaires Étrangères, Louis Barthou, pour donner plus de poids à sa politique européenne de sécurité collective et de défense des petits états, avait invité solennellement en France le Roi Alexandre de Yougoslavie. De grandes fêtes étaient prévues pour sa réception. Nous avons naturellement un envoyé spécial à Marseille pour l'arrivée du souverain. Cet envoyé spécial tardait [241] à entrer en communication avec nous. J'attendais, nerveux, son appel. Je le savais installé avec un téléphone sur un balcon, Place de la Bourse, surveillant le passage du cortège. Tout à coup, on m'annonça que René Barotte (c'était le nom de notre envoyé spécial) était au téléphone.

— Allô, mon vieux, lui dis-je, ça va ? Tu as déjà passé quelque chose ? »

— Oui, me dit-il, j'ai passé une dizaine de feuillets, le cortège approche, le voici d'ailleurs. Ah, mon vieux, quelle pagaie ... Mais qu'est-ce qui se passe ? Un homme vient de sauter sur le marche-pied de la voiture. Il a tiré. Le Roi s'est affaissé. Je vois mal ... il me semble que Barthou est touché ainsi que le Général Georges qui est dans la voiture.

— Qu'est-ce que tu me racontes là ?

— Je n'ai pas le temps de raconter des blagues. Notre photographe qui est à côté de moi vient de réussir un cliché sensationnel de l'attentat. Il court développer sa plaque et la passer par béliño. Attend une seconde, on me dit que le Roi Alexandre est mort ».

Je passai l'appareil au chef des informations, un homme calme, doux, pondéré, et je me précipitai pour donner des instructions. Et derrière moi j'entendis la voix très sérieuse du chef des informations :

— Écoute Barotte, je te préviens que si le Roi n'est pas mort, tu es foutu à la porte ! »

Toute la première page fut constituée par les titres donnant la sensationnelle information de la double mort du Roi et du Ministre des Affaires [242] Étrangères et par une immense photographie représentant le meurtre.

Les répercussions politiques de l'attentat devaient avoir des conséquences internationales incalculables. Sur la demande formelle du Maréchal Pétain, le Conseil des Ministres choisit M. Pierre Laval, Ministre des Colonies du gouvernement Doumergue, pour devenir Ministre des Affaires Étrangères. Dès cette époque, sous l'égide de Pétain et Laval, une ère nouvelle allait s'ouvrir pour la politique extérieure de notre pays.

[243]

SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION

## Chapitre XIV

---

PIERRE LAVAL

[Retour à la table des matières](#)

C'est à trois heures du matin sur une voie ferrée, dans un concert de cris d'agonie, que j'ai vu Pierre Laval pour la première fois. Nous avons appris qu'un train bondé de voyageurs avait déraillé peu après deux heures en sortant de la gare parisienne des Batignolles. J'arrivai avec quelques confrères sur le lieu de la catastrophe pendant que les premiers secours s'organisaient à la clarté de gros projecteurs. Dans l'enchevêtrement des morceaux de fer et de bois, docteurs, infirmiers, brancardiers s'affairaient auprès des victimes coincées encore sous les wagons renversés. Mais, un peu plus haut sur la voie, les officiels et ingénieurs de la Compagnie de Chemins de fer discutaient sèchement technique avec les magistrats et les policiers.

En cotte et casquette bleues, son visage barbouillé de sueur et de suie, le mécanicien, énorme et maflu, clamait son indignation :

— Par ici les signaux marchent une fois sur deux et les pétards n'éclatent jamais. Au retour de mes derniers voyages, j'ai signalé ces défauts et mes camarades aussi. Aujourd'hui l'aiguillage automatique n'a pas fonctionné, je vous l'affirme.

— Allons, allons, mon ami, firent sévèrement les représentants des chemins de fer, nous avons déjà constaté que ce que vous nous dites là est [244] un mensonge. Messieurs les magistrats le constateront à leur tour ».

— C'est vous qui êtes d'abominables menteurs, hurla l'homme. Je ne suis pas responsable de tout cela, je ne suis pas responsable ... Vous voulez couvrir la compagnie et vos administrateurs qui s'allouent des indemnités fantastiques et font des économies sur le matériel. Mais je ne suis pour rien dans cet affreux accident. Ce n'est pas moi qui ai tué tous ces gens-là. Vous ne ferez pas une fois de plus arrêter un innocent ».

Il était secoué d'un tremblement de colère.

— Regardez-le, fit le représentant de la compagnie, Il est complètement ivre ».

Le commissaire de police, complaisant et qui sollicitait sans doute souvent des permis de voyage gratuits, ordonna à ses agents :

— Saisissez-vous de cet homme et amenez-le plus loin ; nous l'interrogerons tout à l'heure. »

Or, au moment précis où les policiers se précipitaient sur le mécanicien, il y eut un remous dans le service d'ordre et on annonça :

— Voici le Ministre des Travaux Publics »

Pierre Laval faisait partie pour la première fois d'un Cabinet ministériel, mais son visage typique était déjà connu et sa lavallière blanche déjà légendaire. La poussière de lumières qui tombaient des projecteurs saupoudra de clarté ce visage de kalmouk au teint olivâtre, aux pommettes saillantes, aux lèvres lippues. Mais cette face qui aurait pu être hideuse, avait quelque chose d'attachant qui venait de l'éclat du regard.

[245]

— Qu'est-ce qui se passe, dit-il. On arrête quelqu'un ?

— Oui, Monsieur le Ministre, hurla le mécanicien. Comme d'habitude, on arrête celui qui n'a personne pour le protéger. Ce n'est pas moi qui ai fait tout cela. Ce sont eux ! ».

Il y eut un brouhaha, les officiels, les magistrats et les policiers voulurent couvrir la voix du mécanicien et l'éloigner du Ministre. Mais Pierre Laval les arrêta d'un geste. Il s'approcha tout près du mécanicien, donna l'ordre qu'on le libère des poignets qui le maintenaient.

— Comment t'appelles-tu ?

— Letort.

— Il me semble que je t'ai déjà vu quelque part. Ne venais-tu pas à Aubervilliers dans le temps ? ... C'est ça ... Ton beau-frère s'appelait comment ... Ah ! oui, Brissedarche ! ... Je l'ai connu Brissedarche. C'était un copain. Alors raconte-moi ce qui s'est passé. Non, ne crie pas comme ça, c'est indécent près de ces gens qui souffrent et qui meurent. Parle-moi tranquillement et n'aie aucune crainte. Je suis là maintenant ; je veux simplement savoir la vérité ».

Pendant 20 minutes, s'engagea entre ce mécanicien et ce Ministre une conversation d'homme à homme, simple, directe, dégagée de toute contrainte.

Ces messieurs de la Compagnie de Chemins de fer en suffoquaient. Le juge et le commissaire n'étaient éloignés d'eux à petits pas, jugeant qu'il leur faudrait peut-être modifier bientôt leur attitude première.

Soudain Pierre Laval se retourna :

[246]

— Ce que me dit ce brave homme m'a l'air sincère et pertinent, messieurs. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de s'assurer de sa personne. Il restera, j'en suis sûr, à la disposition de la justice ».

Pierre Laval resta là encore une heure environ, voulant tout regarder, tout voir, tout entendre. Mais déjà on se répétait de proche en proche son dialogue avec le mécanicien, car il avait, sans en avoir l'air, eut grand soin de le laisser entendre aux journalistes. Il savait que pas un d'entre eux ne pourrait en faire état dans son article, étant donnés les accords passés par la direction des journaux avec les compagnies de chemins de fer. Mais Laval savait aussi que les journalistes sont bavards, racontent ce qu'ils ne peuvent écrire et que la sympathie populaire n'allait pas aux riches sociétés capables de trop de négligences. Les agents de police eux-mêmes se sentaient enclins à admirer ce Ministre qui protégeait de petites gens comme eux, contre les chefs qui voulaient se décharger de leurs fautes.

Et, fait imprévu, sans précédent sur le lieu d'une catastrophe de chemin de fer — le Ministre des Travaux Publics remonta dans son automobile sous les acclamations de la foule !

J'avais raconté autant que je l'avais pu, la scène étonnante dont j'avais été le témoin, en soulignant la grande impression que Pierre Laval avait faite. Pour me remercier, il m'invita quelques jours plus tard

à déjeuner. Il me raconta ce jour-là son enfance et sa jeunesse et mit au point pour moi la légende tenace dont tous ses biographes se sont fait l'écho.

[247]

— Ce n'est pas vrai, me dit-il, que mon père était boucher. Mais on l'a tellement dit ! Moi, ça ne me fait pas de mal, je ne démens jamais. Mon père en vérité était un paysan Auvergnat pas riche, mais à l'aise. Nous avons une grande maison, moitié ferme, moitié café et quelques serviteurs que nous considérons de la famille avec lesquels naturellement nous prenions nos repas. C'est là, je crois, que j'ai pris le goût de la vie collective. J'allais à l'école primaire parce que c'était la seule du village. J'avais toujours envie de devenir quelqu'un, pas « quelque chose », quelqu'un. Aussi j'avais soif d'apprendre et surtout de savoir plus que mes camarades. On a raconté aussi que j'allais livrer en voiture la viande paternelle. Les jours sans classe, j'emmenais en effet jusqu'à la gare dans la carriole de la ferme les légumes ou les bêtes que nous expédions à la ville. Comme il y avait une bonne trotte à faire et que le cheval était pacifique, je roulais les guides autour de mes jambes et je lisais ... j'apprenais. Un jour je rencontrai sur la route le curé du village. Il me demanda si je pouvais le déposer à la gare. Il monta à côté de moi et se remit à lire son bréviaire. Cela me donna une idée — je lui demandai de m'apprendre le latin. C'était un brave homme. Il accepta ».

Pierre Laval eut un de ses petits ricanements familiers au cours desquels il découvrait ses dents jaunies par le tabac.

— Brave homme de curé ! Il aurait dû m'en vouloir pourtant. Un jour, dans une procession, je portais la croix, mais j'avais un surplis trop long qui traînait dans la boue. Mon père me cria de le remonter. [248] Je fis comme si je ne l'avais pas entendu. Il s'approcha et se mit à me secouer. Alors je posai la croix le long d'un mur et je rentrai chez moi en courant. On essaya par tous les moyens de me faire reprendre ma place dans le cortège — prières, gifles, etc. rien n'y fit. J'étais déjà têtue comme un mulet. Si c'était à refaire aujourd'hui pourtant je porterais ma croix jusqu'au bout et je rendrais après les coups à ceux qui me les ont portés, quels qu'ils soient ».

D'anecdote en anecdote, j'appris toute la carrière de Pierre Laval. Il est si bon élève que sans même solliciter de bourse, son père fait des sacrifices pour l'envoyer au Lycée de la ville la plus proche. Il passe

son baccalauréat, mais le manque de ressources de ses parents ne lui permet pas d'aller beaucoup plus loin. Il cherche alors un poste de répétiteur dans un Lycée. Comme il n'a pas de recommandation, pas d'amis, on l'éconduit un peu partout. Cependant le Directeur du Lycée Saint-Ambert à Lyon fut si séduit par la première conversation qu'il eut avec ce jeune homme, il sentit en lui tant d'ardeur concentrée et de désir de réussite qu'il lui dit en l'engageant : « Je voudrais avoir un fils comme vous ».

Du Lycée Saint-Ambert, Pierre Laval passe au Lycée Ampère où il fait la connaissance d'un jeune et brillant professeur d'histoire, dont tout le monde raffolait déjà, Édouard Herriot. Les deux hommes ne sympathisèrent pas beaucoup.

— Déjà à cette époque, me dit Pierre Laval, je n'éprouvais aucun goût pour les succès littéraires et Herriot m'en voulait un peu de ne pas [249] aller à ses conférences. Ce qui m'intéressait, ce n'est pas ce qu'il y avait dans les livres, mais ce qu'il y avait dans le cerveau et le cœur des hommes. J'étais attiré par le bouillonnement de la vie sociale, par le syndicalisme qui s'organisait, par la lutte des ouvriers pour la conquête de leurs droits. Je sentais que c'était cela qui allait devenir important. Aussi, dès que j'eus passé mes examens et pus m'inscrire comme avocat au barreau de Paris, je décidais de me spécialiser dans les conflits de travail ».

Pierre Laval s'installa à Aubervilliers, petite ville ouvrière de la banlieue parisienne et là, il donna des consultations aux organisations syndicalistes et aussi aux ouvriers isolés. Il faisait payer ses conseils 1 franc, 2 francs, 3 francs au plus. Mais sa réputation grandissait. À ce moment-là, les grèves étaient nombreuses, on arrêtait souvent les militants et la législation du travail était encore embryonnaire et mouvante. Peu d'avocats connaissaient à fond les problèmes syndicalistes et rares étaient ceux qui consentaient à se dévouer à cette cause peu rémunératrice. On confiait à Aristide Briand les cas les plus spectaculaires, mais c'était le tenace Pierre Laval, persuasif et convaincant, qui rendait le plus grand nombre de services à la classe ouvrière.

Aussi quand il se présenta aux élections d'Aubervilliers en 1914, comme socialiste, il fut élu.

C'était à ce point de sa carrière que s'arrêtèrent les confidences que me fit Pierre Laval. La suite appartenait à l'histoire parlementaire contemporaine.

\* \* \*

[250]

À la Chambre, Pierre Laval, devant le danger extérieur menaçant, défendait avec chaleur la cause des pacifistes. Entre-temps, il avait épousé, à Thiers, la fille d'un Docteur Claussat, député et chef radical du pays. C'était une femme simple, modeste, bonne ménagère qui avait horreur de paraître en public ou de faire parler d'elle, mais qui donnait toujours à son époux les meilleurs conseils et dans l'ombre du foyer dessinait pour lui les courbes de sa carrière.

La guerre éclate le 4 août 1914. Le nom de Pierre Laval, en raison de ses opinions, est inscrit sur le fameux Carnet B où la Sûreté note les suspects à surveiller. On a raconté que suivi par un policier, il l'avait payé pour être débarrassé de sa présence et qu'il lui avait repris cet argent en jouant aux dés. L'histoire véritable que je tiens de lui est plus jolie encore. Il donna en effet de l'argent pour avoir la tranquillité, mais il avait fait une telle impression sur cet homme que celui-ci vint le consulter sur un cas litigieux et lui rendit son argent, mi comme honoraire d'avocat, mi comme don pour la section socialiste de la Seine !

Pierre Laval, dont le frère, capitaine d'infanterie, fut tué dès septembre 1914, ne cessa de militer pour une paix séparée et rapide. Il fit partie du clan des défaitistes aux côtés de l'ancien Président du Conseil, Joseph Caillaux.

En 1917, c'est Pierre Laval qui monta à la Tribune de la Chambre, lors d'une séance secrète, et qui lut aux Députés stupéfaits le rapport d'un grand chef militaire sur les mutineries qui avaient éclaté dans l'armée. Ce chef s'appelait le Général Pétain, [251] et le rapport était parvenu au Ministère de la Guerre le matin même. Comment Pierre Laval l'avait-il eu entre les mains ? Nul ne le sut jamais.

— Faites la paix tout de suite, cria Pierre Laval, ou les soldats reviendront du front pour vous imposer les armes à la main la révolution sociale ».

Clemenceau arriva au pouvoir. Il fit aussitôt arrêter Joseph Caillaux. Non seulement il ne fit pas arrêter Pierre Laval, mais il lui manifesta une évidente sympathie. Le vieux lutteur qu'était Clemenceau avait été séduit par le magnétisme et l'intelligence de Pierre Laval et il avait compris l'utilité de l'avoir pour allié. Georges Mandel, qui était à cette époque le chef de Cabinet de Clemenceau, ne fit pas mystère plus tard devant moi qu'il avait alors offert à Pierre Laval un marché que celui-ci accepta. Laval préférait, plutôt que d'aller en prison, soutenir secrètement la politique clémenciste au sein de son parti et dénoncer au Président du Conseil les plus dangereux de ses amis !

La guerre se termina par la victoire et sans révolution sociale. Aux premières élections d'après guerre, les socialistes furent balayés et Pierre Laval perdit son siège. Mais entre temps il s'était fait des relations. Joseph Caillaux l'avait présenté à des gens du monde, à de gros industriels qui comprirent l'habileté de cet homme de loi et lui confièrent leurs intérêts. François de Wendel, le maître du Comité des Forges, était parmi ceux-là. Laval ne plaidait plus maintenant pour les ouvriers et pour les syndicats, mais pour les grandes congrégations économiques. Il présidait à de nombreux arbitrages au sujet des indemnités pour dommages de guerre. Et il excellait [252] à se servir pour cela des amitiés qu'il avait nouées au Palais-Bourbon, un peu sur tous les bancs, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite.

À la première occasion qui se trouva être la scission au Congrès de Tours entre socialistes et communistes, Pierre Laval se libéra des liens qui l'enchaînaient à la discipline d'un groupe, et se fit élire à une grosse majorité Maire d'Aubervilliers, comme socialiste indépendant.

C'était une habitude en France qu'il y ait pendant 4 ans une Chambre axée à gauche et pendant les 4 années suivantes une Chambre axée à droite. Après la guerre, dans l'enthousiasme de la victoire, les nationalistes et les anciens combattants l'emportèrent, ce fut ce qu'on appela « la Chambre bleu horizon ». En 1924, au moment où se posent les problèmes du rapprochement franco-allemand, le Cartel des gauches triomphe. Puis, les droites reviennent avec « le bloc national ».

Entre temps Pierre Laval a été réélu, Painlevé a fait de lui un Ministre des Travaux Publics. Pierre Laval continuait à évoluer lentement, mais sûrement vers la droite. Il était devenu un gros avocat d'affaires,

car dès qu'il eut un peu d'argent, Pierre Laval sentit se réveiller en lui le sens ancestral de l'économie auvergnate.

— Je suis beaucoup plus content, me confia-t-il un jour, quand je réussis une bonne affaire que quand je fais un beau discours. Au fond, faire de la politique c'est faire des affaires pour son pays et pour soi. Ce qui m'amuse, c'est de négocier. Du négociateur au négociant, il n'y a pas grande différence ».

[253]

Pierre Laval n'a jamais eu pour les idées un bien grand amour. Mais il aime les hommes, il les aime en les méprisant. Déjà en 1930 il disait :

— Je crois qu'il faut faire le bonheur des peuples malgré eux ».

En attendant de faire le bonheur des peuples, Pierre Laval s'occupait du sien. Car comme dit le proverbe français « si l'argent ne fait pas le bonheur au moins il y contribue ». Et le pauvre répétiteur de Lyon devint un des hommes les plus riches de la politique française. Pour cela, il trafiquait simplement de son mandat, il usait de son influence. Tour à tour il mettait la main sur une entreprise de charbonnage, sur une source d'eau minérale (dont la vente fut aussitôt imposée dans les hôpitaux, sur les bateaux, dans les wagons restaurants), il s'emparait d'une chaîne de journaux de province. Il réussissait de superbes opérations immobilières et avait un flair sans pareil pour jouer à la bourse. <sup>6</sup>

---

<sup>6</sup> Au cours de son séjour à Rome, Pierre Laval était allé en visite officielle au Vatican et il était devenu Comte du Pape ! José Laval, sa fille unique, devait entrer dans une famille d'une plus authentique aristocratie. Cette jeune personne (qui, saluons-le en passant, avait pour meilleure amie Jacqueline Guimier, la fille du directeur du JOURNAL) ne manquait ni de charme, ni d'esprit, ni de fraîcheur, ni de vivacité. Et comme elle avait, en outre, une dot immense, elle n'eut donc que l'embarras du choix. Son choix se porta sur René de Chambrun, un jeune avocat, fils d'un Général, neveu d'un Ambassadeur et d'un Sénateur, descendant de Lafayette et par sa mère née Alice Longworth, apparenté au Président Roosevelt. Aussi si José ne s'était pas mariée à un millionnaire américain, elle faisait du moins un mariage qui la rapprochait des États-Unis (son mari, comme descendant de Lafayette, était d'ailleurs citoyen d'honneur de l'État de Maryland, mais non pas des États-Unis, comme on l'imprime souvent).

Pierre Laval était au pouvoir quand José épousa René de Chambrun et il craignait que les communistes viennent troubler la superbe cérémonie commandée à l'Église Saint-Sulpice. Il chargea son Ministre de l'Intérieur, et

[254]

Élu Sénateur de la Seine en 1930, à l'aide des voix modérées, et tranquille pour 7 ans, il était redouté de tous les chefs de gouvernement pour sa façon d'opérer dans les couloirs. Aussitôt qu'il arrivait au Parlement, des petits groupes se formaient autour de lui et Pierre Laval, les yeux mi-clos, avec ses façons de marchand forain, son extraordinaire intuition, sa faculté de plaire à l'interlocuteur, de le désarmer, de trouver son point faible et de l'utiliser aussitôt, excellait à modifier les courants d'opinions.

Pierre Laval était à l'aise avec tout le monde, mais je ne connais personne qui ne se soit senti vaguement mal à l'aise devant lui. Un jour je l'ai vu bavardant avec un grand financier, très infatué de sa personne et de son importance et qui restait bouche bée en écoutant les propos peu amènes de Pierre Laval sur ses activités sociales et je l'ai revu le même soir sortant de la Mairie d'Aubervilliers se promener dans les rues du faubourg populaire avec des ouvriers qui l'appelaient « Pierre » et le tutoyaient, mais baissaient la tête quand il les morigénait sur leur attitude politique.

Pierre Laval devenu Ministre des Affaires Étrangères [255] de Doumergue sur les instances de Pétain, après la mort de Louis Barthou, gardera le même portefeuille sous le Ministère Pierre-Étienne Flandin qui succédera à celui de Doumergue. Puis dans son propre Ministère qui succédera à celui de Flandin en juin 1935 ...

Pendant les 15 mois où il est ainsi accroché au pouvoir, Pierre Laval pense que son heure est venue et il poursuit lentement, mais obstinément le même dessein, celui d'arriver à être le chef absolu du pays et de le conduire à sa guise. Il a à faire face à trois dangers — la crise intérieure qui est dans sa période aiguë, la crise financière qui devient

---

son âme damnée — Cathala — de convoquer les chefs communistes et le Ministre tint aux militants ce langage :

— Le gouvernement refuse à votre parti l'utilisation de la Forêt de Garches dans la banlieue parisienne, pour votre fête champêtre populaire annuelle. Chut ! Attendez une seconde ... Mais si le mariage de José Laval se passe sans incident, le gouvernement reviendra sur sa décision et vous pourrez donner votre fête à Garches ».

Le marché fut accepté et les promesses tenues.

de plus en plus angoissante et la crise extérieure que l'arrivée au pouvoir de Hitler a rendue inévitable.

Pierre Laval est toujours l'homme qu'André Tardieu m'a dépeint : il a surtout peur de la guerre étrangère. Dans son pays il est sûr de triompher en allant de compromissions en coups de force. Mais pour être maître chez soi il lui faut d'abord s'assumer une certaine tranquillité hors de frontières. Son premier geste est de solliciter de Hitler une conversation franche et directe. Mais le *Führer* n'en est pas encore au moment où il convoque les hommes d'État étrangers à Berchtesgaden. Il envoie à Pierre Laval son homme de confiance, von Ribbentrop, cet ancien représentant en vins de champagne qui est maintenant voyageur de commerce du nazisme. À Von Ribbentrop, Pierre Laval indique qu'il voudrait poursuivre avec Hitler les plans dont il a jeté les bases jadis avec Brunning. Il en profite (et von Ribbentrop s'en vantera avant de partir à ses amis [256] français) pour exprimer son admiration pour « le grand homme qui est en Allemagne » et pour lui donner certaines assurances en ce qui concerne les aménagements possibles du Traité de Versailles.

Pierre Laval partit pour Rome en janvier 1935 afin de régler les différends qui existaient entre les deux pays. Il avait connu Mussolini quand ils militaient tous deux dans les rangs du parti socialiste. Depuis leurs routes avaient divergé ; tandis qu'un Pierre Laval voulait faire signer la paix à son pays engagé dans la guerre, Mussolini cherchait à entraîner l'Italie dans le conflit aux côtés des alliés. Mais l'avènement du fascisme avait valu à Mussolini aux yeux de Pierre Laval un immense prestige et lui avait en quelque sorte montré la voie dans laquelle il s'était secrètement engagé.

Au cours d'une conversation, bien des années après, Pierre Laval m'affirma :

— J'ai dit à Mussolini : « Mon cher ami, nous sommes là pour nous entendre. Malheureusement, je suis beaucoup moins libre que vous. Vous êtes le Maître absolu de vos décisions ; moi, le Conseil des Ministres qui m'a autorisé à venir ici, a limité les concessions que je puis vous faire. Et j'ai là dans ma poche un petit bout de papier qui ne me permet pas de vous offrir grand'chose. Si j'allais au-delà, mon gouvernement me désavouerait. Voulant arriver à un accord, Mussolini fut bien obligé de céder, car il croyait être le seul en mesure de pouvoir le

faire. Or en vérité, poursuit Pierre Laval, mes collègues m'avaient donné carte blanche. Avouez que l'histoire du petit bout de papier griffonné [257] par moi-même dans le train n'était pas trop mal trouvée ! »

Pierre Laval ramenait de Rome un accord qui fut bien accueilli. Il obtenait contre quelques morceaux de désert, un paquet d'actions du chemin de fer de Djibouti à Addis Abeba et quelques faveurs accordées aux Italiens de Tunisie, l'assurance formelle du *Duce* de faire respecter les frontières de l'Autriche et de s'opposer à ce que l'Allemagne réarme sans accord préalable avec les grandes puissances européennes.

Mais notre rédacteur politique qui accompagna le Ministre français à Rome avait su par un des proches collaborateurs du Dictateur italien que celui-ci avait dit à Pierre Laval : « Si l'Italie veut faire avec l'Éthiopie ce que la France a fait avec le Maroc, que fera la France ? »

« Je m'arrangerais, lui répondit Pierre Laval, pour qu'elle vous regarde sans rien dire ou ne proteste que pour la forme. Nous ne risquons pas de nous disputer là-dessus ».

Ce court dialogue était aussi important que l'accord. Beaucoup de journalistes en eurent connaissance par indiscrétion. Aucun journal n'y fit allusion. Pourquoi ? Les uns pour « ne pas gêner la politique du quai d'Orsay » ; d'autres — et parmi eux les plus « anti-Lavalliens » — parce qu'ils étaient au fond très contents de voir se dessiner une politique d'opposition à l'Allemagne hitlérienne. Le plus grand nombre, toutefois, avaient gardé le silence pour ne pas déplaire à Pierre Laval, car Pierre Laval « savait y faire ». Il était l'ami ou l'avocat de la [258] plupart des propriétaires ou des directeurs de grands journaux.

N'est-ce point l'un d'eux, Pierre Guimier, du JOURNAL, qui imposa jadis Pierre Laval comme Ministre à André Tardieu ? Laval avait rendu mille services à Bunau-Varilla. Les directeurs des grands journaux de province étaient ses collègues et maintes fois, il était intervenu pour leur faire obtenir des facilités du gouvernement. Il disposait surtout avec une folle prodigalité des fonds secrets qui sont à la disposition du Ministre des Affaires Étrangères.

En France si les directeurs des journaux ne sont pas souvent honnêtes, les journalistes le sont en général farouchement. Mais il y a toujours des brebis galeuses et c'est de celles-ci que Pierre Laval aimait à

s'entourer, c'est à celles-ci qu'il donnait les « tuyaux » pour leur permettre de faire des articles sensationnels. Il savait aussi être tentateur.

— On m'a dit que votre femme était malade et qu'il fallait que vous l'envoyiez à la montagne, dit-il un jour à un de mes confrères. Je sais que vous êtes un peu gêné en ce moment. Permettez-moi de vous aider, prenez cette petite enveloppe ».

L'autre rougit violemment :

— Jamais, Monsieur le Président, jamais. Je ne peux pas accepter de l'argent d'un Ministre. Je ne saurais pas comment vous le rendre.

— Il ne s'agit pas de l'argent d'un Ministre, mon ami, s'écrie Pierre Laval, la main sur le cœur, ni de l'argent qu'on doit rendre. C'est de l'argent qu'on vous offre et que vous ne pouvez pas refuser, car vous êtes Français et c'est la France qui vous le donne ».

[259]

Comment résister, n'est-ce pas, à cet argument patriotique ?

\* \* \*

La Sarre décida le 1<sup>er</sup> mars par 90 % des voix de redevenir allemande. Aucun effort de propagande n'avait été tenté pour empêcher ce résultat, car il ne fallait pas mécontenter ceux qu'on voulait séduire. Quinze jours plus tard, Hitler établissait le service militaire obligatoire. La France, l'Angleterre et l'Italie s'en tinrent à une protestation formelle. Non, ils firent plus : ils sollicitèrent la convocation de la Société des Nations en session extraordinaire ! L'échec de l'entrevue *Sir John Simon-Hitler* inquiétait cependant Laval. Il sentit qu'il lui fallait avoir en mains des atouts pour impressionner le dictateur allemand que chaque complaisance rendait un peu plus ombrageux. Ce fut la raison de la conférence de Stresa où le traité de Locarno fut réaffirmé, l'idée d'un Locarno de l'Est suggérée et la convocation à Rome d'un congrès des pays danubiens décidée.

Peu de temps après, Pierre Laval, qui commence à se soucier de l'agitation communiste en France et qui a trouvé dans les papiers que lui a laissés son prédécesseur, Louis Barthou, un traité franco-soviétique tout prêt à être signé, part pour l'URSS entouré d'une suite importante. Les journalistes qui l'ont accompagné m'ont raconté combien il

fut sensible aux manifestations prodiguées en son honneur et combien les Russes furent surpris de la sympathie presque immédiate que Staline éprouva pour son hôte. Pierre Laval était l'homme qui devait s'entendre avec Staline [260] comme il s'était entendu avec Mussolini. Il se sentait sur le même plan que ces gens du peuple déjà parvenus à la place qu'il désirait secrètement occuper lui-même un jour. Les dictateurs de leur côté sentaient en lui un homme qui les comprenait, qui les admirait et qui ne s'embarrassait pas de préjugés idéologiques.

Non seulement Pierre Laval ramène au début de mai le pacte franco-soviétique et l'épouvantail d'un Locarno de l'Est qui effrayait l'Allemagne, mais aussi une déclaration de Staline qui oblige les communistes en France à modifier complètement leurs positions. Le maître du Kremlin approuvait sans ambages le programme de réarmement français et cette simple indication de Staline est un ordre pour le Parti moscovite de cesser de s'opposer à la loi sur le service de deux ans.

Sur le chemin du retour, entre la Russie et la France, Pierre Laval fit une halte à Varsovie. Il y retrouva le Maréchal Pétain avec lequel il devait représenter la France aux obsèques du Maréchal Pilsudski. L'Allemagne avait délégué le Maréchal Goering. À l'issue de la cérémonie, Pétain et Laval eurent avec le principal collaborateur d'Hitler une longue conversation que Pierre Laval poursuivit sans Pétain, le soir et jusqu'à une heure avancée de la nuit, à l'hôtel où Goering était descendu.

L'arrêt à Varsovie fut représenté comme un simple acte de condoléances officielles, mais pendant le trajet Varsovie-Paris un des principaux assistants de Pierre Laval confia à l'envoyé spécial de PARIS-SOIR :

[261]

— Deux jours à peine après sa conclusion le pacte franco-soviétique a déjà servi ... servi de monnaie d'échange ».

Pierre Laval n'avait pas été long, jouant de l'un contre l'autre, et surtout désireux d'apaiser les Allemands — à « maquignonner » une fois de plus. Était-il parti à Moscou dans un autre but ? Le pacte ne devait entrer en vigueur qu'une fois ratifié par les Chambres. À la suite de ses échanges de vues avec Goering, Laval était décidé à faire traîner longtemps cette ratification ...

Malin, Laval saisit la première occasion pour rejeter sur les Anglais les reproches que son double jeu pourrait lui attirer par la suite. Il confia tristement à quelques journalistes qui en firent le thème de leurs articles :

— L'Angleterre vient de porter un coup terrible au front de Stresa en signant l'accord naval avec l'Allemagne qui l'autorise à avoir une marine équivalente à 35 % du tonnage anglais, c'est-à-dire deux fois plus forte que celle autorisée par le traité de Versailles. Ni la France ni l'Italie n'ont été consultées avant la signature de ce document, le premier qui consacre une infraction du Traité de Versailles, ce traité que les Anglais à Stresa avaient convenu de défendre ».

Pour s'expliquer, Anthony Eden, *Lord* du Sceau Privé, vint voir Laval à Paris. L'entrevue tourna vite à l'aigre si l'on en croit les propos que le Ministre français tint après le départ de son interlocuteur britannique :

— Je n'aime pas ce garçon. Il est prétentieux, sans finesse et trop élégant pour être sérieux ».

[262]

Pierre Laval est plus à son aise naturellement avec de grands aventuriers comme Staline ou Mussolini ! Avec le *Duce*, Pierre Laval était d'ailleurs resté sans s'en vanter en rapports directs. Au cours d'une conversation avec Jean Prouvost, à la fin du mois de septembre 1935, il laissa en effet échapper :

— Je viens de demander à Mussolini son avis sur la politique anglaise ... »

Aussi quand le 3 octobre l'Italie commence son offensive contre l'Éthiopie et qu'à nouveau en France les têtes s'échauffent, les passions s'enveniment, Pierre Laval continue à jouer double jeu et à prendre une attitude privée contraire à son attitude publique. Il adhère à la politique de sanctions de la Société des Nations pour ne pas être renversé par le Parlement, mais en même temps il négocie une entente anglo-italienne et le plan Laval-Hoare. Tous ses amis politiques sont pro-italiens et anti-anglais. Les journaux à sa dévotion représentent les Éthiopiens comme des barbares, coupeurs de têtes et buveurs de sang. LE MATIN écrit que « certaines tribus éthiopiennes, les *Kaffas*, ne méprisent pas la chair humaine à l'heure du repas ». Le journal des Croix de Feu, LA

PHALANGE parle de « la sublime qualité de Mussolini, celle qui lui vient de Dieu, la Bonté » !

Le grand reporter, Claude Blanchard, démissionne de son poste d'envoyé spécial auprès des armées italiennes parce que LE PETIT PARISIEN supprime de ses câbles le récit de toutes les atrocités commises par les troupes italiennes. À PARIS-SOIR, comme nous voulions tenir la balance égale et donner des dépêches des deux parties en lutte, nous [263] avons demandé à Henri de Monfreid, un grand spécialiste des aventures de la Mer Rouge, d'être pour nous du côté des Italiens tandis que Jean Allouche nous câblait d'Addis-Ababa. Beaucoup plus tard nous avons su qu'Henri de Monfreid, furieux que le Négus lui ait refusé une concession d'usine électrique à Dire-Daoua, était passé au service de *Duce* et qu'il avait même été engagé par le gouvernement fasciste pour faire « à sa convenance » en Italie une série de conférences à des prix exorbitants.



À la Chambre, Paul Reynaud attaque Pierre Laval et déclare que « la France doit choisir entre l'Italie, qui est en rupture de ban avec le covenant de la Société des Nations, et l'Angleterre, gardienne du covenant, grande barrière contre l'agression ».

Le soir même de son intervention, je dînais avec Paul Reynaud dont la position s'affirmait de plus en plus.

— La France perd tout prestige parmi les petits États, me dit-il, dont le covenant est la seule sauvegarde. C'est pourtant la France qui a créé ces états en leur promettant son assistance, car ces petits États, c'est notre première ligne de défense contre l'Allemagne. Nous sommes en train de jouer et de perdre une partie terrible. »

Ce soir-là je dis à Paul Reynaud mon inquiétude de voir les agents allemands, italiens et russes agir pour diviser et égarer l'opinion française.

[264]

— On parle de ligues d'extrême-droite et de l'agitation communiste. On devrait bien s'occuper de ceux qui dans l'ombre tirent les ficelles ».

— Oui me dit Raynaud, je le sais. On a sciemment habitué les Français à regarder la politique extérieure à travers la politique intérieure. Leur vue est faussée et grâce à cela, l'invasion a déjà pu commencer ».

Ceci se passait au début de 1936.

[265]

SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION

## Chapitre XV

---

### OTTO ABETZ, AGENT NAZI, OU COMMENT ON ORGANISE UNE CINQUIÈME COLONNE

[Retour à la table des matières](#)

— Est-ce vrai, Otto Abetz, que vous êtes devenu nazi ? Et même fonctionnaire nazi ?

Après chacune des questions, Abetz secoua affirmativement la tête. Il avait bien changé depuis la dernière fois où je l'avais rencontré ! Il avait pris plus d'assurance et plus de légèreté. Il était surtout beaucoup mieux habillé. Je n'avais plus devant moi le petit professeur de dessin de province en chandail et en espadrilles, mais un monsieur élégant qui portait une chemise de soie et des vêtements foncés de bonne coupe. Rallié au régime, il prenait beaucoup de peine pour convaincre les Français que ses sentiments étaient immuables : il avait adhéré — affirmait-il — au parti national-socialiste afin d'être mieux placé pour travailler à la réconciliation franco-allemande.

Joachim von Ribbentrop qu'on avait signalé à Otto Abetz comme un des rares Allemands de la société qui partageait ses idées, était entré en rapports avec lui dès 1932. Aussitôt Ribbentrop avoir tenté d'intéresser le jeune homme au mouvement hitlérien, la force qui montait.

— Vous devriez venir avec nous, M. Abetz. Nous effacerons jusqu'au souvenir de nos jours de malheur ».

[266]

— Non, non répondit Abetz, Hitler a un programme de guerre et je n'aime que la paix.

— Hitler ne veut pas la guerre. Il l'a faite, il y a souffert. Il veut restaurer l'Allemagne dans sa puissance et dans sa dignité. Il ne veut obtenir de la bonne volonté de la France qu'une seule chose — la réparation des torts qu'elle a faits à l'Allemagne. Vos idées rejoignent les siennes.

— Je ne le crois pas ».

Hitler arrivé au pouvoir, von Ribbentrop redoubla d'activité auprès d'Otto Abetz. Ce jeune homme qui s'était fait tant de relations en France où nul ne pouvait le soupçonner de mauvaise foi, serait pour le *Führer* un agent rêvé. Il fallait qu'il cède.

— Nous allons vous donner, lui dit von Ribbentrop, tous les moyens pour poursuivre votre apostolat sur la plus grande échelle ».

On lui fit des promesses, on lui adressa aussi des menaces. S'il n'acceptait pas, on le considérerait comme un ennemi du régime. S'il acceptait, il aurait l'argent, les honneurs, un tremplin pour ses idées. Abetz qui venait d'avoir son second enfant était tellement pauvre que sa femme écrivait à Paris pour demander à ses amis de lui envoyer des costumes usagés pour son fils aîné et sa petite fille ! Il finit pas se laisser convaincre.

Voici Otto Abetz installé à Berlin. Oh, naturellement, von Ribbentrop est trop malin pour le « brûler » en lui donnant un titre ou un poste officiel. Il n'en a d'ailleurs pas lui-même. Il est simplement le « conseiller du *Führer* » pour les questions de politique étrangère. Mais il a constitué pour sa documentation un bureau officieux, le *Ribbentropbüro*. [267] C'est là qu'Otto Abetz dirigera le département français. En vérité, l'ancien démocrate chrétien est chargé de la propagande nazie en France. Il aime Paris, il pourra y aller tant qu'il voudra. Il y revient en effet plus francophile que jamais. Il revoit ses amis, écrivains, journalistes, hommes politiques. Il essaye même de continuer les camps de vacances franco-allemands, mais celui de 1934 est un fiasco complet. Les jeunes Français se méfient. Otto Abetz n'était-il pas venu accueillir à la gare ses quelques rares hôtes en chemise brune à croix gammée ?

— Oui, je suis nazi, me dit Abetz, quand je le rencontrai, parce que sans le nazisme, l'Allemagne serait morte et sa mort n'aurait pas tardé à entraîner celle de la France. Nous serions tous aujourd'hui sans doute déjà sous le joug russe. »

Il me développa non sans habileté, non sans chaleur, les théories avec lesquelles il continuait à frayer son chemin dans la société parisienne.

— Savez-vous que c'est grâce à moi que les seuls professeurs de langue étrangère admis dans les camps de travail sont des professeurs de français ? Est-ce que si Hitler était contre la France, il aurait permis cela ? »

Otto Abetz étendit ses relations. Les gens de gauche n'étaient plus aussi enthousiastes qu'avant pour le rapprochement franco-allemand depuis l'avènement du nazisme, mais ils continuaient à voir Abetz. Beaucoup d'entre eux lui avaient gardé une sympathie personnelle et, pacifistes avant tout, aimaient à entendre un Allemand nazi leur affirmer qu'ils n'avaient pas à redouter de guerre d'agression. Les gens du centre et de la droite voyaient dans le [268] nouveau régime allemand la seule barrière sérieuse contre le communisme et se gargarisaient des déclarations d'Abetz sur la « défense des intérêts communs des civilisations d'Occident contre le barbarisme révolutionnaire slave ».

Les portes des salons mondains s'ouvraient devant l'intelligent propagandiste. Il était charmant, racontait des anecdotes sur le mystérieux maître de l'Allemagne, rassurait par ses propos ceux qui s'effrayaient de la brusquerie des paroles et des actes du Chancelier ou des menaces contre la France que contenait sa profession de foi « *MEIN KAMPF* ».

— *MEIN KAMPF* est un livre écrit en prison, en pleine lutte, en pleine amertume. C'est autour de ce livre que s'est faite notre révolution nationale. Hitler ne peut donc pas le renier. Mais il ne représente qu'une force de propagande intérieure. Le *Führer* est un trop grand homme pour se sentir prisonnier de cette œuvre de jeunesse. Et la politique intérieure d'un pays en décomposition n'a rien à voir avec la politique extérieure d'un pays redevenu fort et conscient de lui-même. La preuve, que je ne dis rien qui ne soit pas ; vrai est que le *Führer* s'est opposé à ce qu'on publie *MEIN KAMPF* en France, car il ne veut pas que les Français fassent des erreurs d'interprétation sur ses conceptions actuelles de

l'Europe. Et il a proclamé que c'est dans l'Histoire qu'il écrira l'édition corrigée de *MEIN KAMPF* ».

Puis Otto Abetz soulevait un pan de l'épais rideau qui dissimulait la vie privée du *Führer* : c'est par lui qu'on apprit que Hitler chaque mercredi invitait à dîner 12 jeunes filles, plus jolies les unes [269] que les autres, s'asseyait auprès de celle qu'il jugeait la plus belle, n'adressait la parole à aucune de ses hôtes, mais lorsqu'elles étaient parties, restait longtemps seul pour rêver ...

Abetz racontait aussi comment Leni Riefensthal, l'actrice de cinéma, dont Hitler aimait la présence, se faisait faire, afin de séduire le *Führer*, des robes spéciales aux lignes sévères, mais au large décolleté, qui lui donnaient à la fois un air martial et très féminin. On riait : si Otto Abetz se permettait de pareilles plaisanteries sur le chancelier d'Allemagne, c'est, pensait-on, qu'il conservait vis-à-vis de celui-ci une certaine indépendance. J'ai toujours été persuadé, quant à moi, qu'Otto Abetz voulait en même temps désarmer la méfiance de ses auditeurs et humaniser le personnage de son Maître.

Naturellement tout de suite après ces anecdotes, revenait le refrain sur les dangers du « bolchevisme, maladie contagieuse », puis un petit couplet sur l'égoïsme de l'Angleterre et enfin l'indispensable déclaration de principe sur le pacifisme de Hitler qui avait proposé le désarmement général dès son arrivée au pouvoir, mais que nul n'avait voulu écouter <sup>7</sup>.

Otto Abetz avait été vraiment convaincu de la nécessité de l'amitié franco-allemande pour le maintien de la paix. Quelle part de sincérité gardait-il au fond de lui ? Jusqu'à quel point fut-il lui-même dupe ou lui-même manœuvré ? Jusqu'à quel point [270] et jusqu'à quel moment crut-il lui-même à la sincérité de son *Führer* ? Y croit-il encore maintenant ? Est-il persuadé que l'incompréhension et la mauvaise volonté des autres obligeaient Hitler à des actes qu'il aurait voulu éviter ? Ou Abetz a-t-il simplement vendu sa sincérité par besoin d'argent, par ambition ? Je n'en sais rien. Mais dès qu'il devint un agent nazi, je fus convaincu que son activité en France était néfaste. Si ses maîtres lui

---

<sup>7</sup> Abetz faisait allusion à la proposition faite en 1933 par Hitler au Ministre français des Affaires Étrangères, Paul-Boncour, dans laquelle il proposait de restaurer une armée limitée à 300 000 hommes et à 25 % de l'aviation continentale.

permettaient de dépenser chez nous de l'argent à pleines mains, ce n'était certes ni par générosité ni par idéalisme.

Dès 1934, Otto Abetz fut amené chez Pierre Laval par ses amis, Jean Luchaire et Bertrand de Jouvenel.

Dès 1934, il fut en rapports avec les chefs de grandes associations d'Anciens Combattants et entre autres avec ceux qu'on avait vu apparaître au premier plan lors des sanglantes journées de février. Otto Abetz les convainquit du sincère désir nourri par Hitler de baser l'avenir des relations entre les deux grandes puissances continentales purement européennes sur un échange permanent de vues entre les Anciens Combattants de 1914. Ces militants étaient tous d'ardents patriotes, mais ils étaient tous des politiciens aigris. Ils souffraient, de ne point jouer un rôle de premier plan dans la vie publique de leur pays. Comment n'auraient-ils pas été séduits à la pensée de pouvoir accomplir une importante et permanente mission qui les mettait à même d'occuper dans la politique française la place d'honneur d'où ils se considéraient évincés depuis la démobilisation ?

À la fin de 1934, deux d'entre eux, Jean Goy et Henry Pichot fondent le Comité France-Allemagne [271] auquel correspondait en Allemagne le Comité Allemagne-France que Hitler lui-même vint inaugurer. Otto Abetz s'était particulièrement lié avec un journaliste, le Comte Fernand de Brinon. C'était un personnage qui ne manquait pas de talent et d'entregent, mais qui était considéré comme douteux. On le traitait couramment de « combinard ». Il avait débuté comme rédacteur d'une feuille hippique, puis il avait dirigé l'écurie de courses du roi des *book-makers*, Élie Heliopoulos. Marié avec une actrice de la Comédie Française, il avait divorcé pour épouser une israélite fortunée, petite fille du grand rabbin de Strasbourg. Il évoluait alors dans les milieux de finances, car il avait été chassé du poste qu'il occupait au « JOURNAL DES DÉBATS », le jour où son directeur et bienfaiteur s'aperçut qu'il négociait derrière son dos la cession de ce journal à un groupe adverse. Il fut ensuite employé par des financiers pour la rédaction de leur publicité, lors des lancements de leurs émissions, et il s'introduisit par la finance dans les milieux politiques. Il avait aussi décroché de nouvelles collaborations et, en dépit de ses attaches juives, il poursuivait depuis l'avènement du nazisme le désir de se mettre au service des chefs de l'Allemagne nouvelle. Il voyait là une carrière encore peu encombrée et sans

doute pleine de profit. Des chefs radicaux, comme Daladier et Georges Bonnet, se servaient de Fernand de Brinon comme informateur.

Mais c'est surtout à Laval qu'il avait lié sa fortune politique. Otto Abetz amena son ami Fernand de Brinon à Berlin et lui ménagea une entrevue avec le *Führer*. Fernand de Brinon en ramena l'appel [272] lancé par Hitler aux anciens combattants français en tant qu'ancien combattant allemand en faveur d'une politique de coopération. Ce manifeste publié par LE MATIN fut aussitôt suivi d'une invitation des anciens combattants allemands aux anciens combattants français en l'honneur desquels une manifestation aurait lieu à Berlin. Les anciens combattants français s'y rendirent portant sur la poitrine toutes leurs décorations, précédés par une mer de drapeaux tricolores, les mutilés et les grands blessés. La population allemande les acclama et les anciens combattants revinrent en France convaincus des intentions pacifiques et amicales du III<sup>ième</sup> Reich. D'autres voyages suivirent ce triomphal défilé.

Après Jean Goy et Henry Pichot, c'est le Commandant Lhospital, ancien aide de camp du Maréchal Foch, c'est Scapini, député aveugle de guerre, et Henry-Haye, député de Versailles, tous anciens combattants qui adhèrent au Comité France-Allemagne et prennent contact avec les nazis.

À Berlin le luxueux hôtel que la Société France-Allemagne possède dans la Hildegardestrasse ne désemplit pas. Otto Abetz y a fait installer une douzaine de chambres et a engagé pour nourrir ses hôtes un cuisinier de grand renom. On y voit défiler des Français illustres comme Henry Bordeaux, de l'Académie Française, Alphonse de Châteaubriant, Prix Goncourt, le romancier Drieu de la Rochelle. Il y vient même d'anciens communistes comme Ramón Fernandez, même des israélites comme Emmanuel Berl.

Quand Otto Abetz nous y invita, ma femme et [273] moi, ne nous dit-il point pour essayer de nous faire revenir sur notre énergique refus :

— Si c'est parce que vous êtes israélites, vous avez grandement tort. Nous vous ferons aussitôt aryens d'honneur ».

J'ai déjà dit combien je me méfiais de la besogne à laquelle je voyais s'adonner Otto Abetz. Un incident devait polariser mes doutes.

Au début de février 1936, notre collaborateur Bertrand de Jouvenel fut réveillé de bon matin par un coup de téléphone.

— Allô, Bertrand. C'est Otto Abetz, mon vieux. Je viens d'arriver à Paris. Écoute-moi. Tu écris toujours dans PARIS-SOIR ? »

— Oui ! pourquoi ?

— Tu veux toujours avoir une *interview* du *Führer* ? Il n'a pas reçu de journaliste depuis longtemps. Eh bien, j'ai réussi ... il accepte de te parler. Mais il faut que tu viennes immédiatement à Berlin avec moi. Préviens ton journal. Nous partons ce soir ».

Bertrand de Jouvenel m'avertit aussitôt. Le lendemain dès son arrivée, il était reçu à la Chancellerie. Hitler lui parla d'abord de son père, l'Ambassadeur et Ministre, puis de lui-même. Puis tout à coup il lui fit une déclaration sensationnelle. Il offrait un pacte de non-agression de 25 ans à la France, si celle-ci renonçait au pacte franco-soviétique, car il ne pouvait avoir confiance en un pays qui avait partie liée « avec le communisme destructeur ».

Bertrand de Jouvenel fut invité à rédiger son *interview* le soir même dans le train qui le ramènerait [274] à Paris. Otto Abetz le relirait pour le compte du *Führer*. On insistait pour que l'article paraisse immédiatement.

Cette hâte, le déplacement d'un agent nazi, le fait que Hitler fasse une proposition d'une telle importance non pas au gouvernement par voie diplomatique, mais à un journaliste, tout cela nous sembla suspect. Jean Prouvost, avec son flair habituel, sentit la manœuvre. Et soudain elle nous apparut très claire : il s'agissait de créer par l'intermédiaire du journal le plus important de France, un mouvement d'opinion publique qui influencerait les députés auxquels allait être enfin soumise la ratification du pacte Laval-Staline. Nous ne voulions pas renier notre engagement de passer l'*interview*, mais nous décidâmes de la publier dans PARIS-MIDI, journal de circulation beaucoup plus restreinte. Nos tergiversations avaient reculé la date de sa publication jusqu'au matin même de la discussion de l'accord de Moscou à la Chambre.

Abetz vint au journal, rouge de colère, écumant de rage :

— Tout est raté, s'écria-t-il en oubliant toute prudence.

Et comme un de nos rédacteurs en chef le regardait stupéfait ;

— Oui, tenta-t-il d'expliquer, vous avez fait rater par votre mauvaise foi l'alliance franco-allemande.

— Allons donc, fis-je, vous vouliez créer dans le pays un mouvement contre le pacte franco-soviétique. Nous ne pouvons nous faire les complices d'une pareille immixtion étrangère dans nos [275] affaires. Qu'auriez-vous dit si le chef de notre gouvernement s'était ainsi adressé au peuple allemand pour combattre une initiative de Hitler ? »

Alors Abetz calmé, répliqua avec un sourire cynique :

— Vous oubliez que chez nous, mon cher, la presse est contrôlée ».

J'étais fixé sur l'évolution du personnage. Mais je résolus d'enquêter plus à fond sur les faits et gestes des agents des pays totalitaires en France. J'allais avoir l'occasion de découvrir et d'admirer le travail d'Otto Abetz.

L'activité allemande à l'étranger est répartie en quatre branches : les espions proprement dits, chargés des missions d'ordre militaire et industriel et qui relèvent de Goering, les agents de propagande qui dépendent des services du D<sup>r</sup> Goebbels, les agents de désorganisation intérieure qui dépendent de M. von Ribbentrop et les agents de la *Gestapo*, chargés de surveiller tous les autres qui relèvent de M. Himmler. Tous ces agents travaillent indépendamment, et souvent s'ignorent entre eux.

Le personnel de M. von Ribbentrop est lui-même divisé en deux tronçons : les organisations des Allemands de l'étranger dirigées par von Bohle, lui-même allemand né en Angleterre, et les agents destinés à influencer directement l'opinion publique des pays dans lesquels ils travaillent. Ces derniers sont pour la plupart des fonctionnaires officiels de la *Wilhelmstrasse* (diplomates) ou des membres du fameux *Ribbentropburô*.

Les agents de M. von Ribbentrop sont tous des spécialistes qui ont longuement étudié l'histoire, la [276] langue, les mœurs et la vie politique et sociale des contrées dans lesquelles ils sont appelés à exercer leur activité. Ils ont chacun une mission définie, mais réunissent leurs efforts pour former ce qu'on appellera plus tard « la cinquième colonne ». L'un des agents de M. von Ribbentrop, toujours le plus important, est uniquement chargé d'un travail « de sondage psychologique ». Ce sont les rapports de cet agent qui permettront de dresser le plan général d'attaque du pays par l'intérieur et de définir les tâches

particulières de tous les émissaires nazis permanents ou occasionnels qui travaillent à un même but et dans une même région.

Otto Abetz était devenu le « sondeur psychologique » pour la France. Il n'espionnait pas, il dépistait, s'informait, cherchait à convaincre. Il n'était pas directement le corrupteur, il était l'indicateur. Il pesait le poison, tâtait l'homme dont il fallait s'assurer et le définissait à ses chefs : « à vendre », « à prendre par la vanité », « par l'envie », « par le sentiment », « par la naïveté », parfois « par la générosité » ou « par l'idéologie ». De toute façon, Otto Abetz pêcheur de consciences, tranquille et patient, ferait ...

Il y a des pays où il faut éviter si l'on veut réussir de faire des offres grossières. En France on emploiera des méthodes raffinées : à un écrivain on achètera pour une somme considérable les droits de traduction d'un livre qui n'a pas très bien réussi. À un industriel on proposera des parts dans une importante société franco-allemande en formation. On invitera un journaliste à venir voir de près les beautés du régime hitlérien et durant son séjour, [277] on le traitera comme un prince du sang en déplacement officiel. On organisera pour un bavard une tournée de conférences où viendront quatre par quatre des dictateurs prêts à délirer d'enthousiasme. À un homme politique amoureux de jolies femmes on procurera une amie ravissante et stylée. On fera grand cas d'un politicien raté, on s'étonnera qu'un homme de sa valeur n'ait pas connu une réussite plus éclatante, on en accusera « le régime pourri de la France » et on mettra entre ses mains les moyens de créer un nouveau parti pour qu'il puisse affirmer sa personnalité, etc.

Cela prit à chaque coup ou presque. Cela prit d'autant mieux qu'on faisait remarquer à la première occasion — oh, très discrètement — à l'écrivain, à l'industriel, au journaliste, au bavard, à l'homme politique, au politicien que si ses rapports avec les nazis étaient révélés, cela risquerait, quoiqu'il soit innocent de tout péché, de le compromettre aux yeux de ses compatriotes abusés.

Et c'est par ce procédé qu'Otto Abetz introduisit le poison nazi dans l'organisme français.

Si on appelle traîtres, ceux qui reçoivent directement de l'argent pour une besogne dont ils ont pleine conscience de la vilenie, les vrais traîtres étaient peu nombreux parmi les Français dont se servaient les nazis. Pas un sur mille des complices d'Otto Abetz ne furent des agents

rétribués pour vendre leur pays, et la plupart se laissèrent même persuader qu'ils agissaient au contraire pour le bien de la France. Rien n'est plus facile que de confondre en effet les avantages personnels qu'on espère [278] retirer d'une politique avec ceux qu'en peut retirer sa patrie.

Dès qu'Otto Abetz fit la connaissance du professeur Fourneau, le grand savant qui dirigeait les recherches biologiques de l'Institut Pasteur, l'agent nazi s'aperçut qu'il avait affaire à un brave homme, absolument ignorant du machiavélisme politique, écœuré par l'image de la France que lui dessinaient ses journaux, plein d'amertume aussi d'être ignoré de ses concitoyens. Le professeur Fourneau se plaignit un jour devant Abetz de l'état dans lequel on laissait les laboratoires français. Et il eut un cri de révolte quand Maurice Chevalier partant le même jour que Madame Curie pour les États-Unis, tous les journaux titrèrent sur l'acteur auquel ils consacraient les trois quarts de leurs articles et mentionnèrent simplement en quelques lignes le départ de la grande chimiste.

Otto Abetz en savait assez. Il agit aussitôt. Le professeur Fourneau reçut quelques jours plus tard une invitation d'une société de chimistes allemands en renom qui priaient « leur illustre confrère français dont ils connaissent les importants travaux » de venir à Berlin pour participer à une discussion d'ordre scientifique. Flatté et intéressé, le professeur Fourneau accepta. À Berlin il fut reçu sur le quai de la gare par un représentant du Ministre de la Culture et aussitôt conduit, dans une somptueuse limousine à l'avant de laquelle claquait le drapeau à croix gammée, jusqu'à l'hôtel *Adlon*, le plus grand palace de la capitale allemande où une suite de luxe lui avait été réservée. Là, une nuée de journalistes et de photographes l'attendaient. Le lendemain, [279] son portrait paraissait dans toute la presse avec des articles laudatifs qui prouvaient que l'Allemagne, où il n'était jamais encore venu, connaissait beaucoup mieux ses importants travaux que la France, son pays !

Au cours des conversations qu'il aura avec ses collègues allemands, le professeur Fourneau sera sans cesse flatté et adulé. On lui fera visiter les admirables laboratoires allemands pourvus des appareils de recherches les plus modernes. On lui offrira banquet sur banquet, on le fera voyager à travers le pays pour lui montrer la force de l'organisation germanique. Et de temps en temps quelqu'un soupirera à ses oreilles :

— Ah ! quel dommage que la France qui est le pays naturel de la découverte et de l'invention nombre dans cette anarchie si nuisible aux progrès de la science ! Quel dommage que beaucoup de ses grands savants, le professeur Paul Langevin, Jean Perrin, André et Irène Joliot-Curie dans cette confusion se soient laissé entraîner à soutenir les idéologies d'extrême-gauche qui portent en elles le germe destructeur de tout progrès véritable. Et pourtant, c'est à ses seuls savants communiants que la France réserve postes et honneurs ».

Lorsque quelque temps après, le Professeur Fourneau revenu à Paris, se verra offrir la Présidence du Comité France-Allemagne, comment n'accepterait-il pas d'enthousiasme ? À ses yeux l'Allemagne nazie est un pays fort, animé des meilleures intentions vis-à-vis des Français et il souhaite qu'une collaboration suivie avec cette grande nation et ce [280] régime permette le redressement moral et matériel de la France.

Ça y est. Otto Abetz a gagné ! Le professeur Fourneau connu pour son autorité et son intégrité est un pavillon splendide pour couvrir la marchandise que le Comité France-Allemagne veut vendre. Le professeur Fourneau sert les plans de Hitler, mais qui ne pourra jamais dire de lui sérieusement qu'il est un traître ?

\* \* \*

Dès 1936, un agent allemand, Hans Slatten <sup>8</sup> m'apporta à PARIS-SOIR les lignes générales du programme tracé par le *Führer* lui-même pour le travail de propagande à exécuter en France. Cet agent pour des raisons imprécises n'avait plus confiance dans ses maîtres. Il voulait en trouver d'autres susceptibles de le protéger. Je l'envoyai aussitôt au Service de Renseignements militaires français qui l'éconduisit. Il partit pour Londres. Je ne sais s'il a réussi par la suite à travailler pour les Anglais. J'ai cherché à me renseigner depuis sur son sort, sans y parvenir.

Voici quel était ce programme :

---

<sup>8</sup> Je n'ai pas voulu mentionner le nom exact de cet agent allemand pour des raisons que chaque lecteur comprendra. C'est la seule altération de ce genre qu'on trouvera dans ce livre.

Persuader l'opinion publique française :

– 1) qu'elle a tout à gagner en concluant une alliance avec l'Allemagne. Démontrer que si ce n'est pas la France qui s'allie la première avec l'Allemagne, ce sera l'Angleterre. Insister sur le danger pour la France d'une alliance anglo-allemande.

[281]

– 2) que l'Allemagne n'a pas de revendications contre la France, qu'elle ne demande qu'une chose — c'est de pouvoir vivre. La France a tout intérêt à abroger les clauses du Traité de Versailles qui empêchent l'Allemagne de respirer. L'Allemagne ne cherche qu'à récupérer ses minorités nationales maltraitées, mais elle est toute prête à renoncer à compter l'Alsace et la Lorraine parmi ces minorités.

– 3) que la France n'a plus ni la démographie ni la puissance militaire qui lui permettent de jouer un rôle de grande nation. Elle n'est pas capable de se porter victorieusement au secours des petits États créés par le Traité de Versailles avec lesquels elle n'a aucune frontière mitoyenne, aucun véritable intérêt en commun. Essayer de faire reporter tout l'effort patriotique de la France sur la sauvegarde de son Empire. À ce sujet insister sur le fait que les revendications coloniales allemandes, qui ne sont pas actuelles, pourraient se traiter par voie diplomatique sur un terrain purement économique.

– 4) que Hitler a voulu le désarmement et que c'est la France qui s'y est opposée. L'Allemagne a donc procédé à un réarmement massif qui lui donne une puissance inégalable. La force allemande doit effrayer les Français. Mais en même temps s'arranger pour que toutes les nouvelles possibles sur le réarmement soient démenties, apparaissent sujettes à caution et donnent lieu à des polémiques.

– 5) effrayer l'opinion publique française sur les dangers du bolchevisme. Représenter que seule l'Allemagne constitue pour la France une barrière contre le danger soviétique.

– 6) aviver les querelles de partis et les discussions [282] d'ordre politique intérieure, soutenir tous les mouvements antidémocratiques même ceux qui sont en même temps anti-allemands. Soutenir toutes les campagnes antifascistes pour séparer la France de l'Italie.

– 7) soutenir tous les mouvements pacifistes et leur apporter par voies détournées le plus d'aide possible. Leur fournir des arguments.

Les pacifistes de gauche qui ne peuvent en aucun cas être soupçonnés d'être d'accord avec nous sont dans tout le pays *nos meilleurs auxiliaires*.

– 8) ne laisser passer aucune occasion de faire répandre nos mots d'ordre par les Français appartenant à tous les milieux et particulièrement aux milieux politiques, mondains, journalistiques, administratifs, militaires et syndicalistes. Naturellement ces Français devront répandre ces mots d'ordre de bonne foi. Flatter pour cela leur idéologie, leur croyance, leur manie, leur ambition, leur vanité.

– 9) susciter des campagnes antisémites aussi violentes que possible. En même temps faire propager dans les milieux israélites surtout financiers l'assurance que les lois de Nuremberg ne sont pas des lois d'exportation. Répéter que l'antisémitisme ne pourra naître en France qu'à la suite d'une guerre contre l'Allemagne ou de campagnes conduites par des juifs pour pousser leur pays à cette guerre.

– 10) répandre peu à peu l'idée que l'intérêt de la France est de laisser à l'Allemagne les mains libres à l'Est, afin que le *Reich* puisse satisfaire ses besoins d'expansion naturelle et débarrasser l'Europe du danger communiste.

– 11) susciter des articles dans la presse excitant [283] la méfiance des Français :

- a) contre l'Angleterre en montrant la France à la remorque de cette nation égoïste ;
- b) contre la Russie bolchevique qui cherche à faire battre la France contre l'Allemagne pour se débarrasser du danger allemand sans participer elle-même à la lutte ;
- c) contre les États-Unis où l'isolationnisme se développe et qui sont décidés à ne plus se laisser entraîner dans une guerre par la propagande alliée (insister sur la question des dettes qui met la France en mauvaise posture devant les Américains) ;
- d) contre les pays d'Amérique du Sud qui ont des sympathies pour l'Allemagne ;
- e) contre l'Italie qui a des ambitions africaines préjudiciables aux intérêts français ».

J'avais tout lieu de tenir ce document pour authentique. Il est évident que sa présentation (une feuille de papier pelure dactylographiée sans indication d'origine) n'en permettait pas la publication. Cependant, j'ai constaté que c'était exactement dans le sens de ces instructions que se portèrent tous les efforts des agents allemands en France.

Deux autres documents, irréfutables ceux-là, et d'ailleurs irréfutés qui furent l'un et l'autre publiés plus tard et ne retinrent guère l'attention, corroborèrent le document d'Hans Slatten : c'est d'abord la lettre écrite par Hitler en 1932 à Von Papen qui confirme son intention de faire porter sur la France l'échec du désarmement. C'est ensuite la note au *Führer* sur la nécessité de séparer la France de l'Italie, note dont le parti nazi essaya en vain d'empêcher la parution dans la presse étrangère.

Par ailleurs la personnalité de Hans Slatten m'était connue puisqu'il avait été longtemps un [284] des intermédiaires officieux de l'Ambassade d'Allemagne auprès des journaux français même avant l'arrivée des nazis au pouvoir. Il cherchait évidemment à ruiner le travail de ses chefs contre lesquels il nourrissait des ressentiments personnels. Peut-être aussi que nationaliste, mais démocrate allemand, il n'avait adhéré au national-socialisme qu'à contrecœur. Quoi qu'il en soit, c'est le seul agent nazi qui ne vînt jamais nous offrir de travailler contre son parti, alors que nous reçûmes de nombreuses visites dans ce genre d'agents russes et italiens en rupture de ban.

Hans Slatten me commenta ainsi les instructions nazies concernant la France :

— Nous sommes chargés somme toute de maintenir la France dans un état moral qui l'éloignera de la préparation d'une guerre contre l'Allemagne et l'isolera de toutes les autres puissances. Quand Hitler aura mangé tous les pays de l'Est, y compris l'URSS, les uns après les autres, il se retournera vers la France désarmée, isolée, mais en pleine euphorie de neutralité et lui posera tranquillement ses conditions. Il y aura alors un gouvernement national-socialiste en France qui expliquera à vos concitoyens qu'après tout ils ne perdent sans guerre que ce qu'ils auraient perdu avec une guerre, mais qu'ils ont fait l'économie d'une rencontre sanglante. Et chacun se réjouira d'avoir évité des pertes de vies humaines sans doute fatales pour un pays de faible population. Ainsi la

France deviendra tout doucement une petite colonie allemande sans aucune chance pour elle de ne jamais reprendre sa place d'antan ».

[285]

Ce jour-là ce même agent me révéla une curieuse histoire. L'Allemagne nazie avait fait savoir jadis à MM. Pierre Flandin et Pierre Laval alors au pouvoir qu'elle considérerait comme un « acte inamical » le maintien du Général Weygand à son poste de généralissime au-delà de sa limite d'âge. Les plans de Weygand prévoyaient la restauration d'une armée offensive avec le renforcement de l'armée de métier qui aurait pu constituer des corps expéditionnaires pour la défense des petites nations. Hitler le savait et n'ignorait pas que Gamelin, le successeur qu'on envisageait pour Weygand, était au contraire partisan farouche d'une armée uniquement défensive. Weygand avait été représenté à l'opinion publique française comme un général réactionnaire capable de faire un coup d'état et professant des théories militaires qui justifiaient les accusations d'impérialisme qu'on portait contre la France. Par contre, Gamelin comptait de nombreuses amitiés dans les partis de gauche qui approuvaient ses théories défensives. Aussi quand Pierre-Étienne Flandin nomma le 21 janvier 1935 Gamelin à la place de Weygand « pour ne pas irriter Hitler » la majorité parlementaire de gauche fut aussi ravie que M. Hitler lui-même. Et il n'y eut point ou presque pas de protestations dans la presse en dépit de la renommée de Weygand.

\* \* \*

Je parlais d'Otto Abetz à Hans Slatten. Il ne le connaissait que de nom et ne semblait pas savoir au juste de quelle mission il était chargé. Hans Slatten, lui, travaillait avec le D<sup>r</sup> Schmoll, attaché [286] de presse à l'Ambassade d'Allemagne et je l'avais d'ailleurs rencontré avec celui-ci. Le D<sup>r</sup> Schmoll, que j'avais par ailleurs rencontré aussi avec Otto Abetz, était chargé de certaines transactions d'ordre financier. Quand Otto Abetz avait signalé que tel et tel directeur de journal pouvait aisément être « convaincu » de soutenir la thèse allemande, le D<sup>r</sup> Schmoll apparaissait. Mais il ne traitait pas personnellement, car l'Allemagne hitlérienne fut toujours assez adroite pour éviter de laisser des traces des corruptions. Les émissaires du journal à vendre étaient mis en rapport avec les représentants de la publicité de grandes firmes allemandes pharmaceutiques ou chimiques (*IG Farben Gesellschaft* et *Bayer*

étaient le plus souvent employés pour ce genre de transactions). Ces sociétés privées avaient comme filiales des sociétés françaises. Et c'est de celles-ci que les journaux recevaient des subsides pour des annonces payées au prix fort du tarif, mais avec des suppléments hors tarif pour priorité de passage et emplacements de choix, tout ceci afin de pouvoir justifier l'argent versé. La plupart du temps d'ailleurs, le contrat passé, la publicité n'apparaissait jamais.

C'est par Hans Slatten encore que j'entendis prononcer pour la première fois le nom du banquier Hirsch, intermédiaire pour la distribution de l'argent allemand en France, plus spécialement chargé de la corruption des milieux industriels ou des personnalités privées.

Je m'étonnai :

— M. Hirsch n'est-il pas israélite ?

— Mais si, c'est un réfugié naturalisé et qui s'affirme [287] violemment antinazi. C'est pour cela qu'il est insoupçonnable. Vous ne vous doutez pas du nombre de réfugiés allemands qui sont entre nos mains et agissent pour nos ordres. Il est tellement facile de les tenir ! Beaucoup ont conservé de la famille on Allemagne sur laquelle on peut exercer des représailles, d'autres espèrent sauver leurs biens et même quelques fois regagner l'Allemagne. Que voulez-vous, après tout, c'est leur pays ! »

[288]

[289]

SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION

## Chapitre XVI

---

# LES SALONS DE PARIS ET LA BRIGADE MONDAINE DU FÜHRER

[Retour à la table des matières](#)

— Oh, mon cher ambassadeur, comme c'est gentil d'être venu ... Par ici, Monsieur le Président. Est-ce que vous connaissez notre grand et illustre écrivain ... Mon Général, permettez-moi de vous présenter la plus jolie de nos duchesses ... Voici, Monsieur le Ministre, un jeune homme qui vous intéressera, c'est un grand écrivain allemand qui adore la France ».

Nous sommes chez une des huit ou dix Parisiennes qui tiennent salon à Paris.

La grande période des salons mondains, politiques et littéraires coïncida avec l'époque où le pays lut le plus souvent agité par les conflits sociaux. Ces convulsions populaires étaient plus dangereuses en apparence qu'en réalité, car en dépit de la gravité de la crise économique, la France était restée un pays heureux où trop peu de gens souffraient assez pour se révolter. Les maîtres de l'heure semblaient vouloir se persuader de ces vérités rassurantes dans des refuges douillets et de bon ton. Les salons, c'était pour nos hommes politiques la consolation des meetings.

Certaines femmes françaises qui pensaient que le sexe dit faible avait prouvé pendant la première guerre mondiale autant de qualités civiques que les hommes, essayèrent, la paix revenue, de conduire en France une campagne suffragiste. Pendant [290] dix ans elles se heurtèrent non seulement à l'ironie de la plupart des hommes, mais encore à l'indifférence ou à l'hostilité de la majorité de leurs concitoyennes. Les femmes françaises en général ont pour la politique de réunions publiques autant d'aversion que de crainte. Mais si elles n'ont aucun goût pour le métier politique, les Parisiennes entendent exercer leur pouvoir par le charme de leur physique ou de leur esprit.

Recevant les suffragettes quand il était Président du Conseil, M. Albert Sarraut leur dit : « À quoi cela vous servirait de passer à l'isoloir ? Restez donc dans les boudoirs. Vous y conduirez plus sûrement notre politique ».

Les suffragettes furent très choquées. Mais il est pourtant exact que la grande tradition illustrée par les Pompadour, les du Barry, les Maintenon, les M<sup>me</sup> de Staël, les Grande Mademoiselle, les M<sup>me</sup> Tallien, les M<sup>elle</sup> George, les M<sup>me</sup> Roland ou les Marie Walewska, se perpétuait sous la Troisième République. M. Albert Sarraut aurait été personnellement ingrat de ne point le reconnaître ...

Les femmes non admises au pouvoir réel exerçaient une autorité indirecte plus grande encore et plus dangereuse, puisqu'exempte de responsabilités. Avant la guerre de 1914, les gouvernements se faisaient et se défaisaient dans les salons adverses de M<sup>me</sup> de Luynes (de droite) ou de M<sup>me</sup> Ménard Dorian (de gauche).

Après 1918, « les Précieuses de Genève » (qui inspirèrent aux auteurs parisiens Robert de Fiers et Francis de Croisset une de leurs meilleures [291] pièces) bourdonnèrent autour de la Société des Nations.

Et on peut dire qu'une partie du sort actuel de l'Europe se prépara à Paris avant cette guerre dans l'hôtel de M<sup>me</sup> Marthe de Fels, dans les salons rouges et blancs de la Comtesse Madeleine de Montgomery, chez M<sup>me</sup> Horace de Carbuccia avenue Foch, Place du Palais Bourbon chez Marie-Louise Bousquet, aux thés de Jeanne de Crussol, aux déjeuners de Marie-Laure de Noailles, aux dîners de la Duchesse Antoinette d'Harcourt ou à ceux de la baronne Philippe de Rothschild, au cours des fêtes données par Lady Mendl ...

Qui sont ces dames ? On n'était pas « bien Parisien » si on l'ignorait et on ne vous reconnaissait point comme un des dépositaires du « Secret des Dieux » si elles vous ignoraient. Celui qui ne savait point que la Comtesse de Montgomery répondait au gracieux pseudonyme de « Minou » passait pour un béotien et on aurait traité de provincial celui qui aurait appelé M<sup>me</sup> Horace de Carbuccia autrement qu'Adry.

Chaque salon avait ses habitués, ses vedettes, ses coutumes. On était sûr de rencontrer Paul Reynaud, dressant sa petite taille sur la pointe de ses pieds, les mains dans les entournures de son gilet, en train de péroser chez « Minou » de Montgomery.

L'hôtesse — divorcée d'un richissime industriel et héritière de l'apéritif Noilly-Prat —, était intelligente, belle et profondément patriote. Diane Chasserresse aux attaches fines et nerveuses, avec ses cheveux cendrés, ses yeux d'aiguemarine, sa peau [292] nacrée et ses longues mains fines qui accentuaient chacune de ses phrases comme autant de points d'exclamation, elle inspirait par sa seule présence d'interminables tournois d'idées et d'éloquence. Elle recevait avec art dans un décor ravissant — murs et rideaux blancs, divans pourpres très bas, larges paravents de laque chinoise, nègres de bronze vénitiens noirs et or, le tout dans de vastes pièces embaumées de bouquets de fleurs blanches et éclairé de bougies multicolores. Des ambassadeurs : William Bullitt, l'Américain ; Lukasiewicz, le Polonais ; Carcano, l'Argentin — étaient les hôtes fidèles de Minou avec d'autres hommes politiques français comme Georges Bonnet, des directeurs de grands journaux français et étrangers, comme Jean Prouvost (PARIS-SOIR), Pierre Guimier (LE JOURNAL) et *Lord* Camerose (LONDON DAILY TELEGRAPH), de grandes couturières, comme Chanel et Schiaparelli, et des gens du monde comme le Duc et la Duchesse Jean d'Ayen, l'hon. Daisy Fellowes, Lady Mendl, des banquiers, de grands industriels, etc. « Minou » dirigeait avec autorité MARIE-CLAIRE, le plus important magazine féminin et animait maintes œuvres sociales, mais elle trouvait encore du temps pour établir des contacts entre les personnalités les plus différentes, à pousser la carrière des jeunes dans le talent et le caractère desquels elle avait confiance, et à créer des sympathies à ses amis en place. Inconnue du public, elle était pourtant considérée, à juste titre, comme une des puissances les plus efficaces derrière le manteau d'arlequin de la politique.

[293]

Le spectacle et la distribution, sauf de rares débutants et des vedettes « en représentations », étaient toujours le même dans tous les salons, seuls les décors changeaient.

Le même « tout Paris » qu'on rencontrait chez Minou, on le retrouvait dans l'hôtel particulier somptueux comme une ambassade de la Comtesse Marthe de Fels (née M<sup>lle</sup> du Cumont), marié au jeune et richissime député André de Fels. Grande femme plantureuse et cordiale, elle n'avait pas sa pareille pour échafauder des combinaisons subtiles et pousser les pions sur l'échiquier politique ou diplomatique. La vedette de son salon était le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Étrangères, Alexis Léger qu'on aimait entendre expliquer ses idées sur la politique extérieure avec un grand charme et ses images de poète. On déjeunait chez Marthe de Fels, on dînait chez Minou puis on soupait dans le sous-sol dallé de marbre noir et blanc de l'appartement ultramoderne de la belle Florence Jay Gould, américaine par son mariage. Le lendemain on se rencontrait au cours d'un bal dans les jardins versaillais de Lady Mendl, cette octogénaire obstinément juvénile, décoratrice pleine de goût, née Américaine mais mariée avec un diplomate anglais, et on terminait la semaine par un nouveau dîner — dans les larges galeries surchargées de tableaux de maîtres — de l'appartement de M<sup>me</sup> Paul Guillaume, près du Bois de Boulogne.

Où ailleurs que chez ces charmantes femmes, nos politiciens et nos diplomates auraient-ils pu se rencontrer et discuter sans contrainte ? Ils se sentaient [294] dégagés, libres d'agir et de parler, heureux d'être entendus et admirés chez une hôtesse spirituelle et jolie, devant un parterre d'homme célèbres et de femmes en renom. Et puis ils faisaient là des rencontres souvent fort utiles. Tandis qu'une chanteuse à la mode, dans la pièce voisine, retenait des autres invités, on pouvait en échangeant des propos à voix basse sur un canapé moelleux, se découvrir des intérêts communs et nouer des alliances politiques profitables. On pouvait se réconcilier avec un directeur de journal qui jusqu'ici vous faisait grise mine. On pouvait, les flûtes de champagne aidant, sonder le représentant d'un grand pays étranger sur la véritable politique de son pays. On pouvait même trouver une âme sœur ...

J'allais moi-même souvent dans ces salons, car un journaliste a le devoir de s'informer et nul endroit n'était plus propice à qui voulait prendre le contact avec les maîtres de l'heure et recueillir leurs confidences.

Otto Abetz s'était rapidement introduit dans ces milieux ainsi qu'un autre agent allemand, nommé Frédéric Siebourg. Celui-ci correspondant de LA GAZETTE DE FRANCFORT à Paris déjà avant le nazisme était un écrivain de talent qui maniait aussi bien la langue française que la langue allemande. Son livre *Dieu est-il français ?* avait consacré sa jeune réputation. Il était beau, il avait de l'esprit, il avait une jolie femme et il était enveloppé d'une auréole de Don Juan depuis que la femme d'un écrivain parisien s'était suicidée pour lui.

Dans ces salons mondains, Abetz et Siebourg pouvaient non seulement répandre les mots d'ordre [295] du *Führer*, ils pouvaient encore surprendre bien des secrets d'État, car les politiciens français, pour éblouir une jolie femme titrée ou simplement par légèreté, clamaient, racontaient les délibérations dans ces réunions privées devant les agents de l'étranger.

Chacun sait aujourd'hui que Hitler a fait tous ses grands coups contre l'avis de ses chefs militaires. Qu'il s'agisse de l'Autriche, de Prague, de la Rhénanie, le *Führer* a joué sur des données politiques en dépit des objections des techniciens du *Reich*. Ces données, qui les lui fournissait ? Hitler a osé certains coups de dés contre la France parce que des hommes influents de ce pays, ministres, propriétaires de journaux ou hauts fonctionnaires avaient déclaré en dînant en ville : « Nous ne marcherons pas pour l'Autriche, nous ne nous battons pas pour Prague, nous ne pouvons pas empêcher la remilitarisation de la Rhénanie ».

Ces propos étaient aussitôt rapportés à Berlin. Pour Hitler la connaissance du fléchissement des chefs politiques français a eu une importance qui ne se chiffre pas en millions, ni en milliards. C'est cette connaissance qui l'a amené à Paris, grâce aux rapports d'Abetz, des Siebourg et d'une poignée de niais et d'inconscients qui constituaient la brigade mondaine d'Otto Abetz.

On doit cette justice aux femmes qui tenaient les salons mondains ; la plupart d'entre elles n'ont joué dans la tragédie de la France qu'un rôle fortuit. Quelques-unes même ont pressenti le danger et ont interdit rapidement leurs portes à tous ceux qui à un degré quelconque travaillaient contre leur pays.

[296]

Au premier rang de ces femmes clairvoyantes, je dois mettre Madeleine de Montgomery, qui utilisa la plupart du temps la grande influence dont elle disposait sur certains directeurs de journaux parisiens et sur de nombreux hommes politiques au mieux des intérêts français.

Pourtant afin d'essayer de la convaincre, comme on la savait chasseresse émérite, elle fut invitée personnellement par le Maréchal Goering lors des fêtes de Congrès International de la Vénerie à Berlin, en même temps que la Duchesse Antoinette d'Harcourt. Pour ses hôtesse de choix, Goering se dépensa sans compter. Il donna des repas somptueux suivis de battues et de poursuites à cheval à travers les plus belles forêts allemandes. Il revêtit ses uniformes les plus éclatants, se fit doux, souriant, enjôleur, persuasif.

Quand la Comtesse Madeleine de Montgomery revint à Paris, elle me dit :

— Il en a trop fait, il a trop dépensé d'argent et de sourires pour deux femmes françaises qui après tout ne sont que deux femmes de la Société, sans aucun mandat. J'ai compris que les Allemands voulaient obtenir quelque chose de moi. Il n'en entrera plus dans ma maison ».

Par contre, la Duchesse Antoinette d'Harcourt, moins perspicace, devint à son retour une propagandiste déchaînée du Comité France-Allemagne et fit inscrire son mari, jeune député, parmi les membres directeurs de cette association.

\* \* \*

[297]

Au cours d'un voyage à Londres, je m'aperçus que la société londonienne était aussi « travaillée » que la société parisienne. Ribbentrop, quand il fut ambassadeur d'Allemagne en Angleterre, avait amené avec lui un certain nombre de jeunes et beaux jeunes gens dont les londoniennes raffolaient. L'un d'eux, le Prince de Bismarck, fut le vrai héros de plusieurs saisons dans la capitale anglaise. Il était gai, savait organiser des jeux et se rendre indispensable aux maîtresses de maison qui ont toujours peur que leurs invités s'ennuient. Je fus effrayé de voir que le Prince de Bismarck entretenait des relations personnelles de grande amitié avec un certain nombre de jeunes membres de la *gentry* et de me

rendre compte qu'il avait su en convertir beaucoup à une sorte d'hitlérophilie sentimentale.

En France aussi quelques jeunes aristocrates secondaient les efforts d'Otto Abetz. Le plus suspect me sembla être un gros garçon, chauve et bedonnant, d'intelligence médiocre, mais d'excellente famille, regardé par tous comme futile et sans danger : Thierry de Ludre. Les Ludre sont depuis leur origine, fixés au Château de Richard-Mesnil, à quelques lieues de Nancy sur la rive de la Moselle. Ils sont alliés à toutes les vieilles familles du pays, aux princes de Beauveau, comme aux comtes d'Alsace, aux comtes de Scittivaux comme aux marquis de Lambertye, membres de ce qu'on appelle en termes de héraldique « les petits et les grands chevaux de Lorraine ».

Le père de Thierry de Ludre, officier de cavalerie, fut député nationaliste de Nancy et ami de grands [298] patriotes lorrains — Maurice Barrés, Poincaré, Louis Marin, André Maginot. Sa mère est la petite fille du Maréchal comte Berthier, aide-de-camp de Napoléon. Thierry aurait pu, comme sa sœur, grandir selon la tradition et aimer ces souvenirs qui font partie du trésor de la France. Au contraire, il les détesta. Incapable de prendre son rang en travaillant, il voulut brûler les étapes, briser la règle, se singulariser. Dans le vieux pays de Lorraine, le sentiment le plus répandu et le plus profond est la méfiance à l'égard de l'Allemagne. Thierry se posa tout de suite en sympathisant de l'Allemagne. Dès 1928, âgé de 20 ans, ayant perdu son père, il commença à préparer dans la circonscription de celui-ci une campagne électorale sur les idées opposées aux siennes. Il accusait Poincaré d'être responsable de la guerre, flétrissait Clemenceau et le « militarisme français », faisait l'éloge de Stresemann. Il offrait d'ailleurs avec ce Président de Conseil allemand une ressemblance physique frappante dont il tirait vanité. Il justifiait son engouement pour l'Allemagne en rappelant sans cesse qu'il avait du sang de Wittelsbach dans ses veines. Son arrière grand-père Berthier avait en effet épousé une princesse de la famille régnante de Bavière. Thierry mentionnait souvent ce fait aux Allemands qui ne s'en souciaient guère mais qui étaient assez habiles pour le flatter en l'écoutant.

Dès l'avènement du nazisme, Thierry de Ludre multiplia ses voyages en Allemagne. On le voyait à Baden-Baden à l'Hôtel *Stéphanie* et chez M<sup>me</sup> Haniel, riche propriétaire des sociétés de navigation du Rhin. Il y rencontra le *gauleiter* Wagner, [299] venu avec Abetz de

Karlsruhe, Rudolph Hess et Von Papen. Ce dernier l'emmenait aux courses avec M<sup>me</sup> Von Papen et leurs deux filles aux longues nattes et aux talons plats. Von Papen recevait Thierry de Ludre dans la propriété des Villeroy (parents de M<sup>me</sup> Von Papen) en Sarre, et également à Berlin. Thierry de Ludre fut le premier à accueillir Von Papen à Paris. Cette amitié d'un jeune homme du monde offrait un réel intérêt pour les Allemands qui cherchaient à se faire ouvrir les portes de la société française. Il y avait bien peu de personnes pour recevoir au début les Papen, les Ribbentrop, les Lersner, envoyés habituels du *Reich*. Tant que le travail de leurs agents ne fut pas au point. Ribbentrop descendait discrètement à l'hôtel *Bristol*, rue Saint-Honoré, Lersner et Von Papen à l'hôtel *Lancaster*, rue de Berri. C'est à peine s'ils rencontraient le marquis Melchior de Polinac, président de la société des vins de France, qui avait été le patron de Ribbentrop comme propriétaire de la marque de champagne Pommery, Jean de Castellane, marié à une Allemande, André Germain, fils dégénéré du fondateur du crédit Lyonnais, Fernand de Brinon et parfois, mais rarement, Maurice Bunau-Varilla, directeur du *Matin*.

Thierry de Ludre, plus frais que les autres, était plus facile à manœuvrer. Il poussa l'ardeur germanophile jusqu'à recevoir en 1934 les Papen à Richard-Mesnil même, sur sa terre familiale de Lorraine. Le Maréchal Lyautey qui habitait dans une propriété voisine, refusa avec indignation l'invitation que lui avait lancée le jeune Thierry pour rencontrer le Vice-Chancelier d'Allemagne. Et après [300] le repas, pour rire un peu, on monta dans le grenier du Château pour montrer à von Papen les inscriptions laissées par les soldats allemands qui avaient logé là pendant la guerre de 1871. L'effet dans le pays lorrain fut détestable. On commence à dire que Thierry de Ludre recevait de l'argent de l'Allemagne. On l'a répété beaucoup depuis. Je ne le crois même pas. Mais peu importe puisque tout se passa comme s'il en recevait.

Thierry de Ludre avait le caractère traditionnel du parfait défaitiste. Sans amour véritable pour la France, il enviait les honneurs que son pays ne voulait pas lui offrir et que les voisins d'outre-Rhin lui faisaient entrevoir avec une habileté diabolique. Enfin et surtout, comme presque tous ceux dont Abetz se servait, il avait peur ... Peur de se voir prendre ses biens par l'ennemi, peur d'avoir à se battre. Il avait la vénération de la force comme tous les poltrons, il croyait reconnaître des forces plus grandes chez l'adversaire que dans son propre camp. Par ailleurs, les

nazis connaissaient ses vices et s'arrangeraient pour les satisfaire : « *Herr Graf* », claquement de talons, courbettes jusqu'à terre, interviews, demandes de conseils, parties fines aussi. Les Allemands sont passés maîtres dans le maniement de ce genre d'hommes ratés et ambitieux.

Au retour d'un de ses voyages dans le *Reich*. Thierry de Ludre, nanti d'une pelisse, d'une automobile et d'un chauffeur, faisait l'important à Paris. Il annonçait la guerre possible, montrait les moyens de l'éviter en s'entendant avec « les charmants hommes d'État du *Reich* si désireux d'un rapprochement sincère avec nous ».

[301]

En 1934 quand la Sarre retourna au *Reich*, Thierry de Ludre était à Sarrebruck avec Stanislas de la Rochefoucauld qui envoya un message de félicitations à Hitler. En mars 1936, quand Hitler réoccupait la Rhénanie, Thierry de Ludre venait de faire un séjour à Berlin.

\* \* \*

Or, peu de temps avant ce coup de force hitlérien, Thierry de Ludre dans une maison amie où je me trouvais également, pouvait entendre le Général Maurin, Ministre de la guerre, déclarer à quelqu'un qui lui posa la question :

— Que ferions-nous, mon général, si Hitler voulait amener ses défenses jusqu'au Rhin ?

— Pas grand'chose et même je crois rien du tout. Je connais là-dessus le sentiment de la plupart des collègues de mon cabinet et je ne pense pas que le pays voudrait qu'on fasse une guerre pour empêcher les Allemands d'être maîtres chez eux. Et il faudrait une guerre, une vraie guerre que nous ferions tous seuls car les Anglais ne marcheraient pas ».

En effet l'Allemagne rassurée à l'avance fit entrer les armées en Rhénanie le 7 mars 1936 sans être inquiétée. Plus tard — quand il fut démontré qu'au moment de l'affaire de la Rhénanie, les Allemands n'avaient pas mis au point leur réarmement et que deux divisions françaises auraient suffi pour en finir avec l'hitlérisme — plusieurs des membres du gouvernement, afin d'atténuer leur responsabilité, me

racontèrent le Conseil des Ministres historique du 7 mars, au cours duquel ils décidèrent résolument [302] de ne rien faire.

Le récit que j'entendis au cours d'un déjeuner chez Jean Prouvost, de la bouche d'Albert Sarraut lui-même, correspondait à ceux que firent en d'autres occasions Pierre-Étienne Flandin et le Général Maurin (qui était devenu collaborateur de PARIS-SOIR)

« Le Conseil s'ouvrit dans une atmosphère lourde et nerveuse, raconta Albert Sarraut. Je mis mes collègues au courant des faits. Mandel qui était Ministre des Postes et des Télégraphes dès le début de la séance déclara :

« — Si nous laissons sans réponse cette provocation, Hitler sera persuadé qu'il peut tout tenter sans que la France bouge. Et il tentera tout. Après avoir rétabli le service militaire il y a un an, il efface aujourd'hui la dernière clause militaire du Traité de Versailles. Faites attention, nous devons prendre une décision historique car en acceptant le geste du Chancelier allemand, nous nous barrons la route de nos interventions. Nous ne pourrons plus nous porter au secours des États auxquels nous avons promis l'assistance et nous serons obligés de changer tout notre système de politique extérieure ».

« Je l'approuvais, plusieurs autres ministres aussi. Pierre-Étienne Flandin qui avait le portefeuille de Ministre des Affaires Étrangères ne nous contredit point. Il déclara en substance :

« — Nous devons rejeter les troupes allemandes hors de Rhénanie ou renoncer à empêcher l'Allemagne de se jeter plus tard sur l'Europe Centrale. L'Angleterre sera obligée de nous suivre, le cas étant formellement [303] prévu dans les traités. Toutefois je sais quelle le fera de mauvaise grâce et désapprouvera notre intransigeance. Les États-Unis nous accuseront d'impérialisme et la haine des Allemands augmentera contre nous ».

« — Qu'importe, s'écria Mandel, si nous n'agissons pas, l'Angleterre et les États-Unis, révisant leur jugement, nous accuseront dans quelques années d'avoir par lâcheté perdu l'Europe et peut-être le monde, ce qui sera beaucoup plus grave. Il est d'ailleurs possible qu'une défaite militaire ait à l'intérieur de l'Allemagne des répercussions sérieuses pour la popularité de Hitler et soit pour cet homme le début de la fin ».

« Je demandais, continua Albert Sarraut, à notre ministre de la Guerre, le Général Maurin, de nous dire dans quelles conditions il pourrait déplacer rapidement en Rhénanie quelques divisions qui étaient à pied d'œuvre.

« — J'ai consulté le Général Gamelin, dit le Général Maurin, son avis est net — notre système militaire est ainsi conçu que nous ne pouvons procéder à aucun mouvement de troupes sans faire la mobilisation générale. Rien n'est prévu même pour une mobilisation partielle et nous devons par ailleurs nous attendre à un choc beaucoup plus important que certains Ministres ici n'ont l'air de penser. Si donc vous désirez. Messieurs les Ministres, vous opposer au fait accompli, il faut que le Conseil décide aujourd'hui la mobilisation générale ».

« Tout le monde fut consterné. Rompant un silence oppressé, le Ministre des Colonies, Jacques Stern, s'étonna que les militaires n'aient point attiré l'attention [304] des services diplomatiques et des Ministres plus tôt sur ce point. Le ministre, François Pietri, (celui qui avait donné sa démission quand Chiappe fut renvoyé par Daladier de la Préfecture de Police au moment du 6 février) s'écria :

« — Nous ne pourrions pas expliquer au pays que nous l'entraînons dans une guerre alors que nous ne sommes pas directement attaqués ».

« Mais c'est Marcel Déat, qui emporta la décision. Il était alors Ministre de l'Air. Il se prononça avec vigueur contre les mesures préconisées par Mandel : « — La décision de Hitler était inévitable. Il faut faire la politique de sa force militaire. Si ce soir on décrète la mobilisation générale à deux mois des élections nous serons balayés demain au Parlement, si nous ne le sommes pas avant par une révolte populaire. Et nous aurons donné au monde le spectacle odieux de « va-t-en guerre ». Abandonnés moralement par toutes les grandes puissances si nous ripostons, nous risquons en plus de courir aux pires désastres moraux et matériels ».

« J'ai insisté cependant avec force — affirme Albert Sarraut — sur la nécessité de répondre avec énergie au geste du *Führer*. J'ai prié le général Maurin de se renseigner encore une fois auprès de l'État-Major et je téléphonerais moi-même au Général Gamelin.

« — Je peux mener assez rondement l'opération, me confirma le généralissime, mais je ne le ferai sûrement pas si vous ne me donnez pas les moyens de le faire et ce moyen, c'est la mobilisation générale ».

[305]

« Flandin pendant ce temps avait à nouveau consulté les Anglais. Ils inclinaient de plus en plus vers l'acceptation du fait accompli. Le Conseil dans sa grande majorité se rangea aussi à cet avis. J'ajoute que c'est Flandin qui fut chargé de préparer le discours que je devais prononcer le soir même pour rassurer l'opinion publique et marquer le coup vis-à-vis des Allemands. Et c'est Flandin qui est l'auteur de la fameuse phrase qu'on m'a tant reprochée sur Strasbourg, et le feu des canons allemands ! »

Quel que soit son auteur, cette phrase, « Nous ne tolérerons pas que Strasbourg reste sous le feu des canons allemands », fut habilement exploitée, et cette mâle déclaration qui ne fut suivie par aucun acte fut plus critiquée dans la presse française que l'initiative de Hitler. Je dois dire qu'à cette occasion Otto Abetz, le D<sup>r</sup> Schmoll et tout leur État-Major dépensèrent des trésors d'ingéniosité (et sans doute aussi des trésors plus matériels) pour réduire l'extraordinaire avantage stratégique et moral pris par Hitler en « un simple incident sans grande conséquence, au fond très justifiable et que rien n'aurait pu empêcher ». On alla même jusqu'à dire que comme cela la situation était plus claire et que la remilitarisation de la Rhénanie « faisait disparaître un point de friction entre l'Allemagne et la France ».

Au bout de quelques jours, les préoccupations politiques intérieures firent oublier complètement ce rappel de danger extérieur qui fut cependant le véritable générateur de la défaite française. Car Hitler désormais avait pris la mesure de notre faiblesse. [306] On ne parlait plus que du Rassemblement Populaire formé par les partis de gauche en réaction contre les mouvements d'extrême-droite et du programme que cette coalition politique proposait au pays : semaine de 40 heures sans réduction de salaire, revalorisation des produits agricoles, réforme de la Bourse, etc.

... Les élections d'ailleurs approchaient et on savait que le ministère Sarraut n'était qu'un ministère de transition.

[307]

SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION

## Chapitre XVII

---

### LE FRONT POPULAIRE AU POUVOIR

*(Nouvelles pages de mon carnet retrouvé  
par hasard dans l'exil)  
1936 (Sans date précise)*

[Retour à la table des matières](#)

Pauvre M. Albert Sarraut ! On commence à dire qu'il a le mauvais œil. Il est Ministre de l'Intérieur quand on assassine le Président, Paul Doumer, puis quand on assassine le Roi Alexandre et Louis Barthou. Il est à nouveau Ministre de l'Intérieur quand on retrouve le corps du Conseiller Prince et il est Président du Conseil quand l'Allemagne remilitarise la Rhénanie !.

Pauvre M. Albert Sarraut ! Je le rencontre quelquefois chez M<sup>me</sup> Paul Guillaume, la jeune veuve de l'extraordinaire marchand de tableaux qui découvrit le Douanier Rousseau et l'art nègre. Là M. Albert Sarraut est dans sa meilleure forme, car rien n'excite son esprit comme les beaux tableaux (et ils sont nombreux chez M<sup>me</sup> Paul Guillaume qui en fait le commerce et qui a du goût) et la présence de belles femmes (et M<sup>me</sup> Guillaume est ravissante).

On a dit d'Albert Sarraut qu'il a l'air d'un gorille.

C'est vrai qu'avec son corps épais et lourd, son nez aplati, ses gros yeux et ses grosses lunettes, ce vieux politicien a en effet un aspect simiesque. Il ressemble aussi à Miguel Azana si bien qu'une fois nous

nous sommes trompés à PARIS-SOIR de [308] cliché et que nous avons illustré un article sur le Président de la République espagnole avec le portrait du Président du Conseil français. (Ils ont été furieux tous les deux !)

La dynastie des Sarraut règne depuis le début du siècle sur la France. Albert Sarraut et son frère Maurice sont les éminences grises du radicalisme. Maurice a abandonné la vie parlementaire pour se consacrer à la direction effective ou occulte du parti et à celle de son principal organe, LA DÉPÊCHE DE TOULOUSE, le grand quotidien méridional qui tire à 300 000 exemplaires et qui exerce une réelle influence sur le parti le plus nombreux de la Chambre et du Sénat (car c'est surtout le Midi qui fournit des parlementaires radicaux).

Albert, lui, est en quelque sorte le délégué du Parti radical au Ministère de l'Intérieur. Ministère politique par excellence puisqu'il possède par les préfets et sous-préfets des 90 départements la machine électorale et qu'il est aussi le Ministère de la Police.

Je suis allé souvent voir Albert Sarraut dans son vaste bureau de la Place Beauvau. Son antichambre est invariablement encombrée de jeunes femmes, d'écrivains, de peintres et de fonctionnaires provinciaux. Lui, derrière son bureau, se tient très digne, en redingote. On n'a jamais l'impression qu'il soit pressé, il vous retient très longtemps en vous faisant de grands discours solennels sans vous laisser le temps de placer un mot.

Son éloquence l'a toujours entraîné à des effets inattendus. Lors de sa déclaration ministérielle, regardant droit dans la tribune des invités où étaient [309] beaucoup de ces belles amies, il affirma avec force : « Je suis un être viril et je suis prêt à le montrer » ... Toute la Chambre qu'il voulait impressionner éclata de rire.

Un autre jour, il lança également à la Chambre, ce cri d'alarme et ce mot d'ordre : « Le communisme — voici l'ennemi ! » Mais l'ennemi désigné d'un doigt vengeur continua sa besogne tranquillement.

Pourquoi Sarraut laisse-t-il aussi les agents allemands et italiens mener le pays ? Un jour dans son bureau, Albert Sarraut a évoqué pour moi le temps où Gouverneur Général de l'Indo-Chine, il sut avec amour et sans faiblesse aménager notre grande possession d'Extrême-Orient. Les qualités de chef et d'administrateur qu'il trouva pendant son pro-

Consulat, pourquoi M. Albert Sarraut n'en use-t-il point à la direction des affaires intérieures de la métropole ? Pourquoi n'a-t-il point la volonté de nettoyer la France ?

.....

Dimanche 16 mai.

Le pays n'a-t-il jamais voté dans pareille atmosphère de nervosité ? Plus de 10 000 personnes se tiennent en permanence devant l'hôtel de PARIS-SOIR. Les communistes nous ont envoyé leurs troupes de choc qui hurlent l'*Internationale* depuis le début de l'après-midi. La grande consultation populaire va fixer la destinée de la France pour quatre ans. Va-t-on vers la réaction, la révolution, la guerre ou la paix ?

[310]

En plus de nos éditions spéciales, nous affichons les résultats, dès qu'ils nous parviennent, et nous les faisons annoncer par haut-parleur. L'acteur chansonnier, Saint-Granier, que nous avons engagé comme *speaker*, se fait huer dès qu'il apparaît à la fenêtre. On n'a pas oublié qu'il se présenta jadis à la députation comme candidat réactionnaire sous son vrai nom de Jean de Cassagnac.

Les résultats se précisent : il semble bien que la coalition de gauche l'emportera. Pourtant toutes les enquêtes de grands quotidiens avaient conclu à un mouvement contraire. Les communistes ont gagné quelques milliers de voix.

Un banquier et un gros métallurgiste que Jean Prouvost amena avec lui après dîner, pour qu'ils consultent les résultats, les ont examinés avec soin. Et à deux heures ce matin, ils étaient désespérés et le métallurgiste a même dit sans honte : « Il est temps que je fasse filer mon argent en Amérique ».

.....

17 mai :

Nous sommes très prudents dans nos commentaires sur la journée d'hier. LE MATIN annonce que Léon Blum est le grand vaincu de la journée et que c'est dans les rangs socialistes que les communistes ont trouvé leurs nouveaux électeurs. Ce n'est pas prouvé. Avant de se prononcer, il faut attendre dimanche prochain les résultats de scrutin de ballottage. Par exemple je vois ce qui arrive dans mon quartier. Le candidat sortant avait été élu comme socialiste. Mais il a quitté ce parti pendant la législature (avec le groupe Marcel Déat-Adrien [311] Marquet pour former le groupe néo-socialiste qui est vaguement fascisant). Ses chances sont devenues nulles. Les électeurs ont à se prononcer donc entre ce socialiste dissident, un candidat de droite soutenu par les ligues, un radical, un socialiste et un communiste. Au premier tour le réactionnaire est arrivé en tête et le communiste tout de suite après. La peur du fascisme est si grande que la plupart de ceux qui ont voté pour le radical, le socialiste indépendant et le socialiste orthodoxe, voteront dimanche pour le communiste, quoique ce soit un illettré qui ne sait même pas signer son nom et que ses « *supporters* » ont fait parler le moins possible. Mon épiciier qui est un bourgeois — et tout ce qui se fait de moins révolutionnaire comme bourgeois — m'a dit :

— Pour sûr que je voterai pour le bolchevik. Je déteste ces gens-là, mais ils ne seront jamais dangereux en France. Ils étaient 12 à la Chambre. S'ils grossissent leur minorité, ils resteront en tout cas une minorité tandis que si les "réacs" triomphent c'en sera fini de la République ».

Cet état d'esprit s'est répandu, d'après mes renseignements, à travers tout le pays. Les communistes auront au second tour beaucoup de voix de gens qui les abominent autant qu'ils abominent les réactionnaires, mais qui les craignent moins. En dépit de la presse, le 6 février, après deux ans et demi, a fini par prendre sa figure d'assaut contre la démocratie. Entre deux maux, les Français vont choisir celui qu'ils estiment le moindre.

.....  
[312]

23 mai :

Le Front Populaire triomphe. Les socialistes obtiennent 2 000 000 de voix et deviennent le parti le plus fort de la Chambre. Qu'en pense LE MATIN ? Les communistes ont 1 500 000 voix et 72 députés sur 610 (or le nombre officiel d'adhérents au parti communiste français est 276 000 !) Les radicaux perdent quelques sièges. L'ensemble de la coalition de gauche en gagne 30.

.....

25 mai :

Les renseignements que je reçois du côté des communistes sont très mauvais. Les Soviets vont profiter de la situation. Léon Blum va être chargé de faire un Ministère, mais les communistes ne rentreront pas dans le gouvernement. Ils préfèrent rester à l'extérieur pour exercer un perpétuel chantage sur le gouvernement, car leurs 72 voix sont absolument nécessaires à assurer l'existence d'un ministère de gauche. Ainsi ils ne prendront pas de responsabilités, mais seront les vrais maîtres.

On est venu nous apporter la teneur des instructions de Moscou : « Exiger immédiatement les réformes les plus démagogiques, afin de ramasser les lauriers, mais de pouvoir continuer à jeter la pierre quand l'inclinaison des masses l'exigera. Multiplier les occasions de désordre à l'intérieur, mais s'efforcer en même temps d'entraîner la France à prendre vis-à-vis de l'Allemagne une position belliqueuse afin d'écarter de l'URSS le danger d'une agression nazie ».

[313]

C'est gai ! Rien n'est plus curieux que la lecture du numéro récent de L'HUMANITÉ, journal officiel communiste, comparée à la lecture d'un numéro du même journal d'il y a quelques mois. Hier encore L'HUMANITÉ était véhémentement antimilitariste, tous les officiers y étaient traités invariablement de « gueules de vache », le drapeau tricolore « d'ignoble chiffon » et le mot « patrie » n'était employé qu'avec dégoût et mépris. Or aujourd'hui L'HUMANITÉ couvre l'armée « républicaine » de louanges, s'attendrit au passage des musiques militaires et

chacun de ses éditoriaux se termine par un couplet sur « la France immortelle ». Du jour au lendemain, par ordre arrivé dans chaque cellule, les communistes sont devenus des super-patriotes !

.....

*Sans date.*

Nous venons d'inaugurer officiellement après nous y être installés il y a six mois déjà le vaste hôtel particulier tout blanc, percé de larges baies où sont désormais groupés tous les services de PARIS-MIDI et PARIS-SOIR.

Il a été construit spécialement pour nous au lieu et place d'un bloc d'immeubles vétustes entre les rues Montmartre, d'Aboukir, du Mail et du Louvre. Du coup le vieux quartier désuet de la Presse et de la confection en gros s'est prodigieusement animé. Les écoles et les touristes viennent visiter notre installation, la plus moderne de France et sans doute d'Europe.

Mêmes architectes que le National City Bank aux États-Unis et Avenue des Champs-Élysées. Pas [314] d'escalier apparent, de gros ascenseurs d'acier qui ont l'air de coffres-forts. Élu sixième étage il y a un restaurant et un bar pour les rédacteurs. Comme ça, s'ils ont envie de boire un verre, ils n'auront pas à sortir de l'immeuble et nous les avons toujours sous la main. C'est fou ce que les journalistes peuvent avoir soif ! (Et dans tous les pays du monde, les plus humides comme les plus secs).

— Ce sont de bons clients, n'est-ce pas ? ai-je demandé au concessionnaire de notre bar.

— Pour la consommation, ils sont formidables, Monsieur, formidables, m'a répondu ce digne homme. Ils arrivent ici toujours pressés et ils avalent un verre, deux, trois verres avec une vitesse ... Mais pour les règlements. Monsieur, excusez-moi de vous le dire, ils sont moins, beaucoup moins rapides ».

Dire qu'il n'y a pas un mois que le bar fonctionne !

.....

1<sup>er</sup> juin :

PARIS-SOIR paraîtra-t-il ? Je l'espère, mais je n'en suis pas bien sûr. Les journaux du matin ne sont pas parus (sauf quelques exemplaires des journaux politiques L'HUMANITÉ (communiste), LE POPULAIRE (socialiste), L'ACTION FRANÇAISE (royaliste). Jean Prouvost est en voyage aux États-Unis et nos responsabilités en sont plus grandes. Si nous ne paraissions pas aujourd'hui, quand reparaîtrons-nous ? Les grèves qui s'étendent partout ont gagné le monde de la presse.

Albert Sarraut continue à avoir le mauvais œil. Son gouvernement est resté constitutionnellement [315] au pouvoir jusqu'à hier soir. Mais dès le 26 mai, presque tous les ouvriers métallurgistes de la région parisienne ont cessé le travail et occupèrent les usines jusqu'à ce qu'ils aient obtenu satisfaction pour toutes leurs revendications. C'est le chantage des communistes qui commence. Ils veulent montrer à Blum qu'ils sont les plus forts et qu'il faudra bien obéir.

Quelle journée ! Les ouvriers, employés, conducteurs de voitures des Messageries Hachette (qui ont le monopole de la distribution des journaux) sont en grève et empêchent la sortie de tous les quotidiens de Paris. Des piquets sont postés devant toutes les issues de PARIS-SOIR. D'autres se sont barricadés dans les salles aménagées pour permettre le départ rapide des exemplaires du journal une fois imprimé. Ils sont là des centaines de grévistes menaçants et la police semble plutôt vouloir les protéger que les contrecarrer.

Nous avons en vain insisté auprès des Pouvoirs Publics. Je suis allé moi-même rendre visite au Ministre de l'Intérieur, Roger Salengro, avec des administrateurs du journal. Le nouveau Ministre de l'Intérieur blême, pâle, l'air fatigué, est un homme du Nord et, comme tel, connaît bien Jean Prouvost. Mais il a le souci de ne point paraître sectaire, ni égaré par son idéologie.

Je lui ai représenté le danger pour le nouveau gouvernement de laisser Paris sans informations et aux mains des agitateurs. Le public peut être amené à faire les pires suppositions et à suivre les mots d'ordre les plus douteux. Le ministre a semblé [316] être de cet avis et il a promis de faire le nécessaire. Mais le temps a passé et rien n'est venu.

Nos rédacteurs ont fait leurs articles, les typographes les ont composés, les rotativistes ont tiré le journal, car chez nous personne n'est en grève. Mais au moment où nous avons voulu sortir les paquets de journaux, beaucoup de typographes et de rotativistes ont néanmoins par solidarité aidé les grévistes de chez HACHETTE pour nous empêcher de mettre en vente le propre fruit de leur travail. Il y eut des bagarres et pour éviter des incidents graves, nous avons dû céder. La police reste toujours indifférente et muette. Deux de nos collaborateurs, un dessinateur et un rédacteur, se sont offerts d'apporter les « flans » du journal à une imprimerie que nous possédions en ville et qui est peut-être moins surveillée par les grévistes. De là nous pourrions peut-être faire sortir quelques milliers d'exemplaires. Afin de ne pas être vus par les piquets de grève, nos deux collaborateurs sont passés par les toits et sont sortis par la porte d'une maison voisine. Mais leur exploit a été signalé aux grévistes qui les ont poursuivis, rattrapés, et qui ont détruit les flancs. Les « piquets » vont encore beaucoup plus loin que cela. Ils arrêtent tous les gens qui sortent de PARIS-SOIR et les fouillent pour s'assurer qu'ils n'emportent pas un seul numéro du journal d'aujourd'hui. Bertrand de Jouvenel s'est vu déchirer un exemplaire qu'il essaye de dissimuler dans la poche intérieure de son veston. Il a protesté en exhibant son titre de « candidat malheureux, il est vrai, du Front Populaire en Corrèze » L'homme qui dirigeait les piquets de grève lui a répondu :

[317]

— Si tu savais ce qu'on s'en fout du Front Populaire, tu gueulerais moins fort ». Significatif !

J'apprends que les grévistes ont renversé deux petites voitures de L'INTRANSIGEANT que notre confrère avait réussi par ruse à bourrer d'exemplaires de son numéro du jour. Les assaillants ont fait un feu de joie avec les paquets de journaux. Nous renonçons à employer la ruse ou la force.

D'ailleurs le directeur de nos services politiques revient de la Présidence du Conseil où des conférences se tiennent entre les représentants des grévistes et les représentants de la Maison HACHETTE pour arriver à un accord. La discussion se poursuivra jusqu'à une heure tardive.

.....

2 juin :

Un de nos collaborateurs qui avait pu soustraire à l'inquisition des grévistes un exemplaire de PARIS-SOIR est allé dîner hier soir dans un restaurant des Champs-Élysées. Là, il a exhibé son PARIS-SOIR avec fierté. Il y a eu un vif mouvement de curiosité parmi tous les clients du restaurant, les Parisiens étant privés de nouvelles imprimées depuis la veille. Une dame plus hardie que les autres s'est approchée de notre collaborateur :

— Ah ! monsieur, vous avez dans vos mains un objet rare. Mon mari et moi nous voudrions tant pouvoir y jeter un coup d'œil.

— Certainement, répondit notre collaborateur.

La dame a pris le journal, l'a rapporté à son époux et tous les deux se sont jetés dessus avidement. [318] À la grande stupéfaction de mon collaborateur, ils n'ont regardé ni la première, ni la deuxième, ni la troisième page, mais sont arrivés rapidement à la quatrième page. Et la dame s'est écriée, saisissant avec fébrilité un crayon dans son sac :

— J'avais si peur de ne pas pouvoir faire mes mots croisés ce soir ».

.....

La grève HACHETTE n'est toujours pas terminée. Je me suis promené rue de Croissant dans les quartiers des journaux toute la nuit. À 3 heures du matin, il y avait des conciliabules un peu partout entre les grévistes d'HACHETTE et les ouvriers de la presse. Seule L'HUMANITÉ sortira encore demain matin, et plus même LE POPULAIRE, le journal du parti au pouvoir, le journal dont le directeur en titre est M. Léon Blum, Président du Conseil depuis hier !

.....

*Sans date précise.*

J'ai revu M. Roger Salengro. Nous avons parlé ensemble des activités étrangères-en France. Il m'a laissé parler en prenant un petit air entendu :

— Nous sommes très au courant, monsieur, très au courant. Nous nous en préoccupons. Mais je pense que c'est moins grave que vous croyez ».

Il m'a surtout parlé des agents italiens. Il a l'air très mal renseigné sur les agents allemands et sur les agents soviétiques. Je le crois un homme de bonne foi, mais mal informé. J'ai constaté qu'il ne connaissait pas un des fonctionnaires de la Sûreté [319] Nationale qui sont pourtant ses agents directs d'exécution !

.....

*Sans date précise.*

Les Italiens entretiennent sur le sol français des organisations d'espionnage et de terrorisme, mais elles sont moins bien conçues, moins puissantes, moins bien aménagées que les organisations similaires nazies. Les Italiens n'ont jamais réussi à mettre sur pied une propagande de fond pour leur pays et pour le fascisme. Nous sommes cependant submergés, dans les journaux, de feuilles d'agences italiennes ou italo-philles qui nous sont envoyées gratuitement. Il ne se passe pas de semaine non plus sans que nous ne recevions des invitations pour nous rendre à des manifestations artistiques et culturelles en Italie. Enfin, on ne compte plus les écrivains et les journalistes qui sont venus nous proposer bénévolement leurs services pour nous donner des indications et des informations sur les efforts et les pensées du *Duce* !

L'argent italien a coulé à flots dans les caisses des journaux à plusieurs reprises, au moment de la guerre d'Éthiopie le journal anglais le MANCHESTER GUARDIAN a publié une liste impressionnante des sommes dépensées par l'Italie pour acheter une partie de la presse française et jamais aucun des journaux cités sur cette liste n'envoya de démentis ni fit de procès au grand journal anglais. LE MATIN y figurait naturellement en bonne place ainsi que GRINGOIRE où Henri Béraud, devenu le principal *leader* de cette feuille, publia son fameux [320] article : « Il faut réduire l'Angleterre à l'esclavage », article qui provoqua une vive indignation au moment où il parut, mais fut cependant le signal de la renaissance en France d'une certaine anglophobie, depuis des années complètement disparue. Or avant d'écrire cet article, Henri Béraud

avait passé de longues semaines en Italie où il était sans cesse l'hôte de militants du parti fasciste et des principaux collaborateurs de Mussolini.

Les deux chefs du service de presse italien pour la France sont M. Landini, qui a des fonctions officielles à l'Ambassade, et un nommé Pettinati qui dirige une petite agence de presse. Ce dernier s'est révélé juste après l'assassinat du Roi Alexandre et de Louis Barthou. Il a réussi à faire taire la plupart des journaux qui dénonçaient la collusion de l'instigateur du meurtre, le D<sup>r</sup> Ante Pavelitch, avec les officiels italiens. Car ces journaux soulignaient l'intérêt des Italiens à voir disparaître les deux principaux défenseurs de la Petite Entente. (Ante Pavelitch, chef de la secte terroriste croate des Oustachis à laquelle appartenait le meurtrier de Marseille, habitait Milan et son extradition fut refusée par le gouvernement de Rome). Mieux, Pettinati a réussi à faire mettre en relief par la plupart des journaux français les revendications séparatistes croates.

Mais c'est l'OVRA, la police politique italienne qui est particulièrement active en France. Les argousins du *Duce* agissent surtout dans les milieux antifascistes. Venus eux-mêmes comme réfugiés, ils abusent leurs compatriotes.

[321]

L'autre jour un journaliste antifasciste m'a dit :

— Je ne sais plus quoi faire. Un de mes cousins qui est rallié au régime, de passage à Paris, est venu me voir au journal antifasciste où je travaille. Quand il rencontra mon directeur, il eut un mouvement de surprise. « Cet homme, me dit-il, portait il y a un an encore un autre nom que celui sous lequel il est connu ici et c'était le Commissaire de police de la ville de Bologne où j'habitais ». Affolé j'allais aussitôt confier ce renseignement au Directeur du journal antifasciste concurrent. Il s'en indigna, mais me confia son intention de ne pas en faire état tout de suite dans son journal, car il désirait — me dit-il — prendre l'imposeur « la main dans le sac ». Hélas, à un hasard succéda un autre hasard : dès le lendemain je rencontrais le directeur de ce second journal antifasciste non loin de l'Ambassade d'Italie en grande conversation avec M. Landini. Depuis j'ai peur pour ma peau, car il y a déjà deux de mes camarades qui ont été tués en moins d'un an à Paris sans qu'on retrouve la trace de leurs meurtriers ».

.....

*Sans date précise.*

Roger Salengro s'est suicidé ce matin. Il s'était asphyxié au gaz dans sa garçonnière à Lille.

GRINGOIRE avait déchaîné contre le Ministre de l'Intérieur une campagne terrible. On l'accusait d'avoir déserté pendant la guerre ou plus exactement de s'être fait faire volontairement prisonnier par les Allemands.

[322]

J'ai connu par hasard l'origine de cette campagne. Revenant de la Riviera à Paris dans le *Train Bleu*, j'ai rencontré au wagon restaurant Horace de Carbuccia. Directeur de GRINGOIRE, qui regagnait lui aussi la capitale après un séjour à Saint-Maxime. À l'arrêt de Toulon, Raymond Recouly est venu rejoindre Horace de Carbuccia. Raymond Recouly, journaliste politique, a gardé une certaine notoriété et même une apparence d'honorabilité malgré la publication des archives de presse de la Russie tsariste et des fac-similés des ordres de la police impériale qui prouvaient sans contestation possible que ledit Raymond Recouly, sous le pseudonyme de Ramir, avait été pendant de longues années un agent de la police spéciale du Tsar qui allait chercher ses ordres à l'Ambassade et qui était rétribué pour son travail 500 francs par mois. Évidemment ces révélations n'atteignirent vraiment que les milieux politiques et de presse, mais cela aurait dû suffire pour déshonorer le personnage !

Or, ce jour-là, je vis Raymond Recouly, ancien policier étranger et actuel Commandeur de la Légion d'Honneur, remettre un dossier, assez maigre d'ailleurs, à Horace de Carbuccia en lui disant :

— Vous verrez, il y a là-dedans des choses épatantes sur Salengro. De quoi couler le gouvernement Blum ! »

Carbuccia l'a remercié avec effusion. Il a consulté le dossier dès que le train fut reparti et je l'entendis s'écrier en riant à sa femme :

— Ce qu'il y a de plus drôle, c'est que presque tous les documents nous viennent des communistes ».

[323]

Salengro traité de déserteur chaque semaine sur 8 colonnes du GRINGOIRE essaya de se défendre. Son ancien chef de corps et plusieurs de ses camarades de combat attestèrent sa bravoure et les conditions malheureuses, mais normales dans lesquelles il fut fait prisonnier. Qu'importe ? GRINGOIRE trouva d'autres témoignages, en inventa peut-être, mais maintint son point de vue. L'Affaire a eu son écho à la Chambre et au Sénat et finalement tous les journaux furent obligés d'en parler.

J'allais trouver Roger Salengro pour lui demander s'il voulait nous donner une *interview* à ce sujet. Je le trouvais complètement désarmé. Il me répondit :

— Je vais en parler au Président du Conseil. Je ne sais pas. Tout ça est trop injuste, trop affreux ».

Il me sembla avoir perdu tout son sang-froid, il avait des larmes plein les yeux. Ce n'était sans doute pas un déserteur et c'est même, je pense, un brave homme, mais il n'est pas de l'étoffe dont on devrait faire des Ministres de l'Intérieur, ni même les Ministres de n'importe quoi.

Quand je suis sorti, un de ses collaborateurs me confia que c'était un solitaire, très sensible, peu préparé aux charges du pouvoir et aux polémiques violentes. « Maintenant il ose à peine se montrer dans la rue. Il a l'impression qu'on le montre du doigt, qu'on chuchote sur son passage ». Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose !

J'ai appris que lorsque Roger Salengro est arrivé l'autre matin au Ministère de l'Intérieur la sentinelle qui est à la porte ne l'a pas reconnu et par conséquent ne lui a pas rendu les honneurs. Le [324] Ministre est passé et repassé plusieurs fois devant le soldat, sans rien dire. Celui-ci se demandait quel était cet individu qui le dévisageait et il l'a finalement regardé avec surprise et colère. Alors Roger Salengro a regagné vivement ses bureaux où il s'est effondré en larmes devant ses collaborateurs :

— Les gardes municipaux de garde me trouvent indigne d'être salué, hoquetait-il. Ils croient GRINGOIRE. Je ne peux pas supporter cela ! » On n'arriva point à le détromper.

Dès le lendemain il partit pour Lille sans prévenir personne, avec l'intention d'en finir avec la vie.

Hervé Mille en apprenant la nouvelle de son suicide a eu ce mot :

— Cette fois-ci en tout cas il a sûrement déserté »

.....

*Sans date précise.*

— Allô, allô, c'est vous Monsieur Lazareff ? Ici Léon Blum ».

J'ai hésité un moment à croire que c'était le Président du Conseil que je ne connaissais pas du tout qui me téléphonait ainsi à mon bureau le matin à 9 heures. Mais j'ai bien vite reconnu la souple inflexion de voix et sa façon élégante de construire ses phrases, l'ayant entendu souvent à la Chambre et dans de nombreuses réunions publiques.

J'allais donc répondant à son invitation voir le chef du gouvernement chez lui, 25 Quai de Bourbon

.....

Je reviens de chez Léon Blum. Il habite un vieil immeuble sur la rive gauche en face de Notre-Dame [325] de Paris et des fenêtres de sa maison, on a une superbe vue sur la Cité. Les ennemis de Léon Blum ont parlé de la somptuosité de son appartement. Il ne faut rien exagérer. L'appartement du chef du parti socialiste est meublé avec goût, mais sans luxe, il est confortable, ravissant, mais petit. Pas d'apparat, un agent de police et un inspecteur en civil veillent à la porte depuis le jour, m'a-t-on dit, où les Camelots du Roi revenant de l'enterrement de Jacques Bainville, ont assailli Léon Blum, l'ont matraqué, lui fournissant ainsi à la veille des élections un surcroît de popularité. Une bonne à tout faire est venue m'ouvrir. Le Président m'a reçu dans son bureau en compagnie de son chef de cabinet et ami, André Blumel.

Comme il y a de beaux livres dans sa bibliothèque ! On n'a pas été si longtemps écrivain, essayiste et critique dramatique sans conserver le goût des bouquins ; il en traîne encore qui viennent d'être lus, sur sa table de travail.

Léon Blum m'a parlé longuement, sa conversation est ponctuée d'afféteries et de retournements de la main qui ont, c'est vrai, quelque chose de féminin. Derrière les lorgnons, le regard plein à la fois de bonté et d'acuité, le Président du Conseil m'exposa longuement sa conception d'une presse vraiment libre et son programme pour réformer le journalisme français. Il connaît bien la question.

— Je vous parle en confrère, me dit-il, en homme qui a beaucoup d'estime pour l'œuvre que Jean Prouvost et ses collaborateurs ont accomplie. Je vous parle comme un journaliste qui avant de diriger l'organe de son parti a longuement écrit [326] dans les grands quotidiens, comme un homme enfin qui a conscience du mal que la grande presse peut faire ».

Il ne confond pas les journalistes et les directeurs de journaux, ce qui est rare. Il a de l'amitié pour les premiers et me dit qu'il veut arriver à ce que leurs droits soient mieux défendus qu'en ce moment. Mais pour la plupart de leurs patrons, il éprouve — et comme je le comprends ! — un profond mépris.

Léon Blum a tout un programme pour la réforme de la presse. Il veut briser le monopole d'HAVAS, contrôler les subventions qui sont remises aux journaux, régler la publicité financière, exiger la publication de bilans. Il sollicitait mes avis, je les lui donnais avec une sincérité absolue. Je lui citais des faits et des chiffres qui eurent l'air de vivement l'impressionner. Pendant tout le temps de mon exposé, il prit des notes. Puis il s'écria en se retournant vers André Blumel :

— Le mal est encore plus grand que je ne le pensais. Comment voulez-vous que ce pays ne soit pas intoxiqué ».

Avant de partir, j'ai demandé au Président du Conseil :

— Monsieur le Président, agirez-vous vraiment et sans peur ? La tâche est difficile ».

Il a souri et m'a répondu :

— Toutes les tâches auxquelles je vais m'attaquer sont difficiles ».

.....

[327]

*Sans date précise.*

Notre législation sociale était très en retard. Le gouvernement de Léon Blum prend évidemment les mesures qui s'imposaient comme les congés payés, la semaine de 40 heures, les contrats collectifs, etc. Mais

pourquoi ces mesures ont-elles l'air d'être toutes imposées par l'action révolutionnaire des communistes ?

L'atmosphère est mauvaise. Malgré l'établissement du contrôle des charges, l'or et les valeurs fuient hors des frontières. Le prix de la vie augmente dans des proportions considérables. Des étrangers sont venus se plaindre à PARIS-SOIR parce qu'on avait arrêté leurs autos dans la rue afin d'exiger qu'ils versent de l'argent à un fonds de secours aux grévistes. Le gouvernement veut faire de l'Exposition Internationale qui doit avoir lieu l'année prochaine (1937) à Paris, une grande manifestation, mais les travaux à peine commencés ont été interrompus par de nouvelles grèves.

On parle de dévaluation, mais les communistes y sont opposés.

La Ligue des Croix de Feu a été dissoute. Dès le lendemain le Colonel de la Rocque les fit renaître sous le nom de Parti Social Français légalement déclaré comme un parti nouveau. Jacques Doriot, ancien chef du Parti Communiste a fondé un parti plus à droite encore que celui du Colonel de la Rocque : le Parti Populaire français, financé par de gros industriels.

Et pendant ce temps-là nul n'a l'air de se préoccuper [328] du danger extérieur. L'aveuglement de Blum à ce sujet me fait peur. N'a-t-il pas déclaré à un banquet de l'*American-Club* sa foi dans les théories obstinément pacifistes ? « Nous ne croyons même pas comme nos ancêtres de 1792 et 1848 que la guerre puisse avoir du bon, ni être un instrument de la liberté ou de la révolution. Il y a déjà bien des années qu'un grand homme nommé Jean Jaurès nous a guéris de cette illusion. » Léon Blum a raconté aussi que, demandant à Jaurès un jour si Lamartine n'avait pas eu tort de refuser l'aide que lui demandaient les Polonais et les Italiens en 1848, Jaurès lui répondit : « Non, non, ce n'eut pas été mieux. Chaque fois qu'on peut éviter la guerre, il faut éviter la guerre. Ce n'est pas la guerre, mais la paix qui est révolutionnaire. »

Un journaliste qui fut communiste puis socialiste est venu nous apporter à PARIS-SOIR une glose d'articles de Léon Blum sur le désarmement, l'Allemagne et Hitler, qui prouve évidemment que l'homme qui est à la tête de notre pays nourrit de généreuses, mais dangereuses illusions sur notre voisin d'outre-Rhin.

À la veille de l'arrivée de Hitler au pouvoir, il écrivit dans le *Populaire* :

« La France peut dès à présent entrer dans la voie de réduction d'armement et même prendre la tête du mouvement de réduction d'armement. » (1932).

Au moment où Hitler accéda à la Chancellerie, il écrivait :

« Il est infiniment peu probable qu'une fois installé, au gouvernement, Hitler se livre à des provocations [329] directes soit vis-à-vis de la France, soit vis-à-vis des puissances de l'est. » (1933)

Et en 1934 encore :

« Le groupe socialiste n'a jamais voté les crédits militaires en temps de paix et ne les votera pas davantage tout à l'heure. » (1934).

[330]

[331]

SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION

## Chapitre XVIII

---

### LA TRAGÉDIE ESPAGNOLE

*(Lettres envoyées à un ami d'Amérique)*  
15 décembre 1936

[Retour à la table des matières](#)

Mon cher vieux,

Depuis que la guerre d'Espagne a éclaté, la vie au journal est un enfer et je viens de vivre personnellement un drame douloureux qui explique et qui excuse mon long silence. Je ne sais si on se représente aux États-Unis la situation que les événements qui déchirent l'Espagne ont provoquée en France. Nous sommes trop jeunes pour avoir vécu les jours fiévreux de l'affaire Dreyfus qui dressa des enfants contre leurs parents, sépara les meilleurs amis et transforma en bagarres les dîners et les conversations au coin du feu. Mais je suis persuadé que Dreyfusards et anti-Dreyfusards pensaient, les uns et les autres, chacun de leur côté, servir au mieux les intérêts et la renommée de la France. Dans l'affaire espagnole, c'est une préoccupation qui semble échapper à presque tout le monde. On est pour les rouges ou pour Franco selon ses convictions sociales, sa position de politique intérieure. On ne se demande jamais de quel côté sont les intérêts permanents de la France. Or ce sont les Russes, les Allemands et les Italiens qui mènent le bal espagnol [332] et je suis placé aux premières loges pour vous certifier qu'en France même les orchestres sont payés par l'étranger.

Dès le 17 juillet quand le conflit éclata, j'ai constaté que les positions étaient déjà prises. La droite se déclara sans attendre pour Franco

(dont la plupart des gens ignoraient l'existence 24 heures plus tôt), et la gauche pour le gouvernement légal. Je consultai rapidement Jean Prouvost. Il fut d'accord pour que nous envoyions immédiatement des envoyés spéciaux dans les deux camps. Juste à ce moment-là Louis Delapré entr it dans mon bureau tenant dans ses mains crispées les dernières dépêches d'agences.

— « Pierre, me dit-il, nous venons en vain d'essayer d'avoir Madrid ; la ville ne répond plus, ni aux appels télégraphiques ni aux appels téléphoniques. Je veux partir là-bas. Envoyez-moi tout de suite. »

Vous n'avez pas connu Louis Delapré, je crois. Il était notre collaborateur depuis un an environ, depuis le jour où il était venu nous apporter 40 pages angoissantes sur la vie dans la prison de Sing-Sing. Aussitôt éblouis par son talent, nous l'avions engagé. C'était un Breton descendant d'Antillais, mince, au teint mat, presque doré, avec des traits burin s et de superbes yeux sombres protégés par de longs cils. Extraordinaire garçon ! Il avait, venant de Nantes, débuté dans le journalisme parisien en 1928. Et tout de suite il s'y était fait une assez belle place, d'abord dans les journaux de Léon Bailby, puis dans d'autres et d'autres encore, car il avait [333] fort mauvais caractère et un trop grand respect de lui-même pour s'accommoder facilement de la cuisine des grands quotidiens. Si bien qu'un jour, chômeur, il se promena dans les rues de Paris avec une pancarte accrochée derrière son dos : « Homme valide, licencié  s-lettres, marié père de quatre enfants, à louer pour n'importe quel travail ».

  cette époque, il avait été deux fois déjà rédacteur en chef de journaux parisiens, publié de grands reportages notamment sur les  tats-Unis et la Gr ce, fait paraître des centaines d'articles où s'exprimaient en formules saisissantes son intelligence et sa générosité. Mais ce n'est jamais aux journalistes, en France, que le journalisme rapporte de l'argent.

C'est quelques jours après l'histoire de la pancarte que Delapré était venu nous trouver à PARIS-SOIR. Il ne tarda pas à devenir pour nous un ami fraternel. Jean Prouvost, notre directeur, s'était attaché à lui. Il lui avait remis en même temps qu'à Hervé Mille et à moi la destinée du nouvel hebdomadaire que nous lancions PARIS-SOIR DIMANCHE, le premier journal du dimanche français. Tous les trois nous avons passé des nuits et des jours et des nuits encore à le mettre au point. C'était à lui

pourtant que ce journal devait le plus, car il y avait apporté une invention et un enthousiasme nourris par des mois de projets irréalisés et de constructions imaginaires.

PARIS-SOIR DIMANCHE avait été pour Jean Prouvost un nouveau grand succès. Mais quand Louis Delapré voulut partir pour l'Espagne, je compris qu'il devait répondre à ce nouvel appel du métier et de l'aventure. Delapré passa sa journée avec nous à chercher les moyens d'arriver le plus vite au but. [334] Avec deux confrères étrangers, Sef-ton Delmer, du *DAILY EXPRESS*, R. R. Knickerbocker d'*INTERNATIONAL NEWS SERVICE* et un photographe de PARIS-SOIR, il partit pour l'Espagne le lendemain matin à l'aube à bord d'un avion que nous avions fini par trouver à Londres.

À bout d'essence, l'appareil atterrit et nos reporters — partis chez les loyalistes — apprirent qu'ils étaient à Burgos au Quartier Général des insurgés ! Heureusement Madrid avait rétabli les services du téléphone et du télégraphe et notre correspondant là-bas avait repris très régulièrement son travail.

Cependant, il devenait de plus en plus difficile de parler impartialement de cette guerre. Léon Blum, fidèle à ses principes pacifistes, avait adhéré à la théorie de la non-intervention et, sous la pression anglaise, se refusait même à livrer au gouvernement espagnol les armes que celui-ci lui proposait d'acheter en France. Les communistes entreprenaient une immense campagne en faveur de l'intervention tandis que l'extrême-droite accusait le gouvernement de favoriser en secret ce qu'ils appelaient « les rouges ». Les grèves reprenaient de plus belle, ponctuées par les cris : « Des canons, des avions pour l'Espagne. »

La grande presse, en exhortations et en mensonges, battit son propre record de la guerre d'Éthiopie, ce qui était pourtant difficile.

Dès le mois d'avril 1936 le Petit Parisien avait publié une *interview* de Béla Kun, le célèbre agitateur communiste hongrois, *interview* prise à Barcelone et au cours de laquelle l'agitateur aurait déclaré : « Le communisme s'implante en Espagne de façon [335] irrésistible et il triomphera ». Le même PETIT PARISIEN fut obligé trois jours plus tard de publier une dépêche de son correspondant particulier à Moscou prouvant que Béla Kun n'avait rien pu dire à l'envoyé spécial du PETIT PARISIEN à Barcelone pour une bonne raison : Béla Kun, malade, n'avait pas quitté Moscou depuis des années et le correspondant du PETIT PARISIEN

dans la capitale soviétique avait vu l'agent du *Komintern* le jour même où sa soi-disant *interview* était publiée à !

Cet incident vous dit assez, n'est-ce pas, sur la façon dont la presse parisienne trois mois avant que n'éclate la guerre civile, avait commencé à préparer l'opinion. Mais depuis le début de cette guerre mon cher, c'est à qui donnera le plus de preuves que les républicains sont « des vandales et des barbares » ou les franquistes « des brutes déchaînées » !

Pourtant quand Louis Delapré revint de Burgos, pour nous rapporter des articles non censurés, si ses yeux étaient emplis de visions d'horreur, son coeur était gonflé d'émotion.

— « Ce sont des “hommes”, me dit-il, tous des “hommes” des deux côtés ».

Pendant le séjour de Delapré à Paris, notre correspondant à Madrid nous fit savoir qu'il devait quitter la capitale menacée.

— J'y vais » nous dit Delapré.

Il était inutile de le retenir, il partit, car déjà il nourrissait un projet dont il avait laissé échapper le secret.

— « Je vais voir les deux côtés de cette horrible [336] guerre pour me rendre compte, pour pouvoir écrire un jour le livre impartial qui rendra plus tard pareille aventure impossible ».

Ses yeux en disant cela brillaient plus encore que d'habitude. Je lui serrai la main :

— « Mon vieux, ne faites pas de bêtise.

— « Pensez-vous, si seulement je pouvais empêcher les autres d'en faire ... Si seulement je pouvais en sauver quelques-uns, n'importe lesquels ».

Il ne pensait déjà plus qu'à Eux.

\* \* \*

Nous envoyâmes deux autres reporters sur les théâtres d'opérations du côté de Franco, car nous continuons à faire de notre mieux pour informer nos lecteurs le plus objectivement possible.

Ce n'est pas facile ! Tous les jours nous sommes assaillis de lettres de lecteurs dont les uns nous reprochent de passer les articles faits chez les franquistes, d'autres les articles faits chez les républicains. On nous a offert, mais absolument ouvertement, au grand jour, des subsides pour que nous prenions parti pour les uns ou pour les autres des belligérants espagnols. Du côté des républicains, c'est un émissaire de l'Ambassade qui est venu le premier nous faire cette proposition. Cet émissaire est un vrai gangster qui fut compromis dans l'affaire Stavisky et qui aujourd'hui gagne beaucoup d'argent en faisant la contrebande d'armes pour l'Espagne républicaine. Comme en Amérique au moment de la prohibition, de nombreux personnages douteux se réjouissent de la non-intervention qui leur permet de réaliser de superbes courtages. [337] Ainsi mon gangster, émissaire du gouvernement de Madrid, commença par proposer des subventions assez rondellettes pour soutenir la théorie de l'intervention. Mais au bout de peu de temps, agissant, je crois, de la part d'un groupe de marchands d'armes, il proposa des sommes encore plus grosses pour qu'on soutienne la politique de non-intervention profitable à ses propres intérêts.

Les agents les plus actifs des républicains auprès des journaux français sont l'écrivain catalan Dalty un pur, un passionné, et un journaliste ex-allemand et soviétisant, Simon Katz dit « OK Simon ». Du côté des franquistes, ce sont des représentants du financier Juan March, par l'intermédiaire de certaines banques françaises, ou encore des agents allemands ou italiens qui traitent avec les journaux. Tout cela soulève le cœur, car pendant ce temps-là, il y a tous les jours des gens qui meurent là-bas ! Et on abuse, comme toujours, de la merveilleuse bonne foi et des inépuisables ressources de générosité de la majorité des Français. Regardez par exemple ce qui se passe dans les milieux catholiques les moins sujets à caution. Le cardinal Baudrillart est complètement pour Franco parce qu'il ne pense qu'au triomphe de la foi ; par contre, Monseigneur Verdier, Archevêque de Paris, refuse de voir la cause de l'Église identifiée avec celle des rebelles nationalistes. Les grands écrivains François Mauriac et Jacques Maritain se révoltent à l'idée d'une guerre sainte, mais Henri Massis semble la trouver indispensable.

Une partie de la presse niait la présence de troupes italiennes et allemandes du côté de Franco, [338] alors que les nazis et les fascistes publiaient déjà des communiqués officiels et l'autre partie de la presse démentait la présence de chefs communistes étrangers du côté

« rouge » quand le député français Marty parlait déjà à la Radio comme chef des Brigades Internationales.

Dans tout cela l'homme de la rue trompé, ballotté de droite à gauche, de gauche à droite, n'y voit plus clair. Et je le répète, il ne se trouve jamais personne là pour lui parler des intérêts de la France. Pourtant on m'a signalé qu'un chef de notre Marine, l'Amiral Darlan, a fait remarquer au Président du Conseil que si l'Espagne tombait aux mains des Allemands et des Italiens, la France serait séparée de son Empire et que notre pays ne pouvait courir de plus graves dangers. Darlan a été, m'a-t-on dit, chargé d'aller exposer en grand secret son point de vue aux Anglais à titre officieux, mais les Anglais ne l'ont écouté que d'une oreille distraite. Ils lui ont répondu que ce qui était vraiment important c'était de veiller à ne pas laisser les communistes s'installer aux portes mêmes de la France et Darlan serait revenu très irrité ... On le comprend, car on ne peut accuser Darlan d'avoir de la sympathie pour les Soviets !

\* \* \*

Pour arranger la transmission plus rapide des articles de nos envoyés spéciaux, je suis allé passer quelques jours sur la Côte Basque, près de la frontière franco-espagnole. Ce qui se passe sur ces plages et dans ces villes d'eau est vraiment peu banal. Là, en buvant et en dansant dans un cadre féérique [339] et par un temps splendide, on complète, trafique, espionne. Et on part en excursion voir brûler Hendaye ou entendre le canon gronder à Saint-Sébastien ! Toutes les belles dames de l'aristocratie espagnole ou française reçoivent chez elles la nuit venue des individus à mine patibulaire dont elles se seraient il y a quelques mois encore écartées avec dégoût. La *GPU* et la *GESTAPO* ont sur place leurs meilleurs agents. Au Bar Basque, l'endroit chic de Saint-Jean-de-Luz se tient du matin au soir une véritable bourse aux consciences. Le « *box-office* » est tenu avec soin. Dès qu'Untel a été acheté par les rouges, les blancs le savent et font de la surenchère. Et si X ou Y passe pour être un agent franquiste, les gouvernementaux et leurs complices d'extrême-gauche essayent d'en faire un agent républicain. Un de mes confrères est rentré d'Espagne emmenant dans sa voiture une ravissante Espagnole blonde dont les deux frères se battent chacun d'un côté de la barricade. Je n'ai pas mis longtemps à m'apercevoir qu'elle-même joue

sur les deux tableaux et use de ses charmes auprès des journalistes français pour les convaincre tantôt en faveur des uns, tantôt en faveur des autres, rapportant à ses différents maîtres ce qu'elle a pu ainsi apprendre. D'ailleurs je ne suis pas le seul à l'avoir deviné. Mais il règne là-bas une telle atmosphère que ce double jeu semble naturel et tout à fait acceptable. Elle n'a qu'à prendre garde de ne pas se faire enlever, noyer ou écraser par une auto, car les disparitions et les morts subites ont décuplé dans le Pays basque depuis le début de la guerre civile et la police locale en accuse la seule fatalité ! [340] En revenant de Saint-Jean-de-Luz, j'ai retrouvé, à Paris, Louis Delapré qui était revenu une fois encore, en dépit des difficultés, car il se plaignait d'être obligé d'altérer le sens de ses papiers pour que la censure consente à lui laisser passer ses articles par téléphone.

— « Il faut que je les écrive tous à l'avance avec des petits couplets absolument superflus destinés à séduire les agents de la *GPU*. Ces messieurs sont en effet maintenant installés en maîtres au service de presse à Madrid. Je suis comme tous les journalistes, je n'aime pas qu'on coupe mes articles, mais quand vous trouverez dans ceux que je vous envoie certaines boursouflures qui ne sont pas de mon style habituel vous saurez pourquoi je les ai introduits là et je vous demande de les enlever ».

Louis Delapré me demanda des nouvelles de ses camarades qui étaient du côté de Franco. Je lui ai raconté que nous avions rappelé l'un d'eux parce qu'il avait été tellement impressionné par ses hôtes qu'il avait fait le coup de feu avec eux au cours d'une attaque !

— « Ca ne m'étonne pas, me dit Louis Delapré, « nous sommes tellement pris dans l'action de cette guerre incroyable qu'un jour au cours d'une bataille l'envoyé spécial chez Negrin d'un journal étranger se retrouvera en train de tirer sur l'envoyé spécial du même journal auprès de Franco. »

Delapré repartit. Les dernières lettres qu'il m'envoya me furent apportées par Winding, envoyé spécial du *POLITIKEN* de Copenhague qui regagnait son pays. Il m'y disait entre autres choses :

— « On n'est vraiment bien qu'au front, là il y a [341] des moments extraordinaires, tout cela est passionnant ».

Tant d'amertume accumulée, de barbarie, de massacres inutiles n'avaient pourtant jamais eu de témoin plus révolté que lui ni plus véhément dans la réprobation. Mais jusqu'au bout, il ne voulut faire que son métier, rien que son métier.

\* \* \*

Mon vieux, pensez à cela ; un journaliste affronte les batailles, court dans les rues des villes bombardées, trébuche sur les cadavres, risque les fusillades, l'obus ou la bombe aveugles. Il veut tout voir, tout savoir, parce qu'il veut remplir sa mission. Il a beau avoir emmagasiné les scènes les plus tristes au cours de sa carrière bien remplie d'observateur professionnel, son cœur souffre à chaque instant et son âme s'insurge. En risquant sa vie, il parvient au bureau de presse où son article connaît les rigueurs de la censure. Ce qu'il peut en passer, il le dicte à une secrétaire lointaine et impassible qui l'interrompt à chaque instant : « Pas si vite, plus haut, moins vite, plus haut, je ne comprends pas ». La téléphoniste le presse : « Dépêchez-vous, Monsieur, il y a des communications officielles, je vais reprendre la ligne ». Tant bien que mal son article arrive enfin sur la table du rédacteur en chef ou du chef du service d'informations. Celui-ci y jette un coup d'œil : pas de faits nouveaux, il y a déjà deux colonnes de communiqués officiels sur l'Espagne, la place est mesurée. Dix envoyés spéciaux comme celui-ci ont téléphoné, il faudrait quarante pages dans le journal si l'on voulait insérer tous les articles ! On ne passera pas [342] le papier de Madrid aujourd'hui et pour rétablir la balance, pas celui de Burgos non plus. Au panier tous les deux ... Voilà ce que c'est que notre métier !

C'est cela, mon cher, ou c'est le lecteur qui demain, lisant bien au chaud un article écrit dans ces conditions héroïques, haussera les épaules :

— « Pft ! Il a rédigé ça bien tranquillement dans un café de Hendaye ou de Valence. Ça ne se passe sûrement pas comme ça. Ça ne doit pas être si terrible. Il enjolive. Ils en ont de l'imagination, ces reporters ! »

C'est ça le métier. On en vit. On en meurt aussi.

Le 1<sup>er</sup> décembre j'ai demandé à Delapré de revenir d'urgence, car nous avions besoin de lui à Paris pour prendre la rédaction en chef du nouvel hebdomadaire que nous préparions. Il devait prendre l'avion

avec un de ses confrères du JOURNAL. Il alla jusqu'à l'aéroport, mais on annonçait des événements proches et importants. Ru dernier instant il décida de rester quelque temps encore. Nous devions apprendre tout cela plus tard.

Pendant une semaine nous sommes restés sans nouvelles. Attendant qu'il nous prévienne de la date de son retour. M<sup>me</sup> Delapré, un tout petit bout de femme pleine d'énergie venait chaque matin au journal de longues heures dans l'espoir d'entendre son mari quelques secondes au téléphone. Ces jours-là elle attendit vainement dans notre bureau. Nous dissimulions notre inquiétude. Le 8 décembre Havas nous transmit une dépêche : « *L'avion de l'Ambassade de France dans lequel avait pris place pour rentrer à Toulouse votre envoyé spécial Louis [343] Delapré a été abattu par un avion inconnu presque aussitôt après son départ de Madrid. Louis Delapré est légèrement blessé au bras* ». Nous fûmes presque rassurés.

Pour avoir des détails plus précis, je me mis en rapports par le Quai d'Orsay avec la Légation de France à Madrid par téléphone. Et bientôt nous apprîmes la vérité — « Louis Delapré était resté d'abord de longues heures sans soins, puis il avait été transporté de son point de chute jusqu'à Madrid dans un vieux camion, sur une route défoncée, balayée de rafales d'obus. Blessé non seulement au bras, mais aussi au ventre, il arriva enfin à l'Hôpital de Madrid, ayant perdu du sang avec abondance ». On nous passerait d'autres nouvelles plus tard. Je me suis rendu compte durant ces heures atroces de ce que c'était qu'une équipe. Tous ceux de la maison qui connurent et aimèrent Louis Delapré, journalistes, dessinateurs, typographes, garçons de bureau, secrétaires, cyclistes, employés d'administration — se tenaient silencieux, guettant la sonnerie du téléphone qui à dix heures du soir nous apportait de ses nouvelles. La brève communication terminée, tous tentaient d'extraire des raisons d'espoir, des mots qui hélas ! nous fixaient sur son sort avec une impitoyable précision.

Un homme de grand cœur et un grand médecin, le Professeur Desmaret, eut par téléphone de mon bureau une consultation avec son confrère qui soignait Louis Delapré à l'hôpital de Madrid. Il s'offrit de partir pour la capitale assiégée afin d'essayer de sauver son compatriote. Le Professeur espagnol remercia et ne refusa point demandant qu'il apporte [344] s'il venait, des médicaments qui commençaient à manquer. Mais le lendemain l'envoyé spécial de L'HUMANITÉ, Georges Soria,

m'appela de Madrid pour me dire au bout du fil que Louis Delapré allait beaucoup mieux, qu'il était sauvé, que le voyage du Professeur Desmaret était inutile. C'est donc M<sup>me</sup> Delapré qui partit pour Madrid le 11 décembre, avec un de nos collaborateurs. Le 12, à 3 heures du matin, le correspondant madrilène de l'Agence HAVAS me réveilla dans la nuit : « Louis Delapré vient de mourir », me dit-il simplement.

Nous avons fait des démarches et des démarches pour que l'on ramène son corps à Paris. On va lui faire d'imposantes funérailles. Le gouvernement lui a même décerné la Légion d'Honneur à titre posthume !

Pour moi, je n'en puis plus. Cette nouvelle victime de cette guerre atroce me touche de trop près et je trouve cette mort trop cruellement symbolique. Ce qui m'étonne, c'est qu'elle ne donne pas occasion à une polémique, car tout ce qui touche aux événements d'Espagne est immédiatement exploité par les uns et par les autres, même les choses les plus sacrées et les plus saintes.

Cher ami, je n'ai pu venir cet hiver à New York comme j'en avais l'intention. Mais après les funérailles de Louis Delapré, si je peux, je partirai, j'irai vous rejoindre, car j'ai besoin de changer d'air, de Monde. Je crains de ne pas pouvoir vous dire de vive voix des choses beaucoup plus gaies que celles que cette lettre vous apprendra. En tout cas, je vous préviendrai de mes intentions par câble.

Croyez-moi votre ami.

.....

## Deuxième lettre au même ami d'Amérique

1<sup>er</sup> mars 1937.

Mon cher vieux,

Je revenais de mon séjour de six semaines en Amérique avec une énergie nouvelle, riche d'expériences acquises et fier d'avoir établi des contacts professionnels utiles. Hélas ! Je trouvais dès l'escale de Plymouth un messager de PARIS-SOIR qui me remplaça en quelques instants dans l'atmosphère de l'Europe.

Ça y est ! Ce que je croyais évité par miracle est arrivé. Le cadavre de Louis Delapré, les communistes ont voulu le voler à sa femme, à ses amis, à son journal. Pendant que j'étais aux États-Unis, on apposa sur tous les murs de France de grandes affiches illustrées par l'image de notre collaborateur martyr et en tête desquelles on lisait en lettres énormes : « PARIS-SOIR A EU SON MORT ». Le reste de l'affiche reproduisait le passage d'une communication téléphonique qui aurait été adressée de Madrid par Louis Delapré à Hervé Mille et à moi-même. Notre collaborateur s'y plaignait avec véhémence qu'on n'ait point publié certains de ses articles « alors que nous trouvons la place à consacrer [346] à la "putain royale" » (c'est ainsi que Delapré dans sa colère aurait désigné M<sup>me</sup> Wallis Simpson dont les aventures avec le Roi Edouard VIII ont en effet pendant un instant détourné l'attention publique de la guerre civile). Puis, faisant allusion à la mort d'un autre journaliste français sur le front espagnol, Guy de Traversey de L'INTRANSIGEANT. Delapré aurait ajouté dans cette communication : « Sans doute pour que vous vous intéressiez à nouveau à ce qui se passe ici, il faut, comme votre concurrent, que vous ayez votre mort ».

Jamais Louis Delapré ne nous avait tenu de tels propos. Les auteurs de l'affiche affirmaient qu'ils avaient cependant été écrits par lui et remis au censeur, car même les quelques mots échangés par un envoyé spécial avec son journal, avant la dictée de son article, devaient avoir reçu le O. K. de la censure. Par cet aveu, les instigateurs de cette cruelle polémique avouaient leur complicité avec la censure madrilène, donc

— d'après les indications de Delapré lui-même, avec la *GPU*. Ce n'était point le Parti Communiste qui prenait la responsabilité de l'affiche, mais une des quelque 150 organisations dépendantes du Parti : « La maison de la Culture » dont le Président était l'écrivain Louis Aragon.

En même temps, L'HUMANITÉ, organe officiel du Parti Communiste consacrait à l'« affaire Delapré » une série d'articles violents. L'organe des Soviets avait confronté les textes passés au téléphone par Louis Delapré avec ceux qui étaient parus dans PARIS-SOIR et constatait que ces textes, s'ils n'avaient pas subi d'altérations, avaient été par contre parfois coupés, et s'étonnait que des articles entiers [347] n'aient pas paru du tout. Ces faits étaient absolument exacts et s'expliquaient par des raisons techniques évidentes. Tous les journalistes le comprenaient et ceux de L'HUMANITÉ aussi bien que les autres. Mais cette campagne avait un but précis. Il s'agissait d'abord d'écarter PARIS-SOIR des foyers ouvriers et paysans où il était si répandu et où il osait faire entendre un autre son de cloche que les feuilles communistes. Il s'agissait ensuite de lancer un nouveau journal communiste du soir. Et c'est pour cela qu'on battait la grosse caisse sur un cercueil !

M<sup>me</sup> Louis Delapré et les amis de Louis Delapré, dépositaires de ses pensées et de son souvenir, répondirent avec indignation à l'affiche. Mais cela importait peu au Parti Communiste ! Ils avaient retrouvé trois ou quatre anciens rédacteurs de PARIS-SOIR que nous avons dû renvoyer pour insuffisance et quelques fois même pour malversations et leur ouvraient largement les colonnes de L'HUMANITÉ pour exhaler leur rancune.

Depuis quelques jours les affiches de la « Maison de la Culture » sur la mort de Louis Delapré ont été remplacées par d'autres affiches annonçant un nouveau journal « apolitique » du soir – CE SOIR, dont le Directeur se trouvait être justement par hasard Louis Aragon, Président de la Maison de la Culture. Voilà à quel degré de tranquille impudence, de bassesse et d'ignominie on en est arrivé.

J'aime mieux vous dire, mon cher ami, que pendant toute cette période j'ai dû ronger mon frein. Jean Prouvost m'avait supplié de ne pas envenimer la querelle.

[348]

— « Je ne veux pas tomber dans le piège que me tendent les communistes, disait-il, et donner à leur nouveau journal la publicité de mes deux millions d'exemplaires ».

Ce que je trouve humainement le plus triste, c'est qu'un homme comme Aragon qui est un poète authentique, un romancier puissant et je crois jusqu'à un certain point un idéaliste, puisse être complice de telles machinations. Il s'agit en effet d'une machination. Depuis quand cette machination a-t-elle été ourdie, je n'ose pas y penser ! En effet, il a déjà été prouvé que l'avion de l'Ambassade de Franco dans lequel se trouvait Louis Delapré n'a pas été abattu par un appareil nationaliste comme on le croyait d'abord, mais par un appareil républicain de marque russe. Les républicains disent, et j'étais prêt à le croire, que c'était là le résultat d'une funeste erreur. Il n'y avait en effet dans l'appareil que d'innocentes personnalités — journalistes ou délégués de la Croix-Rouge. Mais c'est Georges Soria correspondant de L'HUMANITÉ, qui a, m'assure-t-on, rapporté à Paris les documents de la censure sur lesquels les communistes ont édifié leur polémique. Et je ne peux pas oublier que c'est ce même Soria qui la veille de la mort de Delapré me téléphona de Madrid un criminel mensonge : je ne peux oublier que c'est lui qui m'affirma que notre ami était sauvé pour empêcher le Professeur Desmaret d'accourir à son chevet.

Je n'accuse personne. Je constate des faits. La France est devenue hélas ! un nouveau champ clos où derrière les Français, s'affrontent Allemands et Italiens d'une part, Russes de l'autre comme [349] en Espagne derrière les Espagnols. Mais en France avec moins de courage et plus d'hypocrisie encore. Un André Malraux, autre écrivain français d'extrême-gauche, qui se bat dans l'aviation madrilène, a plus d'allure qu'un Aragon, voleur de cadavres ! La guerre civile en France est souterraine et n'a besoin que de cloportes !

\* \* \*

Je vous ai dit lors de mon voyage aux États-Unis combien les Allemands avaient perfectionné leurs méthodes de propagande et avec quelle habileté ils avaient étendu leurs filets sur notre pays. Les Russes ne sont pas moins bien organisés. 72 députés communistes reçoivent directement leurs consignes de Moscou et Moscou possède à Paris deux grands quotidiens — un du matin et un du soir, plus huit revues ou

magazines hebdomadaires et des milliers de journaux d'usines. Ceci, c'est la partie officielle visible, la moins dangereuse. Elle correspond à l'organisation des rayons, des cellules, des groupes de combat, des jeunesses communistes. Dans la partie visible, je place aussi les écoles spéciales « pour la formation de cadres », les cours d'orateurs, les universités ouvrières, etc. Il y a pire — comme les Allemands, les Russes savent s'attirer des sympathies en flattant les ambitions ou en excitant les jalousies. Vous ne pouvez pas savoir le nombre d'écrivains dont les oeuvres sont traduites en russe, puis invités en URSS afin de pouvoir dépenser l'argent qui leur revient de ce fait (la Russie interdisant l'exportation des capitaux). Vous ne pouvez pas savoir le nombre de savants, d'hommes politiques, de syndicalistes, de journalistes qu'on a promenés et couverts d'honneurs [350] en URSS. Vous ne pouvez pas imaginer le nombre de sociétés, de magazines, de groupement), qui sont uniquement constitués par l'argent russe et qui gravitent autour du Parti Communiste sans que le public s'en doute. « Mon Camarade » journal pour enfants, « Regards », hebdomadaire illustré, « Sports ». « Le Coupe-Papier », « Le Paysan », même « La Pêche », inoffensif — en apparence — journal de pêcheurs, — sont publiés par les éditions du Parti. Les communistes ont aussi généralisé le système qui a si bien réussi à la CGT (Union des Syndicats). Ils fondent des organismes qui ne sont pas purement communistes, mais dont des communistes deviennent rapidement les maîtres en noyant les comités directeurs. Il a fallu l'affaire de CE SOIR pour s'apercevoir que la « Maison de la Culture » était uniquement destinée à servir les desseins de Moscou. Et qui aurait deviné des organismes de combat communistes, subventionnés par Moscou, dans l'« Union des jeunes filles de France », la « Fédération de l'Enfance », « L'Association Internationale de Médecins contre la Guerre », « Radio Liberté », la « Fédération des Locataires » et même « L'Union des Auberges du Monde Nouveau » pour n'en citer que six sur cinquante !

En dehors du Parti Communiste et quelquefois en liaison avec lui, l'Ambassade et la GPU complètent l'action des Soviets. Le grand public, quand on enleva en plein jour les chefs russes blancs comme le Général Koutiepoïff ou le Général Miller, eut l'occasion de s'en apercevoir (encore que les communistes et les journaux à leur dévotion affirment que c'est volontairement que ces Généraux se volatilèrent !) [351] Mais ce que le grand public ignore, c'est qu'il arrive que des

grands journaux capitalistes — même ceux qui appartiennent à des congrégations économiques par essence anticomunistes comme le TEMPS — reçoivent des subventions de la Russie. Ce qu'il ignore, c'est que l'URSS a des journalistes et des parlementaires radicaux du centre et de la droite parmi ses agents conscients ou inconscients, exactement comme les Allemands et en employant les mêmes méthodes. Ce dont le public ne se rend pas compte, c'est que le Front Populaire ayant besoin pour conserver le pouvoir des votes du Parti Communiste, c'est Moscou qui dès à présent entend commander en France !

Comment le grand public serait-il averti alors que je vois les Russes tirer à leur guise les ficelles qui font agir les plus éminentes personnalités. Une petite brochure vient de paraître publiée par le Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes et signés de noms devant lesquels on ne peut que s'incliner comme celui du grand savant Langevin, du grand anthropologue Paul Rivet et du grand philosophe Alain, sous le titre NON, LA GUERRE N'EST PAS FATALE. Sur cinquante pages, les illustres signataires affirment que la France peut très bien s'entendre avec Hitler et l'entraîner dans le système de sécurité collective en consentant simplement aux « sacrifices de souveraineté nécessaire et à condition que l'Allemagne consente à ne plus se poser en champion de la civilisation occidentale et ci ne plus refuser tout contact avec l'URSS. »

À peine cette brochure avait-elle paru que la politique des Soviets changeait. Le Comité de Vigilance [352] des Intellectuels antifascistes, avec à sa tête MM. Langevin, Rivet et Alain, se déclara aussitôt pour une politique de fermeté et de méfiance vis-à-vis du maître de l'Allemagne. Alors vous pensez bien, mon cher ami, que si des gens comme Paul Langevin, Paul Rivet et Alain sont dupes, au point de tourner à tous les vents de Moscou, comment empêcher des centaines de milliers d'ouvriers, de paysans de fonctionnaires d'être également dupes ?

Les États-Unis que je viens de voir si intéressés par notre mouvement du Front Populaire qui leur rappelle le « *New Deal* » et si curieux de ce qui se passe en Europe n'ont, je crois, aucune idée de ce que sera la destinée de ce « petit promontoire de l'Asie ». Moi je tremble quand je vois les forces que les pays totalitaires mettent en jeu pour déchirer un pays comme la France. Je tremble pour la Franco, mais je tremble aussi pour l'Europe et pour le monde ! Goering a dit un jour à un de nos collaborateurs :

« Vous ne croyez quand même pas que nous dépenserions des milliards pour faire des canons et des avions si nous n'avions aucune intention de nous en servir ».

Si les Allemands et les Russes dépensent en France et sans doute dans tous les autres pays du monde tant d'argent et d'efforts, ce n'est pas sans buts précis !

Heureux Américains ! Les Allemands et les Russes ont commencé chez vous aussi leur travail de sape, mais vous aurez au moins l'expérience de l'Europe pour vous éclairer.

[353]

À bientôt, j'espère une lettre plus optimiste. Je garde un si bon souvenir de mon séjour chez vous.

Croyez-moi votre ami.

[354]

[355]

**SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION**

## **Chapitre XIX**

---

### **PREMIER VOYAGE AUX ÉTATS-UNIS ET VOYAGE EN BELGIQUE**

[Retour à la table des matières](#)

CE SOIR était arrivé en un mois à un tirage quotidien de 300 000 exemplaires environ. Ce journal qui n'avait comme dirigeants et comme administrateurs que des membres du Comité Central du Parti Communiste, se livrait à de multiples et vains exercices de camouflage pour apparaître comme un « organe d'informations impartial », mais il exécutait en même temps avec une telle servilité les consignes moscovites que nul ne pouvait être dupe. Les deux écrivains qui en assumaient la direction politique et littéraire, Louis Aragon et Jean-Richard Bloch, avaient depuis de longues années dénoncé dans leurs livres et leurs articles « l'ignoble pourriture de la presse ». Et voilà qu'on les retrouvait à la tête d'un journal entièrement payé par l'argent de l'étranger, voilà qu'ils employaient les méthodes les plus viles pour acquérir et conserver des lecteurs, pour tenter de récupérer un peu des millions dépensés par leurs maîtres.

Les sévères censeurs qui avaient reproché à PARIS-SOIR de donner trop de place aux crimes, aux scandales, aux divorces et mariages de Hollywood, donnèrent à ces faits-divers et à ces « cancons » une place beaucoup plus grande encore. CE SOIR plagiait bassement PARIS-SOIR

dans ce qu'il [356] avait de moins bien, après avoir débauché quelques rédacteurs de notre journal choisi — sauf une exception — parmi les plus médiocres. Il ne craignait ni la pornographie ni le sadisme et accueillait la publicité la plus suspecte : celle des charlatans de la médecine, celles des voyantes, des fakirs, celles des usuriers et des maisons de rendez-vous. Cependant ayant pris dans l'affaire espagnole — et pour cause — une attitude de combat, en faveur de l'intervention et soutenant sans discernement tous les mouvements de grève. CE SOIR s'était assuré une clientèle avec d'autant plus de facilité que les membres du Parti Communiste avaient reçu l'ordre formel de ne plus acheter PARIS-SOIR et d'acheter CE SOIR. Cet ordre ne fut suivi qu'à Paris (CE SOIR n'arrivant pas en province) et notre tirage baissa alors de 100 000 exemplaires environ, soit d'un vingtième.

Mais cette concurrence nous fut salutaire. Nous fîmes un nouvel effort et cette fois entièrement dirigé dans le sens de la qualité. Il réussit et nous apporta la preuve qu'il ne faut jamais mésestimer le public : entre deux formules imaginées pour lui plaire, le public choisit d'instinct la plus noble et la plus substantielle. Il ne s'éloigne que de ce qu'il ne comprend pas ou de ceux qui le méprisent.

Nous pûmes aussi constater que les publics de tous les pays sont profondément identiques. Leurs goûts ne diffèrent que superficiellement et uniquement en raison des conditions d'existence matérielles particulières à chaque peuple. Si on adapte ces principes généraux à ces conditions extérieures on arrive dans tous les pays à de semblables résultats.

[357]

PARIS-SOIR avait passé des accords permanents avec des journaux comme le *DAILY EXPRESS* à Londres, les *DAILY NEWS* à New York et beaucoup d'accords provisoires avec des quotidiens à grand tirage en Europe et même au Japon, pour l'échange des informations, des photographies, d'articles ou pour entreprendre en commun des grands reportages à travers le monde. C'est ainsi que nous pûmes constater que ce qui plaisait aux États-Unis plaisait aussi le plus souvent à Londres, à Paris, à Tokio, à Amsterdam.

\* \* \*

Mon premier séjour aux États-Unis date de décembre 1936-février 1937. Je m'embarquais à bord de Normandie en compagnie de Raoul de Roussy de Sales qui dirigeait notre bureau à New York et qui, sous le pseudonyme de Jacques Fransales, nous envoyait d'Amérique les câbles quotidiens grâce auxquels on peut dire que les Français ont appris à connaître le vrai visage de la nouvelle Amérique. Raoul de Roussy de Sales, écrivain de qualité, très français, mais né aux États-Unis de mère américaine, est marié à une Américaine qui est une des femmes les plus intelligentes que je connaisse et qui elle-même est née à Paris. On ne pouvait trouver meilleur trait d'union que ce couple entre nos deux pays, car nul ne les aime et ne les comprend mieux l'un et l'autre. Combien d'hommes politiques français (en commençant par Paul Reynaud et en finissant par Georges Bonnet) m'ont répété que Raoul de Roussy de Sales avait été leur guide et leur lumière pour se reconnaître dans les méandres et les obscurités de la politique, des mœurs et des aspirations [358] américaines ! Avec son visage d'une finesse et d'une maigreur ascétique, Raoul de Roussy de Sales ressemblerait à un personnage de Greco s'il n'avait point ses yeux rieurs où se reflètent son bon sens et son bon humour. La pipe à la bouche, il s'asseyait chaque soir dans son hôtel new-yorkais devant son télétype et nous câblait ce que les Français devaient savoir ce jour-là de l'Amérique : il leur expliquait le *New-Deal*, ou leur commentait les réactions de Washington devant les hésitations de la politique européenne, ou encore leur racontait dans ses moindres détails l'affaire du Bébé Lindbergh et le procès Hauptmann. Quelque soit le sujet qu'il eut à traiter, son câble était toujours aussi clair, aussi vivant, aussi concis, aussi coloré<sup>9</sup>.

---

<sup>9</sup> Les autres correspondants de PARIS-SOIR à New York étaient CURT RIESS et R. S. RICHARD. Curt Riess avait commencé une brillante carrière de journaliste en Allemagne et il était notre correspondant sportif à Berlin. À l'avènement du nazisme, il quitta son pays et refit une nouvelle et non moins brillante carrière comme journaliste français. Ses reportages dans PARIS-SOIR firent sensation. Actuellement il est en train de réussir une troisième et brillante carrière d'écrivain américain. Le talent n'a pas de patrie.

R.S. Richard est un reporter né, toujours à l'affût de l'information et qui fut le plus dévoué des collaborateurs pour de Roussy de Sales, son frère. Notre correspondant en Californie était Harold J. Salemson, un solide Américain qui fit ses études à Montpellier et revint à Hollywood pour surprendre tous les

Sur le bateau, Raoul de Roussy de Sales me présenta à Dorothy Thompson qui revenait d'Europe bouleversée par ce qu'elle y avait vu et entendu. La foi et l'impétueuse sincérité de la grande journaliste américaine m'enthousiasmèrent. Je fus frappé aussi de sa connaissance si aiguë de la mentalité allemande [359] — encore qu'elle prêta au germanisme trop de vertus pour mon goût.

J'ai gardé le souvenir de ses prophéties.

« Hitler disait-elle, est un danger dont on ne s'apercevra que lorsque d'aveuglement en faiblesse on aura rendu presque inévitable sa domination sur le monde, car il profitera de tous les égoïsmes, de toutes les paresse et de toutes les lâchetés des autres. »

À cette époque Dorothy Thompson n'était pas d'accord avec le Président Roosevelt, au moins en ce qui concernait le *New-Deal*, et je me souviens que Raoul de Roussy de Sales en jouant avec elle au « *backgammon* » la mettait fort en colère.

— Allons, allons, Dorothy, lui disait-il, le Président et vous, vous êtes simplement trop près l'un de l'autre pour bien vous entendre. Mais vous êtes des ennemis intimes qui se réveilleront un jour amis, sans doute à leur grande colère ».

Il y avait aussi à bord de NORMANDIE l'équipe européenne de *TIME* rappelée par Harry J. Luce pour mettre au point un nouveau magazine illustré. C'est grâce à eux que j'assistais après mon débarquement à la naissance de *LIFE*. Le premier numéro zéro — numéro d'essai — que j'eus en mains me déçut beaucoup. La France avait depuis longtemps de bons hebdomadaires illustrés s'il n'en existait pas de ce côté de l'Atlantique : *L'ILLUSTRATION* attachée à de vieilles formules, mais arrivée à une perfection technique dans la reproduction photographique jusqu'alors inégalée et surtout dans un genre plus moderne, plus dynamique *VU*, fondé par Lucien Vogel en 1927, qui le premier avait su faire [360] du texte une simple illustration de la photographie, celle-ci ayant par elle-même une signification et une force d'expression suffisantes sans commentai-res.

Mais Harry J. Luce et ses collaborateurs — toujours en quête de critiques et d'avis — étaient décidés à ne pas s'en tenir à leurs premières

---

secrets des studios et des stars (il est le neveu de Jack Lait, le *chief editor* du « *NEW YORK DAILY MIRROR* »).

tentatives : ils se heurtaient à l'incompréhension de beaucoup de reporters photographes, obstinés dans leur routine, mais ils passaient des jours et des nuits à les convaincre et à les éduquer. Comme la date fixée pour la parution approchait, je craignais que *LIFE* fasse un faux départ, ce que j'aurais regretté sincèrement. L'homme qui avec *TIME* avait doté la presse mondiale d'un moyen nouveau d'expression et même d'un langage original ne devait pas décevoir.

\* \* \*

Là-dessus je partis pour Washington avec mon ami et collaborateur, Charles Gombault, qui m'accompagnait depuis Paris dans mon voyage. L'Ambassade de France — qu'avaient illustrée de grands diplomates comme Jusserand et Paul Claudel — était encore nominalement occupée par M. de Laboulaye, mais celui-ci venait d'être rappelé en France. L'interrègne était assuré par le chargé d'Affaires, Jules Henry, arrivé à Washington avec la mission Tardieu en 1916. Il nous tint, dès notre première rencontre, des propos qui nous éclairèrent sur sa curieuse conception de la diplomatie :

— C'est bien simple, nous dit-il, ou les intérêts de la France coïncident avec ceux des États-Unis et alors tout va bien sans qu'il n'y ait rien à faire, ou [361] alors ils sont contraires et tout ce qu'on ferait n'avancerait à rien. »

Je lui répondis que dans ces conditions, il serait plus économique de supprimer toutes les Ambassades et Légations et il hocha la tête sans me contredire.

Grâce à M. MacDermott, chef des services de Presse du *State Department*, nous fûmes invités à assister à l'ouverture du Congrès. Nous pûmes aussi constater que les séances de la Chambre américaine se déroulaient dans une atmosphère moins nerveuse, plus digne, plus solennelle, que celle de la Chambre française. Plus familiale aussi puisque des petits garçons et des petites filles étaient assis sur les travées aux côtés des Représentants. Mais on nous affirma que ce n'était qu'au jour de l'ouverture que les *Congressmen* avaient la tolérance d'amener leur progéniture dans la Salle des Séances. Quand nous demandâmes s'il y avait souvent du bruit et des bagarres au Congrès et si les Représentants en venaient parfois aux mains (comme à Paris) on nous regarda avec un tel air de surprise et d'indignation que nous nous gardâmes d'insister.

M. MacDermott nous introduisit le lendemain à une conférence de presse de la Maison Blanche. Là tout nous surprit, d'abord les enfants qui jouaient jusque devant la porte de la demeure du Chef de l'État (je songeais à vous, grenadiers de *Buckingham Palace* et gardes républicaines de l'Élysée !) ensuite la surveillance discrète, mais sévère par contre, que les détectives exercent sur les visiteurs dès qu'ils ont franchi le seuil de la maison présidentielle (les journalistes, pour se rendre dans la salle où [362] a lieu la conférence, passent un à un dans un étroit couloir très éclairé entre deux haies de policiers ; ceux-ci arrêtent tous ceux dont les figures ne leur sont pas connues. McDermott dut venir ainsi témoigner auprès d'eux de notre identité.)

Cette conférence de presse était la première après une assez longue interruption, car elle marquait la seconde présidence de Franklin Roosevelt. Le Président, derrière son bureau, semblait d'excellente humeur. Il interpellait les journalistes, leur demandait des nouvelles de leur santé, de leur famille ... Puis le duel des questions et des réponses commença, véritable assaut d'armes où les épées sont heureusement mouchetées, mais les ferrailleurs de redoutables joueurs.

« Mr. President, est-ce que vous interviendrez dans les grèves du charbon ?

« Mr. President, que pensez-vous du dernier discours de M. Landon ?

Le Président répondait le plus souvent du tac au tac, sans hésiter, mais presque jamais exactement à la question qu'on lui posait. Quand il voulait éluder complètement une question trop embarrassante, il lançait une plaisanterie et les rires désarmaient la curiosité de ses tortionnaires. Ou alors il faisait mine de consulter son secrétaire ou ses conseillers politiques assis derrière lui et il se donnait ainsi le temps de forger une réplique où chaque mot et la place de chaque mot étaient calculés. Cette phrase il voulait visiblement qu'on la répète pour qu'elle serve sa politique. Pour nous. Européens, Roosevelt avait été seulement jusqu'ici l'homme d'État qui met [363] au service d'un idéalisme profond une grande connaissance des hommes et de la politique. Mais nous ignorions ce côté habile, rusé, subtil, politicien.

Tandis que nos confrères se précipitaient, la conférence terminée, vers les téléphones pour remplir le rôle que le Président leur avait assigné dans la poursuite de son action présente (mais nos confrères

semblaient moins conscients de ce rôle que nous, spectateurs étrangers) le Président nous retenait, Charles Gombault et moi.

— Je vais essayer, nous dit-il, de vous parler français. Je connais très bien votre belle langue, mais je n'ai pas eu l'occasion de la pratiquer depuis si longtemps que vous excuserez mes erreurs et mon accent. »

Et là-dessus, le Président engagea la conversation dans un français brillant et distingué que n'altérait ni la plus petite faute ni le moindre accent. Il nous interrogea avec insistance sur Léon Blum et le résultat de son expérience. Il soupira :

— Ah, quand la démocratie et le capitalisme comprendront-ils que leur existence est liée et qu'il n'y a ni capitalisme possible sans démocratie ni démocratie possible sans capitalisme ».

Mais il esquiva les problèmes de politique extérieure et nous le quitâmes après qu'il nous eût assurés avec une émouvante sincérité de son amour profond pour notre pays.

— Vous parlez magnifiquement le français, Monsieur le Président ».

Le sourire de M. Roosevelt s'élargit.

[364]

— Oui dit-il, ce n'est pas mal, c'est mieux que je n'aurai osé espérer ».

\* \* \*

À mon retour de Washington, je rendis de nombreuses visites au *NEW YORK DAILY NEWS* et à son rédacteur en chef, Harry Duell, un géant, cordial, passionné de son métier. Un soir, je lui fis le pari de deviner, avant même qu'ils n'aient parlé, l'emploi de tous les collaborateurs de *NEWS* qui entreraient dans son bureau.

— Pari tenu, fit-il.

— Bien, celui-ci c'est le rédacteur sportif, celui-là le metteur en page. Et voilà le reporter criminel ».

Harry Duell cria à la sorcellerie ! Rien n'était pourtant plus simple. Le rédacteur sportif de New York ressemblait à tous les rédacteurs

sportifs de Paris, le metteur en page à tous les metteurs en page de Paris, etc. Comment et par quoi se ressemblaient-ils, je ne saurais le dire. Mais ils avaient une commune attitude, une même façon de se tenir, de s'habiller. J'ai renouvelé mon expérience du *NEW YORK DAILY NEWS* à Londres, à Amsterdam, à Oslo, à Bruxelles ... Partout j'obtins les mêmes résultats. Ce qui prouve que la grande famille des métiers a des affinités profondes qui subsistent au-delà des frontières et des océans. (D'ailleurs s'il arrive souvent qu'un architecte et le directeur d'un grand magasin d'une même ville ne trouvent pas de sujets de conversation la même mésaventure apparaît impossible entre un architecte américain et un architecte roumain, un marchand de meubles chinois et un marchand de meubles anglais, etc.)

J'admira beaucoup la presse quotidienne américaine [365] et les journaux m'apparurent comme des organes scrupuleusement honnêtes, complètement et intelligemment informés, de vrais exemples de ce que la presse devrait être dans tous les pays libres du monde.

J'avais lu sur la « *yellow press* » un livre accusateur terrible d'Émile Gauvreau, qui m'avait fait penser qu'une certaine presse américaine ne valait pas mieux qu'une certaine presse française, et je fus agréablement surpris par la volonté constante des tabloïds de New York (*DAILY NEWS* et *DAILY MIRROR*) d'améliorer sans cesse leur présentation et la qualité de leurs articles.

Je fus simplement étonné (et je le demeure) qu'aucun quotidien aux États-Unis n'ait essayé d'établir une formule intermédiaire entre le journal d'opinion très sérieux (et à clientèle forcément relativement restreinte) et le tabloïd qui obéit à des nécessités impérieuses qui l'empêchent de s'adresser à ce qu'on appelle la clientèle éclairée. (C'est à cette formule intermédiaire que les grands journaux anglais, *PARIS-SOIR* et *LE PETIT PARISIEN* en France, etc. devaient leur réussite commerciale et leur influence).

\* \* \*

Dans le train qui me ramenait de Washington, j'avais lié connaissance avec un journaliste du *DES MOINES REGISTER* qui m'avait fait cadeau du premier numéro de l'hebdomadaire illustré que ses patrons devaient sortir, quelques jours plus tard, *LOOK*. Il y avait dans ce magazine tant d'invention et de vie que je fus tout de suite séduit. J'apportais ce

*LOOK* à mes amis de *LIFE* qui l'attendaient avec [366] impatience. Ils m'assurèrent que leur propre journal avait enfin trouvé sa personnalité. La date annoncée, *LIFE* parut en effet. On vint m'apporter, le second numéro sur le bateau qui me ramenait en Europe : il apportait dans la presse illustrée un bouleversement comparable à celui que *TIME* apporta dans la presse écrite, ce qui n'est pas peu dire. Harry Luce avait gagné la seconde manche.

De ce premier séjour en Amérique, je rapportais une grande provision d'enseignements utiles. Je rapportais aussi la vision d'un pays qui ne connaissait pas son bonheur : l'antagonisme social restait chez lui purement américain et aucune influence étrangère ne le déterminait. La démocratie y restait synonyme de progrès et de tolérance et le régime étant unanimement accepté, l'évolution pouvait apporter les bienfaits de la révolution sans en entraîner les affreuses conséquences. Grâce à cette permanence de l'idéal républicain, le pays avait pu rapidement se relever de la plus terrible crise économique de son histoire et se purger de ses éléments malsains (gangsters et politiciens marron) dont on nous avait fait sciemment en Europe un épouvantail. J'attribuais à la presse libre d'Amérique une grande partie du mérite de tout cela.

Mais j'étais aussi empli d'inquiétudes sur l'aveuglement volontaire des Américains en ce qui concernait les affaires d'Europe. Durant tout mon séjour, je n'avais entendu parler que du Traité de Versailles et de la question des dettes, problèmes qui appartenaient déjà — pour nous, Européens — à une époque révolue. Et l'antinazisme militant de la [367] foule américaine s'accompagnait d'une euphorie née du plus curieux « *wishful thinking* ». Cent citoyens des États-Unis interrogés par mes soins considéraient tous l'hitlérisme comme un phénomène purement allemand qui ne dépasserait pas les limites du *Reich* (pas un d'entre eux n'avait lu *MEIN KAMPF*). Et tous affirmaient tranquillement que le nazisme s'écroulerait un beau jour sous les clameurs réprobatrices du monde civilisé, qui jouerait en l'occurrence le rôle des trompettes de Jéricho !

\* \* \*

PARIS-SOIR était le journal le plus lu de Belgique, après LE SOIR de Bruxelles, et en Suisse sa circulation atteignait celle des plus grands journaux nationaux des provinces de langue française. L'Allemagne

s'inquiétait de cette pénétration et le « Gazette de Cologne » avait exprimé sa crainte que PARIS-SOIR draine les courants d'une politique contraire aux intérêts de l'Allemagne jusque dans des pays qui sont voisins du *Reich*.

Chaque voyage en Belgique ou en Suisse me prouvait — hélas ! — que cette crainte était vaine et que le journal nazi ne l'avait exprimé que par désir d'entraîner ces petits états à laisser chez eux le champ complètement libre à la propagande du *Führer*. Les actions de la France baissaient à vue d'œil en Belgique surtout. Et je sentais à chaque nouvelle visite à Bruxelles un peu de réticences chez nos meilleurs amis. Plusieurs d'entre eux, les ministres Deveze, Mestriau, le député Léon Pierard et le grand avocat et écrivain Robert Goffin, me crièrent « casse-cou ».

[368]

— Attention, attention ... Les gouvernements français ne veulent pas s'occuper de la Belgique, ils ont tort. Ils ne songent à elle que lorsque se posent des problèmes militaires et vous comprendrez facilement que cela inquiète l'opinion. Les Allemands, eux, sont partout, discrets, actifs, diligents, habiles ... Ils sont derrière les flamingants, subventionnant leurs journaux et leurs meetings, les poussent dans leurs revendications pour l'éducation bilingue. Ils ont réussi à créer parmi les Flamands un état d'esprit tel que chaque geste, chaque parole des Wallons en faveur de la France est aussitôt interprétée comme une volonté d'assujettir la Belgique à la France. Les Allemands ne nous demandent rien et profitent de tout. Les Français nous demandent tout et ne profitent de rien ».

Et c'était toujours la même longue liste de récriminations : la France, après le sacrifice de la Belgique en 1914-1918, n'avait accordé aucune aide matérielle ou économique à la Belgique, elle ne l'avait pas soutenue dans ses revendications envers l'Allemagne et la Hollande, elle s'obstinait à ne pas comprendre ses difficultés intérieures.

Tout jouait contre nous : Léon Degrelle, jeune chef du mouvement rexiste qui multipliait (malgré les faillites successives de ses journaux et de ses entreprises) ses meetings et ses publications, dénonçait « la France comme le pays du désordre, aux mains des communistes » ce qui effrayait les bourgeois catholiques et les ouvriers socialistes de Belgique, les uns et les autres attachés à leurs libertés. Par le grand reporter

belge, Pierre Daye, devenu [369] son principal lieutenant, je fis connaissance de Léon Degrelle.

C'était un jeune homme au physique banal, très infatué de sa personne, primaire, bavard et sans charme. Il commença par protester de son amitié :

— J'aime la France. Je suis marié à une Française. J'aime les Français et je les plains d'être entraînés vers le bolchevisme par des politiciens aussi pourris que les vôtres. Mais je songe d'abord à la Belgique. Il faut faire ici notre révolution nationale ...

— Comme Hitler et Mussolini ?

— Naturellement ! Je ne cache pas mon admiration pour ce que ces deux hommes ont accompli dans leurs pays. Je ne désire pas le pouvoir personnel. Je suis fidèle au Roi, mais je combattrais pour que mon pays soit propre.

Brutalement j'attaquais :

— On dit que vous êtes subventionné par les nazis.

Léon Degrelle eut un rire hystérique.

— Hi, hi, hi ... Je sais qu'on le dit. Eh ! bien qu'on le prouve ... Je n'ai pas caché mes voyages à Berlin et à Rome. J'ai voulu aller me rendre compte sur place des avantages des régimes qui se sont débarrassés de leurs sangsues parlementaires. Mais je suis allé aussi en France. Est-ce qu'on va me reprocher d'être aussi subventionné par le Front Populaire !

Degrelle hurlait et faisait des gestes comme s'il était à la tribune lors d'une réunion publique. Comme nous nous étions assis à la terrasse d'une brasserie, je l'arrêtais :

— Chut, on nous regarde, on nous écoute ...

[370]

— Eh bien, tant mieux, on ne me regardera jamais trop, s'écria le pâle historien, et on ne m'entendra jamais assez ».

Il avait, peu de temps avant, confessé devant moi qu'il prenait des leçons de déclamation avec un vieux comédien. Et il se justifia ainsi :

— Hitler aussi a appris l'art oratoire avec un acteur munichois, Frédéric BASIL <sup>10</sup>, c'est Rudolf Hess qui me l'a dit ».

Degrelle, on l'a vu, se proclamait fidèle au Roi, comme les membres de tous les autres partis, Wallons comme Flamingants — socialistes compris.

Mais le Roi, lui, était-il fidèle à ses devoirs ?

— Une chose qui fait le plus de tort à la France dans ce pays, m'avait affirmé le Ministre Mestriau, ce sont les bruits que les Français font courir sur la germanophilie de Léopold III.

On disait, en effet, à Paris, que le jeune souverain était entouré d'Allemands ou de germanophiles, amenés au château de Laeken depuis la mort d'Albert I<sup>er</sup>, par la Reine Mère, princesse bavaroise ou par le précepteur de Léopold III, l'auteur dramatique flamingant Herman Teyrlinck qui avait flirté durant l'occupation de la Belgique avec les autorités de la *Kommandantur*, et que le Roi avait fait entrer dans son Conseil Privé.

— Bruits ridicules et qui nous blessent, me dit [371] un des principaux personnages de la Cour, compagnon d'enfance du Roi. Pour les Français, la vie de la Belgique s'est arrêtée en 1918. Le Roi Albert, sacré le Roi Chevalier, vous en parlez avec des larmes d'émotion, mais votre reconnaissance s'arrête là. Vous pensez sans doute que son héroïsme ne lui créait que des obligations envers vous. Combien de Français savent qu'à ce Roi Chevalier, vous avez commencé à chicaner les fruits de la victoire dès la discussion du Traité de Paix ? Vous-même ignorez sans doute que le Roi Albert dut prendre un avion pour arriver à temps afin de sauver la priorité belge dans les indemnités de guerre, priorité qu'on ne voulait plus reconnaître. Vous ignorez les paroles imprudentes du Maréchal Foch, traitant la Belgique comme une province française, paroles que notre Roi dut relever avec rudesse ? Vous l'ignorez, mais le jeune Duc de Brabant, celui qui devait être Léopold III, a vécu avec rage et humiliation ces heures d'ingratitude aux côtés de son

---

<sup>10</sup> Plus tard Otto Strasser, qui fut le compagnon d'Hitler aux temps héroïques du national-socialisme, m'a confirmé ce détail, en ajoutant que Hitler avait pris aussi des leçons d'hypnotisme avec le Professeur Hanussen (que les SS assassinèrent ensuite afin sans doute qu'il garde ce secret) — et qu'il avait suivi aussi les Cours du Professeur Drach au « Politisches ».

père. Il en a conservé le souvenir. Il n'aime pas les Allemands, croyez-moi, et il sait par expérience le danger qui menace la Belgique à l'est, mais il se méfie des Alliés, des Français surtout. Il se trouve devant deux graves problèmes : il lui faut sauver l'unité nationale et éviter à son pays une nouvelle guerre. Il croit que la solution du problème est dans une nouvelle organisation de l'Europe. C'est à cette tâche qu'il s'est attelé. Cessez donc de traiter Léopold III de « germanophile » ou chaque fois que vous parlerez de lui d'évoquer l'ombre auguste de son père. Ne laissez pas l'Allemagne seule proposer au jeune Roi des avantages économiques substantiels [372] et lui donner des assurances de paix. Elle a déjà sur vous l'avantage de pouvoir apaiser les colères flammingantes, puisque c'est elle qui les déchaîne. — Ne négligez pas la Belgique et faites avec le jeune Roi une politique exempte d'idéologie, une politique réaliste. Il vous en saura gré ».

Quand je retournais à Bruxelles, un mois après cette conversation, la Belgique venait de déclarer sa neutralité.

— Qu'a fait le Roi ? m'écriais-je en allant trouver son confident au Palais de Bellevue.

— Le Roi ? me dit-il, mais il a fait ce qu'il devait faire.

— Vous n'allez pas me dire qu'il n'a pas subi la pression des éléments germanophiles ?

— Si je vous le dirai ! Je vous l'affirmerai ! Si cette prise de position est le triomphe d'une politique, c'est celle de la politique personnelle du Roi, soutenue par les socialistes comme Spack que vous n'accuserez pas d'être nazis. Que voulez-vous. Monsieur Lazareff, la France est déchirée par les divisions intérieures, défigurée par les désordres, appauvrie par la sous-production et la panique financière ... Toute sa politique extérieure consiste à répéter, en écho du grand méchant loup russe (ce qui ne rassure personne) : « SDN coalition des démocraties, respect des traités ». Mais la SDN saisit au même moment toutes les occasions de montrer son impuissance : guerre d'Éthiopie, remilitarisation de la Rhénanie, conflit sino-japonais. Pendant ce temps-là l'Allemagne fortifie sa position, fait alliance avec l'Italie, fabrique des avions, des canons, des munitions, et travaille les opinions publiques [373] étrangères en sa faveur. Étonnez-vous après cela que la Scandinavie jure qu'on ne la reprendra plus dans une nouvelle expérience des sanctions, que les pays balkaniques se jettent dans les bras du *Reich* devenu leur meilleur

client et que la Belgique et la Suisse cherchent refuge dans le havre de la neutralité absolue. À qui voulez-vous que nous puissions nous fier ? Pas à la France en tout cas puisqu'elle ne croit plus en elle-même, du moins ses plus grands journaux l'affirment et j'ai tout lieu de le croire ».

— Et l'Angleterre ?

— Elle a été au courant de nos intentions, et ne les a pas désapprouvées. La chère Angleterre, croyez-moi, n'est pas plus attirée par Moscou que par Berlin. Elle est désarmée et ne tient pas du tout à réarmer. Elle n'a qu'un souci : être médiatrice, temporiser, rester tranquille, hors de la bagarre. Elle ne serait pas du tout désolée si la guerre s'éloignait vers l'Est. »

[374]

[375]

SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION

## Chapitre XX

---

# LA PRESSE BEAVERBROOK ET LA PRESSE JEAN PROUVOST

[Retour à la table des matières](#)

J'allais souvent en Angleterre pour y passer quelques jours, pour 24 heures ou simplement pour dîner (1 heure 10 à 1 heure 30 d'avion entre le Bourget, aéroport de Paris, et Croydon, aéroport de Londres !)

Longtemps PARIS-SOIR fut lié avec le *LONDON DAILY MIRROR*, mais un beau matin le chef de notre bureau de Londres fut convoqué par *Lord Beaverbrook*, propriétaire du *DAILY EXPRESS* et de l'*EVENING-STANDARD*. Très ému d'aller rendre visite à un si important personnage, notre collaborateur s'habilla de sombre et mit un col dur. Il arriva à Fleet Street dans l'impressionnant immeuble de verre noir aux arrêtes vives où est installée la presse Beaverbrook. Aussitôt introduit chez le *Lord*, il vit bondir vers lui un petit homme replet et vif, qui lui cria :

— Comme vous êtes drôlement habillé. Je croyais que les gens de PARIS-SOIR étaient moins guindés que ça. Première déception ! J'espère que je n'en aurai pas d'autres parce que nous allons travailler ensemble, vous et nous. J'y tiens. Des deux côtés de la Manche la courbe de PARIS-SOIR et celle de l'*EXPRESS* sont parallèles, ces parallèles pour une fois se rejoindront. Vous dites ? ... Vous avez [376] déjà un accord avec un autre journal anglais. Ça m'est égal. Vous le casserez ! Ma décision est

prise. J'ai bien examiné la question, j'ai longuement suivi PARIS-SOIR. Je suis même allé spécialement à Paris en avion pour voir si les chiffres que vous donniez de votre tirage n'étaient pas exagérés (car avec les Français je ne suis jamais tranquille). Je me suis installé devant les kiosques à journaux. Le pourcentage de PARIS-SOIR qu'on achetait par rapport à l'ensemble des autres journaux m'a définitivement convaincu. Prévenez votre patron de mes intentions et dites-lui que j'irai le voir pour mettre tout ça au point avec lui ».

Aussitôt dit, aussitôt fait. Beaverbrook et Jean Prouvost s'entendirent à merveille et devinrent vite de grands amis. Prouvost invitait Beaverbrook dans sa propriété de Saint-Jean, en Sologne, et Beaverbrook recevait Prouvost dans son domaine de Cherkley aux environs de Londres. Ils décidaient bientôt de passer leurs étés ensemble sur la Côte d'Azur.

En même temps notre bureau de Londres s'installa à l'*EXPRESS*<sup>11</sup>, les correspondants continentaux de l'*EXPRESS* prirent leurs quartiers généraux à [377] PARIS-SOIR et nous commençâmes à travailler en liaison étroite avec la rédaction en chef de notre confrère anglais.

Curieux personnage que Beaverbrook ! *Lord* Castelrose, immense Brummel gonflé comme une outre, était son ombre gigantesque, car on ne voyait jamais l'un sans l'autre (Jean Prouvost avait lui aussi son Castelrose, un charmant aristocrate français, le Marquis Louis de Kermaingant, ancien banquier ruiné qui lui servait de « *contact man* », d'organisateur pour ses chasses, d'animateur pour les fêtes et réceptions, en quelque sorte de conseiller mondain.)

Beaverbrook voyageait toujours en avion flanqué de son Castelrose, grognant sans arrêt, se plaignant d'un asthme chronique qu'il allait

---

<sup>11</sup> Le bureau de PARIS-SOIR à Londres fut fondé par Hervé Mille, un des principaux artisans du succès de la presse Prouvost. Plus tard, quand Hervé Mille revint à Paris pour devenir son principal collaborateur avant de prendre en main les destinées des périodiques de notre groupe, Robert de Saint-Jean lui succéda. On sait que Robert de Saint-Jean, dont j'ai parlé au début de ce livre, est un chroniqueur subtil et spirituel, qui connaît à fond le monde anglo-saxon. Lui aussi fut rappelé par nous à Paris afin de faire des reportages à travers le monde. Nos autres collaborateurs du bureau de Londres furent Robert Calais, Claude Veillet-Lavallée, Édouard et Adalbert de Segonzac et enfin Paul Gordeaux, tous choisis parmi les meilleurs rédacteurs de notre état-major.

soigner chaque année en Arizona et racontant, dès qu'il était en confiance, l'histoire de sa vie.

Il était né au Canada, fils d'un pasteur anglais qui avait eu neuf enfants. Sans argent il avait été dans sa campagne natale commis de pharmacie et organisateur de matchs sportifs tout en poursuivant ses études de droit. À 19 ans, il parvint à se faire engager par un banquier comme secrétaire particulier et dans ce poste se révéla un homme d'affaires si extraordinaire que son patron le prit comme fondés de pouvoir, puis comme associé. Beaverbrook sans un sou à 20 ans, contrôlait à 30 ans toute l'industrie du ciment et une partie de l'exploitation forestière du Canada ! Il avait épousé la fille d'un Major Général canadien et rêvait de faire de la politique. Il partit pour Londres et se mit dans le sillage d'un des chefs du [378] parti conservateur, Bonar Law, qu'il avait connu au Canada. Impétueux, ambitieux, il se présenta aux élections, acheta un journal pour soutenir sa propre candidature, se fit faire une publicité à l'américaine qui surprit ses électeurs ... mais jusqu'à l'éblouissement puisqu'ils l'élirent à une grosse majorité.

— Pourtant, dit Beaverbrook, j'étais à l'époque un bien mauvais orateur. Mais je m'étais aperçu que je n'étais pas un mauvais journaliste ».

Il avait donc l'intention de poursuivre en même temps la carrière d'homme politique et celle de journaliste quand la guerre de 1914 éclata. Beaverbrook préconisa aussitôt un cabinet de coalition. En 1916, il parvint à ménager une entrevue entre le conservateur Bonar Law et son vieil adversaire, le libéral Lloyd George. Bonar Law prit Lloyd George comme Ministre de la guerre. Et Beaverbrook, fait Pair d'Angleterre par Bonar Law, devint grâce à Lloyd George, Ministre de l'Information.

La guerre finie, Beaverbrook acheta pour \$ 85,000 un journal en déconfiture, le *DAILY EXPRESS* qui perdait 2 millions de dollars par an. C'était l'époque où la tête du *DAILY MAIL*, Lord Northcliffe, régnait sur la presse anglaise. Beaverbrook alla lui demander ce qu'il pensait de l'*EXPRESS*.

— Laissez tout cela, lui répondit sentencieusement Northcliffe, si vous restez à Fleet Street, vous perdrez jusqu'à votre dernière chemise ».

— C'est cet avis qui me décida à me consacrer au journalisme, affirme Beaverbrook. Je me fis apporter un lit de camp à l'*EXPRESS* et j'y travaillais 16 heures par jour avec une équipe bien [379] payée et fidèle. Et pour obliger les gens à lire mon journal je décidais de les acheter : le seul fait d'avoir un *DAILY EXPRESS* en main rendait le lecteur titulaire d'une police d'assurance contre les accidents. Aussitôt le *DAILY MAIL* s'empara de cette idée.

« J'augmentais le taux de nos assurances. Northcliffe augmenta les taux des siennes. J'augmentais mes taux à nouveau ... Quand chaque héritier d'un lecteur de l'*EXPRESS* fut assuré de recevoir \$ 50,000 en cas d'accident, *Scotland Yard* s'émut et craignit les massacres ... car la surenchère pouvait continuer longtemps. Mais si j'avais ainsi acquis 500 000 lecteurs pour la coquette somme de \$ 600,000 par an, Northcliffe, lui, n'avait fait que garder ses 1 200 000 lecteurs en dépensant plus de 1 500 000 dollars et il arrêta les frais ».

On sait le reste. Le *DAILY EXPRESS* atteignit bientôt 1 million, 1 million et demi, 2 millions de lecteurs, s'imprimait à la fois à Londres, Glasgow, et Manchester. Ses représentants allaient solliciter les abonnés de porte en porte en leur offrant des cadeaux : batteries de cuisine ou service de table en porcelaine. D'un bout de l'année à l'autre, une troupe de *girls* parcourait l'Angleterre à bord d'un car spécial pour apporter aux villageois une image de l'*EXPRESS* pleine de *sex-appeal*.

Il y avait mieux : il y avait le journal lui-même, clair, ordonné, varié, fait pour plaire à tous et où se dépensaient de merveilleux journalistes. Lord Beaverbrook y écrivait de temps en temps un article tapageur attaquant le Cabinet Baldwin, prenant l'initiative d'une scission chez les libéraux, [380] soutenant les projets matrimoniaux du Duc de Windsor ou simplement donnant à ses lecteurs des nouvelles de sa santé ou de sa situation de famille. Les lecteurs de l'*EXPRESS* eurent par exemple droit à deux colonnes de Beaverbrook le jour où il devint grand-père afin que l'importance de cet événement ne puisse leur échapper !

À côté de cela Beaverbrook autorisait ses collaborateurs à se moquer de lui dans les colonnes de ses propres journaux (il avait adjoint au *DAILY EXPRESS* un journal du dimanche, le *SUNDAY EXPRESS*, et un tabloïd du soir l'*EVENING STANDARD*.) Cependant Lord Kimross dans le *Standard*, le caricaturiste Low et le « *gossip columnist* » William

Hickey dans l'*EXPRES* prirent souvent leur patron comme tête de Turc, mais ils l'égratignaient avec gentillesse.

— Je veux bien même qu'on m'insulte, mais intelligemment », disait aussi Beaverbrook.

N'avait-il pas fait un pont d'or à Havard Spring pour s'assurer sa collaboration après que ce polémiste l'eût déchiré à pleines dents dans le *MANCHESTER GUARDIAN*, au lendemain d'un discours politique prononcé dans cette ville ?

Beaverbrook est à la fois adoré et craint de ses rédacteurs (« Nous ne savons jamais, m'a dit un jour l'un d'eux, en arrivant le matin au bureau si nos appointements vont être doublés ou si nous allons apprendre que nous ne faisons plus partie de la maison ».) Organisateur prodigieux, travailleur infatigable, il passait son temps à dicter ou à téléphoner des ordres (il y a même des téléphones dans le jardin de sa maison de campagne). Il adorait [381] faire lui-même des reportages et en 1936, quand nous nous trouvâmes ensemble aux États-Unis, il m'écrivit pour me demander « s'il ne pourrait pas faire des enquêtes ou interviews pour PARIS-SOIR ».

Beaverbrook est un personnage paradoxal. De Lord Castelrose — qu'il trouva à Paris sans un sou (et qui prétendait avoir besoin de 25 000 livres par an pour vivre) il fit son bouffon et son historiographe. Pour justifier les appointements qu'il lui donnait, il lui confia d'abord la direction commerciale de l'*EXPRES*. Ce fut un désastre. Alors il lui confia une chronique dans le *SUNDAY EXPRESS* pour raconter simplement des dîners en ville et les menus incidents de ses voyages. Ce fut un triomphe.

Beaverbrook, outre Castelrose, se déplaçait rarement sans une véritable petite cour, qui comprenait Lord Forbes (le fils de M<sup>me</sup> Ogden-Mills) — un jeune homme long, blond, doux de vingt ans, passionné d'aviation (comme Beaverbrook lui-même) et *Lord and Lady* Brenlow, amis intimes de celui qui devait devenir le Duc de Windsor.

Beaverbrook adorait Edouard VII, Winston Churchill, William-Randolph Hearst, Max Beaverbrook son fils, et Jean Prouvost. Pour le reste, il se fâcha et se réconcilia tour à tour avec les grands de ce monde, souvent par convictions intimes, souvent aussi pour de simples raisons d'amour-propre flatté ou froissé. C'est ainsi qu'il flirta avec Mussolini,

parce que celui-ci lui avait fait à Rome une brillante réception, qu'il lança Hore-Belisha comme rédacteur parlementaire de l'*EXPRESS*, l'attaqua quand il devint Ministre et cria au scandale quand [382] Neville Chamberlain se sépara de lui.

Par contre, il ne cessa de soutenir Winston Churchill qui publiait dans la presse Beaverbrook des articles exactement contraires à la doctrine purement isolationniste de Beaverbrook lui-même.

Le propriétaire de l'*EXPRESS* poussait l'isolationnisme jusqu'à l'extrême. On rappelait devant lui, en riant, qu'un jour où la tempête faisait rage sur les côtes de la Manche et empêchait toute navigation le *TIMES* avait mis comme titre à cette information « Le Continent séparé de l'Angleterre ».

— Eh bien, grogna Beaverbrook, que trouvez-vous de comique à ça ?

Et il répétait comme un *leitmotiv* à ses lecteurs : « L'Angleterre quoi qu'il arrive ne se laissera pas entraîner dans une guerre ».

Le *DAILY EXPRESS* (tirage 2 500 000 exemplaires — bénéfice net annuel \$ 1 050 000) faisait la même politique que le *DAILY HERALD*, organe travailliste qui avait atteint une vente quotidienne de plus de 2 millions de copies et que le *DAILY MAIL* dont la circulation baissait sûrement, mais doucement. Et cette politique, Beaverbrook avait raison lorsqu'il affirmait qu'elle correspondait aux vœux du peuple anglais. Politique de l'autruche qui consiste à se persuader que tout danger qu'on refuse de regarder en face n'existe pas. Mais qui montrait le danger aux Anglais, sauf Winston Churchill dans ses vigoureux articles hebdomadaires de l'*EVENING STANDARD* ? Ce fut longtemps la seule voix dissonante dans le concert de la presse londonienne désireuse d'attirer ou de conserver une clientèle qui refusait d'être effrayée !

[383]

Pour compléter l'image de Beaverbrook, il faut dire que cet homme pétri d'orgueil qui écrivait froidement à l'occasion d'un 1<sup>er</sup> janvier : « Le *DAILY EXPRESS* vous promet qu'il n'y aura pas de guerre cette année, ni l'année prochaine » était aussi pétri d'humilité. On a raconté qu'au cours d'une somptueuse « *party* » entre millionnaires sur la Riviera, il se mit en bras de chemise pour montrer qu'il attachait ses manchettes avec des épingles de sûreté et non pas avec des boutons de diamant. Et il nettoyait lui-même son bureau lorsqu'il avait, par mégarde, renversé un peu d'encre dessus. Très religieux, il appela son avion *JOHN KNOSE*, du nom d'un prédicateur presbytérien qu'il admirait pour son puritanisme et une croix illuminée la nuit domine son Parc de Cherkley. On sentait le mystique derrière l'animateur et derrière le potentat on devinait l'homme prêt au sacrifice et résolu à payer à l'existence ce qu'elle lui donnait de satisfaction matérielle et morale.

Jean Prouvost ne pouvait qu'avoir de l'admiration pour Beaverbrook : il appréciait ceux qui ont réussi surtout, ceux qui ne doivent qu'à eux-mêmes cette réussite et il était toujours impressionné, attiré par les fortes personnalités. La carrière de Beaverbrook était celle qu'il aurait voulu faire, le personnage de Beaverbrook était celui qu'il aurait désiré être.

\* \* \*

Jean Prouvost d'ailleurs affirmait lui aussi ses qualités et développait sa puissance. Devant PARIS-MIDI tous les journaux qui avaient essayé de paraître à la même heure avaient dû disparaître. [384] À PARIS-SOIR aucun autre journal ne pouvait se mesurer sans dommage. CE SOIR réduisait chaque jour son tirage et pour ne pas être ruiné, le richissime Louis-Louis Dreyfus devait s'empresse de vendre son INTRANSIGEANT à Jean Prouvost. Celui-ci le repassa à la première occasion, c'est-à-dire lorsqu'il trouva un groupe qui s'engagea à ne pas pousser le tirage de ce concurrent sérieux de PARIS-SOIR au-delà de 200 000 exemplaires. Jean Prouvost sortit un nouveau grand hebdomadaire MARIE-CLAIRE qui en trois mois fut dans toutes les mains féminines, lança la mode, inspira les chansonniers et les revuistes, et trusta la publicité ménagère et celle de produits de beauté. (Le nombre des jeunes Françaises

prénomées « Marie-Claire » décupla en un an après la parution de ce magazine.)

La presse de Jean Prouvost comptait encore outre PARIS-SOIR DIMANCHE, un magazine de cinéma POUR VOUS, un magazine de sports MATCH, un quotidien consacré aux courses hippiques PARIS-SOIR COURSES (et tous les autres journaux de courses à Paris étaient aux mains de M. Beghin, l'associé de Jean Prouvost) un poste de radio RADIO 37 (dont mon frère Roger Féral [Roger Boris Lazareff] – était le directeur artistique) <sup>12</sup>.

Nous apportions à PARIS-SOIR d'incessantes améliorations dont beaucoup nous furent suggérées par nos voyages aux États-Unis et en Angleterre. Comme Jean Prouvost tenait à ne pas prendre parti dans [385] les luttes politiques et que nous ne pouvions cependant les ignorer, je suggérais de publier une rubrique d'« Opinions Libres », ouverte aux leaders de la gauche et la droite, en n'excluant que les communistes et les royalistes. Nous décidâmes d'y inclure les grands parlementaires anglais puisque la France et l'Angleterre avaient lié leurs destinées et que tous les mouvements d'opinion de notre alliée pouvaient avoir des répercussions sur notre propre vie publique. C'est ainsi que de Léon Blum à Flandin, du chef travailliste Attlee à Winston Churchill, nous réunîmes une collaboration politique régulière d'une étendue et d'une qualité sans précédent.

Pour nous récompenser, et je m'y attendais, nous fumes submergés de lettres d'insultes. Chaque chronique d'un leader de droite nous valait les injures de nos lecteurs de gauche, chaque chronique d'un leader de gauche, les malédictions de nos lecteurs de droite. Mais plus tard les lecteurs s'habituerent à prendre sans colère connaissance des idées d'adversaires politiques et ils nous surent même gré de leur avoir imposé cette discipline, elle leur permettait d'être au courant des différentes façons dont les problèmes étaient envisagés par les représentants de l'opinion démocratique en France et en Angleterre.

Ils nous surent gré aussi d'envoyer pour les renseigner des témoins qualifiés partout où il se passait quelque chose dans le monde. La

---

<sup>12</sup> Jean Prouvost avait acheté le quotidien de spectacles COMEDIA, mais renonça à l'exploiter. Il acquit aussi le titre PARIS avec l'intention de le donner à un nouveau quotidien du matin, mais les événements ne permirent pas de mettre ce projet à exécution.

révolution éclatait en Grèce, notre collaboratrice Titayna — une femme qui se vantait non pas d'ignorer la peur, mais « de ne jamais reculer devant la peur » ce qui est [386] mieux — partait pour la Crète sur notre avion. Sans nouvelles d'elle pendant 24 heures, nous étions alarmés. « Vous n'auriez jamais dû la laisser partir » geignait Jean Prouvost en m'appelant au téléphone à 4 heures du matin. S'il arrive quelque chose je n'en dormirai plus (*sic*) ». À 11 heures, son appareil ayant été mitraillé et s'étant écrasé à l'atterrissage, Titayna nous télégraphiait une interview de Venizelos. Si elle était arrivée une heure plus tard, Titayna aurait fait le périlleux voyage en vain, car à midi le câble était coupé et Venizelos en fuite ! La même Titayna arrivait à Tokyo quand éclatait le coup d'État militaire, voyait le chef de la conspiration manquée se faire *hara-kiri*, et inaugurait la ligne téléphonique Paris-Tokyo pour nous passer le récit.

Nous fîmes débiter dans le reportage des écrivains qui semblaient les plus éloignés de ce genre de littérature comme Colette, Antoine de Saint Exupéry, Jean Cocteau, Louis Gillet, Blaise Cendrars, aux côtés de spécialistes chevronnés et de réputation internationale comme Jérôme et Jean Tharaud, Jules Sauerwein, Joseph Kessel, Paul Bringuier, Henri Danjou, Claude Blanchard, Bertrand de Jouvenel, Robert de Saint-Jean, Georges le Fèvre, etc.

Si nous n'achetions pas nos lecteurs — comme le *DAILY EXPRESS* — nous cherchions toutes les façons de les attirer : par exemple, nous prenions des photographies dans la rue ou dans les endroits publics à travers toute la France, puis un homme de loi choisissait au hasard trois clichés et sur chacun d'eux désignait une personne. Les trois clichés paraissaient dans PARIS-SOIR avec la tête des personnes [387] désignées entourées d'un cercle et si ces personnes se reconnaissaient, elles avaient droit à une prime de 500 francs. Ce jeu intitulé « PARIS-SOIR VOUS A PHOTOGRAPHIÉ À VOTRE INSU » eut un vif succès, si vif que des milliers de lecteurs nous supplièrent de les photographier « à leur insu » ! Nous mettions aussi en circulation un billet de 5 frs à un endroit déterminé. Vingt-quatre heures plus tard, nous publiions le numéro de ce billet et si son possesseur nous le ramenait dans un délai fixé il touchait 1000 francs.

En même temps PARIS-SOIR s'occupait des questions sociales : nous avions entrepris, sous la plume de notre collaborateur Alexis Danan, une vaste campagne contre les maisons de correction et pour la

protection de l'enfance. Nous avons réussi à pénétrer dans de véritables bagnes — où les enfants dont le seul crime souvent était d'avoir été abandonnés — servaient de proie à des exploiters qui les faisaient travailler 12 heures par jour, sans les payer, en les battant comme plâtre et en les nourrissant insuffisamment. Notre campagne aboutit à une réforme absolue du régime pénitentiaire pour les mineurs <sup>13</sup>.

[388]

Nous fîmes aussi campagne pour la destruction des taudis des grandes villes et nous organisâmes de nombreuses fêtes gratuites pour les petits gosses pauvres.

Je voudrais pouvoir raconter cent belles histoires de journalistes, en choisissant parmi mille exploits réussis par nos reporters animés par l'ardeur et la foi de la jeunesse et qui constituaient une équipe comme je crois pouvoir écrire qu'il n'en avait jamais été réuni une seule en France auparavant. Mais ce palmarès serait ici déplacé <sup>14</sup>.

Une nuit, à la chasse de Jean Prouvost en Sologne, nous décidâmes de transformer notre hebdomadaire sportif MATCH en un hebdomadaire

---

<sup>13</sup> Nous nous heurtâmes pendant de longues années, au cours de cette campagne, à l'indifférence des parlementaires pour qui les questions apolitiques et surtout celles qui concernaient les enfants sans parents ne pouvaient avoir aucune répercussion électorale. Parmi les soi-disant sociétés de bienfaisance qui pratiquaient l'esclavage de l'enfance malheureuse, ils s'en trouvaient dont les membres du conseil directeur ou les protecteurs étaient de puissants personnages. Parmi les administrateurs de la colonie pénitentiaire de Mettray fermée par ordre de justice après que nous eûmes dévoilé les scènes atroces qui s'y déroulaient — enfants enchaînés, condamnés à des semaines de cachot, etc. se trouvaient le Procureur général LESCOUVE et le Professeur BARTHÉLÉMY qui, plus tard, Ministre de la Justice, supprima les dernières maisons de correction !

<sup>14</sup> En dehors d'Hervé Mille — dont je parle plusieurs fois dans ce livre et pas assez souvent étant donné le rôle considérable qu'il joua à PARIS-SOIR il est juste de rendre hommage aux principaux artisans du succès de ce journal : l'administrateur délégué Paul Gemon — tué pendant la guerre, l'administrateur général Armand Turlot, les rédacteurs en chef A.-L. Jeune, Raymond Manevy, Gabriel Perreux, Élie Richard, René Maine, Charles Coutelier et Pierre de Bethmann (ces deux derniers prisonniers de guerre) ; les éditeurs de la partie magazine Hélène Gordon Lazareff (ma femme) George Sinclair, Jacques Surnague et Pierre Jean Launay ; le directeur littéraire Pierre Audiât, le directeur sportif Gaston Benac, le chef des services d'information Raymond Archambault et le chef des services photographes Paul Renaudon.

illustré de reportages et de documents selon une formule qui fut mise entièrement au point entre 2 et 6 heures du matin par Jean Prouvost, Hervé Mille, Paul Bringuier et moi. Il s'agissait par le texte et par l'image d'expliquer la signification de tous les événements qui bouleverseraient le monde. Pour cela il fallait rechercher derrière ces événements le mouvement [389] d'idées qui les avaient provoqués, derrière ces mouvements d'idées les hommes qui les conduisaient, derrière ces hommes les mobiles qui les faisaient agir. MATCH <sup>15</sup> devait être et fut un succès plus grand encore que nos précédentes entreprises, puisque son tirage passa de 80 000 à 1 million en moins d'un an, et sa vente atteignit rapidement 2 millions d'exemplaires par semaine.

Le nouveau MATCH, il est vrai, commença sa carrière au moment où les levers de rideau étant joués, la Grande Tragédie de l'Europe commençait. Son mérite fut d'en être le programme officieux et complet, avec l'explication des scènes et le portrait des acteurs.

[390]

---

<sup>15</sup> La présentation de Match était inspirée par celle de *LIFE* et de *LOOK* avec lesquels nous avons des accords d'échange de photos. Nous fîmes même un certain nombre de reportages en collaboration avec *LIFE*.

[391]

SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION

## Chapitre XXI

---

# DU SANG DE CLICHY AUX PRÉTENDANTS AU TRÔNE DE FRANCE

*(Notes retrouvées sur un carnet)*

[Retour à la table des matières](#)

17 mars 1937 —

Quelle atroce nuit ! Un de mes informateurs dans les milieux communistes m'avait prévenu à 6 heures du soir : « Il y aura du sang à Clichy tout à l'heure. Les ordres donnés aux meneurs sont nets. Quoiqu'il arrive il faut qu'il y ait des victimes ».

Il m'a expliqué : la minuscule section locale du Parti Social français (ex-Croix de Feu) de Clichy avait sollicité et obtenu du Ministère de l'Intérieur l'autorisation de donner — au bénéfice de sa caisse de secours — une représentation cinématographique privée, ouverte à ses membres seulement. Les organisations du Front Populaire de Clichy, sous l'impulsion des éléments communistes, ont protesté contre cette réunion et ont invité leurs adhérents à manifester contre ce qu'ils dénonçaient comme « une honteuse provocation fasciste ».

— C'est tout ? ai-je dit à mon informateur.

— Ce sera suffisant. Le Ministère de l'Intérieur alerté va envoyer la Garde Mobile. Or ce n'est pas contre les ex-Croix de Feu, mais contre le service d'ordre que les émeutiers ont reçu l'ordre de tirer.

— Curieux. Mais dans quel but ?

— Je n'en sais rien.

[392]

Je fis part du renseignement que je venais de recevoir à mon collaborateur Charles Gombault, ami intime de Marx Dormoy, le Ministre de l'Intérieur, que Léon Blum a nommé pour succéder à Roger Salengro.

Charles Gombault revint me chercher à 8 heures pour dîner.

— J'ai vu Dormoy. Il était prévenu. Toutes les précautions sont prises. Rien ne se passera.

— J'en accepte l'augure. Mais pourquoi Dormoy a-t-il donné cette autorisation au PSF ?

— Liberté de réunion. Le Parti Social français est désormais un parti légalement constitué, il a le droit de faire projeter des films éducatifs devant ses adhérents. Si Dormoy avait refusé, la droite aurait crié au scandale et les communistes trouvé un autre prétexte ».

J'envoyais un rédacteur à Clichy et je donnais des ordres pour qu'on me prévienne, s'il se passait quelque chose, au théâtre, où nous allions, Gombault et moi, assister à une première représentation.

Au moment où la jeune première triomphait enfin des embûches qu'un soupirant éconduit avait durant deux actes placé sur le chemin de son amour, le contrôleur vint me taper sur l'épaule. On me demandait au téléphone.

— Allo, c'est vous Monsieur Lazareff ? Je vous téléphone de Clichy. On se massacre depuis dix minutes, il y a des morts, des blessés, c'est atroce. »

C'était mon rédacteur. J'allais arracher Gombault de son fauteuil et nous filâmes vers Clichy.

La ville était paisible. Dans Clichy même tous les volets étaient clos. La plus grande partie de la [393] population dormait et ignora jusqu'au matin la tragédie qui se jouait à deux pas d'elle. Près de la Mairie, soudain le spectacle changea : coups de feu, cris, ombres qui s'enfuient, mais tout cela ouaté, rendu presque irréel par la nuit. Une balle perdue siffla à mes oreilles. Nous n'avions plus qu'à laisser notre voiture et à nous aventurer prudemment. Une dizaine de jeunes gens installés

derrière une charrette à bras renversée sur le côté, en train de recharger tranquillement leurs revolvers, nous prirent pour du renfort.

— Faites gaffe, camarades, à genoux ... les « cagnes » <sup>16</sup> vont arriver par la rue en face. On les laisse passer et on leur tire dans le dos ».

Une aussi héroïque perspective avait l'air de les réjouir au-delà de toute expression. Nous passons sans nous excuser de n'avoir pas le temps de partager leurs jeux. Nous voici pris dans une échauffourée. Il fait si sombre que nous ne voyons pas très bien où sont les gardes mobiles et où sont les manifestants. Nous recevons des coups, échappons à une fusillade ...

Dans un ruisseau une jeune fille — 19 ans sans doute — se tord de douleur. Elle est blessée à la tête. Deux jeunes gens s'approchent d'elle, la soulèvent, l'emportent. L'un d'eux lui répète d'une voix douce — qui fait contraste avec les cris de « À mort, à bas Blum » qui éclatent au lointain :

— Pleure pas, Isabelle, pleure pas, mon p'tit. Si je retrouve la vache qui t'a tirée, je te jure qu'il l'emportera [394] pas au paradis des bestiaux. Pleure pas, ma doucette, on va t'soigner.

C'est plus atroce que tout ! Nous voici enfin au coin de la rue où nous devons retrouver notre rédacteur. Il est là, sous un bec de gaz.

— Il y a dix secondes, on tirait des fenêtres au-dessus de la boucherie, ici. Les « flics » <sup>17</sup> perquisitionnent en ce moment.

— Comment tout cela est-il arrivé ?

— À n'y rien comprendre. Les contre-manifestants sont venus nombreux, mais ils avaient l'air plutôt pacifiques. Ils se sont heurtés à de solides cordons de police car il y avait encore beaucoup plus de gardes et d'agents que d'adhérents du Front Populaire. Mais comme ceux-ci avaient réussi à s'infiltrer, par petits paquets, non loin de la salle où avait lieu la réunion cinématographique, le service d'ordre a fait évacuer par une porte de secours les spectateurs PSF, parmi lesquels il y avait beaucoup de femmes et d'enfants. Cela s'est passé sans encombre. Il y avait déjà longtemps que tous les PSF devaient être rentrés chez eux quand la fusillade a commencé. Dans une petite rue quelqu'un a tiré sur

<sup>16</sup> Terme d'argot pour désigner les forces policières.

<sup>17</sup> Nom d'argot donné aux agents de police.

les gardes, et puis, autre part, quelqu'un d'autre. Les gardes ont répondu, chargé. Depuis ça n'a pas cessé ».

Nous allons jusqu'à la mairie. Léon Blum et Marx Dormoy arrivent derrière nous. Ils sont en *smoking* et leur visage est vert pomme — on les a prévenus à un concert auquel ils assistaient ensemble.

Léon Blum essaie de savoir s'il y a des tués. « Hélas ! [395] oui, lui dit un commissaire de police, beaucoup. » Des chiffres fantaisistes courent : « 10 morts » dit quelqu'un, « 150 » affirme un militant. Dehors, les cris et le bruit des détonations s'apaisent. À 2 heures du matin, on n'entend plus rien, l'émeute semble terminée. Juste au moment où le Préfet de Police René Longeron (qui a succédé à Bonnefoy-Sibour après le 6 février) faisait amener des projecteurs pour qu'on se tue au moins à la lumière ....

Derrière Marx Dormoy nous filons Place Beauveau, au Ministère de l'Intérieur. Les journalistes l'attendent là.

« Je suis à vous dans cinq minutes, leur lance le ministre en passant.

Il s'enferme d'abord dans son bureau avec ses collaborateurs. Charles et moi y sommes entrés derrière lui.

Marx Dormoy se prénomme Marx (et non pas Max) à cause de Karl Marx. Fils d'un militant socialiste, militant lui-même, maire de la ville industrielle de Montluçon, il est resté très militant, avec un chapeau à larges bords comme Léon Blum, une barbe noire et une éloquence facile. Il m'a toujours fait l'effet d'un très brave homme, qui s'efforce de ne pas être sectaire et d'exercer ses fonctions ministérielles avec le maximum de largesse de vues et d'énergie, dont il est capable.

Cette nuit, il est très ému, mais s'efforce de ne le laisser trop paraître. Il consulte les derniers rapports.

— Six morts, dit-il, 200 blessés.

— Qu'est-ce qui s'est passé ? interroge Charles Gombault.

[396]

— C'est un coup des communistes. Je croyais qu'un vaste service d'ordre et l'évacuation de la salle de cinéma les décourageraient. Mais « ils » voulaient la bagarre.

— Tu me disais que tu étais prévenu et que tes précautions étaient prises.

— J'avais parlé avec Maurice Thorez (le chef du parti communiste) ; il m'avait assuré qu'il se portait garant de ses bonshommes. Hélas ! Tout cela était voulu ; j'ai eu tort d'avoir confiance. Les communistes ont suggéré la contre-manifestation, mais ils en ont fait endosser la responsabilité aux socialistes puisque c'est le maire socialiste de Clichy qui a signé l'affiche de convocation, rédigée — et en quels termes ! — par les amis de Thorez. Mieux : Le POPULAIRE, le propre journal de notre Parti a reproduit cette affiche où Léon Blum et moi-même, sommes injuriés, pour avoir autorisé quarante inoffensifs PSF de Clichy à aller au cinéma !

— Je ne comprends pas le jeu des communistes !

Marx Dormoy enlève son manteau, pose son chapeau sur la table. Il s'échauffe.

— Qu'est-ce que tu ne comprends pas ? Moscou veut un gouvernement à ses ordres, qui intervienne en Espagne et qui monopolise la colère de l'axe Berlin-Rome, voilà la vérité ! Le gouvernement de Léon Blum n'est pas assez docile et pense aux Français avant de penser aux Russes. Alors, il faut le faire tomber dans un scandale qui l'éloigne à tout jamais du pouvoir. Si demain on peut dire : « le Gouvernement de Léon Blum n'est rouge que du sang des ouvriers ; socialistes et communistes sont tombés sous ses coups parce que des fascistes ont [397] provoqué une population de travailleurs », le Gouvernement Blum devra partir comme est parti Daladier après le 6 février. Alors les communistes réclameront leur participation au pouvoir avec certains radicaux ou même certains centristes tout dévoués à Moscou (pour des raisons électorales... ou autres) et le tour sera joué. Et Marx Dormoy ajouta :

— Mais il ne sera pas joué. Les militants socialistes, même depuis cette nuit ceux de Clichy, ont compris la manœuvre. Et les Fédérations Socialistes, comme celle de la Seine, qui trouvent Léon Blum trop tiède, sont encore, plus que lui, opposées à Moscou. »

Là-dessus, le Ministre de l'Intérieur va retrouver les journalistes après avoir rédigé laborieusement une courte déclaration. J'ai un moment d'espoir : s'il dénonce publiquement la manœuvre communiste aussi nettement qu'il vient de le faire devant nous, le peuple comprendra et l'horizon s'éclaircira enfin.

J'entends Marx Dormoy défendre son service d'ordre, parler d'agents provocateurs (on peut croire que ce sont des Croix de Feu), absoudre les manifestants socialistes, faire une allusion bien timide aux communistes. Et puis il replie son papier, le remet dans sa poche ... C'est tout.

Je reste stupéfait.

Marx Dormoy vient de faire perdre à son gouvernement l'occasion de se libérer !

.....

20 mars 1937.

L'affaire de Clichy est enterrée en même temps que ses victimes. Les communistes ont crié à « l'assassinat », [398] exigé la démission « du gouvernement vendu aux puissances d'argent », se sont déclarés prêts à participer au pouvoir. Mais Léon Blum, sur une interpellation du député PSF, Ybarnegaray, a obtenu un vote de confiance. Le coup n'était pas mûr. Et le prix de la vie humaine est trop dévalué.

.....

30 mars 1937.

Les communistes ne se tiennent pas pour battus. Les grèves recommencent partout. Léon Blum avait annoncé le 24 février « une pause pour consolider le terrain conquis. » Il a besoin d'être consolidé en effet ! L'or déserte à pleines cales de bateaux. Le tourisme est arrêté parce que les étrangers craignent les troubles sociaux (beaucoup d'entre eux sont restés dans les hôtels plusieurs jours sans que leur chambre soit faite et sans qu'on leur serve à manger !) L'Exposition Internationale de 1937 sur laquelle on comptait pour faire reprendre le commerce languissant de Paris, est à peine commencée. Elle devait être inaugurée dans 15 jours.

.....

Avril 1937. (*Sans date précise*)

Nous avons reçu de curieuses communications sur la nouvelle vague de grèves. Cette fois les ouvriers débrayent sans ordre de la CGT ou de leurs syndicats. Les grèves sont menées par des jeunes gens nouvellement inscrits aux syndicats et souvent entrés récemment dans les usines. La CGT elle-même s'inquiète de ces procédés. Un industriel de mes amis a fait une enquête. Les meneurs qui ont arrêté le travail dans son usine ont réuni des petits noyaux de résistance dans chaque atelier et ce sont ces groupes minoritaires qui ont décidé la grève [399] sans consulter leurs camarades. Les autres ont suivi par solidarité ou par peur. Un commissaire de la Sûreté que j'ai rencontré hier et qui est chargé de la surveillance des étrangers m'a confirmé le rapport de mon ami l'industriel. Les meneurs des nouvelles grèves sont en liaison constante avec les « rayons » communistes et disposent de beaucoup d'argent. Le commissaire m'affirme que ce n'est pas seulement de l'argent russe : certains de ces « ouvriers » (d'ailleurs en général des travailleurs habiles et qu'on engage pour leurs qualités professionnelles) ont fait des séjours en Allemagne et en Italie. Étaient-ils agents des communistes dans les pays fascistes ?

.....

AVRIL 1937. (*Sans date précise*)

Nous avons reçu aujourd'hui à PARIS-SOIR M. Grover Whalen. C'est un curieux homme qui m'a été présenté à New York par l'ex-Sénateur de l'État de New York, M<sup>r</sup> Joseph Clark Baldwin (marié à une Française, petite-fille du grand écrivain d'aventures Jules Verne). M. Grover Whalen, ancien chef de la Police de New York, est président de la *World's Fair*, l'Exposition Internationale qui succédera à la nôtre. Nous avons donné un grand déjeuner pour Grover Whalen. Jean Prouvost y a été de son discours. C'était très bien. Mais après le déjeuner il a fallu amener Grover Whalen à l'Exposition. Or, en janvier 1936 quand j'étais aux États-Unis, les travaux de la *World's Fair* qui ouvre ses portes en mai 1939 étaient déjà commencés sur l'étang de Flushing, aux portes de New York. Mais l'Exposition de Paris qui devait ouvrir ses

portes au public en mars [400] 1937 est à peine commencée en avril 1937. Les grèves ont arrêté l'édification de la plupart des pavillons français.

« C'est dommage, a dit Grover Whalen sincère, ce qu'on devine de l'Exposition, sur chaque rive de la Seine, au cœur de Paris, est ravissant, harmonieux et fait honneur à votre goût. »

.....

Mai 1937 (*Sans date précise*)

Le 1<sup>er</sup> mai, jour de l'inauguration officielle de l'Exposition, qui doit marquer le triomphe du Front Populaire et des Démocraties, trois pavillons seulement sont terminés : l'allemand, le russe et l'italien ... ceux des trois dictatures.

Le Pavillon russe, surmonté de la faucille et du marteau, est placé juste en face du pavillon allemand où flotte la croix gammée. Ils sont tous les deux grandioses ... et vides. Mais sur le toit du pavillon allemand, le restaurant berlinois Horcher est devenu le rendez-vous du « Tout Paris ».

Je suis allé à une soirée de gala au Pavillon Soviétique et j'ai eu une bonne idée pour PARIS-SOIR. Les fresques qui décorent la salle d'honneur représentent les principales personnalités du régime. Mais entre le temps où cette fresque fut commandée et le temps où le public parisien a été admis à l'admirer, la plupart de ces personnalités ont été arrêtées par ordre de Staline, accusées de haute trahison, ont avoué leurs crimes avec un luxe de détails insensé, ont été condamnées, souvent exécutées. J'avais donc résolu de faire photographier la fresque et de la reproduire dans le journal avec [401] un petit commentaire sous le titre « Staline au Royaume des Ombres ». Mais quand mon photographe est arrivé le lendemain matin, un peintre perché au haut d'une échelle essayait de rendre méconnaissables les victimes de la purge en ajoutant par exemple une barbe au Maréchal Toukhachevsky, des favoris à Raddek, des chevaux à Zinoview, etc. Le cliché n'en aurait été que plus réussi. Mais au moment où le photographe allait opérer, deux « camarades gardiens » se sont jetés brutalement sur mon collaborateur et l'ont empêché de fixer sur la plaque cette dernière toilette des condamnés.

.....

(*Sans date précise*).

— Il n’y a pas de mystère dans les procès de Moscou.

En vingt-quatre heures, quatre hommes m’ont donné la même explication de ces procès, mais pas un ne veut prendre la responsabilité de l’écrire <sup>18</sup>. Le premier, c’est notre correspondant en URSS, Laville, qui a réussi à me faire tenir une lettre secrètement par un voyageur américain ; le second, c’est l’excellent écrivain Boris Souvarine, ancien délégué du Parti Communiste français à Moscou qui est devenu l’ennemi des Soviets ; le troisième est mon ami et collaborateur Georges Kessel qui revient d’URSS où il a vécu plus d’un an ; le quatrième, Nicolas Kossiakoff, est mon meilleur informateur sur la Russie.

[402]

— Il n’y a pas de mystère de Moscou. L’Ambassadeur d’Allemagne a demandé une audience personnelle à Staline. On lui a conseillé de voir Litvinoff. Il a insisté sur la gravité et l’urgence de la communication dont il était chargé. Le Dictateur rouge l’a finalement reçu.

— « Vous êtes entouré de traîtres, lui a dit l’Ambassadeur d’Allemagne. Nous avons acheté la plupart de vos collaborateurs civils et militaires. En cas de conflit vous vous trouveriez dans une situation des plus précaires, car les concours sur lesquels vous êtes en droit de compter avec certitude, non seulement vous feront défaut, mais encore seront des concours acquis à vos ennemis. Réfléchissez ... Le *Führer* vous offre, à certaines conditions à débattre, une possibilité d’entente. Si vous ne l’acceptez pas, ce sera la lutte et étant donné l’état d’esprit de votre État-Major, vous allez au désastre. »

— « Des preuves, je veux des preuves, avant de croire à vos accusations.

— « Vous en aurez. »

« Deux jours plus tard, Staline avait entre ses mains sinon des preuves au moins une série de treize dossiers complets sur treize chefs communistes qui seraient entrés en communication avec les nazis. Tous

---

<sup>18</sup> En effet, jusqu’à ce jour, cette version des Procès de Moscou n’a jamais été publiée. Les événements lui ont pourtant donné la plus éclatante confirmation.

les détails sur les lieux, dates, heures de rencontre, paroles et promesses échangées, figuraient dans les dossiers. Staline, encore un peu sceptique, mais déjà apeuré, fit arrêter les treize chefs qui, devant l'amas de précisions réunies par leurs accusateurs — et croyant avoir été joués par des agents de Staline — ne purent qu'avouer.

[403]

« L'Ambassadeur d'Allemagne revint alors trouver Staline.

— « Vous voyez, vous aviez tort de ne pas me croire. Vous pensez être tranquille maintenant et avoir épuré votre entourage. Erreur ! Vous ne connaissez pas encore l'étendue de notre emprise en Russie Soviétique. Tenez, voici une nouvelle fournée de dossiers, dont celui du Maréchal Toukhachevsky, le chef de votre armée. »

« Le même jeu recommença ... les mêmes aveux furent obtenus.

« Et l'Ambassadeur d'Allemagne de dire au Dictateur rouge :

— « En voilà assez pour que vous soyez convaincu. Nous gardons le reste pour nous. Mais vous avez pu constater combien votre puissance est précaire. Réfléchissez, vous avez tout le temps. Ce que le *Führer* vous demande ne peut se décider en quelques jours, ni en quelques mois. Pendant ce temps nous continuerons à prendre nos précautions. »

Mes informateurs ne m'ont pas assuré que ce furent les paroles textuelles échangées entre Staline et le délégué de Hitler. Mais les quatre hommes, qui ne se connaissent pas, et qui ont tous des sources de renseignements excellentes, mais différentes m'ont donné le même son de cloche.

.....

*Sans date précise.*

J'ai fait l'autre jour une curieuse expérience. J'ai déjeuné au restaurant de PARIS-SOIR avec Bertrand de Jouvenel (celui-ci qui fut socialiste, puis radical vient de s'inscrire au Parti Populaire français [404] de Doriot. Mais il m'avoue qu'il est, au fond de son cœur, monarchiste.

« — La seule chose qui pourra ramener l'unité en France c'est un roi.

— Quel roi ?

— Le seul Roi, pas le Duc de Guise naturellement, quoiqu'il soit, lui, le prétendant officiel au trône de France. Mais son fils, le Comte de Paris. Je le connais bien — il est intelligent et préoccupé par les problèmes sociaux, au fond les seuls problèmes de l'heure. Et avec ça il est jeune et charmant. S'il descendait un beau matin d'avion Place de la Concorde, la foule en l'acclamant l'amènerait à l'Élysée. »

Je me tapais le crâne avec l'index, ce qui est une façon imagée d'exprimer qu'on prend son interlocuteur pour légèrement dérangé de l'esprit. Il s'en offusqua.

— « Personne, lui dis-je, ne connaît votre Comte de Paris. Tenez, vous allez voir. »

J'interrogeai aussitôt la servante qui s'occupait de notre table et notre voisin, un jeune instituteur et un rédacteur de notre service financier.

La servante nous dit :

— « Ah oui, le Comte de Paris ! Je ne le connais pas, mais je sais que c'est un noble ».

L'instituteur prit un petit air supérieur :

— « Naturellement, je sais qui est le Comte de Paris, c'est un descendant des seigneurs qui régnaient sur l'Ile-de-France. »

Quant au rédacteur financier, plus sincère, il maugréa :

[405]

— « Mais non, mais non, je ne sais pas qui c'est. Je n'ai pas de relations dans l'aristocratie. »

Bertrand de Jouvenel fut très marri de cette aventure.

— « Mon vieux, lui dis-je en conclusion, Maurice Chevalier, débarquant non pas d'avion, parce que c'est trop difficile, mais d'un simple taxi, aurait plus de succès Place de la Concorde que votre Comte de Paris. »

Bertrand de Jouvenel, beau joueur, me raconta alors avec beaucoup de verve l'aventure du Duc de Guise, qui, après le 6 février, croyant son heure venue, lança une proclamation, mais, navré, dit à son entourage : « C'est terrible, les événements me prennent au dépourvu. Je n'ai pas de Ministre de Finances ... ! »

« Je vous assure que le Comte de Paris, lui, ajouta Bertrand de Jouvenel, n'est pas comme son père, et qu'après Clichy il n'a pas été persuadé que la route du pouvoir lui était ouverte. Le Duc de Guise écrivait un grand traité d'harmonie pour cors de chasse quand, par suite de hasards et de morts subites, il devint chef de la maison d'Orléans. Le Comte de Paris, son fils, était encore à cette époque un tout jeune homme. Il a appris depuis à connaître les devoirs de sa charge et a étudié froidement la situation politique de la France. Il a su, sans rompre tout à fait avec eux, se séparer de ses trop bruyants partisans d'Action Française. Il compte des amitiés parmi les gens du centre et de gauche. Vous devriez le connaître. Un jour, la France aura besoin d'un véritable arbitre des partis et ce véritable arbitre ne peut être qu'un roi héréditaire et [406] symboliquement responsable et impartial, puisqu'il ne dépend d'aucun parti. »

Peu de temps après, lors d'un voyage à Bruxelles, je fis la connaissance du Comte de Paris et j'avoue que je fus séduit par ce jeune Prince, aux yeux brillants, au visage émacié, aux traits fins. Il souffrait des rigueurs de la loi qui tenait éloignés de France les prétendants au trône et leur famille. Il avait soif de respirer l'air de son pays. Il recevait beaucoup de français au Manoir d'Anjou, près de Bruxelles, où il résidait avec sa famille, sa femme (la ravissante Princesse Isabelle d'Orléans Bragance), ses enfants ses parents, ses maîtres et ses collaborateurs.

Je connaissais deux d'entre eux : Pierre de la Rocque, frère du chef des Croix de Feu, et Pierre Longone à qui le Comte de Paris avait confié la direction de son organe personnel, le COURRIER ROYAL. Le soir où je vis le Comte de Paris, il venait de voir un film français qui retraçait les principaux épisodes de la conquête et de la pacification du Maroc. Il était bouleversé.

— « Ça m'a fait du bien, s'écria-t-il. Vous savez que je connais le Maroc de fond en comble. Mes parents ont une grande exploitation agricole à Larrache, au Maroc espagnol, et les lois d'exception ne m'interdisent pas de visiter le Maroc français. Ce que Lyautey a fait là-bas est splendide. Je suis si heureux d'avoir connu Lyautey. Vous savez, ajouta-t-il en souriant, on peut le dire maintenant, d'ailleurs tout le monde le sait, Lyautey était un royaliste convaincu. »

Le Comte de Paris développa devant moi des théories fort intelligentes et très avancées sur l'organisation [407] du travail et de l'État, sur la politique de prestige qu'il souffrait de voir la France abandonner. Et j'ai vu qu'il était fort au courant non seulement de la politique française, mais encore de ses dessous, en général les plus ignorés. Il avoua qu'il venait quelquefois en cachette et incognito passer quelques heures en France, risquant pour chacun de ses courts séjours les rigueurs de la prison.

— « Mais je crois, dit-il en riant, aussi mal faite que soit la police de la République, qu'elle est au courant de mes escapades, mais les juge assez peu dangereuses pour fermer les yeux. »

Le même jour, il m'affirma qu'il était persuadé que l'heure de la monarchie viendrait.

— « Pourvu, soupira-t-il, qu'elle ne soit pas précédée par le tocsin et par le glas ! »

Dans le restaurant où nous soupions, un homme dégingandé, au visage gris et terne, entra et s'assit avec quelques autres personnes à une table voisine. Il fit au Comte de Paris un signe de tête presque imperceptible. Le Comte de Paris lui répondit par un petit sourire. Un jeune homme brun qui s'en allait salua d'abord le Comte de Paris, puis le monsieur au visage terne.

— « C'est drôle, dit le Comte de Paris, ce qui vient de se passer. Le Monsieur qui vient d'entrer, c'est le Prince Louis Napoléon, prétendant bonapartiste, et le monsieur qui vient de sortir, c'est l'Attaché Militaire de l'Ambassade de la République française. Vous voyez que dans l'exil les trois régimes ne sont pas trop mal ensemble. Nous sommes tous Français, n'est-ce pas ? »

D'après mes renseignements, le Comte de Paris [408] entretient d'excellentes relations avec le Roi Léopold III, la cour d'Angleterre et

la cour d'Italie. Les Nazis cherchent à entrer en relations avec le Prince Louis Napoléon. Hitler décidément est obnubilé par l'Empereur.

.....

*Sans date précise*

Je relis mes notes précédentes. Je voudrais bien savoir combien le Comte de Paris a de véritables partisans ! Au Ministère de l'Intérieur, on estime qu'il y a 20 000 personnes au plus dans les organisations royalistes, la majorité appartenant aux groupements d'Action Française et de Camelots du Roi. Mais L'ACTION FRANÇAISE elle-même tire chaque jour 30 000 exemplaires et puis il y a les royalistes qu'on ignore... et ceux qui s'ignorent. Il est indéniable que dans la jeunesse intellectuelle, le mouvement royaliste ou plutôt le mouvement du « nationalisme intégral » fait beaucoup de progrès. Mais ces progrès, on les doit plus à l'influence philosophique de Charles Maurras qu'à l'idée monarchique elle-même.

Quant aux bonapartistes, auxquels pendant un temps François Coty prêta le secours de sa fortune, on n'en trouverait pas 10 000 dans tout le pays.

Il y a encore d'autres prétendants au trône de France. Par exemple ce Naundorff, Prince de Bourbon (qu'il dit !), fils d'un photographe malin qui se prétend, pièces à l'appui, descendant de Louis XVII, le fils de Louis XVI et de Marie-Antoinette mort à la prison du Temple. Les Naundorff profitent de la légende qui veut que le petit cadavre trouvé à la prison du Temple soit celui du fils de geôlier mort de [409] phtisie et qu'on ait fait évader et fuir en Hollande le vrai petit roi à l'intérieur d'un cheval jupon avec lequel il s'amusait. Ce dernier des Naundorff, Prince de Bourbon, était dans la misère la plus noire et vivait d'aumônes. Il vient de trouver un excellent moyen de couler désormais des jours heureux : il a reconnu légalement comme étant sa fille ... M<sup>lle</sup> Cotillon, la femme qui témoigna contre l'inspecteur Bony dans l'affaire du Conseiller Prince et qui fut tour à tour tenancière de cercle et patronne de bar ! M<sup>lle</sup> Cotillon a trouvé ainsi, à l'âge mûr, un papa qui lui permettra désormais de s'appeler « Princesse » et de faire croire qu'elle a du sang royal dans les veines. Le soi-disant Prince de Bourbon, lui,

était préalablement assuré que sa « fille » lui verserait une petite pension mensuelle qui le mettrait à l'abri du besoin.

Il y avait encore un autre prétendant au trône de France, un Écossais, descendant collatéral de la famille des Tudors. Mais il vient d'être arrêté à Londres pour avoir escroqué trop de naïfs auxquels il avait promis des postes mirifiques quand « il aurait reconquis le trône de ses pères et mères » !

.....

Juin 1937. (*Sans date précise*)

Ca y est, Blum est tombé ! Paul Baudoin et Charles Rist, les deux économistes qui étaient chargés de l'émission d'un emprunt à garantie de change ont démissionné. Une crise financière s'est ouverte dans les pires conditions. La CGT attaque le gouvernement du Front Populaire qui a refusé, pour absorber le chômage, de mettre sur pied un programme de réarmement et de grands travaux. Les communistes [410] furieux de n'avoir pas pu exploiter « le sang de Clichy » hurlent contre la « pause »<sup>19</sup>. La droite est déchaînée. Blum a demandé des pleins pouvoirs en matière financière, la Chambre les lui a accordés, mais le Sénat les lui a refusés après une intervention de Joseph Caillaux qui fleurait le racisme. Léon Blum a démissionné et il y a eu des manifestations sans importance dans la rue contre le Sénat.

C'est Camille Chautemps qui succède à Léon Blum. Fait curieux : ceux qui ont machiné le 6 février et l'affaire Prince semblent ne plus faire confiance qu'à Camille Chautemps et à Daladier contre lesquels ils ont déchaîné tant de haine il y a un peu plus d'un an ! La grande presse est très aimable avec Camille Chautemps qui prend naturellement les socialistes dans son gouvernement. Il a rappelé, pour être Ministre des Finances, Georges Bonnet, que Léon Blum avait envoyé à Washington comme Ambassadeur.

Le Cabinet Chautemps n'est pas encore le Cabinet rêvé par les communistes. D'abord ils n'en sont pas. Ils ont longuement hésité à soutenir ce gouvernement, mais à la dernière minute, ils ont quand même voté pour lui.

---

<sup>19</sup> Arrêt dans la promulgation des réformes sociales.

J'ai entendu Paul Faure, l'autre chef du parti socialiste, dire ironiquement à Léon Blum dans les couloirs de la Chambre :

— Que veux-tu, mon vieux, ces pauvres communistes étaient bien ennuyés pour prendre une attitude. Le membre du *Komintern* qui est chargé de transmettre les ordres de Moscou au parti français a dû être exécuté par Staline entre deux coups de téléphone. »

[411]

SOUVENIRS.  
Tome 1. DERNIÈRE ÉDITION

## Chapitre XXII

---

### LE DOSSIER SECRET DES CAGOULARDS

[Retour à la table des matières](#)

Je me promenais dans le quartier de l'Étoile — près de l'Arc de Triomphe — le 11 septembre 1937 à dix heures du soir quand, soudain, l'air s'emplit du bruit de détonations rapides et violentes. Je pressais le pas. Rue de Presbourg deux immeubles venaient de s'écrouler et sous les décombres de l'un d'eux, on s'employait à dégager le cadavre d'un agent de police. Je me renseignais.

— C'est un attentat ... les immeubles qui viennent de sauter sont ceux de la Confédération Générale du Patronat Français et de l'Union Patronale des Entreprises Métallurgiques.

La foule déjà s'amassait, les officiels arrivaient.

Le Président de la Confédération du Patronat Français, C.-J. Gignoux, descendit d'une voiture, plus gras et plus rose que jamais et avant même de s'être renseigné exactement sur ce qui s'était passé me lança :

— Ca y est. Les communistes passent à l'action directe.

Camille Chautemps et Marx Dormoy (qui était resté Ministre de l'Intérieur) arrivèrent peu après avec le Préfet de Police et le Préfet de la Seine.

Le Président du Conseil qui connaissait par expérience le danger d'accuser trop vite et sans preuve, écoutait les premiers résultats de l'enquête. L'attentat était singulier. On avait attendu un samedi [412] soir alors que les immeubles de la Confédération Générale étaient vides pour faire éclater les bombes et, coïncidence particulièrement heureuse, les gardiens mêmes des immeubles s'étaient éloignés de leurs postes de garde « pour quelques instants » au moment de la déflagration.

J'interrogeai M. Camille Chautemps :

— Croyez-vous que les accords Matignon, signés entre les patrons et les ouvriers et qui constituent la nouvelle charte du travail seront les principales victimes de ces criminelles déflagrations ?

Le Président du Conseil eut un petit geste de la main pour me faire taire et ne répondit pas.

J'interrogeai le portier de la Confédération Générale du Patronat :

— Un livreur est venu m'apporter tout à l'heure un paquet adressé à M. Gignoux. C'est sûrement là-dedans qu'il y avait la bombe, répétait-il inlassablement.

Son voisin, le portier de l'Union Patronale des Entreprises Métallurgiques, avait reçu du même livreur un paquet adressé à un des dirigeants de cette Union, M. Villey.

Je m'adressais au Préfet de la Seine qui s'appelait Achille Villey.

— Le Villey de l'Union Patronale des Entreprises Métallurgiques, est-ce que vous le connaissez ?

— Oui, oui, dit-il, un peu gêné, je le connais.

— Est-ce qu'il est de votre famille ?

— Oui, oui, il est même de ma famille.

J'insistai :

— C'est un cousin éloigné ?

[413]

— Non, non, non, me dit-il, pas éloigné.

Puis, au bout d'un temps ...

— C'est mon frère !

Le lendemain toute la presse de droite et une partie de la grande presse demandaient la dissolution du parti communiste « qui voulait faire régner un régime de terreur en France pour hâter la révolution », et la presse communiste et socialiste parlait « d'ignobles provocations. »

Dans l'après-midi, ma secrétaire m'annonça qu'un jeune homme insistait pour me voir même s'il devait m'attendre très longtemps. Je le reçus :

— Monsieur, me dit-il, je sais quels sont les responsables des attentats de l'Étoile. Avez-vous entendu parler des Cagouards ?

— Les Cagouards ? C'est une sorte de *Ku-Kluk-Klan* sans doute ?

— Ne souriez pas. Je ne peux malheureusement vous donner mon nom et vous dire qui je suis. Mais je vous remets ce dossier que j'ai composé avec soin. Il existe une espèce de fédération de sociétés secrètes d'extrême-droite réunies sur une base de défense anticommuniste et dont les ramifications s'étendent dans tous les corps constitués de l'État Français, même dans l'armée. J'ai fait partie de cette association, redoutant personnellement les dangers révolutionnaires et trouvant que des groupements réguliers comme le Parti Social Français ou comme les Camelots du Roi n'étaient pas plus armés pour se défendre contre la « pieuvre moscovite » que n'était armé, hélas, notre régime. Hélas ! Depuis que je suis Cagouard, j'ai vu de telles choses que mon ardeur s'est refroidie. Dès que j'ai eu [414] la preuve que l'argent étranger soutient « la cagoule » ; elle est devenue à mes yeux un danger aussi menaçant pour la France que le danger qu'elle était destinée à combattre. J'ai résolu de la dénoncer. Cependant, comme la cagoule exécute ceux qu'elle considère comme des traîtres et qu'elle a des intelligences jusque dans la Police, c'est à PARIS-SOIR que j'ai voulu confier ce dossier. Parce que j'espère que PARIS-SOIR sera discret à mon sujet et parce que PARIS-SOIR est la tribune la plus retentissante, donc la plus propre à dénoncer ce scandale. La plupart des autres grands journaux sont en effet « dans le coup ».

Soudain il se leva :

— Je vois que je ne vous ai pas convaincu. Monsieur ; je le regrette et je pense que les événements seront, hélas, plus éloquentes que moi-même. Je vous laisse mon dossier et je m'en vais ».

Il partit très vite comme s'il avait peur que je le fasse suivre. Je jetai un coup d'œil sur le fameux dossier. Les histoires que j'y lus me semblèrent rocambolesques, aucun document ne leur conférait un caractère d'authenticité. « Encore un fou », pensais-je, car nous en recevions beaucoup. Je classai le dossier avec l'intention cependant de faire vérifier certains points précis par des collaborateurs de notre journal, surtout ceux qui concernaient l'assassinat des frères Rosselli, un intellectuel antifasciste et son frère, professeur à Turin, dont on avait retrouvé les corps criblés de balles dans une forêt de Normandie près de la station climatique de Bagnoles de l'Orne.

Quelques jours plus tard, mon ami et collaborateur [415] Charles Gombault me confia (il le tenait de Marx Dormoy lui-même) que l'enquêteur sur l'attentat de l'Étoile avançait à grands pas et qu'on était sur le point de procéder à un vaste coup de filet dans lequel seraient impliquées « un grand nombre d'organisations secrètes d'extrême droite. »

Du coup, je me souvins de mon visiteur, des Cagouleurs et de mon dossier et, en même temps, je fis procéder à des recoupements. Je m'inquiétais moi-même de savoir où en était l'enquête de la Sûreté. Voici ce que j'appris :

- 1°) Au cours des investigations sur les disparitions de deux trafiquants d'armes à la solde de l'Italie, nommés Baptiste et Juif, on avait trouvé des listes sur lesquelles figuraient les noms de personnages appartenant aux milieux et aux professions les plus diverses avec lesquels ces trafiquants avaient été en rapports.
- 2°) Un peu plus tard, le fils du célèbre fabricant des pneus français, Pierre Michelin, avait eu un terrible accident de voiture au cours duquel sa femme avait trouvé la mort. Les gendarmes qui avaient procédé aux premières constatations s'aperçurent avec stupeur que l'accident avait mis à jour une cachette dissimulée habilement dans la carrosserie de son automobile. Dans cette cachette on trouva des papiers que les gendarmes saisirent, recopièrent et transmirent à la Sûreté. Or ces papiers contenaient également des listes de noms et ces noms étaient les mêmes que ceux qui figuraient dans les papiers de Baptiste et de Juif.

- 3°) Depuis un certain temps, l'attention des autorités avait été attirée par l'activité de MM. Michelin [416] qui avaient transformé leurs usines de Clermont-Ferrand en un véritable grand quartier général pour une action illégale antidémocratique. La puissance des Michelin était telle qu'il semblait impossible de les mettre en cause. Ils avaient de grands intérêts directement et indirectement dans la plupart des grands journaux, des parlementaires étaient à leur solde et ils avaient un protecteur puissant en la personne de M. Pierre Laval qui considérait comme son fief la région de Clermont-Ferrand, son pays natal.

La Sûreté avait de bonnes raisons de penser que les explosions de la rue de Presbourg avaient été machinées dans les usines Michelin. Ce n'est point là pourtant qu'elle porta ses premiers coups. Le 10 novembre, le Gouvernement annonçait qu'un vaste complot contre la sûreté de l'État avait été découvert, mais sans rien révéler de ce que je viens de dire. Les Parisiens furent donc tout à fait surpris d'apprendre dans les jours qui suivirent que 500 perquisitions avaient été effectuées, qu'on avait trouvé 500 mitrailleuses, 50 fusils mitrailleurs, 30 canons anti-tanks ou anti-avions, des milliers de fusils et des centaines de kilos de munitions ainsi que des *blockhaus*, dans les sous-sols d'antiquaires parisiens, des garages de banlieue, ou des châteaux de province et qu'un grand nombre de personnalités avaient été arrêtées parmi lesquelles un des anciens chefs de l'aviation militaire, le Général Dusseigneur, le Duc Pozzo di Borgo (ancien collaborateur du Colonel de la Rocque, mais déjà à l'époque devenu son ennemi), le baron Moreau de la Meuse, le Comte Hubert Pastré, Eugène Deloncle, [417] Proust, Parent de Bernonville.

Les journaux communistes L'HUMANITÉ et CE SOIR triomphaient. « Voici, écrivaient-ils, les résultats de la politique de faiblesse du Front Populaire envers les anciennes ligues. » La grande presse et les journaux de droite s'indignaient, ridiculisaient le complot, affirmaient qu'il s'agissait de simples groupes d'autodéfense destinés à s'opposer à un coup de force communiste qui était tout prêt à éclater et que le Gouvernement n'aurait pas voulu ou su empêcher. Ils proclamaient que c'était une honte d'emprisonner et d'inculper des héros de l'ancienne guerre comme le Général Dusseigneur et le Duc Pozzo di Borgo et soutenaient

que toutes les armes trouvées chez les conspirateurs avaient été dérobées par eux dans des dépôts constitués par les cellules communistes.

En vérité, le grand public ne comprenait rien à toute cette histoire et le nom de « Cagouards » donnait au complot un air de farce. De plus, nulle voix sans passion n'osait énoncer clairement les buts poursuivis par la Cagoule, ni dénoncer ses moyens d'action. Les excès des feuilles communistes apparaissaient aux non-partisans comme un procédé de « *self-defense* » et on soupçonnait les journaux favorables au gouvernement de gonfler — dans un but politique — l'importance de ces découvertes.

Il y eût pourtant des coups de théâtre.

On apprit que « la cagoule » réunissait deux sociétés l'UCAD (L'Union des Comités d'Action Défensive) et le CSAR (Comité Secret d'Action Révolutionnaire). Des membres du CSAR furent accusés d'avoir assassiné les frères Rosselli dans les bois [418] de Bagnoles de l'Orne et des membres de l'UCAD, tous ingénieurs chez Michelin, inculpés pour avoir préparé et porté les bombes qui firent sauter les meubles de la rue de Presbourg.

Mais tout cela ne suffisait point pour passionner le public à qui on laissait toujours espérer l'arrestation de personnalités politiques et militaires vraiment importantes, qui auraient été les vrais chefs du CSAR.

La culpabilité des personnages incarcérés n'était pas non plus toujours évidente. D'ailleurs, ils le prenaient de très haut, faisaient intervenir des personnages influents en leur faveur. La grande presse dégonflait chaque jour un peu plus l'affaire, l'instruction traînait, on sentait que le gouvernement lui-même freinait les magistrats et les policiers. Il y eût une pluie de non-lieu et d'autres événements allaient bientôt faire oublier la « cagoule ».

Tous les noms des gens chez qui on avait trouvé des armes, à qui appartenaient les propriétés transformées en forteresses, tous les noms de ceux qui avaient été interrogés et arrêtés étaient dans le dossier que m'avait remis, au lendemain des explosions de l'Étoile, mon singulier visiteur. Mais il y avait encore dans le dossier d'autres choses. Il y avait surtout l'explication claire et simple qui suffisait à dissiper tout le mystère qui jusqu'à ce jour a subsisté autour des Cagouards. Cette explication, la voici :

Un certain nombre de gros industriels, de gros commerçants, d'hommes politiques et de membres de ligues d'extrême-droite (l'Action Française, Parti Populaire Français-Doriot, Croix de feu, Jeunesses [419] Patriotes, etc. ...), pour la plupart gens de bonne foi, mais qui avaient déjà été entraînés dans la conspiration d'où naquirent les émeutes du 6 février 1934, se réunirent sur l'invitation de l'un d'eux, Eugène Deloncle, « afin de sauver la France de la révolution communiste qui était sur le point d'éclater. »

Eugène Deloncle, ingénieur industriel, personnage mystérieux, disposant de ressources occultes, voyageant sans cesse entre Paris, Berlin et Rome, dit à ces braves gens :

« J'ai en mains les plans des communistes, ils sont nets et précis. Ils ont déjà arrêté l'heure à laquelle doit se déclencher leur action définitive. Ils disposent de complicités dans toutes les grandes administrations, au Parlement et dans l'armée. Ils possèdent des armes et des munitions. Des patriotes avertis et éclairés ont mis à plusieurs reprises les pouvoirs publics au courant des plans communistes, mais ces patriotes naturellement n'ont pas été écoutés. L'heure est grave, il est temps d'agir. Nous devons gagner les communistes de vitesse, à notre tour nous assurer des subsides importants, des amitiés chez les fonctionnaires, les militaires, les députés et les sénateurs. Nous devons être mieux armés qu'eux et posséder des troupes aussi décidées et plus nombreuses que les leurs. Comme eux, nous devons agir dans l'ombre avec des gens sûrs. Les ligues et les partis politiques auxquels nous appartenons sont remplis d'espions. Ni ces ligues ni ces partis ne doivent être au courant de ce que nous ferons. D'ailleurs, les nationalistes sont divisés, tous les partis et toutes les ligues veulent se partager [420] une maigre clientèle. Le plus grand secret doit être gardé sur tout ce que nous ferons. Nous devons être prêts aux plus grands sacrifices et ceux d'entre nous qui auront les langues trop longues, devront disparaître aussitôt ».

C'est ainsi que l'UCAD et le CSAR prirent naissance ayant pour premiers adhérents beaucoup de Français qui croyaient sincèrement s'opposer au triomphe du communisme en France.

Une fois les cadres constitués, ils furent employés à faire du prosélytisme par les maîtres occultes du CSAR et de l'UCAD. Beaucoup de

grands chefs militaires et d'hommes politiques éminents furent approchés par des amis qui leur tinrent ce langage :

— Les communistes doivent déclencher un mouvement révolutionnaire. Le Gouvernement se refuse à prendre les mesures nécessaires pour les en empêcher. Nous avons constitué des groupements qui s'opposeront par la force aux émeutiers rouges afin de faire triompher l'ordre. Êtes-vous avec nous ?

Presque tous donnaient naturellement leur adhésion avec enthousiasme. Même ceux qui refusaient de participer à l'action directe de l'UCAD et du CSAR, mais l'approuvaient devenaient par ce seul fait les complices et les protecteurs de cette action. Leurs noms aussitôt inscrits sur des listes de sympathisants étaient destinés à servir de paratonnerre au cas où le complot serait découvert. Dans le dossier qui m'était remis figuraient les noms de ces sympathisants.

Le Csar et l'UCAD avaient naturellement sollicité et obtenu le soutien de toutes les grandes puissances d'argent, et avec les sommes collectées, achetaient, [421] par l'intermédiaire de louches trafiquants, des armes et des munitions ... en Allemagne et en Italie.

En vérité, les vrais chefs de la Cagoule, Eugène Deloncle, et une dizaine d'acolytes, dont le principal était le D<sup>r</sup> Charles-Henri Martin (qui prit la fuite et se rendit en Italie dès l'ouverture de l'enquête), étaient en rapports constants avec les agents allemands et italiens à l'insu des membres de l'UCAD et du CSAR. Sous le prétexte d'empêcher une action communiste, leur but était de déclencher de graves désordres en France, désordres qui auraient affaibli le pays et devraient permettre l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement favorable aux intérêts de l'axe.

L'armée elle-même était noyautée. L'officier qui s'était chargé de ce travail était le Commandant Loustaunau-Lacau, ancien officier d'ordonnance du Maréchal Pétain, attaché à son cabinet quand il devint Ministre de la Guerre dans le Gouvernement Doumergue, puis placé à la tête d'un important service du Deuxième Bureau. Loustaunau-Lacau, si son nom ne fut pas livré à la publicité, fut cependant mis en disponibilité de service au cours de l'instruction judiciaire sur l'affaire des Cagouleurs. Mon informateur le représentait comme un mystique anti-communiste. C'est par son intermédiaire que le Maréchal Pétain et le Général Weygand auraient — toujours d'après mon informateur —

permis qu'on use de leurs noms auprès de ceux qu'on sollicitait d'entrer dans les organisations secrètes des « défenseurs de l'Ordre ».

Les congrégations économiques et les gros annonceurs étant parmi les bailleurs de fonds de l'UCAD et du CSAR, on comprend l'attitude de la grande [422] presse et son désir de ridiculiser et d'étouffer l'affaire. Par une ironie du sort, le seul journal qui fut officiellement impliqué au cours de l'enquête fut ... PARIS-SOIR. Jean Prouvost et Béghin avaient été, en leur temps et à plusieurs reprises, officieusement sollicités de donner de l'argent pour soutenir l'UCAD et le CSAR. Ils avaient refusé (je n'appris point cela par eux, mais par la lecture de mon dossier et c'est la raison qui avait certainement poussé mon informateur inconnu à porter ce dossier à PARIS-SOIR). Mais le nom du directeur de notre supplément hippique PARIS-SOIR COURSES, le Commandant Oudard, avait été donné par le journal communiste CE SOIR comme celui d'un cagoulard. Une perquisition eût lieu dans son bureau qui ne donna aucun résultat. Le Commandant Oudard n'était sans doute pas Cagoulard, mais une ancienne secrétaire à lui, devenue l'amie d'un de nos anciens collaborateurs passés à CE SOIR, avait voulu se venger d'avoir été renvoyée. Beaucoup de noms de « coupables » cités par L'HUMANITÉ ou par CE SOIR le furent ainsi au hasard des vengeances. La police, pour ne pas être accusée de parti-pris, suivait ces pistes qui n'aboutissaient nulle part, et ce ne fut pas là une des moindres raisons de la faillite de l'enquête sur la Cagoule.

L'UCAD et le CSAR furent en tout cas, grâce aux mesures prises, mis provisoirement hors d'état de nuire et ce qui aurait pu être une tragédie et qui apparaissait comme une comédie eût une apothéose burlesque.

Le Duc Pozzo di Borgo accusa publiquement, dès qu'il fut remis en liberté provisoire, le Colonel de la [423] Rocque d'avoir touché des fonds secrets des gouvernements qui s'étaient succédé au pouvoir depuis 1930 et d'en avoir usé largement pour ses besoins personnels ! Le Colonel de la Rocque répondit en assignant celui qu'il appelait « son diffamateur » devant les Tribunaux.

Il y eut procès et André Tardieu, avec une verve impitoyable, vint affirmer qu'il avait lui-même remis de l'argent au fameux Colonel, lorsqu'il était Président du Conseil. Pierre Laval aussi, ajouta-t-il.

Pierre Laval, interrogé, refusa de nier ou de dénier le fait, ce qui revenait à appuyer les affirmations de Pozzo di Borgo et d'André

Tardieu. Pour ma part, j'avais souvent entendu dire par plusieurs Ministres ou par leurs collaborateurs, que le Colonel de la Rocque « n'était pas dangereux, car il était constamment entre les mains des gouvernements successifs de la République. »

Un jour (plusieurs mois avant le procès intenté à Pozzo di Borgo), mon ami et collaborateur, Philippe Boegner, revenant d'un déjeuner avec Pierre Laval, m'avait raconté en riant ce mot de l'ex-Président du Conseil :

— La Rocque, il ne faut pas croire que c'est un dur ; c'est un sentimental. Je pense que le Front Populaire l'a eu de la même manière que Tardieu et moi nous l'avons eu, avec des « façons enveloppantes ». (Dans les milieux politiques, on ne disait jamais « verser des fonds secrets », mais « donner une enveloppe »).

On crut d'abord que les révélations d'André Tardieu et de Pozzo di Borgo allaient provoquer un grand nombre de démissions au sein du Parti Social [424] Français. Or, je tiens de deux des principaux lieutenants du Colonel de la Rocque — Édouard Barrachin et Léonce Bonduelle (ce dernier appartenait à l'administration de PARIS-SOIR) — qu'il n'y eut pas un demi pour cent de démissions à la suite du procès et qu'au contraire les membres du Parti Social Français se groupaient encore plus étroitement autour de leur chef qu'ils considéraient comme martyr de la cause.

On peut se demander pourquoi Pozzo di Borgo et André Tardieu se livrèrent à cette attaque contre le Colonel de la Rocque. Pozzo di Borgo était persuadé qu'il avait été dénoncé par le chef des Croix de Feu. Or, mon informateur inconnu affirmait dans ses notes que la Rocque avait non seulement refusé d'entrer dans la Cagoule, mais, encore, mit en garde ses collaborateurs contre les dangers de cette entreprise. Et c'était à la suite de cela que Pozzo di Borgo aurait quitté le Parti Social Français.



Il y avait une autre raison encore. Le Colonel de la Rocque avait quelque temps auparavant acheté, à Raymond Patenôtre, LE PETIT JOURNAL pour en faire l'organe quotidien de son parti. Il avait ainsi enlevé aux journaux de droite ou sympathisants avec la droite une partie

notable de leur clientèle. LE JOUR de M. Léon Bailby avait particulièrement ressenti cette concurrence et M. Léon Bailby était l'ami intime du Duc Pozzo di Borgo et d'André Tardieu.

LE JOUR à ce moment-là ne battait que d'une aile. Heureusement pour lui, la disparition d'un [425] autre journal de droite, L'ÉCHO DE PARIS, allait lui permettre de reprendre un peu de souffle.

On donnait du lecteur type de L'ÉCHO DE PARIS cette excellente définition : « C'est une dame en deuil qui a son fils à Saint-Cyr ». Journal boulevardier du début du siècle, du temps de son fondateur, Valentin Simon, L'ÉCHO DE PARIS était devenu peu à peu, entre les mains de son fils Henri, le journal du clergé et des familles bien pensantes. J'appartins pendant quelques mois, lorsque j'étais jeune journaliste, à la rédaction de L'ÉCHO DE PARIS. C'était une bonne et tranquille maison installée Place de l'Opéra et où, en dépit de l'avarice d'Henri Simon, chacun se sentait chez soi. L'atmosphère était douce et calme comme celle d'un intérieur provincial. Il y avait toujours des prêtres dans l'antichambre et des officiers dans la salle de rédaction.

À cette époque, Henri de Kérillis en était le Directeur politique et Pertinax, le chef du service de politique étrangère. Henri de Kérillis, jeune et glorieux aviateur de 1914 à 1918, avait le visage maigre et tourmenté, les yeux pleins de flamme des moines de l'Inquisition. Dès son retour à la vie civile, il mena un combat sans merci contre le communisme et contre l'Allemagne dont il affirmait que les espoirs de domination mondiale n'avaient pas été détruits par la défaite. Il avait fondé un parti Républicain National et, à cette époque, c'est la gauche qui lui décernait le titre de belliciste que la droite plus tard devait reprendre contre lui.

Au moment des élections en 1924, il couvrait la France d'affiches portant cette inscription : « La [426] France qui a connu quatre fois l'invasion en cent ans ne doit pas se désarmer sans s'être assurée de sa sécurité. Votez contre le cartel de gauche qui veut désarmer la France. »

Henri Simon s'aperçut bien vite que l'activité, la passion, l'amour de la lutte d'Henri de Kérillis lui ralliait une grande partie de la jeunesse de droite. Désappointé par la mollesse des leaders d'avant-guerre, aussi s'assura-t-il de la collaboration d'Henri de Kérillis au grand effroi des vieux rédacteurs pusillanimes de son ÉCHO DE PARIS.

André GÉRAUD, dit Pertinax, confident de toutes les Chancelleries, de tous les Ministres des Affaires Étrangères, rompu aux roueries de la diplomatie, ami de tous les chefs de notre Etat-Major, venait chaque soir, le monocle à l'œil, faire son article entre un grand déjeuner et un dîner important. Durant son séjour au bureau, il répondit à chaque personne qui l'appela au téléphone : « Oui, Excellence. Bien M. l'Ambassadeur. Certainement M. le Président. Croyez-vous, mon Général ? » On avait l'impression qu'une impossibilité physique l'empêchait d'avoir une conversation avec un Français moyen.

Mais dans ses articles, Pertinax poursuivait inlassablement la défense d'une politique extérieure française débarrassée de toute idéologie et de toute pression de politique intérieure. C'est Pertinax qui, en publiant prématurément l'accord Pierre Laval-Samuel Hoare, au moment de la guerre d'Éthiopie, l'avait fait échouer.

Henri de Kérillis à cette époque était italophile. Il arrivait d'ailleurs souvent que Pertinax et Henri de [427] Kérillis avaient des discussions orageuses, mais l'un et l'autre étaient toujours de bonne foi et animés par un sincère esprit patriotique. C'est parce qu'ils sont restés honnêtes, parce qu'ils ont toujours mis la France au-dessus de leurs préoccupations qu'ils furent tous les deux, tour à tour, reniés par la gauche et par la droite et la tragédie de ces deux hommes est le symbole de celle de leur pays.

Cette honnêteté — qui ne les gardait pas des erreurs — déconcertait beaucoup les lecteurs nationalistes. Comment pouvait-on concevoir qu'un conservateur soit comme Pertinax partisan de l'alliance avec l'URSS ? Comment pouvait-on admettre qu'Henri de Kérillis soit allé porter une épée d'honneur au Général Franco et poursuivre obstinément sa lutte contre Hitler ?

Le tirage de L'ÉCHO DE PARIS baissait chaque semaine. Henri Simon dut bientôt vendre une partie de ses actions. C'est ainsi que L'ÉCHO DE PARIS tomba entre les mains du fils d'Edmond Blanc, le créateur de Monte-Carlo, un jeune homme plus préoccupé des sports et de mondantités que de politique. François Edmond Blanc vendit le titre de L'ÉCHO DE PARIS au JOUR (qui allait désormais l'employer comme sous-titre). Henri Simon et une partie de ses collaborateurs, Henri de Kérillis en tête, fondaient un nouveau journal L'ÉPOQUE, Pertinax

devenait le rédacteur en chef de l'hebdomadaire pro-Société des Nations L'EUROPE NOUVELLE.

Nouvelle, l'Europe s'appêtait à le devenir plus encore que Pertinax, en dépit de sa clairvoyance, ne l'avait jamais pensé.

&

Fin du 1<sup>er</sup> volume.

La suite de DERNIÈRE ÉDITION  
(Les Souvenirs de PIERRE LAZAREFF)  
paraîtra sous le titre

J'AI VU, J'AI ENTENDU, J'AI SU...  
(LA FRANCE DE L'ANSCHLUSS  
À PIERRE LAVAL-GAULEITER)  
1938-1942

*FIN*